Der Teschenische Fridensschluß vom Jahr 1779. mit Anmerkungen.

Als eine Fortsetzung der Staatsgeschichte des zwischen Oesterreich und Preussen in denen Jahren 1778. und 1779. geführten Krieges;

verfasset von

Johann Jacob Moser,

Königlich-Dänischen Etatsrath.

Franckfurt am Mayn,
bey Johann Gottlieb Garbe.
1779.

2.

Die von mir dem Teschenischen Fridensschluß beygefügte Anmerckungen seynd nicht für die Gelehrte, sondern für die grosse Menge derer Personen hohen und nideren Standes, männ- und weiblichen Geschlechtes, welche disen Friden nicht nur lesen- sondern auch verstehen möchten, ohne darzu andere Schriften, als meine Staatsgeschichte des Krieges zwischen Oesterreich und Preussen in denen Jahren 1778. und 1779. nöthig zu haben; und zu disem Endzweck werden sie hoffentlich hinlänglich seyn.

Freylich ist noch etwas zurück gebliben, das wohl für den grösten Theil der Leser eines der angenehmest- und wichtigsten Stücke wäre, nemlich Betrachtungen, was diser, (dem äusserlichen Ansehen nach, eben nicht sehr vil besonderes enthaltende,) Fridensschluß für äusserst wichtige Folgen für ganz Europam, und besonders in Ansehung Teutschlands, theils bereits würcklich habe, theils, aller menschlichen Vermuthung nach, in Zukunfft haben könne, werde und müsse: Was kan aber Ich davor, daß an vilen Orten in Teutschland die Preßfreyheit so eingeschräncket ist, daß man nicht Behutsamkeit genug anwenden kan, nicht anstößig zu werden, und sich Unannehmlichkeiten zuzuziehen?

Eben dises ware auch die Ursach, warum der „Beschluß meiner Anmerckungen über das Absterben des Churfürstlichen Hauses Bayern, in so ferne es die darüber entstandene Streitigkeiten betrifft," in dem Druck zurückgebliben ist; dessen Abgang jedoch durch obgedachte Staatsgeschichte und dise jezige Schrifft ersetzet wird.

Der Teschenische Fridensschluß vom Jahr 1779. in der Originalsprache.

Traité de Paix entre Sa Majesté L'Impératrice, Reine de Hongrie et de Boheme & Sa Majesté le Roi de Prusse, conclu & signé a Teschen le treize May 1779. Avec un article séparé, & les Conventions, Garanties & actes annexes.

Au Nom de la Très Sainte Trinité, Père, Fils & Saint Esprit.

Soit notoire à tous présents & à venir, à qui il appertient, ou appartiendra; Que le feu de la guerre s'étant malheureusement allumé à l'occasion des differents survenus sur la Succession de Baviére, entre Sa Majesté la Sérénissime & très Puissante Princesse, Marie Thérése, Impératrice douairiere des Romains, Reine de Hongrie & de Bohême &c. &c. & Sa Majesté le Sérénissime & très Puissant Prince Fréderic Roy de Prusse, Electeur de Brandebourg &c. &c. Leurs dites Majestés ne s'en sont pas moins occupées depuis lors des moyens d'en arrêter les progrès & de retablir entre elles le plutôt qu'il seroit possible l'amitié & la bonne intelligence, que venoit d'alterer ce facheux événement. Par une suite de leurs intentions & de leurs sentimens reciproques, Leurs dites Majestés ont établi & repris à cette fin entre elles plusieurs negociations pacifiques; mais comme le succès n'en a point été favorable & qu'elles ont jugé moyenant cela ne pas pouvoir continuer à travailler directement au retablissement de la paix, persistant neanmoins à la desirer sincérement de part & d'autre, elles se sont determinées à réclamer pour cet effet la mediation de Leurs Alliés respectifs, persuadées, qu'elles pouvoient mettre la confiance la plus entiere dans les sentimens d'equité & d'impartialité, qu'ils leur avoient temoignés dans tout le cours de cette occurence.

Elles les en ont donc requis en conséquence, & Sa Majesté Imperiale de toutes les Russies, ainsi que Sa Majesté Très Chrêtienne ayant bien voulu s'en charger, il a resulté enfin de la louable réunion des soins de Leurs dites Majestés, l'heureuse réconciliation entre les hautes parties belligerantes, lesquelles ayant donné les mains au plan de

de pacification, qui leur a été proposé par les Puiſſances Médiatrices, Sa Majeſté Apoſtolique, l'Imperatrice douairiere Reine de Hongrie & de Boheme a nommé en conſéquence pour Plenipotentiaire de ſa part le Sieur Jean Philippe Comte de Cobenzl, Baron de Proſeck &c. Son Chambellan, Conſeiller d'Etat intime actuel, Conſeiller d'Etat d'épée aux pays-bas, Vice-Préſident de la Deputation Miniſterielle de la Banque; & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe de ſon côté, le Sieur Jean Hermann Baron de Riedeſel, Son Chambellan; les dits Miniſtres ſe ſont aſſemblés dans la ville de Teſchen, où Leurs Majeſtés l'Imperatrice de toutes les Ruſſies & le Roi Très Chrêtien ont auſſi envoyé leurs Plenipotentiaires pour aſſiſter aux conferences de paix; ſavoir: le Sieur Nicolas Prince de Repnin, Général en Chef des armées de Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, Gouverneur général de Smolensko, Bielgorod & Orel, Senateur, Lieutenant-Colonel des Gardes du Corps & Chevalier des Ordres de St. Alexandre-Newsky, de l'Aigle blanc, de St. Anne & de l'Ordre militaire de St. George, & le Sieur Louis Auguſte Baron de Breteuil, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très Chrétienne, Brigadier de Ses armées & Gouverneur de Gergeau; le travail infatigable de ces deux Plenipotentiaires médiateurs a eu un ſuccès ſi heureux, que les ſusdits Plenipotentiaires de Sa Majeſté l'Impératrice-Reine de Hongrie & de Bohème & de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, aprés s'être duement communiqué & avoir échangé leurs Plainpouvoirs reſpectifs, ont arrété definitivement & reduit en forme ſolemnelle les Articles de Paix ci-après, à ſavoir:

Article I.

Il y aura à l'avenir & pour toujours une paix ſolide & inviolable, ainſi qu'une vraie ſincere amitié entre Sa Majeſté l'Impératrice Reine & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, leurs héritiers & ſucceſſeurs, leurs Royaumes & Etats, ſujets & vaſſaux, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient.

Article II.

Pareillement, il y aura un oubli perpétuel de tout ce qui a été commis de part & d'autre, avant ou depuis le commencement de la préſente guerre. Les ſujets des hautes parties contractantes, ſans nul

 excep-

excepter, jouiront aussi d'une amnestie générale & de tous ses effets, non obstant toutes lettres avocatoires; & en conséquence, main levée leur sera accordée des biens, effets & revenus, saisis, confisqués ou détournés, sans qu'ils puissent être inquiérés sous aucun prétexte dans leurs personnes, biens, honneurs & droits quelconques, mais devant au contraire être laissés & rétablis en leur possession & jouissance paisible.

Article III.

Les hostilités ayant déjà cessé depuis la suspension d'armes, dont on est convenu, chacune des deux hautes parties contractantes évacuera immédiatement & dans l'espace de seize jours après la signature du présent Traité de paix & restituera à l'autre, sans aucune réserve, les provinces, villes, lieux & places, qu'elle peut avoir occupé sur l'autre; bien entendu, que les villes & places soient delivrées de part & d'autre dans l'état où par rapport aux fortifications, à l'Artillerie & aux Munitions, elles étoient au moment de l'occupation.

Article IV.

Tous les prisonniers de guerre & les sujets respectifs detenus pour cause de la guerre, seront, sans distinction ni réserve & sans payer aucune rançon, delivrés & restitués de part & d'autre, dans six semaines au plus tard après l'échange des ratifications du présent Traité, en payant toutefois préalablement les dettes, qu'ils auront contractées pendant leur captivité. L'on renoncera reciproquement à ce qui leur aura été fourni, ou avancé pour leur subsistance & entretien, & l'on en usera en tout de même à l'égard des malades & blessés d'abord après leur guérison; à quelle fin seront incessamment nommés des commissaires de part & d'autre pour procéder à l'exécution de cet article.

Article V.

Les contributions, livraisons, fournitures & prestations quelconques de guerre cesseront du jour de la signature du présent Traité. Tous les arrerages dus à cette époque, ainsi que les billets & promesses données pour cause de la guerre, sont déclarés nuls & de nul effet a jamais; & l'on est convenu de plus, que tout ce qui aura été exigé, pris ou perçu après l'époque susdite, soit d'abord rendu gratuitement & de bonne foi.

Article VI.

L'on eſt convenu auſſi, de ſe rendre mutuellement les ſujets de l'une des hautes parties contractantes, qui pourroient avoir été obligés d'entrer dans le ſervice de l'autre, & l'on s'entendra après la paix amiablement ſur les meſures neceſſaires à prendre pour exécuter cette ſtipulation avec l'exactitude & la réciprocité convenables.

Article VII.

La convention ſignée ce jourd'hui entre Sa Majeſté l'Impératrice Reine tant pour elle même, que pour ſes héritiers & ſucceſſeurs d'une part, & de l'autre le Séréniſſime Electeur Palatin, pour lui, ſes héritiers & ſucceſſeurs & Monſieur le Duc des Deux-Ponts, qui y a pris part comme partie principale contractante, également pour lui, ſes héritiers & Succeſſeurs, ſera annexée au préſent Traité; elle ſera cenſée en faire partie, comme ſi elle y étoit inſérée de mot à mot, & elle ſera garantie par les Puiſſances Médiatrices, ainſi que le Traité de paix même.

Article VIII.

Les Hautes Puiſſances contractantes & médiatrices du préſent Traité, ſont convenues de garantir & garantiſſent, formellement à toute la Maiſon Palatine, & nommément à la ligne de Birckenfeld les Traités & Pactes de Famille de 1766. 1771. & 1774. en tant qu'ils ſont conformes au Traité de paix de Weſtphalie, & qu'il n'y eſt pas derogé par les ceſſions faites par le préſent Traité & Conventions, ainſi que l'Acte ſigné aujourd'hui entre le Sereniſſime Electeur Palatin & Mr. le Duc de Deux-Ponts, ſur l'obſervation & l'exécution de leurs ſusdits Pactes de Famille, lequel eſt annexé au préſent Traité, & cenſé en faire partie, comme s'il y étoit inſeré mot à mot.

Article IX.

La Convention particuliere d'aujourd'hui, par laquelle les prétenſions du Séréniſſime Electeur de Saxe, ſubſtitué aux droits de Madame l'Electrice douairiere ſa Mere, héritière allodiale du feu Electeur de Bavière, ont été réglées & fixées entre les parties intéreſſées, ſera pareillement annexée au préſent Traité, dont elle ſera cenſée faire partie, comme ſi elle étoit inſerée ici mot à mot & ſera garantie par Leurs Majeſtés l'Impératrice-Reine & le Roi de Pruſſe;

elle

elle sera également garantie par les puissances médiatrices, ainsi que le Traité de paix même.

ARTICLE X.

Comme on a élevé des doutes sur le droit, que Sa Majesté Prussienne a de réunir à la primogéniture de Sa Maison les deux Principautès de Bareuth & d'Anspach, en cas d'extinction de la ligne, qui posséde actuellement ces deux Principautés, Sa Majesté l'Impératrice Reine s'engage pour elle & pour Ses héritiers & successeurs à ne jamais mettre aucune opposition, à ce que les dits pays d'Anspach & de Bareuth puissent être réunis à la primogéniture de l'Electorat de Brandebourg & qu'elle puisse en disposer à son gré.

ARTICLE XI.

Et attendu que les dites Principautès contiennent d'un côté dans leur territoire des fiefs dépendans de la Couronne de Bohème, tandis que de l'autre ces Margraviats ont dans leur mouvance des fiefs situés sur territoire d'Autriche; leurs Majestés l'Impératrice-Reine & le Roi de Prusse consentent dès a présent, à renoncer, lorsque le cas échéera de la réunion prévue dans l'article précédent, à tous droits & hauteurs, sous quelque denomination qu'ils soient designés, ainsi qu'à toute dependance de ces fiefs & parties de fiefs, & à faire cesser respectivement tout lien féodal sans nulle réserve.

ARTICLE XII.

Les Traités de Westphalie & tous les Traités conclus depuis entre Leurs Majestés Imperiale & Prussienne, & nommément ceux de Breslau & de Berlin de 1742. de Dresde de 1745. & de Hubertsbourg du 15. Février 1763. sont expressément rénouvellés & confirmés par le présent Traité de paix, comme s'ils y étoient insérés mot à mot.

ARTICLE XIII.

Sa Majesté l'Imperatrice - Reine se joindra à Sa Majesté Prussienne, à Monsieur l'Electeur Palatin, & à Monsieur le Duc des Deux-Ponts pour réquérir Sa Majesté l'Empéreur & l'Empire de vouloir bien conférer à Son Altesse Electorale Palatine, tant pour elle que pour toute la Maison Palatine, les fiefs de l'Empire situés tant en Bavière

vière qu'en Souabe, tels qu'ils ont été possédés par le feu Electeur; & pour convaincre d'autant plus l'Electeur Palatin de la sincérité de ses intentions pour sa personne & en faveur de Sa Maison, Elle promet de s'employer aussi à faire abandonner l'administration des dits fiefs à Son Altesse Electorale immédiatement après la ratification du présent Traité de paix.

ARTICLE XIV.

Sa Majesté l'Empereur & l'Empire sont requis par toutes les parties intéressées & contractantes, d'accéder au présent Traité & aux actes & conventions qui en font partie, & de donner leur consentement plénier à toutes les stipulations, qui y sont contenues.

ARTICLE XV.

Finalement Sa Majesté l'Imperatrice-Reine interposera volontiers conjointement avec Sa Majesté Prussienne ses bons offices auprès de Sa Majesté l'Empereur pour le porter à accorder à la Maison Ducale de Mecklenbourg le privilége *de non appellando* illimité, lorsqu'elle l'aura demandé selon l'usage.

ARTICLE XVI.

Leurs Majestés l'Imperatrice de toutes les Russies & le Roi Très Chrêtien ayant le plus contribué à l'heureuse réussite de cette pacification, par leur intervention amicale & leur Mediation efficace & équitable, Leurs dites Majestés sont réquises par toutes les parties contractantes & intéressées, de se charger aussi de la garantie du présent Traité, ainsi que de toutes les Conventions & stipulations, qui en font partie.

ARTICLE XVII.

Les ratifications du présent Traité expédiées en bonne & due forme seront échangées en cette Ville de Teschen dans l'espace de quatorze jours, ou plutôt, s'il est possible, à compter du jour de sa signature.

En foi dequoi Nous soussignés Ministres Plenipotentiaires avons signé, en vertu de nos Pleinpouvoirs, le présent Traité & y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Teschen le treize May Mille sept cent soixante & dix neuf.

(L. S.) *JEAN PHILIPPE Comte COBENZL.* (L. S) *JEAN HERMAN Baron de RIEDESEL.*

Nous Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Imperatrice de toutes les Russies & Nous Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi Très Chrêtien ayant servi de Médiateurs à l'ouvrage de la Pacification, déclarons, que le Traité de paix ci-dessus entre Leur Majestés l'Imperatrice-Reine & le Roi de Prusse, avec les Conventions, Articles separés, Acte particulier & separé, Actes d'accession & d'acceptation, y annexés, & qui en font partie, de même qu' avec toutes les clauses, conditions & stipulations, qui y sont contenues, a été conclû par la Médiation & sous la Garantie de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies & de Sa Majesté Très Chrêtienne. En foi de quoi Nous avons signé les présentes de notre main, & y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Teschen le treize May, Mil sept cent soixante & dix neuf.

(L. S.) *NICOLAS Prince REPNIN.* (L. S.) *Le Baron de BRETEUIL.*

NB. On a expedié deux exemplaires originaux de ce Traité, ainsi que des Actes annexés, dans l'un desquels on a donné la préférence aux titres de S. M. l'Imperatrice de toutes les Russies & de Son Ministre plenipotentiaire & dans l'autre aux titres de S. M. T. C. & de Son Ministre plénipotentiaire.

****

Article separé entre l'Imperatrice-Reine & l'Electeur de Saxe.

Le Sérénissime Electeur de Saxe est compris dans ce Traité de paix & de réconciliation comme partie contractante, Son Altesse Sérénissime Electorale jouira de tous les effets de cette paix, qui peuvent La régarder & Elle s'engage aussi de son côté pour Elle, ses héritiers & successeurs, d'observer réligieusement la paix & de s'y conformer en tout.

Cet article separé aura de part & d'autre la même force & vertu, que si dans le Traité de paix il étoit fait mention expresse de S. A. S. l'Electeur de Saxe & sera ratifié en même tems que le dit Traité.

En foi de quoi nous soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Imperatrice-Reine de Hongrie & de Bohême & de Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Saxe, en vertu de nos Pleinpouvoirs avons signé le présent article separé & y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Teschen le treize May, mil sept cent soixante & dix neuf.

(L. S.) *JEAN PHILIPPE Comte COBENZL.*

(L. S.) *FREDERIC AUGUSTE Comte de ZINZENDORFF & POTTENDORFF.*

Conven-

Convention entre Sa Majesté l'Imperatrice-Reine & S. A. S. Electorale Palatine.

Sa Majesté l'Imperatrice-Reine Apostolique de Hongrie & de Bohême, & Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine s'étant determinées à s'arranger avec le concours de Monsieur le Duc des Deux-Ponts, au sujet de la Succession delaissée par feu l'Electeur de Bavière, Sa dite Majesté d'une part & Monsieur l'Electeur Palatin pour lui & ses Agnats d'autre part, sont convenus des Articles suivans.

Article I.

L'Electeur Palatin rentrera avec Sa Maison, aux conditions énoncées dans les Articles 4. 5. & 6. en possession de tous les districts, qui sont actuellement occupés par la Maison d'Autriche, tant en Bavière, que dans le Haut-Palatinat, en renonçant à toutes prétentions quelconques, qu'il pourroit former du chef de cette occupation; & Sa Majesté l'Imperatrice-Reine de son côté delie Monsieur l'Electeur Palatin de la Convention du 3. Janvier 1778., en rénoncant par le présent Article & de la manière la plus formelle & la plus obligatoire pour Elle & pour Ses héritiers & successeurs à perpetuité à toutes les prétentions, qu'Elle a formées, ou pourroit former, à quelque titre que ce puisse être, sur aucune partie de la Succession du defunt Electeur.

Article II.

Par une suite de son affection particuliere pour Monsieur l'Electeur Palatin, Sa Majesté l'Imperatrice-Reine pour Elle & Ses successeurs, cède à Monsieur l'Electeur pour lui, ses héritiers & successeurs la Seigneurie de Mindelheim. Elle lui cède également tous les droits quelconques de la Couronne de Bohême sur les Seigneuries de Glaucha, Waldenbourg & Lichtenstein, avec leurs dependances appartenantes aux Comtes de Schœnbourg, pour faciliter l'arrangement des prétentions allodiales de la Maison de Saxe, & Sa Majesté consent enfin à conferer à Monsieur l'Electeur Palatin, & á toute la Maison Palatine, les fiefs de la Couronne de Bohême situés dans le Haut-Palatinat, tels qu'ils ont été possedés jusqu'a présent par les Electeurs de Baviére.

Article III.

Promet également Sa Majesté l'Imperatrice-Reine Apostolique, de requerir Sa Majesté l'Empereur & l'Empire de vouloir bien con-

férer à Son Altesse Electorale Palatine tant pour elle, que pour toute la Maison Palatine les fiefs de l'Empire, situées tant en Bavière qu'en Souabe, nouvellement acquis par la Branche Wilhelmine, tels qu'ils ont été possedés par le feu Electeur de Bavière; & pour convaincre d'autant plus Monsieur l'Electeur Palatin de la sincerité de ses intentions pour Sa personne, & en faveur de Sa Maison, Sa Majesté promet de s'employer aussi à faire abandonner l'administration des dits fiefs à Son Altesse Electorale, immédiatement après la ratification de la présente Convention.

ARTICLE IV.

En échange Monsieur l'Electeur Palatin, pour repondre à ces marques d'affection de Sa Majesté l'Imperatrice-Reine, cède & abondonne en même tems pour lui, ses héritiers & successeurs à Sa dite Majesté & à Ses héritiers & successeurs, dans l'état ou ils sont actuellement, les Baillages de Wildshut, de Braunau avec la ville de ce nom, de Maurkirchen, de Frybourg, de Mattigkoven, de Ried, de Scharding & en général toute la partie de la Bavière, qui est située entre le Danube, l'Inn & la Salza, faisant partie de la géneralité ou Régence de Bourghausen.

ARTICLE V.

Les rivières mentionnées dans l'article précédent, seront communes à la Maison d'Autriche & à l'Electeur Palatin, en tant qu'elles touchent les pays cedés; aucune des deux parties contractantes ne pourra y altérer le cours naturel des rivieres, ni empêcher la libre navigation & le libre passage des sujets, des marchandises, denrées & effets de l'autre, & il ne sera permis à aucune d'elles, d'y établir de nouveaux péages & aucun autre droit, quel nom qu'il puisse avoir; les stipulations ci-dessus auront également lieu pour la partie de l'Inn, qui coule entre le Baillage de Scharding, & le Comté de Neubourg, relevant de la Maison d'Autriche.

ARTICLE VI.

Le païs compris dans les limites indiquées par l'Article IV. appartiendra à l'Imperatrice-Reine & à ses successeurs, avec tous les droits de superiorité territoriale & tous autres, sans rien excepter; bien entendu, qu'en aucun tems & sous aucun titre Sa Majesté l'Impera-

peratrice-Reine, ni Ses héritiers & ſucceſſeurs ne pourront former des prétentions ſur aucune autre partie des Etats de Bavière, ſoit à titre d'appartenance ou de dépendance, ou à quelque autre que ce puiſſe être. Sa Majeſté l'Imperatrice-Reine declare en outre, qu'Elle ne prendra part ni à la Diette de l'Empire, ni au Cercle de Bavière, aux droits de ſéance & de ſuffrages des Ducs de Bavière, & qu'Elle abandonne tous ces droits à Monſieur l'Electeur Palatin, Ses héritiers & ſucceſſeurs, lequel de ſon côté prend ſur lui, ainſi que pour Ses héritiers & ſucceſſeurs toutes les charges quelconques, qui y ſont affectées.

Article VII.

Sa Majeſté l'Imperatrice-Reine, & Son Alteſſe Electorale Palatine ſe feront rémettre & delivrer les Papiers, Lettres, Documens & Archives, appartenants, ou rélatifs aux païs, villes & lieux, qu'Elles ſe cedent réciproquement par la préſente Convention.

Article VIII.

Seize jours après la ſignature de cette Convention les Troupes de Sa Majeſté l'Imperatrice-Reine évacueront la partie de la Bavière, qui en vertu de l'article Ier doit être reſtituée à la Maiſon Palatine, & Sa dite Majeſté Imperiale & Royale entrera en même tems en poſſeſſion de la partie du Diſtrict de Bourghauſen, qui lui eſt cedée par l'Article IV. de cette Convention.

Article IX.

Les Ratifications de la préſente Convention, expediées en bonne & duë forme, ſeront échangées dans la ville de Teſchen, dans l'eſpace de quatorze jours ou plûtôt s'il eſt poſſible, à compter du jour de ſa ſignature.

En foi dequoi nous ſouſſignés Miniſtres Plénipotentiaires avons ſigné, en vertu de nos pleinpouvoirs la préſente Convention & y avons fait appoſer le cachet de nos armes. Fait à Teſchen, le treize Mai, Mil ſept cent ſoixante & dix neuf.

(L.S.) *JEAN PHILLIPPE Comte de COBENZL.*

(L.S.) *ANTOINE Comte de TERRING-SEEFELD.*

Acte d'Accession de Monsieur le Duc des Deux-Ponts, à la Convention signée dans la Ville de Teschen, par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté l'Imperatrice-Reine de Hongrie & de Bohême & du Sérénissime Electeur Palatin & de l'acceptation de cette accession de la part de Sa dite Majesté.

Les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Imperatrice-Reine Apostolique de Hongrie & de Bohême & de Son Altesse Sérénissime l'Electeur Palatin ayant conclû & signé en cette ville de Teschen le treize de ce présent moi de Mai une Convention, de laquelle la teneur s'ensuit :

Ici la Convention précédente est inserée en entier.

Et les dits Ministres Plénipotentiaires ayant amiablement invité le Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Duc des Deux-Ponts, d'y accéder au nom de Sa dite Altesse.

Les Ministres Plenipotentiaires soussignés, savoir de la part de Sa Majesté l'Imperatrice Reine Apostolique de Hongrie & de Bohême, le Sieur Jean Philippe Comte de Cobenzl, Baron de Proseck &c. Son Chambellan, Conseiller d'Etat intime actuel, Conseiller d'Etat d'épée aux Païs-bas, Vice-Président de la Deputation ministerielle de la Banque; & de la part de Son Altesse Serénissime Monsieur le Duc des Deux-Ponts, le Sieur Chrêtien de Hofenfels, Son Conseiller intime actuel, en vertu de Leurs Pleinpouvoirs, qu'ils se sont communiqués, sont convenus de ce qui suit:

Que Son Altesse Sérénissime Monsieur le Duc de Deux-Ponts desirant contribuer & concourir à affermir l'amitié & la bonne intelligence entre Sa Majesté Apostolique l'Imperatrice-Reine de Hongrie & de Bohême, & Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine & toute Sa Maison, accéde en vertu du prêsent Acte à la dite Convention, sans aucune reserve ni acception, dans la ferme confiance, que tout ce qui y est promis à Sa dite Majesté & à Sa dite Altesse Electorale, sera accompli de bonne foi, déclarant en même tems & promettant, qu'elle accomplira de même de la meilleure foi tous les articles, clauses & conditions, qui y sont contenus.

De même Sa Majesté Apostolique accepte la présente Accession de Son Altesse Sérénissime Monsieur le Duc des Deux-Ponts & promet

met également d'accomplir ſans aucune réſerve ni exception tous les articles, clauſes & conditions contenus dans la dite Convention ci-deſſus inſerée.

Les Ratifications du préſent Acte ſeront échangées en cette ville de Teſchen dans l'eſpace de quinze jours à compter du jour de ſa ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous ſouſſignés Miniſtres Plénipotentiaires avons ſigné, en vertu de nos Pleinpouvoirs, le préſent Acte d'Acceſſion & y avons fait appoſer le cachet de nos armes. Fait à Teſchen le treize Mai, Mille ſept cent ſoixante & dix neuf.

(L. S.) *JEAN PHILIPPE Comte de COBENZL.* (L. S.) *CHRISTIEN de HOFENFELS.*

Convention entre Leurs Alteſſes Séréniſſimes l'Electeur Palatin & l'Electeur de Saxe, avec l'Acceſſion du Duc des Deux-Ponts.

Les Séréniſſimes Parties contractantes pour la ſucceſſion allodiale du dernier Electeur de Baviere étant convenuës de s'arranger à l'amiable & ſans diſcuſſion des droits, avec le concours du Séréniſſime Duc des Deux-Ponts, par les ſoins & ſous la Garantie des hautes Puiſſances Médiatrices, de même que ſous celle des hautes Puiſſances Contractantes du Traité de Paix de ce jour, ont pourvû à cet effet des Pleinpouvoirs néceſſaires leurs Plénipotentiaires au Congrès de Teſchen, leſquels après les avoir échangés, ont arrêté les Articles ſuivans.

ARTICLE I.

Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur Palatin pour ſatisfaire entierement aux prétentions allodiales de Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur de Saxe, formées en vertu de la ceſſion faite par Son Alteſſe Royale Madame l'Electrice Douairiere de Saxe Sa Mere, promet & s'engage pour lui, ſes héritiers & Succeſſeurs, de la maniere la plus obligatoire, de lui accorder la ſomme de Six Millions de florins, argent d'Empire, le Marc fin à vingt quatre florins, payable à Munic en groſſe monnoye, en douze années, ſans intérêts, a raiſon de cinq cent mille florins par an, en deux termes égaux, de ſix mois en ſix mois, de deux cent cinquante mille florins chacun, à commencer du quatre Jan-

Janvier Mil Sept cent quatre vingt & à continuer de la même maniere jusqu'à l'acquit total de la dite Somme, reglée pour équivalent & assurée par cet article à titre d'hypotheque générale & speciale sur toute la masse fideicommissaire, mobilier & immobilier de Bavière, à l'effet de pouvoir faire saisir légalement, ou bon lui semblera, les revenus des susdits païs, jusqu'à la concurrence de la somme restante, en cas que le dit payement ne se feroit pas aux termes, dont on est convenu.

Article II.

Céde & transfère Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, sans reserve aucune pour Elle & Ses Successeurs, tous les droits quelconques, que la Couronne de Bohème a exercé jusqu'ici sur les Seigneuries de Glaucha, Waldenbourg & Lichtenstein appartenantes aux Comtes de Schœnbourg & situées dans le territoire de l'Electeur de Saxe, de la même maniere, qu'ils lui ont été cedés pour faciliter le présent arrangement par l'Article 2. de la Convention signée aujourd'hui entre Sa Majesté l'Impératrice-Reine & Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine & que dès ce moment & à jamais, il ne puisse être rétabli & exercé contradiction & opposition quelconque par qui que ce puisse être, contre tous les droits de l'Electeur de Saxe sur les dites Seigneuries.

Article III.

Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Saxe de Son côté, étant satisfait par cet arrangement pour ses prétentions, en sa qualité de cessionnaire de Son Altesse Royale Madame l'Electrice Douairiere de Saxe, unique héritiere allodiale de Bavière, renonce pour lui, ses héritiers & Successeurs de la maniere la plus formelle & solemnelle, que ce puisse être, à toutes les prétentions, qu'il a euës, ou pû former sur la totalité de l'alleu de Bavière en terres & biens, mobilier & immobilier, provenant des Ancetres & nouvellement acquis, sans exception & sans égard à quelque qualité féodale ou allodiale, & il est stipulé de plus, que cet alleu passera à la substitution perpétuelle affectée sur tous les Etats Electoraux Bavaro-Palatins, réunis maintenant dans l'ancienne ligne Electorale, & en une seule masse fideicommissaire. En même tems Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine lui promet & garantit l'immunité de toutes charges & obligations provenantes de la Succession Baviére, de façon que Son Altesse

Séré-

Sérénissime Electorale de Saxe ne sera jamais redevable ni responsable d'aucune dettes passives ou autres charges affectées à la dite Succession, sous quelques dénominations ou titres, que ce puisse être.

Article IV.

Sa Majesté l'Empereur & l'Empire sont suppliés & requis par le Sérénissimes parties contractantes de la présente Convention, ainsi que par le Sérénissime Duc des Deux-Ponts, d'y acceder & de donner leur consentement plenier à toutes les stipulations, qui y sont contenûes.

Article V.

Les hautes Puissances Contractante & Médiatrices du Traité de paix, sont réquises par Leurs Altesses Sérénissimes Electorales, & le Duc des Deux-Ponts de vouloir bien se charger aussi de la Garantie de la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée par les Sérénissimes parties contractantes & les Ratifications seront échangées en cette Ville de Teschen dans l'espace de quinze jours, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi la présente Convention a été dressée en double par les Plénipotentiaires de deux Parties Contractantes, qui ont signé & scellé de leurs armes chacun un Exemplaire & les ont échangé. Fait à Teschen, le treize Mai, mil sept cent soixante dix neuf.

Ces Exemplaires sont signés, l'un: (L. S.) *FREDERIC AUGUSTE Comte de ZINZENDORFF & POTTENDORFF.*

& l'autre: (L. S.) *ANTOINE Comte de TERRING SEEFELD.*

Article Séparé.

Il a été convenû & arrêté, que les titres employés, ou omis de part & d'autre, à l'occasion de la présente négociation, dans les Pleinpouvoirs ou autres Actes, ou par tout ailleurs, ne pourront être cités, ni tirer à conséquence, & qu'il ne pourra jamais en résulter aucun préjudice pour aucune des parties interessées. Le présent Article séparée aura la même force, que s'il étoit mot pour mot inséré dans la Convention, & il sera également ratifié par les Sérénissimes Parties contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont dreſſé en double le préſent Article ſéparé, & ont ſigné & ſcellé de leurs armes, chacun un Exemplaire & les ont échangé. Fait à Teſchen, le treize Mai, 1779.

Cet Article eſt ſigné, un Exemplaire

(L. S.) *ANTOINE Comte de TERRING SEEFELD.*

l'autre Exemplaire:

(L. S.) *FREDERIC AUGUSTE Comte de ZINZENDORF & POTTENDORF.*

Acte d'Acceſſion de Monſieur le Duc de Deux-Ponts, à la Convention entre la Maiſon Palatine, & la Maiſon de Saxe.

Les Miniſtres Plénipotentiaires des Séréniſſimes parties contractantes ſur l'alleu Bavière ayant conclû & ſigné en cette Ville de Teſchen le treize de ce préſent mois de Mai, une Convention, de laquelle la teneur s'enſuit:

Ici la Convention précédente eſt inſerée en entier.

Et les dits Miniſtres Plénipotentiaires ayant amiablement invité le Miniſtre Plénipotentiaire de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc des Deux-Ponts, d'y acceder au nom de Sa dite Alteſſe;

Les Miniſtres Plénipotentiaires ſouſſignés, ſavoir de la part de Son Alteſſe Electorale Palatine, le Sieur Antoine Comte de Terring Seefeld, Son Chambellan, Conſeiller intime actuel, Chevalier de l'ordre de St. George; & de la part de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc des Deux-Ponts, le Sieur Chrétien de Hofenfels, Son Conſeiller intime actuel, en vertû des Pleinpouvoirs, qu'ils ſe ſont communiqués, ſont convenus de ce qui ſuit:

Que Son Alteſſe Séréniſſime le Duc des Deux-Ponts, déſirant contribuer & concurrir à affermir l'amitié & la bonne intelligence entre les deux Séréniſſimes Electeurs & toute la Maiſon Palatine, accéde en vertu du préſent Acte à la dite Convention, ſans aucune reſerve, ni exception, dans la ferme confiance, que tout ce qui y eſt promis reciproquement, ſera accompli de bonne foi, déclarant en même tems & promettant, qu'Elle accomplira de même de la meilleure foi tous les Articles, clauſes & conditions, qui y ſont contenus.

De

De même Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Palatine accepte la préſente acceſſion de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Deux-Ponts & promet également, d'accomplir ſans aucune reſerve ni exception tous les Articles, clauſes & conditions contenues dans la dite Convention ci-deſſus inſérée.

Les Ratifications du préſent Acte ſeront échangées en cette Ville de Teſchen dans leſpace de quinze jours, à compter du jour de ſa ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous ſouſſignés Plénipotentiaires avons ſigné, en vertû de nos Pleinpouvoirs, le préſent Acte & y avons fait appoſer le cachet de nos Armes. Fait à Teſchen, le treize Mai, mil ſept cent ſoixante & dix neuf.

(L. S.) *ANTOINE Comte de TERRING-SEEFELD.* (L. S.) *CHRISTIEN de HOFENFELS.*

L'Exemplaire Saxon eſt ſigné:

(L. S.) *FREDERIC AUGUSTE Comte de ZINZENDORF & POTTENDORFF.* (L. S.) *CHRISTIEN de HOFENFELS.*

* *

Acte ſéparé entre Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Palatine, & Monſieur le Duc des Deux-Ponts.

Suivant la demandé de Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Palatine & de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc des Deux-Ponts pour la Garantie de Pactes de famille de leurs Maiſons, des années 1766. 1771. & 1774. les hautes Puiſſances Contractantes de Traité du paix, de même que les hautes Puiſſances Médiatrices ayant bien voulu garantir les dits Pactes, Leurs Alteſſes ſont convenuës de la maniere la plus formelle & la plus obligatoire de les obſerver, exécuter & de n'y contravenir en aucune maniere.

Les Ratifications du préſent Acte ſeront échangées en cette Ville de Teſchen, dans le même terme, que celles du Traité de paix & de Conventions.

En foi de quoi nous ſouſſignés Miniſtres Plénipotentiaires avons ſigné, en vertu de nos Pleinpouvoirs le preſent Acte ſéparé & y avons fait appoſer le cachet de nos armes. Fait à Teſchen, le treize Mai, mille ſept cent ſoixante & dix neuf.

(L. S.) *ANTOINE Comte de TERRING-SEEFELD.* (L. S.) *CHRISTIEN de HOFENFELS.*

Acte d'Accession de Sa Majesté l'Empereur.

Joseph Second par la Grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne & de Jerusalem, Corégent & héritier des Royaumes de Hongrie, de Bohème, de Dalmatie, de Croatie & d'Esclavonie &c. Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne & de Lorraine, Grand-Duc de Toscane, Grand Prince de Transylvanie, Duc de Milan & Bar &c. Comte d'Habsbourg, de Flandre & de Tyrol &c. &c. &c. Comme nous avons été amiablement invités d'accéder en notre qualité de Corégent & héritier des Etats de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique d'Hongrie & de Bohème, Madame notre mere, au Traité de rénonciliation, de paix & d'amitié, qui a été conclû & signé dans la Ville de Teschen, le treize Mai, de l'année courante par les Ministres Plénipotentiaires de Sa dite Majesté & de Sa Majesté le Roi de Prusse, lequel Traité est de la teneur suivante:

Ici est inséré le Traité de paix.

Nous desirant de contribuer à affermir l'amitié & la bonne intelligence heureusement rétablie entre les Cours de Vienne & de Berlin, Nous Nous sommes déterminés avec plaisir d'accéder, & par la présente accédons formellement au dit Traité de réconciliation, de paix & d'amitié & aux Actes & Conventions y annexées en nôtre qualité de Corégent & d'héritier des Etats de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie & de Bohème, Madame notre Mere; voulons que tous & chacun de ces articles & conditions ayent la même force & vertu à nôtre égard, que si Nous étions nommement compris dans le dit Traité & dans les Actes & Conventions y annexées, auxquels non seulement Nous ne ferons ni permettrons, qu'il soit fait aucun empêchement, mais au contraire les accomplirons fidèlement.

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre main & l'avons muni de Notre Sceau.

Donné à Vienne le seize Mai, mille sept cent soixante & dix neuf.

JOSEPH.

Prince COLLOREDO.

de LEYKAM.

Acte

Acte d'Acceptation de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Frédéric par la Grace de Dieu, Roi de Prusse, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire Romain, Souverain Duc de Silésie, Souverain Prince d'Orange, Neufchatel & Valengin, comme aussi de la Comté de Glatz, Duc de Gueldre, de Magdebourg, Cleves, Juliers, Bergue, Stettin, Poméranie, des Cassubes & Vandales, de Mecklenbourg, comme aussi de Crosne, Bourggrave de Nurenberg, Prince de Halberstadt, de Minde, Camin, Vandalie, Suérin, de Ratzebourg, Ostfrise & Meurs, Comte de Hohenzollern, de Ruppin, de la Marck, de Ravensberg, Hohenstein, Tecklenbourg, Suerin, Lingue, Bure & Leerdam, Seigneur de Ravenstein, de Rostock, Stargard, Lauebourg, Butau, Arlay & Breda &c. &c. Savoir faisons: Comme Sa Majesté l'Empereur a bien voulu accéder formellement en sa qualité de Corégent & héritier des Etats de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie & de Bohème au Traité de réconciliation de paix & d'amitié conclû & signé dans la Ville de Teschen, le treize Mai de l'année courante par un Acte autentique signé de Sa Main & révétû de Son Sceau, duquel la teneur s'ensuit ici mot pour mot:

Ici est inséré l'accession précédente.

Nous, animés d'un desir égal, de resserrer de plus en plus les liens de l'amitié & d'affermir la bonne intelligence, heureusement rétablie entre la Cour de Vienne & Nous, avons pour agréable & acceptons formellement la dite accession, voulons, que tous & chacun des articles & conditions du susdit Traité & des Actes & Conventions y annexées, ayent la même force & vertu à l'égard de Sa Majesté l'Empereur, comme Corégent & héritier des Etats de Sa Majesté l'Imperatrice-Reine Apostolique de Hongrie & de Bohème, de même, que si elle nommément comprise dans le dit Traité & dans les Actes & Conventions y annexées, auxquels non seulement ne ferons ni permettrons, qu'il soit fait aucun empéchement, mais au contraire les accomplirons fidèlement.

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Nôtre propre main & l'avons muni de Notre Sceau.

Donné à Breslau, le vingtième jour de Mai, l'an de grace Mille ſept cent ſoixante & dix neuf & de notre regne le trente neuvieme.

FREDERIC.

FINCKENSTEIN. E. F. de HERTZBERG.

Acte de Garantie des Puiſſances Médiatrices.

La paix ayant été conclue & rétablie aujourd'hui entre Sa Majeſté l'Impératrice-Reine & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, par la médiation de Sa Majeſté Imperiale de toutes les Ruſſies, & de Sa Majeſté Très Chrêtienne, à la réquiſition des deux parties belligerantes; l'une & l'autre des dites Parties déſirant avec une égale ſincérité, tout ce qui peut conſerver & affermir la tranquilité publique, ont encore requis amiablement les hautes Puiſſances Médiatrices, de vous loir aſſurer par leur Garantie l'exécution d'un ouvrage ſi déſiré, & à la Conſommation duquel Elles ont employé des ſoins ſi efficaces. Sur quoi Leurs Majeſtés Impériale de toutes les Ruſſies & Très-Chrêtienne, animées du même déſir d'auſſurer le répos public, ſe ſont volontiers prétées à un moïen, qui tend uniquement à un bût ſi ſalutaire, & Nous ayant à cet effet munis de Leurs Pleinpouvoirs, Nous ſouſſignés Plenipotentiaires de Leurs dites Majeſtés, faiſant les fonctions de Médiateurs pour le rétabliſſement de la paix, déclarons & aſſurons par le préſent Acte, en vertû de nos Pleinpouvoirs, que Sa Majeſté l'Impératrice de toutes les Ruſſies, & Sa Majeſté le Roi Très-Chrêtien garantiſſent le Traité de paix, qui a été conclu en date d'aujourd'hui entre Sa Majeſté l'Impératrice-Reine & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, dans toute ſon étendue, avec les Conventions ſpéciales, ainſi que les Articles ſéparés, Acte particulier & ſéparé, Actes d'acceſſion & d'acceptation, qui y ſont annexés & en font partie, & toutes les conditions, clauſes & ſtipulations, qui y ſont contenues, en la meilleure forme, que faire ſe peut; & que Leurs dites Majeſtés Impériale de toutes les Ruſſies, & Très-Chrêtienne, feront auſſi expédier & delivrer des ratifications particulieres de cet Acte de Garantie.

En foi de quoi nous avons ſigné le préſent Acte, & y avons fait appoſer les cachets de nos armes, & l'avons échangé contre des Actes d'Acceptation, comme ſeront échangés de même les dites Ratifications du préſent Acte contre les Ratifications des dits Actes d'accepta-

ceptation, dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut. Fait à Teschen, le treize Mai, Mille sept cent soixante dix neuf.

(L. S.) *NICOLAS Prince REPNIN.* (L. S.) *Le Baron de BRETEUIL.*

L'autre exemplaire de cet Acte de Garantie étoit signé:

(L. S.) *Le Baron de BRETEUIL.* (L. S.) *NICOLAS Prince REPNIN.*

Et dans l'Acte même les titres de Sa Majesté Très Chrêtienne y sont placés avant ceux de Sa Majesté l'Imperatrice de Russie.

Acte d'Acceptation de Sa Majesté le Roi de Prusse.

La paix ayant été concluë & rétablie aujourd'hui, par la médiation de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies & de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & Leurs dites Majestés, après en avoir été requises par toutes les parties contractantes & interessées, ont de plus accordé leur garantie à toutes les stipulations, qui font partie du Traité de paix, signé aujourd'hui entre Sa Majesté l'Impératrice-Reine & Sa Majesté le Roi Prusse. Le soussigné Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, en vertu de ses Pleinpouvoirs declare, que Sa Majesté le Roi de Prusse reçoit avec reconnoissance l'Acte de Garantie, qui lui a été délivré aujourd'hui, par les Plénipotentiaires Médiateurs, aux noms de Leurs Majestés l'Impératrice de toutes les Russies & le Roi Très-Chrêtien; & Sa Majesté le Roi de Prusse désirant tout ce qui peut affermir & conserver la tranquilité publique, promet & s'engage de son côté, de remplir exactement & d'exécuter sans réserve quelconque, toutes les conditions du susdit Traité de paix & de toutes les stipulations, qui en font partie, en tant que cela peut la regarder; & que Sa dite Majesté le Roi de Prusse fera aussi expédier & délivrer des Ratifications particulieres de cet Acte d'acceptation.

En foi de quoi le Ministre Plénipotentiaire soussigné à signé ce présent Acte, & y a fait apposer le cachet de ses armes, & l'a échangé contre l'Acte de Garantie dessus énoncé, comme seront échangées de même les dites ratifications du présent Acte contre les ratifications du dit Acte de Garantie, dans l'espace de trois Mois. Ou plutôt, si faire se peut. Fait à Teschen, le treize Mai, mille sept cent soixante & dix neuf.

(L. S.) *JEAN HERMAN Baron de RIEDESEL.*

NB. Cet Acte d'Acceptation a aussi été expedié en double pour Sa Majesté Très-Chrêtienne, de manière que les titres y sont placés en prémier. Les deux Cours Médiatrices ont aussi fait expedier des Garanties particulieres, sur toutes les autres Conventions annexées au Traité de paix. On ne juge pas necessaire, d'ajouter ici les Pleinpouvoirs & les Ratifications de tous ces Traités, qui sont conçûs selon les formules ordinaires.

Der Teschenische Fridensschluß vom Jahr 1779. nach einer teutschen Uebersetzung.

Fridenstractat welcher zwischen Ihro Majestät der Kayserin-Königin von Ungarn und Böhmen, und Ihro Majestät dem Könige von Preussen, am 13. May 1779. zu Teschen geschlossen und gezeichnet worden. Nebst einem Separatarticel, und den, dem Fridenstractat angehängten Convention, Garantien und Acten.

Im Namen der heiligen Dreyeinigkeit, Gottes des Vaters, Sohnes und des Heiligen Geistes.

Kund und zu wissen seye hiermit allen und jeden für jetzt und fürs künfftige, denen daran gelegen ist, oder seyn möchte. Daß obgleich zwischen Ihro Majestät, der Allerdurchlauchtigsten und Großmächtigsten verwittweten Römischen Kayserin, und Königin von Ungarn und Böhmen, und Ihro Majestät dem Allerdurchlauchtigsten, Großmächtigsten Fürsten, Friderich Könige von Preussen, bey Gelegenheit der Irrungen wegen der Bayerischen Erbfolge, ein Krieg zu beyderseits Leidwesen entstanden; so sind Höchstgedachte Ihre Majestäten nichts desto weniger stets auf Mittel bedacht gewesen, der Fortdauer desselben zu steuern, und die durch disen unangenehmen Vorfall, zwischen beyden hohen Mächten unterbrochene Freundschafft und das gute Verständniß baldmöglichst wieder herzustellen. Bey disen Ihren gemeinschaftlichen Gesinnungen, haben Höchstgedachte Ihre Majestäten den Weg der gütlichen Unterhandlungen zwar verschidentlich und zu wiederhohltenmalen versucht und erneuert. Weil aber der Erfolg davon mit Ihren Wünschen nicht überein gekommen, und Sie daher wohl eingesehen haben, daß durch disen bißher versuchten Weg die Unterhandlungen unmittelbar unter Sich fortzusetzen,

setzen, die Wiederherstellung des Fridens schwerlich zu Stande gebracht werden möchte, ohngeachtet Sie von beyden Seiten nicht aufgehöret haben selbigen aufrichtigst zu wünschen; so haben Sie Sich entschlossen, Ihre beyderseitige Bundesgenossen um Ihre Vermittelung zu ersuchen, in der völligen Zuversicht, daß Sie in derselben billigen und unpartheyischen Gesinnungen, wovon Sie Ihnen, während der Dauer diser Irrungen die überzeugendsten Beweise gegeben, das unumschränkteste Zutrauen setzen könnten. Ihro Majestät die Kayserin aller Reussen sowohl, als auch Ihre Allerchristlichste Majestät haben auch auf Ersuchen und Verlangen beyder vorgedachten Hohen Mächte, dise Vermittelung gern und willig übernommen, und durch dise löbliche vereinigte Bemühungen Höchstgedachter Ihrer beyder Majestäten, ist die Wiederaussöhnung beyder Kriegführenden Hohen Mächte glücklich zu Stande gekommen; und nachdem Sie den Ihnen von den Hohen vermittelnden Mächten vorgelegten Fridensentwurf beyderseits genehmigt; so haben Ihro Apostolische Majestät, die verwittwete Kayserin-Königin von Ungarn und Böhmen, zu dem Ende Dero Seits den Herrn **Johann Philipp** Grafen von **Cobenzl**, Freyherrn von **Proseck** ꝛc. Dero Cammerherrn, würcklichen Staatsrath, Kriegs-Staatsrath der Niederlande, Vicepräsident der Ministerial-Deputation der Banque; und Ihro Majestät der König von Preussen Dero Seits, den Herrn **Joh.** Herman Freyherrn von **Riedesel**, Dero Cammerherrn, zu Ihrem Bevollmächtigten ernennet. Gedachte Minister haben sich darauf in der Stadt **Teschen** versammlet, wohin auch Ihre Majestäten die Kayserin aller Reußen und der Allerchristlichste König Dero Bevollmächtigte zu Beywohnung der Fridensunterhandlungen abgeschicket haben; Erstere nehmlich: den Herrn **Nicolas** Fürsten **Repnin**, Generalen Chef der Armeen Ihro Rußisch-Kayserl. Majestät, General-Gouverneur von Smolensko, Bielgorod und Orel, Senator, Obristlieutenant von der Leibgarde und Ritter des Alexander Newsky- des weißen Adler- St. Annen- und des Militairordens von St. George; und Leztere den Herrn **Ludwig** August Freyherrn von Breteuil, Ritter der Orden Sr. Allerchristlichsten Majestät, Brigadier Dero Armeen und Gouverneur von Gergeau. Die unermüdete Bemühungen diser Bevollmächtigten Vermittler sind auch von so glück-

 lichem

lichem Erfolg gewesen, daß vorbemeldete Bevollmächtigte Ihrer Kayserlich-Königlichen Majestät von Ungarn und Böhmen, und Ihrer Königl. Majest. von Preussen, nachdem sie sich ihre beyderseitige Vollmachten gehörig mitgetheilet und solche gegen einander ausgewechselt, sich über nachstehende Fridensarticel verglichen haben.

Articel 1.

Es soll von nun an zwischen Ihro Majest. der Kayserin-Königin und Ihro Majest. dem Könige von Preußen, wie auch zwischen Höchst Dero beyderseitigen Erben und Nachfolgern, Ihren Reichen, Staaten, Unterthanen und Vasallen ohne Unterschied, ein beständiger und unverbrüchlicher Fride, und eine aufrichtige Freundschaft errichtet seyn.

Articel 2.

Alles, vor- oder seit dem Anfange des jezigen Krieges von beyden Seiten vorgefallene, soll in eine ewige Vergessenheit gestellet seyn. Den Unterthanen beyder Hohen Mächte, soll eine allgemeine Amnestie mit allen ihren Würkungen, ohngehindert der ergangenen Avocatorien, angedeihen. Es soll daher der auf ihre Güter, Effecten und Einkünfte gelegte Arrest gänzlich aufgehoben, und das ihnen weggenommene und confiscirte Vermögen wiedergegeben werden, ohne daß sie so wenig für sich, als auch wegen ihrer Güter, Ehre und Gerechtsamen, sie haben Namen wie sie wollen, unter keinerley Vorwand beunruhiget werden können, vilmehr sollen selbige ruhig dabey gelassen und in deren Besiz und ungestörtem Genuß wieder eingesezet werden.

Articel 3.

Da die Feindseligkeiten bereits seit dem errichteten Waffenstillestand aufgehöret haben; so wollen beyde schliessende Theile, unmittelbar und in einer Zeit von sechszehn Tagen, nach der Unterzeichnung dises Fridenstractats, Ihre Kriegsvölker aus den Provinzen, Städten und Plätzen, welche Sie einer dem andern abgenommen haben möchten, herausziehen, und selbige ohne die geringste Ausnahme sich einander wieder einräumen, dergestalt, daß die Städte und festen Pläze von beyden Seiten, in eben demselben Stande, in welchem selbige sich sowohl in Ansehung der Festungswerke, als auch des

des Geschützes und der Munition bey der Einnahme derselben befunden haben, von beyden Seiten zurückgegeben werden.

Artickel 4.

Sämmtliche in disem Kriege gemachte Kriegesgefangene sollen ohne Unterschied und Ausnahme, und ohne die geringste Ranzion, innerhalb sechs Wochen spätestens nach ausgewechselten Ratificationen dises Fridenstractats ausgewechselt und wiedergegeben werden; jedoch müssen zuförderst die von denselben, während ihrer Gefangenschaft gemachte Schulden bezahlet werden. Wegen desjenigen, so ihnen von beyden Seiten zu ihrem Unterhalt geliefert oder vorgeschossen worden, begiebet man sich aller Ansprüche gegen einander, und soll ein gleiches auch in Ansehung der Kranken und Verwundeten, so bald selbige genesen sind, beobachtet werden; zu dem Ende von beyden Seiten Commissarien ernennet werden sollen, um disen Artickel zur Execution zu bringen.

Artickel 5.

Von dem Tage der Zeichnung dises Fridensschlusses anzurechnen, sollen alle und jede Kriegessteuren und Lieferungen, sie haben Namen wie sie wollen, aufhören. Und von eben diser Zeit an, sollen auch alle schuldige Rückstände, imgleichen die durch den Krieg veranlasseten Schuldverschreibungen und Versprechungen vernichtet und ohne Würkung seyn, und alles was nach obgedachtem Zeitpunct gefordert, genommen und erhoben worden, soll sogleich ohnentgeldlich und treulich wieder zurückgegeben werden.

Art. 6.

Beyde schliessende Hohe Mächte wollen Sich ihre Unterthanen, welche etwa gezwungen worden, bey der Andern Kriegesdienste zu nehmen, einander wieder zurückgeben; und nach geschlossenem Friden wollen Selbige Sich über die zu treffende Maasregeln, um dise Zusage auf das genaueste und wechselseitig zu erfüllen, freundschaftlich zu vereinigen suchen.

Art. 7.

Die am heutigen Tage zwischen Ihro Majestät der Kayserin-Königin für Sich, auch für Höchstdero Erben und Nachfolger ei-

ner Seits, und dem Herrn Churfürst zu Pfalz für sich, seine Erben und Nachfolger, wie auch dem Herrn Pfalzgrafen zu Zweybrücken anderer Seits geschlossene Convention, an welcher lezterer als Haupttheil, ebenfalls für Sich, seine Erben und Nachfolger Theil genommen hat, soll gegenwärtigem Fridenstractat mit angehangen, und als ein Theil desselben angesehen werden; wie denn auch Hohen vermitelnden Mächte selbige eben so, wie den Haupttractat, zu garantiren versprochen haben.

Art. 8.

So wohl die schliessenden, als auch die vermittelnden Hohen Mächte sind übereingekommen, daß Sie dem ganzen Pfälzischen Hause und namentlich der Birckenfeldischen Linie, die Tractaten und Familienverträge von den Jahren 1766. 1771. und 1774. in so weit selbige dem Westphälischen Fridensschluß nicht zuwider sind, und solche nicht durch die, durch den gegenwärtigen Tractat und obige Convention geschehene Abtretungen abgeändert worden, förmlich und in Kraft dises Artickels garantiren wollen. Eben dises soll auch in Ansehung desjenigen Tractats gelten, welcher am heutigen Tage zwischen dem Durchlauchtigsten Herrn Churfürsten von der Pfalz und dem Herrn Herzog zu Zweybrücken, über die Beobachtung und Vollziehung ihrer vorerwähnten Familienverträge geschlossen worden, welcher disem Haupttractat mit angehänget ist, und eben dieselbe Krafft haben soll, als wenn er demselben von Wort zu Wort wäre einverleibet worden.

Art. 9.

Die über die Forderungen des Durchlauchtigsten Herrn Churfürsten zu Sachsen, welchem die verwittwete Frau Churfürstin, Seine Frau Mutter, als Allodialerbin des verstorbenen Churfürsten von Bayern, ihre Rechte abgetreten hat, unter heutigem Dato geschlossene besondere Convention, wodurch dise Forderungen zwischen den dabey intereßirenden Theilen in Ordnung gebracht und bestimmet worden, soll disem Fridenstractat gleichfalls mit angehänget, und als ein Theil desselben, auch als wenn selbige von Wort zu Wort mit eingerückt wäre, angesehen werden. Ihre Majestäten die Kayserin-Königin und der König von Preussen wollen auch die Garantie darüber

über übernehmen, und eben dises haben auch die vermittelnden Hohen Mächte, auf eben dem Fuß, wie mit dem Haupt-Fridenstractat geschehen, zu thun versprochen.

Art. 10.

Weil auch Sr. Königlichen Majestät von Preussen Ihre habende Befugniß, die beyden Fürstenthümer Bayreuth und Anspach, im Fall die jezo, die beyden Fürstenthümer besizende Linie verlöschen sollte, mit der Primogenitur vereinigen zu können, bezweifelt werden wollen; so versprechen Ihro Majestät die Kayserin-Königin für Sich, Dero Erben und Nachfolger, daß Sie Sich diser Vereinigung der Anspach- und Bayreuthischen Lande mit der Primogenitur des Churfürstenthums Brandenburg, und daß dise darüber nach Gefallen verordnen und disponiren möge, niemahls im geringsten nicht widersezen, oder derselben entgegen seyn wolle.

Art. 11.

Da eines Theils obgedachte Fürstenthümer in ihrem Bezirk gewisse von der Krone Böhmen abhängende Lehen enthalten, und anderer Seits eben dise Fürstenthümer gewisse Lehen in dem Gebiete von Oesterreich besizen, so sind Ihre Majestäten die Kayserin-Königin und der König von Preussen dahin gleich jezo übereingekommen, daß, so bald der in dem vorhergehenden Artickel festgesezte Fall der vorhergesehenen Vereinigung eintreten wird, Sie allen disen Rechten und Hoheiten, welche Benennung sie auch haben mögen, wie auch aller Abhänglichkeit diser Lehen und Lehenstücke entsagen, auch beyderseits alle Lehnsverbindung ohne einigem Vorbehalt aufheben wollen.

Art. 12.

Der Westphälische Friden, und alle seit der Zeit zwischen Ihro Kayserliche und Preußische Majestäten geschlossene Fridens-Tractaten, und namentlich der Breßlauer und Berliner Friden vom Jahr 1742. der Dresdner von 1745. und der Hubertsburger Friden vom 15. Februar 1763. werden durch gegenwärtigen Fridens-Tractat ausdrücklich erneuert und bestätiget, als wenn sie demselben von Wort zu Wort mit eingerückt wären.

Art. 13.

Ihro Majestät die Kayserin-Königin wollen Sich mit des Königs von Preussen Majestät, imgleichen mit dem Herrn Churfürsten zu Pfalz und dem Herzog zu Zweybrücken, bey Ihro Majestät dem Kayser und dem Reich gemeinschaftlich verwenden, und Selbige ersuchen, daß Sie Sr. Churfürstlichen Durchlauchten zu Pfalz sowohl für Dero Person, als auch dem ganzen Pfälzischen Hause, die theils in Bayern, theils in Schwaben gelegene Reichs-Lehen, auf dem Fuß, wie solche der verstorbene Churfürst von Bayern besessen hat, hinwiederum conferiren und verleihen möge. Höchstgedachte Ihro Majestät versprechen auch, um den Herrn Churfürsten zu Pfalz um so mehr von Dero aufrichtigen Gesinnungen gegen seine Person und gegen das Pfälzische Haus zu überzeugen, Sich zu verwenden, damit Sr. Churfürstl. Durchlauchten die freye Verwaltung gedachter Lehen so gleich nach erfolgter Ratification des gegenwärtigen Fridens-Tractats übergeben werde.

Art. 14.

Es werden Ihro Majestät der Kayser und das Reich von allen theilnehmenden und schliessenden Partheyen ersuchet, gegenwärtigem Tractat, und allen demselben einverleibten Acten und Conventionen beyzutreten, und Ihre völlige Einwilligung zu allem darin verabredeten zu geben.

Art. 15.

Schließlich wollen Ihro Majestät die Kayserin-Königin gemeinschaftlich mit Ihro Majestät dem Könige von Preussen bey Ihro Majestät dem Kayser ihre gute Dienste anwenden, um zu bewirken, daß Höchstdieselben geruhen mögen dem Herzoglichen Hause Mecklenburg das Privilegium de non appellando illimitatum, so bald letzteres darum gehörig wird angesucht haben, zu ertheilen.

Art. 16.

Ihro Majestäten die Kayserin aller Reussen, und der Allerchristlichste König, welche durch ihre freundschaftliche Verwendung, und durch ihre kräftige und billige Vermittelung, das meiste zu dem glücklichen Erfolg dises Fridens beygetragen haben, werden von allen

len contrahirenden und theilnehmenden Partheyen ersuchet und eingeladen, die Garantie dises Tractats und aller dazu gehörigen Conventionen, Versprechungen und Zusagen, zu übernehmen.

Art. 17.

Die Auswechselung der in gehöriger Form ausgefertigten Ratificationen dises Tractats, soll hier in der Stadt Teschen binnen vierzehen Tagen, von dem Tage der Unterzeichnung angerechnet, oder auch noch ehe, wo möglich, geschehen.

Dessen zu Urkund haben wir unterschriebene Bevollmächtigte Minister, in Kraft habender Vollmachten, gegenwärtigen Tractat unterzeichnet und mit unsern Petschaften besiegelt. So geschehen Teschen den dreyzehnten May, im Jahr Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L. S.) Johann Philipp Graf Cobenzl. (L. S.) Johann Herman Freyherr von Riedesel.

Ich Bevollmächtigter Ihro Majestät der Kayserin aller Reussen, und Ich Bevollmächtigter Ihro Majestät des Allerchristlichsten Königs, als Vermittler bey der Fridens-Unterhandlung, erklären, daß der vorbemeldete zwischen Ihren Majestäten der Kayserin-Königin und dem Könige von Preussen geschlossene Fridens-Tractat, nebst den, demselben angehängten Conventionen, Separat-Articeln, besondern- und Separat-Acten, den Beytritts- und Annehmungs-Acten, und die einen Theil desselben ausmachen, nebst allen darinn enthaltenen Clauseln, Bedingungen und Zusagen, durch die Vermittelung und unter der Garantie Ihro Majestät der Kayserin aller Reussen, und Ihro Majestät des Allerchristlichsten Königs sind geschlossen worden.

Des zu Urkund haben wir dieses eigenhändig unterschrieben und mit unserem Petschaft besiegelt. So geschehen Teschen den dreyzehnten May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L. S.) Nicolas Fürst Repnin. (L. S.) Baron von Breteuil.

NB. Von diesem Tractat, und den demselben angehängten Acten, sind zwey Original-Exemplarien ausgefertiget worden, in deren einem

Jhro Majestät der Kayserin aller Reussen und Dero bevollmächtigtem Minister, und in dem andern Sr. Allerchristlichsten Majestät und Dero bevollmächtigtem Minister der Rang und Vorzug gegeben worden.

Separat = Artickel.

Der Durchlauchtigste Churfürst zu Sachsen wird in disem Fridens= und Aussöhnungs=Tractat als schliessender Theil mit eingeschlossen, wie denn auch Sr. Churfürstlichen Durchlauchten Sich aller Wirkungen dises Fridens, in so weit selbige Sie angehen möchten, zu erfreuen haben sollen; und Sie versprechen auch Jhrer Seits, für Sich, Jhre Erben und Nachfolger disen Friden heilig zu halten, und Sich selbigem in allen Stücken gemäß zu bezeigen.

Diser Separat=Artickel soll für beyde Theile eben dieselbe Kraft und Wirkung haben, als wenn des Herrn Churfürsten zu Sachsen in dem Fridens=Tractat ausdrückliche Meldung geschehen wäre; es soll auch derselbe mit gedachtem Tractat zu gleicher Zeit ratihabiret werden. Dessen zu Urkund haben wir unterzeichnete Bevollmächtigte Jhro Majestät der Kayserin=Königin von Ungarn und Böhmen und Sr. Durchlaucht des Churfürsten zu Sachsen in Kraft unserer Vollmachten disen Separat=Artickel unterzeichnet, und mit unserm Siegel bedrucken lassen. So geschehen Teschen den 13. May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L. S.) **Johann Philipp Graf von Cobenzl.**

(L. S.) **Friedrich August Graf von Zinzendorf und Pottendorf.**

Convention zwischen Jhro Majestät der Kayserin=Königin und Sr. Churfürstlichen Durchlauchten zu Pfalz.

Nachdem Jhro Majestät die Kayserin und Apostolische Königin von Ungarn und Böhmen und Se. Churfürstl. Durchlaucht zu Pfalz Sich entschlossen haben, Sich mit Zuziehung des Herrn Herzogs zu Zweybrücken, über die Verlassenschaft des verstorbenen Churfürsten von Bayern zu vergleichen; so sind Jhro gedachte Majestät

jestät einer Seits und der Herr Churfürst zu Pfalz für sich und seine Agnaten anderer Seits, über folgende Artickel übereingekommen.

Art. 1.

Es werden dem Churfürsten zu Pfalz und dessen Hause, alle diejenigen Districte, unter den, in den Artickeln 4. 5. und 6. festgesezten Bedingungen wieder abgetreten, welche das Haus Oesterreich jezo wirklich, sowohl in Bayern als in der Ober-Pfalz besezet hat. Ersterer entsaget allen und jeden Ansprüchen, welche er wegen diser Besiznehmung etwa machen könnte; und Ihro Majestät die Kayserin-Königin entbinden Dero Seits den Herrn Churfürsten zu Pfalz von der unterm 3ten Januar 1778. geschlossenen Convention, und begeben Sich in Kraft dises Artickels und auf die förmlichste und bündigste Art für Sich, wie auch für Dero Erben und Nachfolger auf ewig aller Ansprüche, welche Sie auf irgend einen Theil der Verlassenschaft des verstorbenen Churfürsten, es sey aus was für einem Grunde es wolle, gemachet, oder machen können.

Art. 2.

Ihro Majestät die Kayserin-Königin, treten für Sich und Ihre Nachfolger, dem Herrn Churfürsten zu Pfalz, aus besonderer Zuneigung, die Herrschaft Mindelheim, für ihn sowohl, als für seine Nachfolger, hiemit ab. Auch treten Sie demselben alle und jede Rechte der Crone Böhmen an den, den Grafen von Schönburg zugehörigen Herrschaften Glaucha, Waldenburg und Lichtenstein, nebst ihren Pertinenzien ab, um dadurch die Berichtigung der Allodialforderungen des Hauses Sachsen zu erleichtern. Endlich wollen auch Ihro Majestät, dem Herrn Churfürsten zu Pfalz und dem ganzen Pfälzischen Hause, die in der Ober Pfalz belegenen Böhmischen Lehen, so wie selbige die Churfürsten von Bayern bisher besessen haben, hinwiederum conferiren.

Art. 3.

Ferner versprechen Ihro Kayserlich-Königlich-Apostolische Majestät, den Kayser und das Reich zu ersuchen, daß Sie Seiner Churfürstlichen Durchlauchten zu Pfalz, nicht nur für Ihre Person, sondern auch dem ganzen Pfälzischen Hause, die theils in Schwaben,

theils in Bayern belegene Reichslehen, welche die Wilhelminische Linie neuerdings acquiriret hat, so wie sie von dem verstorbenen Churfürsten von Bayern besessen worden, zu conferiren geruhen mögen. Und um dem Herrn Churfürsten einen desto deutlichern Beweis von Ihren, gegen seine Person hegenden aufrichtigen Gesinnungen zu geben, so wollen Ihro Majestät sich dahin verwenden, damit Sr. Churfürstlichen Durchlaucht die Administration gedachter Lehen, so gleich nach erfolgter Ratification diser Convention, eingeräumet werde.

Art. 4.

Um diese Zeichen der Zuneigung Ihro Kayserlich-Königlichen Majestät zu erwiedern, tritt der Herr Churfürst zu Pfalz für sich, seine Erben und Nachfolger Hochgedachter Ihrer Majestät ab, und räumet Ihnen ein, die Aemter Wildshut, Braunau, mit der Stadt dises Namens, Maurkirchen, Friburg, Mattigkoven, Ried, Schärding und überhaupt den ganzen Theil von Bayern, welcher zwischen der Donau, dem Inn und der Salza liegt, und der zu der Generalität oder Regierung von Burghausen gehöret, in dem Stande, worinn selbige sich anjezo befinden.

Art. 5.

Die in dem vorhergehenden Articel angeführte Flüsse sollen, so weit sie die abgetretene Länder berühren, dem Hause Oesterreich und dem Churfürsten zu Pfalz gemeinschaftlich zugehören; keiner von beyden Theilen soll befugt seyn den natürlichen Lauf diser Flüsse zu verändern, noch auch die freye Schiffahrt und die Passage der Unterthanen, der Waaren, Lebensmittel und anderer Sachen über und auf denselben zu hindern; und keinem von beyden stehet es frey, neue Zölle oder andere Auflagen, sie haben Namen, wie sie wollen, an denselben anzulegen. Alles oben verabredete soll auch von demjenigen Theil des Inn verstanden werden, welcher zwischen dem Amte Schardingen und der von dem Hause Oesterreich zu Lehn gehenden Grafschaft Neuburg, fliesset.

Art. 6.

Das innerhalb den, im vierten Articel angezeigten Grenzen, belegene Land, soll der Kayserin-Königin und ihren Nachfolgern mit

mit allen Territorial- und andern Gerechtigkeiten, nichts davon ausgenommen, gehören; dahingegen auch Ihro Kayserlich-Königliche Majestät, ihre Erben und Nachfolger, niemals und unter irgend einem Vorwand, einige Ansprüche auf andere Theile der Bayerischen Staaten, es sey unter dem Namen von Pertinenzien oder Abhängigkeit, oder wie es sonst Namen haben möchte, machen können. Sr. Kayserlich-Königliche Majestät erklären überdieß, daß Sie so wenig auf dem Reichs- als Bayerischen Crays-Conventen, an dem Sitz- und Stimmrecht der Herzoge von Bayern Theil nehmen wollen, und daß sie alle dise Rechte dem Herrn Churfürsten zu Pfalz, dessen Erben und Nachfolgern abtreten, wogegen lezterer für Sich, seine Erben und Nachfolger alle und jede damit verknüpfte Lasten übernehmen will.

Art. 7.

Sämmtliche Briefschaften, Urkunden und Archive, welche die, durch dise Convention wechselsweise abgetretene Länder, Städte und Oerter angehen, wollen Ihro Kayserlich-Königliche Majestät und Ihro Churfürstliche Durchlaucht zu Pfalz sich einander getreulich ausliefern.

Art. 8.

Ihro Kayserlich-Königliche Majestät versprechen ihre Kriegsvölker sechszehn Tage nach der Unterzeichnung diser Convention aus demjenigen Theil von Bayern, welcher vermöge des ersten Articels dem Hause Pfalz wieder eingeräumet werden soll, herauszuziehen, und von eben diser Zeit an, treten auch Ihro Kays. Königl. Majestät in den Besiz desjenigen Theils des Burghausischen Districts, welcher Ihnen durch den Articel 4. diser Convention ist abgetreten worden.

Art. 9.

Die Auswechselung der in gehöriger Form ausgefertigten Ratificationen diser Convention, soll in der Stadt Teschen innerhalb 14. Tagen, oder wo möglich noch eher, von dem Tage der Zeichnung an gerechnet, geschehen. Des zu Urkund haben wir unterzeichnete Bevollmächtigte, in Kraft habender Vollmachten, dise Convention eigenhändig unterschrieben, und mit unsern Petschaften besiegelt.

So geschehen Teschen den dreyzehnden May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L. S.) Johann Philipp Graf von Cobenzl. (L. S.) Anton Graf von Terring-Seefeld.

Beytritts-Acte des Herrn Herzogs zu Zweybrücken, zu der Convention, welche zwischen Jhro Kayserlich-Königlichen Majestät und Seiner Churfürstlichen Durchlaucht zu Pfalz geschlossen worden, nebst der Annehmung dises Beytritts von Seiten Höchstgedachter Jhro Majestät.

Da die bevollmächtigten Minister Jhro Kayserlich-Königlich-Apostolischen Majestät von Ungarn und Böhmen und Sr. Churf. Durchlaucht zu Pfalz, hier in der Stadt Teschen eine Convention unterm 13. dises Monats May geschlossen, und unterzeichnet haben, deren Inhalt lautet, wie folget:

Insertum

und gedachte bevollmächtigte Minister den bevollmächtigten Minister Sr. Durchlaucht des Herzogs zu Zweybrücken freundschaftlich eingeladen haben, derselben im Namen gedachter Sr. Durchlauchten beyzutreten: So haben die unterschriebene bevollmächtigte Minister, nemlich von Seiten Jhro Kayserlich-Königlich-Apostolischen Majestät von Ungarn und Böhmen, Herr Johann Philipp Graf von Cobenzl, Freyherr von Proseck ꝛc. Dero Cammerherr, wirklicher geheimer Staatsrath, Kriegs-Staatsrath der Niederlande, Vice-Präsident der Ministerial-Deputation von der Banque; und von Seiten Jhro Durchlauchten des Herrn Herzogs zu Zweybrücken, Herr Christian von Hofenfels, Dero wirklicher geheimer Rath, Kraft habender Vollmachten, nachdem sie sich selbige einander vorgezeiget, über folgendes vereiniget.

Jhro Durchlauchten der Herzog zu Zweybrücken, welche aufrichtigst wünschen, Dero Seits alles beyzutragen, um die Freundschaft und das gute Vernehmen zwischen Jhro Kayserl. Königlich-Apostol. Majestät von Ungarn und Böhmen und Jhro Churfürstl. Durch-

Durchlaucht zu Pfalz und Dero ganzem Hause je mehr und mehr zu befestigen, treten in Kraft diser Acte obgedachter Convention ohne die geringste Ausnahme oder Vorbehalt bey, in der festen Zuversicht, daß alles dasjenige, was Ihro Kayserlich-Königliche Majestät und Ihro Churfürstliche Durchlaucht Sich darinn einander versprochen und zugesaget haben, getreulich und aufrichtig werde erfüllet werden; wobey Sie zugleich erklären und versprechen, auch Ihrer Seits, alle darinn enthaltene Artickel, Clauseln und Bedingungen, treulichst zu erfüllen.

Auch nehmen Ihro Apostolische Majestät disen Beytritt Sr. Durchlaucht des Herrn Herzogs zu Zweybrücken hiemit an, und versprechen Dero Seits, alle und jede Artickel, Clauseln und Bedingungen der oben eingerückten Convention ohne einigen Vorbehalt oder Ausnahme zu erfüllen.

Die Ratificationen gegenwärtiger Acte sollen hier in der Stadt Teschen binnen vierzehn Tagen, von dem Tage der Zeichnung derselben an gerechnet, oder wo möglich, noch eher, gegen einander ausgewechselt werden. Des zu Urkund haben wir unterzeichnete bevollmächtigte Minister, in Kraft unserer Vollmachten, gegenwärtige Beytritts-Acte unterschrieben und selbige mit unsern Petschaften besiegelt. So geschehen zu Teschen den 13. May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L. S.) Johann Philipp Graf von Cobenzl.

(L. S.) Christian von Hofenfels.

Convention zwischen Sr. Churfürstlichen Durchlauchten zu Pfalz und Sr. Churfürstlichen Durchlauchten zu Sachsen.

Nachdem die, über die Allodial-Verlassenschaft des lezten Churfürsten zu Bayern schliessenden Durchlauchtigsten Theile übereingekommen, sich solcherhalb in der Güte, und ohne sich in die Untersuchung ihrer habenden Rechte einzulassen, mit Zuziehung und Beytritt des Durchlauchtigsten Herrn Herzogs zu Zweybrücken, durch die Bemühungen und unter Garantie der hohen vermittelnden Mächte, imgleichen der hohen Mächte, welche am heutigen Tage

den Fridens-Tractat geschlossen, zu setzen; so haben Sie zu dem Ende Dero Bevollmächtigte zu dem Teschenischen Fridens-Congreß mit den nöthigen Vollmachten versehen und nach geschehener Auswechselung derselben folgende Artickel unter einander verabredet und festgesezt.

Art. 1.

Um Ihro Churfürstliche Durchlaucht zu Sachsen wegen ihrer Allodial-Forderungen, welche Sie vermöge der von Ihro Königl. Hoheit, der verwittweten Frau Churfürstin zu Sachsen, Dero Frau Mutter, Ihnen geschehenen Ceßion, machen, gänzlich zu befriedigen und abzufinden; versprechen Ihro Churfürstliche Durchlaucht zu Pfalz, für Sich, Ihre Erben, und Nachfolger auf die verbindlichste Art, erstgedachter Seiner Churfürstlichen Durchlauchten die Summe von sechs Millionen Gulden Reichsgeld, die Mark fein; zu vier und zwanzig Gulden gerechnet, zu zahlen, welche zu München in groben Münzsorten innerhalb 12. Jahren ohne Zinsen, und zwar jedes Jahr, fünfmal hundert tausend Gulden in zwey gleichen Terminen, von sechs zu sechs Monaten, in jedem, zwey hundert und funfzig tausend Gulden, vom 4ten Jenner, des 1780sten Jahres anzurechnen, ausgezahlet werden sollen, und damit auf eben dieselbe Art, bis zur gänzlichen Abführung gedachter Summe fortzufahren, welche als ein Aequivalent festgesezet, und durch disen Artickel unter dem Titel von General- und Special-Hypothek auf die ganze Fideicommissarische, beweg- und unbewegliche Masse von Bayern versichert worden, mit der Wirkung, daß sie sich der Einkünfte obgedachter Länder, bis auf den Betrag der rückständigen Summe rechtmäßig, da wo sie es für gut finden werden, bemächtigen können, im Fall gedachte Zahlung nicht in den verabredeten Terminen erfolgen sollte.

Art. 2.

Seine Churfürstliche Durchlaucht zu Pfalz treten für Sich und Dero Nachfolger ohne Ausnahm alle und jede Rechte ab, welche die Crone Böhmen bisher an den, den Grafen von Schönburg zugehörigen, in dem Gebiete des Churfürsten zu Sachsen belegenen Herrschaften Glaucha, Waldenburg und Lichtenstein ausgeübet haben, auf eben dieselbe Art, als selbige Ihnen, um gegenwärtigen

Ver-

Vergleich zu befördern, durch den Art. 2. der am heutigen Tage, zwischen Ihro Kayserlich-Königlichen Majestät und Ihro Churfürstlichen Durchlaucht zu Pfalz geschlossenen Convention, abgetreten worden, und daß von nun an, und ins künftige nicht der geringste Widerspruch oder Hinderniß, es sey von wem es wolle, gegen die Rechten des Churfürsten zu Sachsen auf bemeldete Herrschaften wieder auf die Bahn gebracht oder ausgeübet werden könne.

Art. 3.

Da nun Ihro Churfürstl. Durchlaucht zu Sachsen als Ceßionaire Ihro Königl. Hoheit der verwittweten Frau Churfürstin zu Sachsen, als einzigen Allodial-Erbin von Bayern, durch disen Vergleich wegen Dero Ansprüche befriediget sind; so entsagen Sie auch für Sich, Ihre Erben und Nachfolger auf die förmlichste und verbindlichste Art allen ihren Ansprüchen, die sie gehabt haben, oder hätten machen können, an das ganze Allodium von Bayern, an Ländern, Gütern, beweglichen und unbeweglichen, von den Vorfahren herstammenden oder in neuern Zeiten erworbenen Gütern, ohne Ausnahme und ohne Absicht auf Lehns- oder Allodial-Qualität; wobey überdies noch verabredet worden ist, daß dises Allodium auf die beständige Substitution die auf alle Churfürstl. Bayrisch-Pfälzische Länder haftet, und die jezt in der alten Churfürstl. Linie und in einer einzigen fideicommissarischen Masse wieder vereiniget sind, fortgehen soll. Se. Churfürstl. Durchlauchten zu Pfalz versprechen und garantiren demselben zu gleicher Zeit, die Befreyung von allen aus der Bayerischen Erbfolge herrührenden Lasten und Verbindlichkeiten, dergestalt, daß Sr. Churfürstl. Durchlaucht zu Sachsen, niemalen wegen einiger Paßiv-Schulden oder andern auf gedachte Erbschaft haftenden Lasten, haften oder verbindlich seyn sollen, unter was für einer Benennung oder Titel es auch immer seyn möge.

Art. 4.

Die Durchlauchtigsten Theile, welche dise Convention geschlossen haben, imgleichen der Herr Herzog zu Zweybrücken ersuchen Ihro Majestät den Kayser und das Reich hiedurch ehrerbietigst,

thigst, derselben beyzutreten, und ihre völlige Einwilligung zu allen darinn getroffenen Verabredungen zu geben.

Art. 5.

Die hohen schliessenden und vermittelnden Mächte des Fridens-Tractats werden durch ihre Churfürstl. Durchlauchten und den Herrn Herzog zu Zweybrücken ersuchet auch die Garantie gegenwärtiger Convention gefällig zu übernehmen.

Dise Convention wird durch die Durchlauchtigsten schliessenden Theile ratificiret, und die Ratificationen darüber sollen hier in der Stadt Teschen binnen vierzehn Tagen von dem Tage der Unterzeichnung anzurechnen, oder wo möglich, noch eher gegen einander ausgewechselt werden. So geschehen Teschen den 13. May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

Dise Exemplarien sind unterschrieben:

Das eine

(L. S.) Anton Graf von Terring-Seefeld.

Das andere

(L. S.) Friederich August, Graf von Zinzendorf und Pottendorf.

Separat-Artickel.

Wegen der, bey Gelegenheit der gegenwärtigen Unterhandlung in den Vollmachten oder andern Acten, auch durchgehends gebrauchten, oder von einem oder dem andern Theil ausgelassenen Titel, ist verabredet und festgesezet worden, daß solches nicht um einige Folgerungen daraus zu ziehen angeführet werden, auch daß daraus kein Nachtheil für irgend eine der theilnehmenden Partheyen jemahls entstehen könne. Diser Separat-Artickel soll eben die Kraft haben, als wann derselbe der Convention von Wort zu Wort eingerückt worden wäre, und soll selbige durch die Durchlauchtigsten schliessenden Theile ebenfalls ratificiret werden. Des zu Urkund haben die Bevollmächtigten der schliessenden Theile disen Separat-Artickel doppelt ausfertigen lassen, und jeder hat ein Exemplar davon

von unterschrieben und mit seinem Petschaft besiegelt, worauf selbige gegeneinander ausgewechselt worden. So geschehen Teschen, den 13. May 1779.

Das eine Exemplar dises Artickels ist unterschrieben:
(L. S.) Anton Graf von Terring-Seefeld.
Und das andere Exemplar:
(L. S.) Friederich August Graf von Zinzendorf und Pottendorf.

****

Beytritts-Acte des Herrn Herzogs zu Zweybrücken zu der Convention zwischen dem Pfälzischen Hause und dem Hause Sachsen.

Nachdem die bevollmächtigten Minister der Durchlauchtigsten schliessenden Theile über das Allodium von Bayern eine Convention hier zu Teschen unterm 13ten dises Monats May geschlossen und gezeichnet haben, deren Inhalt lautet, wie folget:

Insertum

und gedachte bevollmächtigte Minister den bevollmächtigten Minister Sr. Durchl. des Herrn Herzogs zu Zweybrücken freundschaftlich eingeladen haben, derselben im Namen gedachter Seiner Durchlauchten beyzutreten: So sind die unterzeichneten bevollmächtigten Minister, nemlich von Seiten Seiner Churfürstlichen Durchlaucht zu Pfalz, Herr Anton Graf von Terring-Seefeld, Dero Cammerherr und wirklicher geheimer Rath, Ritter des Ordens von St. Georgen, und von Seiten Sr. Durchlaucht des Herrn Herzogs zu Zweybrücken, Herr Christian von Hofenfels, Dero wirklichen geheimen Rath, Kraft habender Vollmachten, welche sie sich einander vorgezeiget haben, über folgendes übereingekommen: Da Se. Durchlaucht der Herzog zu Zweybrücken Ihrer Seits alles beyzutragen wünschen, damit die Freundschaft und das gute Vernehmen zwischen beyden Durchlauchtigsten Churfürsten und dem ganzen Pfälzischen Hause, je mehr und mehr befestiget werde; So treten Selbige in Kraft der gegenwärtigen Acte gedachter Convention bey, ohne einigen

Vorbehalt oder Ausnahme, in dem festen Vertrauen, daß alles dasjenige, was darinn von beyden Seiten versprochen und zugesaget worden, getreulich werde erfüllet werden; Sie erklären und versprechen auch zugleich Ihrer Seits ebenfalls alle in derselben enthaltene Articel, Clauseln und Bedingungen getreulich zu erfüllen. Ihro Churfürstliche Durchlaucht zu Pfalz nehmen gegenwärtigen Beytritt Ihro Durchlaucht des Herrn Herzogs zu Zweybrücken hiemit ebenfalls an, und versprechen auch Dero Seits alle in erwehnter oben eingerückten Convention enthaltene Articel, Clauseln, und Bedingungen, ohne den geringsten Vorbehalt und Ausnahme zu erfüllen. Die Auswechselung der Ratificationen der gegenwärtigen Acte soll innerhalb vierzehn Tagen von dem Tage der Zeichnung anzurechnen, oder wo möglich, noch eher, geschehen. Des zu Urkund haben wir unterzeichnete Bevollmächtigte, in Kraft unserer Vollmachten gegenwärtige Acte unterschrieben und mit unserm Petschaft besiegelt: So geschehen Teschen, den 13. May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L.S.) Anton Graf von Terring-Seefeld.

(L.S.) Christian von Hofenfels.

Das Sächsische Exemplar ist unterschrieben:

(L.S.) Friederich August Graf von Zinzendorf und Pottendorf.

(L.S.) Christian von Hofenfels.

****

Separat-Articel zwischen Sr. Churfürstl. Durchlaucht zu Pfalz und dem Herrn Herzog zu Zweybrücken.

Da die hohen vermittelnden Mächte auf Ansuchen Seiner Churfürstlichen Durchlaucht zu Pfalz und des Herrn Herzogs zu Zweybrücken die Garantie über ihre Familien-Verträge von den Jahren 1766. 1771. und 1774. gerne übernommen haben; so ist von Ihren Durchlauchten auf die förmlichste und verbindlichste Art verabredet worden, daß sie diese Familien-Verträge unter sich

sich beobachten und vollziehen und denselben auf keinerley Weise zuwider handeln wollen. Die Ratificationen gegenwärtiger Acte sollen hier in der Stadt Teschen mit den Fridens- und Conventions-Tractaten zu ein und eben derselben Zeit ausgewechselt werden. Des zu Urkund haben wir unterzeichnete bevollmächtigte Minister, Kraft habender Vollmachten, gegenwärtige Separat-Acte eigenhändig unterschrieben und mit unsern Petschaften besiegelt. So geschehen Teschen, den 13. May. Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L.S.) **Anton Graf von Terring-Seefeld.**
(L.S.) **Christian von Hofenfels.**

****

Acceßionsacte Sr. Majestät des Kaysers.

Wir Joseph der Zweyte, von Gottes Gnaden Römischer Kayser, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs, in Germanien und zu Jerusalem König, Mitregent und Erbe der Königreiche, Hungern, Böheim, Dalmatien, Croatien und Sclavonien, Erzherzog von Oesterreich, Herzog zu Burgund und Lothringen, Großherzog zu Toskana, Großfürst zu Siebenbürgen, Herzog zu Mayland und Bar rc. rc. Graf zu Habsburg, Flandern und Tyrol rc. rc. rc. Da Wir freundschaftlich eingeladen worden, daß Wir in Unsrer Qualität als Mitregent und Erbe der Staaten Ihro Kayserlich-Königlich-Apostolischen Majestät von Hungern und Böheim, Unserer Frau Mutter, demjenigen Aussöhnungs-Fridens- und Freundschafts-Tractat beytreten möchten, welcher in der Stadt Teschen am 13. May dises Jahres durch die Bevollmächtigten Höchstgedachter Ihro Majestät, und des Königs von Preussen Majestät geschlossen und unterzeichnet worden, welcher Tractat lautet, wie folget:

(Hier ist der Fridens-Tractat eingerückt.)

Und Unser aufrichtigster Wunsch ist, Unserer Seits alles beyzutragen, wodurch die nunmehro zwischen den Höfen zu Wien

und Berlin glücklich wiederhergestellete Freundschaft und das gute Vernehmen, je mehr und mehr befestiget werden mögen; so haben Wir uns zu disem Beytritt sehr gerne und mit aller Bereitwilligkeit entschlossen, wollen auch in Kraft dises gedachten Aussöhnungs- Fridens- und Freundschafts- Tractat und den, demselben angehängten Acten und Conventionen in Unserer Qualität als Mitregent und Erbe der Staaten Jhro Kayserlich-Königlich-Apostolischen Majestät von Hungern und Böheim, Unserer Frau Mutter, förmlich beytreten. Wir wollen auch, daß alle und jede diser Artickel und Bedingungen eben dieselbe Kraft und Wirkung in Ansehung Unserer haben sollen, als wenn wir namentlich in bemeldetem Tractat, und in den, demselben angehängten Acten und Conventionen mit eingeschlossen wären. Wie denn auch denselben zuwider, nichts vornehmen, noch gestatten wollen, daß selbigen durch andere einige Hindernisse im Wege geleget werden, vilmehr solche getreulich zu erfüllen uns angelegen seyn lassen wollen. Des zu Urkund haben Wir Gegenwärtiges eigenhändig unterschrieben und mit Unserm Siegel bedrucken lassen. So geschehen, Wien den 16. May, Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

Joseph.

Fürst Colloredo. von Leykam.

* *

Acceptationsacte Sr. Majestät des Königs von Preussen.

Wir Friederich, von Gottes Gnaden König von Preussen, Marggraf zu Brandenburg, des heiligen Römischen Reichs Erzkämmerer und Churfürst, Souverainer und Oberster Herzog in Schlesien, Souverainer Prinz von Oranien, Neuschatel und Valangin, wie auch der Grafschaft Glatz, in Geldern, zu Magdeburg, Cleve, Jülich, Bergen, Stettin, Pommern, der Cassuben und Wenden, zu Mecklenburg und Crossen Herzog: Burggraf zu Nürnberg, Fürst zu Halberstadt, Minden, Camin, Wen-

Wenden, Schwerin, Ratzeburg, Ostfriesland und Mörs; Graf zu Hohenzollern, Ruppin, der Mark Ravensberg, Hohenstein, Tecklenburg, Schwerin, Lingen, Bühren und Leerdam, Herr zu Ravenstein, der Lande Rostock, Stargard, Lauenburg, Bütau, Arley und Breda ꝛc. ꝛc. ꝛc. Thun kund und fügen hiedurch zu wissen. Nachdem Ihro Majestät der Kayser in der Qualität als Mitregent und Erbe der Staaten Ihro Kayserlich-Königlich-Apostolischen Majestät von Ungarn und Böhmen, dem zu Teschen am 13. May dises Jahres geschlossenen und unterzeichneten Aussöhnungs- Fridens- und Freundschafts-Tractat, durch eine von Höchstdenselben gezeichnete und mit Dero Siegel bedruckte öffentliche Acte förmlich beyzutreten geruhet, wovon der Inhalt von Wort zu Wort lautet, wie folget:

(Hier ist die vorhergehende Accessionsacte eingerückt.)

Und Wir eine gleiche aufrichtige Neigung hegen, das Band der Freundschaft zwischen dem Wiener Hofe und Uns immer fester zu verknüpfen und das glücklich wiederhergestellete gute Vernehmen je mehr und mehr zu befestigen; so wollen Wir gedachten Beytritt hiedurch genehmigen und förmlich annehmen. Es sollen auch alle und jede Articel und Bedingungen mehrgedachten Tractats und der demselben angehängten Acten und Conventionen, in Ansehung Ihro Kayserlichen Majestät, als Mitregenten und Erben der Staaten Ihro Kayserlich-Königlich-Apostolischen Majestät von Ungarn und Böhmen, eben dieselbe Kraft und Wirkung haben, als wenn Höchstdieselben in disem Tractat und den, demselben angehängten Acten und Conventionen namentlich mit eingeschlossen wären. Wir wollen auch denselben zuwider nichts vornehmen noch gestatten, daß selbigen durch andere einige Hindernisse im Wege geleget werden, vilmehr Uns angelegen seyn lassen, solche getreulich zu erfüllen. Zu dessen Urkund haben Wir Gegenwärtiges eigenhändig unterschrieben und mit Unserm Königlichen Siegel bedrucken lassen. So geschehen Breßlau den 20. May, Ein Tausend sieben hundert Neun und Siebenzig.

Friederich.

Finkenstein. E. F. von Hertzberg.

Garantie der vermittelnden Mächte über den Fridens-Tractat.

Nachdem der Fride zwischen Ihro Kayserlich-Königlichen Majestät und Ihro Majestät dem Könige von Preussen, durch die Vermittelung Ihro Kayserlichen Majestät aller Reussen und Ihro Allerchristlichsten Majestät, auf beyder Kriegführenden Theile Ersuchen, am heutigen Tage geschlossen und wiederhergestellet worden; und beyde gedachte Theile aufrichtig wünschen, alles beyzutragen, was zu Erhaltung und Befestigung der öffentlichen Ruhe dienlich seyn kan; so haben Sie noch die Hohen vermittelnden Mächte freundschaftlich ersuchet, durch ihre Garantie die Vollziehung eines so erwünschten Geschäftes, zu dessen Vollendung Sie Sich so kräftig verwendet haben, versichern zu wollen. Es haben Ihro Kayserliche Majestät aller Reussen und Ihro Allerchristlichste Majestät darauf, bey Höchstderoselben einstimmigen Wunsche die öffentliche Ruhe zu bestätigen, sehr gerne das Mittel ergriffen, welches einzig und allein zu einem so heilsamen Endzweck abzielet. Und da Höchstdieselben uns zu dem Ende bevollmächtiget; so erklären wir Endesunterzeichnete Bevollmächtigte Höchstgedachter Ihrer Majestäten, die wir die Stelle der Vermittler zu Wiederherstellung des Fridens vertreten, und versichern durch gegenwärtige Acte krafft habender Vollmachten, daß Ihro Kayserliche Majestät aller Reussen und Ihro Allerchristlichste Majestät, den am heutigen Tage zwischen Ihro Majestät der Kayserin-Königin und Ihro Majestät dem Könige von Preussen geschlossenen Fridens-Tractat, seinem ganzen Innhalt nach, nebst der besondern Conventionen, und den Separat-Articeln, besonderen und Separat-Acten, welche demselben angehänget sind und einen Theil desselben ausmachen, imgleichen alle in demselben enthaltene Bedingungen, Clauseln und Zusagen in bester Form garantiren, und daß Höchstgedachte Ihro Kayserliche Majestät aller Reussen und Ihro Allerchristlichste Majestät, annoch besondere Ratificationen über dise Garantie-Acte werden ausfertigen und überliefern lassen. Des zu Urkund haben wir gegenwärtige Acte unterzeichnet und selbige mit unsern Petschaften besiegelt, sie auch gegen die Annehmungs-Acte ausgewechselt. Es sollen auch gedachte Ratificationen der gegenwärtigen Acte gegen die Raficatio-

tificationen berührter Annehmungs-Acten, binnen drey Monathen, oder wo möglich, noch ehe ausgewechselt werden. So geschehen Teschen, den 13 May. Ein tausend sieben hundert neun und siebenzig.

(L. S.) **Nicolas Fürst Repnin.** (L. S.) **Baron von Breteuil.**

Das andere Exemplar war unterzeichnet:

(L. S.) **Der Baron von Breteuil.** (L. S.) **Nicolaus Fürst Repnin.**

In der Acte selbst, sind in einem Exemplar die Titel des Allerchristlichsten Königs, und in dem andern die von Ihro Kayserl. Majest. aller Reussen vorangesetzt.

Annehmungs-Acte Sr. Königl. Majestät von Preussen.

Nachdem der Friden, durch Vermittelung Ihro Allerchristlichsten Majestät und Ihro Majestät der Kayserin aller Reußen am heutigen Tage geschlossen und wiederhergestellet worden, Höchstgedachte Ihre Majestäten auch, auf die deshalb von allen schliessenden und theilnehmenden Partheyen an Sie ergangene Requisition, überdies noch die Garantie über alle diejenigen Verträge übernommen haben, welche einen Theil dises Fridens-Tractats, der am heutigen Tage zwischen Ihro Kayserlich-Königl. Majestät und Ihro Majestät dem Könige von Preussen gezeichnet worden, ausmachen; so erkläret der unterzeichnete Bevollmächtigte Minister Sr. Majestät des Königs von Preussen in Krafft habender Vollmacht, daß Ihro Königl. Majestät von Preußen die Garantie-Acte, welche ihm am heutigen Tage durch die bevollmächtigte Vermittler im Nahmen Ihro Allerchristlichsten Majestät und Ihro Majestät der Kayserin aller Reussen eingehändiget worden, mit Dank annehme. Und da auch Ihro Königl. Majestät von Preussen wünschen alles beyzutragen, was die öffentliche Ruhe befestigen und erhalten kann; so versprechen Sie auch Ihrer Seits alle Bedingungen des obgedachten Fridens-Tractats und der demselben einverleibten Verträge, in so weit

weit selbige Sie angehen möchten, pünctlich und ohne den geringsten Vorbehalt zu erfüllen und zu bewerkstelligen. Höchstgedachte Se. Königl. Majestät von Preussen werden auch noch besondere Ratificationen über dise Annehmungs-Acte ausfertigen und einreichen lassen. Des zu Urkund hat der unterzeichnete bevollmächtigte Minister gegenwärtige Acte eigenhändig unterschrieben und mit seinem Petschafft besiegelt, und selbige gegen die oberwähnte Garantie-Acte ausgewechselt; wie denn auch berührte Ratificationen der gegenwärtigen Acte, gegen die Ratificationen gedachter Garantie-Acte, innerhalb drey Monathen, oder wo möglich, noch ehe, sollen ausgewechselt werden. So geschehen Teschen, den 13. May 1779.

(L. S.) Johann Herrmann Baron von Riedesel.

NB. Dise Annehmuugs-Acte ist gleichfalls doppelt ausgefertigt worden, so daß in einer die Titulatur des Königs von Franckreich, und in dem andern Exemplar die von der Kayserin von allen Reussen Majestät vorangesetzet worden. Beyde vermittelnde Mächte haben auch besondere Garantien über alle übrige, dem Fridens-Tractat angehängte Conventionen ausfertigen lassen.

„Da die Vollmachten und Ratificationen nichts besonderes enthalten; so habe ich Bedencken getragen, durch deren Beyfügung in der teutschen Uebersetzung dise Schrift, und dadurch dem Leser die Kosten, zu vergrössern.“

Anmerckungen
über
den Teschenischen Fridensschluß vom Jahr 1779.

I.
Ueber den Eingang.

§. 1.
Sprache des Fridensinstruments.

Das erste, was bey disem Fridensinstrument eine Anmerckung verdienet, ist die Sprache, darinn selbiges abgefasset ist.

Die

Die alte Regel des Europäischen Völckerrechts ware dise: 1. Wann Höfe, welche mit einander schlossen, einerley Sprache redeten; so wurden auch dergleichen Urkunden in derselbigen abgefaßt; 2. wann sie sich aber sonsten zweyerley Sprachen bedienten; so wurden die Fridensschlüsse lateinisch aufgesezt; weil man dise als die allgemeine Sprache von ganz Europen, (wenigstens unter den Gelehrten,) ansahe: Wie also noch in disem Jahrhundert die Fridensschlüsse zu Baden im Jahr 1714. und zu Wien im Jahr 1725. und 1738. lateinisch abgefasset worden seynd.

Weil aber je länger je mehr die lateinische Sprache unter denen Ministern und Gesandten, deren man sich bey einer solchen Gelegenheit bedienet, ausser Uebung kame, und manche dieselbe wohl gar nicht hinlänglich verstunden; dagegen aber je länger je mehr die französische Sprache in Staatssachen die allgemeine Europäische Sprache wurde; in welcher man auch fast alle münd- und schrifftliche Handlungen bey dergleichen Vorfällen abzufassen pflegte; so fienge man nach und nach an, auch die Fridensschlüsse Französisch aufzusezen; z. E. den Rastattischen Friden 1714. den Wiener Friden 1735. &c.

Zumalen geschahe solches auch, wann dritter Machten Ministers, denen die lateinische Sprache nicht geläuffig ware, dabey die Vermittelung führeten; wie also der im Jahr 1739. unter des Französischen Gesandtens Vermittelung geschlossene Belgrader Fride, (ohne Zweifel um dises Umstandes willen,) gegen die sonstige Gewohnheit zwischen Oesterreich und der Pforte, Französisch abgefasset wurde.

Es pflegte aber in dergleichen Fällen jedesmalen dem Fridensschluß ein separirter Articul angehänget zu werden: Daß, weilen der Fride nicht in der sonst gewohnlichen Sprache ausgefertiget worden seye, solches zu keinem Nachtheil oder künfftig zu einer Folge, gereichen solle.

Unter solchen Höfen aber, die sich allerseits der Teutschen Sprache bedienen, ware der Breßlauer Fride von 1742. zwischen Oesterreich und Preussen der erste, welcher Französisch abgefaßt wurde; worzu aber, (nebst deme, daß des Königs Friderichs II. in Preussen Maj. bekanntlich die Französische Sprache vorzüglich lieben,) auch dises etwas beygetragen haben mag, daß Oesterreich

sich dabey des Großbritannischen Ministers, Lords Hindford, bediente, der auch den Friden im Namen der Königin in Ungarn und Böhmen Maj. unterzeichnete.

Indessen wurde doch dise Sprache auch in denen nachgefolgten Fridensschlüssen zwischen Oesterreich und Preussen, zu Berlin 1742. zu Dreßden 1745. und zu Hubertsburg 1763. wie auch zwischen Preussen und Chur-Sachsen zu Dreßden 1745. beybehalten; ob man sich gleich dabey lauter Teutscher Ministers bediente: Und zwar ohne deßwegen eine besondere Verwahrung anzuhängen.

Nach disem Vorgang nun hat man sich auch jezo zu Teschen um so mehrers gerichtet, als dabey die Ministers von Franckreich und Rußland die Stelle als Mittelspersonen versahen.

Ueberhaupt habe ich davon, wie es seit 1740. bey Fridenscongressen und Schlüssen in Ansehung der Sprache unter denen Europäischen Souverainen gehalten worden ist, in meinem Versuch des neuesten Europäischen Völckerrechts, und in meinen Beyträgen zu dem neuesten Europäischen Völckerrecht, (die bereits zum Druck fertig ligen, und ehestens darein kommen werden,) umständlich geredet.

§. 2.

Eigenschafften, in welchen der Krieg von denen dabey intereßirten hohen Häuptern geführet worden ist.

Bekanntlich kan ein grosser Herr in Staatssachen verschidene Personen vorstellen; welches so dann in alle Staatsgeschäffte, mithin auch auf Krieg und Friden, den grösten Einfluß hat: Z. E. es ist ein grosser Unterschid, ob der König in Großbritannien, der zugleich Churfürst zu Braunschweig ist, etwas in der Eigenschafft als König, oder als Churfürst, oder in beyden zugleich, thue, und er kan als König mit einem andern Souverain Krieg führen, mit dem er doch als Churfürst im Friden verbleibt.

So stellen der Kayserin-Königin Maj. als Königin in Ungarn ꝛc. eine unabhängige Regentin, als Erzherzogin von Oesterreich ꝛc. aber einen teutschen Reichsstand, vor:

Und eben so ist des Königs in Preussen Maj. als König ein souverainer Herr, als Churfürst zu Brandenburg ꝛc. aber gleichfalls ein teutscher Reichsstand.

Die

Die wichtige Folgen davon seynd dise: Als Souveraine können sie Krieg führen und Friden schliessen, ohne Jemanden, als GOtt, Rechenschafft davon zu geben: Als Reichsstände aber seynd sie denen Teutschen Reichsgesezen unterworffen; welche denen Reichsständen bey Straf der Acht, das ist, bey Verlust ihrer Würde, auch Land und Leute, rc. verbieten, öffentlichen Gewalt gegen einander zu gebrauchen, dagegen aber befehlen, ihre unter sich habende Streitigkeiten gütlich, oder durch den Weg Rechtens, auszumachen, widrigens Falles solle es als ein Fridbruch des im Jahr 1495. erstmals errichteten ewigen Landfridens behandelt werden.

In allen seit 1740. zwischen Oesterreich und Preussen entstandenen Kriegen ist hierüber starck gestritten worden; und besonders haben in dem im Jahr 1756. entstandenen Krieg der Kayser und die mehrere Teutsche Reichsstände den Preußischen Einfall in Chur-Sachsen und Böhmen als einen Landfridbruch angesehen, und Kayser Franz durch den Reichshofrath so gar gegen den König in Preussen und seine Alliirte rc. auf die Acht verfahren lassen; wiewol die Sache hernach einen andern Gang genommen hat, und besagter Streit, mit allen seinen Folgen, unentschiden gebliben ist.

Auch davon findet man das mehrere in meinem besagten **Versuch** rc. und in denen **Beyträgen** rc. desgleichen in meinem **Tr. von Teutschland**, S. 233. u. f.

In dem im Jahr 1778. entstandenen Krieg ware es 1. offenbar um die Succeßion in einen Theil des Reichsthronlehens, des Herzogthums Bayern hauptsächlich zu thun, worzu 2. Oesterreich Sich, Krafft einer Kayserlichen Belehnungsurkunde, berechtiget zu seyn glaubte: Und der König in Preussen gestunde Selbst, daß Er Sich der Sache auch als Churfürst und Stand des Reichs annehme:

Indessen haben doch beede Theile, als es zum Ernst kame, sich aller Kräffte auch ihrer unabhängigen Reiche und Lande bedienet: Und ob man gleich Oesterreichischer Seits Anfangs münd- und schrifftlich nebenher das Preußische Betragen auch als einen Landfridbruch vorzustellen gesuchet hat; so ist doch von keiner Seite deßwegen etwas durch die gewöhnliche Reichsdictatur an das Reich ge-

bracht worden; vil weniger haben Kayserliche Maj. etwas deßwegen an das Reich gelangen lassen, noch ein Reichsgericht darinn eine Erkenntniß unternommen, noch das Reich in Corpore, oder ein bey der Sache nicht intereßirter Reichsstand, die geringste Bewegung darinn gemacht; sondern die streitende Theile haben gegen einander gehandelt, wie ganz unabhängige Herrn zu thun pflegen, auch zulezt auf eben dise Weise Sich mit einander verglichen, und nun werden erst Kayserliche Maj. und das Reich ersucht, den Friden zu genehmigen.

Betrachtungen darüber aus dem Teutschen Staatsrecht, und sonst, anzustellen, muß ich der Nachkommenschafft überlassen.

§. 3.

Haupturſach des Krieges.

Die Haupturſach des im Jahr 1778. zwischen Oesterreich und Preussen entstandenen Krieges wird in dem Eingang des Teschenischen Fridens deutlich und ausdrücklich angegeben; daß nemlich die Bayrische Succeßion solchen veranlasset habe, nachdeme Churfürst Maximilian Joseph zu Ende des Jahres 1777. (als der Lezte seiner Hauptlinie des mit Chur-Pfalz gemeinschafftlichen Hauses,) ohne männliche Leibeserben mit Tod abgegangen ist.

Es hat aber dise Succeßion nicht nur 1. zwischen Oesterreich und Preussen, sondern auch 2. zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz allein, 3. zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz einer- so dann Pfalz-Zweybrücken anderer Seits, 4. zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen, wie auch 5. zwischen Chur-Sachsen und Pfalz-Zweybrücken, Streitigkeiten verursachet: Und eben dises hat ferner die dem Teschenischen Friden angehängte Conventionen und Beytritts-Urkunden veranlasset:

Hier, bey dem Eingang, haben wir aber nur von dem ersten obgedachten Streit zu reden; die andere werden unten nachfolgen.

Von dem, was bereits meine Staatsgeschichte dises Krieges enthält, werde ich nur das, was zum Verstand des Fridens ohnumgänglich nöthig ist, wiederhohlen; überhaupt aber nur das, und zwar so kurz, als möglich, berühren, was die streitende hohe Theile selbst, und zwar nur in ihren Hauptschrifften, von Sich haben kommen

men lassen; nicht aber, was die Höfe Selbst nur so nebenher, auch so vile privat-Schrifftensteller, bald mit mehrerem - bald mit wenigerem Grund oder Wahrscheinlichkeit, dabey geäussert haben.

§. 4.

Oesterreichische Ansprache an die Bayrische Succeßion.

Die Hauptansprache des Hauses Oesterreich auf die Bayrische Succeßion betrafe 1. Niderbayern, 2. die Lehen, so Chur-Bayern in der obern Pfalz von Böhmen getragen hatte:

Hierzu kame sodann noch eine besondere Ansprache an die Herrschafft Mindelheim in Schwaben:

Und endlich liesse Sich Oesterreich vernehmen, daß Es 1. auch an ganz Bayern, und 2. an die Chur-Bayrische Allodialverlassenschafft, eine Ansprach machen könnte; jedoch dermalen eben nicht darauf bestehen wolle.

§. 5.

Chur-Pfälzisches Betragen dabey.

In denen Oesterreichischen Schrifften wird zwar gemeldet: Als noch vor Absterben des Churfürstens in Bayern zwischen Oesterreich und Chur Pfalz wegen der Oesterreichischen Ansprache an Bayern Handlungen gepflogen worden seyen, habe der Chur-Pfälzische Gesandte zu Wien von Ritter in zweyen Schrifften die Oesterreichische Ansprüche beantwortet:

Es ist aber weder jemalen kund geworden, was Chur-Pfalz dagegen eingewendet habe; noch hat auch hernach Chur-Pfalz vor dem Krieg, oder während desselbigen, denen Oesterreichischen Gründen das geringste öffentlich entgegen gesezt.

§. 6.

Königl. Preußisches Betragen.

Der König in Preussen hingegen widersezte Sich dem Oesterreichischen Vorhaben, so bald etwas davon kund wurde, erstlich freundschafftlich, hernach ernstlich, und endlich mit Gewalt der Waffen; worüber es zu einem langwührigen Schrifftwechsel kame; aus welchem ich das wichtigste bey jeder Materie, welche dabey in Vorwurf kame, beybringen will.

§. 7.
Oesterreich- und Preußische Wechselschrifften:
a) Wegen des Rechts auf Nider Bayern.

I. Nider-Bayern betreffend; so liesse

1. Oesterreich in seiner Erklärung vom 20. Jan. 1778. nur so vil kund machen: Das Haus Oesterreich seye von Kayser Sigmund mit einigen Bezircken von Bayern würklich belehnet worden.

2. Preussen liesse den 7. Febr. dagegen vorstellen: Es scheine bedencklich, daß ein grosses Herzogthum und Churfürstenthum, das, nach dem Tractat von Pavia, der güldenen Bull, und dem Westphälischen Friden, allen Linien des Hauses Pfalz zugehöre, durch eine ohne Bewilligung des Reichs ertheilte Anwartschafft auf eine so ausserordentliche Weise zersplittert werden solle.

3. Oesterreich antwortete den 16 Febr. zu Kayser Sigmunds Zeiten habe der Kayser noch allein Reichslehen vergeben können; wie dann auf eben dise Weise die Chur-Brandenburg auf das jezige Haus gekommen seye: Bayern seye nie kein Churfürstenthum gewesen, offt getheilt- und das Erstgeburtsrecht darinn erst im Jahr 1588. eingeführt worden: Ueber den Tractat von Pavia wäre vil zu sagen; es seye aber dadurch kein Fideicommiß eingeführt worden: Die güldene Bull endlich seye auf das theilbare Herzogthum Bayern nicht applicabel.

4. Preussen stellte den 9ten Mart. weiter vor: Bayern und Pfalz stammten beede von Ludwig dem Strengen her: Dessen Söhne hätten sich zwar in besagte beede Linien getheilt, welche aber in dem Tractat von 1329. einander die beederseitige Erbfolge in der Churwürde und allen ihren Landen versichert- auch von disen nichts zu veräussern versprochen hätten: Diser Vertrag seye von dem Kayser und den Churfürsten bestättiget, auch in allen folgenden Hausverträgen zu Grund gelegt worden: Er gehe auch auf das im Jahr 1340. wieder mit Oberbayern vereinigte Niderbayern. In ganz Teutschland folgten die verschidene Linien eines Hauses einander in denen Stammlehen; und so seye es auch im Hause Bayern biß auf das Absterben desselben gehalten worden.

Der Kayser habe nach dem Tod Herzog Johanns zu Straubingen also Niderbayern denen Agnaten nicht entziehen können; wie

er

er dann auch selbiges ihnen im Jahr 1429. gerichtlich zugesprochen, und Oesterreich es 350. Jahr dabey habe bewenden lassen. Die Oesterreichische Belehnungsurkund seye noch nicht zum Vorschein gebracht worden, und den Teutschen - auch des Hauses Bayern-Rechten zuwider; eben der Kayser, so sie gegeben haben solle, habe selber, nach vorgängiger Untersuchung der Sache, dagegen gesprochen; und wann sie jemals eine Kraft gehabt hätte, wäre sie mit Abgang des Hauses Oesterreich in der Person Kayser Carls VI. erloschen. Die Chur Brandenburg endlich seye mit Bewilligung der Chur- und aller Reichsfürsten an das jezige Haus gekommen.

5. Den 1. Apr. erklärte Oesterreich: Daß es nicht schuldig seye, Preussen in diser Sache weitere Red und Antwort zu geben: Den 7. Maj. aber erfolgte dennoch eine weitere Osterreichische Antwort im Hauptwerk dahin: Der Pavische Vertrag enthalte kein Fideicommiß, und seye weder in Ansehung der Churwürde, noch der Nichtsveräusserung vom Land, in Uebung gekommen; wie Chur-Pfalz 1637. und 1640. selbst behauptet habe: Die nachgefolgte Verträge hätten also demselben allenfalls keine grössere Krafft beylegen können; auch hätten die Herzoge von Niderbayern keinen Antheil an dem Vertrag von 1329. gehabt, und da Pfalz sich um deren Erbfolge gemeldet, habe man es abgewisen. Seye Bayern vormals theilbar gewesen; so könne es auch jetzo getheilet werden:

Die Herzoge von Bayern hätten sich aber ohne Einwilligung des Kaysers in den Jahren 1349. und 1353. getheilt; dahero der Kayser nach Abgang des Straubingischen Stamms dessen Lande wohl habe einziehen können; welches er auch in Gegenwart und nach dem Gutachten viler Stände, selbst aus dem Hause Pfalz, gethan und erkläret habe, er hätte dises Land wohl selbst behalten können, solches aber an Oesterreich überlassen; doch habe er hernach die Herzoge von Oberbayern, nicht aus Schuldigkeit, sondern aus Gnaden, damit beschenckt; aber mit Vorbehalt der Rechte derer, so eine Ansprach daran zu haben geglaubt: Pfalz hingegen habe sich damals gar nicht gemeldet: Die Nothwendigkeit der Churfürstlichen Einwilligung seye nicht erweislich: Herzog Albrecht habe die Belehnung für sich und seine Erben erhalten; welches, nach des Hauses Oesterreich Freyheiten auch auf das weibliche Geschlecht gehe. Das jezige Haus Bran-

Brandenburg habe die Chur und Marck mit dem Beding erhalten, Böhmen niemals zuwider zu seyn, sondern vilmehr ihm beyzustehen.

6. Preussen beantwortete dises dahin: In dem Pavischen Vertrag stehe zwar das Wort: Fideicommiß nicht; die Sache selbst aber seye klar darinn ausgedrückt. Seye dagegen gehandelt worden, so seye solches ein Mißbrauch, und die Pfälzische Aeusserungen von 1640. nach denen damaligen Umständen abgemessen, alles aber durch die folgende Verträge wieder in das gehörige Gelais gebracht worden, sonderlich in dem Vertrag von 1766. Es lige nichts daran, ob die Herzoge in Niderbayern den Tractat von 1329. haben mit-schliessen helffen oder nicht, weil die Herzoge in Oberbayern auch ihre künftig anfallende Lande mit darein gezogen haben, und in dem Vertrag zwischen Bayern und Pfalz von 1348. seye lezterem die Erbfolge in Niderbayern seiner Zeit ausdrücklich vorbehalten worden; woraus klar erhelle, daß zwischen beeden Häusern keine Todttheilung vorgegangen seye. Ein anderes seye endlich, wann Bayern zwischen Prinzen von einerley Haus getheilet worden seye, und ein anderes, wann man einen Theil davon einem fremden Haus zuwenden wolle.

Es seye kein Reichsgesez vorhanden, welches die Theilungen verbiete, und sie zu einem Verbrechen mache, worauf die Confiscation des Lehens stehe; zumalen wann es keine Todt- oder gänzliche Theilung seye. Selbst die Reichsgerichte hätten oft auf Familienverträge, die nicht vom Kayser bestättiget worden seyen, in Reichslehenssachen gesprochen. Des Kaysers Angeben, er hätte Niderbayern behalten können, seye einseitig, und den Rechten zuwider; die angeführte Stände seyen bloß damals an des Kaysers Hof zugegen gewesen, haben aber keinen Ausspruch in der Sache gethan, und die Herzoge von Bayern, (selbst nach diser Urkund,) sich ihr Recht vorbehalten; die Vorbehalts-Clausul scheine mehr auf Herzog Albrechts von Oesterreich angegebenes Recht von seiner Mutter her zu zilen. Die Anwesenheit eines einigen Pfalzgrafens könne nicht der ganzen Familie einen Nachtheil bringen. Wann Niderbayern denen Herzogen in Oberbayern hätte abgesprochen werden können, müßte es in Teutschland, und nicht in Ungarn, durch ein Fürstengericht geschehen seyn. Seye nun kein heimgefallenes Lehen vorhanden gewesen; so seye auch dessen Vergebung an ein anderes Haus, zum

Nach-

Nachtheil der noch vorhandenen Lehensfähigen Agnaten, nichtig: Der Kayser habe auch Herzog Albrechten nicht mit des Kaysers- sondern mit des Herzogs- angeblichem Recht (von der Mutter her,) beliehen; ein gleiches aber auch zu eben diser Zeit denen Herzogen von Bayern angedeyhen lassen. Die von dem Kayser dem Herzog von Oesterreich in 11. Tagen gegebene zwey Urkunden widersprechen einander, und zeigen, was für unstichhaltige Vorwände der Kayser hervorgesucht habe, Niderbayern seinem Hause zuwenden zu können: Doch habe er sich selbst nicht getraut, die Sache durchzusezen, sondern an Chur-Maynz verlangt, daß es die Churfürsten zusammen beruffe, um einen Spruch in der Sache zu thun. Da jedoch hieraus nichts worden, habe der Kayser im Jahr 1429. eine andere Versammlung gehalten, darinn die Herzoge, und Namens des Reichs den Herrn von Pappenheim, gehört, darauf aber Niderbayern denen Herzogen in Bayern zuerkannt. Sollte die angehängte Clausul Oesterreich ein Anwartschafftsrecht auf den Abgang des Bayrisches Hauses geben, müßte und würde sie ganz anderst abgefaßt worden seyn; zumalen da der Herzog zu Oesterreich bey diser ganzen Sache gar nicht mehr zum Vorschein gekommen, seine männliche Nachkommenschafft abgestorben seye, und die Kayserin-Königin nur von der nachgebohrenen Schwester abstamme, der König in Preussen dagegen von der erstgebohrenen. Das Oesterreichische Privilegium erstrecke sich nur auf das Herzogthum Oesterreich; sonst würde dises Haus nach und nach fast alle Reichs-Mannslehen an sich bringen können. Endlich seyen die Originalien der Oesterreichischen Urkunden weder dem Churfürsten zu Pfalz selbst, noch seinem Bayrischen Ministerio, noch Chur-Sachsen, noch dem Reich vorgelegt worden, um davon urtheilen zu können. Was aber den bey Ueberlassung Brandenburgs an das jezige Haus anbelange; so seye der versprochene Beystand reciproque, könne auch nur bey gerechten Ansprüchen gefordert werden.

7. In dem Preußischen Kriegsmanifest werden die Hauptgründe, warum Pfalz zur Erbfolge in Niderbayern berechtiget seye, nochmals wiederhohlt; s. **meine Beyträg. zu dem Europ. Völkerr. in Kriegszeit.** 1. Theil, S. 300. u. f. so auch S. 309. u. f. warum die Oesterreichische Ansprache darauf ungegründet seye.

8. In der Oesterreichischen Hauptschrifft: „Gerechtsame und Maasregeln," wurde die Oesterreichische Ansprache auf Niderbayern abermals vertheidiget, (*p. m.* 102. u. f.) und unter anderem gemeldet: Man habe nicht die geringste Ursach, die Sigismundische Urkunden öffentlich vorzulegen; wo ihre Bekanntmachung allein nöthig gewesen seyen, habe man sie mitgetheilt: Die Herzoge von Bayern seyen zu ihrem Recht belehnt worden, wie der Herzog von Oesterreich zu seinem; durch den hernach gefolgten Vertrag zwischen dem Kayser und Oesterreich seye das streitige Land dem Leztern entscheidend zuerkannt worden, und der Kayser habe es seiner Tochter eben so wohl verleihen können, als Kayser Ludwig seiner Gemahlin Holland, Seeland und Frießland: Nur den männlichen Erben der Gemahlin des Herzogs von Oesterreich seye ein Vorzug gegen die Erben und das Haus des Herzogs gegönnet worden, nicht aber auch denen weiblichen. Um der Theilung willen seyen auch andere Reichslehen confiscirt und K. Sigmunds Spruch von 1426. in der Urkund von 1429. nicht widerruffen, sondern bestättigt worden: Das Anerbieten eines Churfürstentages seye vom Kayser zum Ueberfluß geschehen, und bey dem darauf erfolgten Fürstengericht seye gesprochen worden, der Kayser hätte das Land behalten mögen; dadurch seye also des Herzogs von Oesterreich Recht anerkannt worden; wobey auch der Pfalzgraf Johann gewesen seye: Ueber dises aber habe man es noch durch eine besondere Clausul verwahrt. Herzog Albrecht habe ohne Zweifel darein bewilliget, und seine Nachkommen sich folglich nicht eher melden können, biß Bayern abgestorben seye. Das Osterreichische Privilegium für die Töchter erstrecke sich nicht nur auf das Herzogthum Oesterreich, sondern auf alle jezige und künftige Oesterreichischen Lande: Natürlicher Weise habe, nach Absterben Herzog Albrechts Sohnes Ladislai, seine Erbschafft an seine Agnaten, nach deren Abgang aber an die Erbtochter K. Carl VI. fallen müssen.

9. Preussen antwortete darauf: Alle Pfalzgrafen und alle Reichsstände hätten das Recht, die Vorlegung der Urkunden zu verlangen, durch welche ein so wichtiges Herzogthum, auf eine nie erhörte Art, auf ein anderes Haus gebracht werden wolle. Das lange und ängstige Zurückhalten derselben habe schon einen Verdacht

gegen dieselbige erwecket; diser seye auf einen grossen Grad gestiegen, weil der, so den Lehenbrief unterschriben habe, von dem Kayser Selbst in eben dem Jahr 1426. öffentlich für einen Urkundenverfälscher erkläret worden seye, auch in allen Jahrbüchern und Handlungen über die Straubingische Lehensfolge von 1425. biß 1429. ja selbst in der Preßburger Urthel, nicht das geringste von diser Belehnung vorkomme, auch beede Urkunden, auf die sich Oesterreich gründe, mehrere (angezeigte) Widersprüche enthalten. Der Kayser habe allenfalls Herzog Albrechten nicht sein, des Kaysers, sondern sein, des Herzogs, Recht verliehen, wie denen Herzogen in Bayern; aber nicht zum Besitz, sondern bloß ad effectum agendi. Daß der Kayser durch die lezte Urkund den Streit gegen Bayern entschieden habe, seye falsch, es hätte nicht ohne gerichtliche Formalität u. Spruch geschehen können, der Kayser habe auch erst nachher den Herzog Ludwig von Bayern mit Niderbayern belehnt, und vier Monath hernach einen Churfürstentag deßwegen halten wollen, und endlich im Jahr 1429. das Bayrische Recht selbst erkannt. Holland, Seeland und Frießland seyen Weiber- Bayern aber ein Mannlehen und der Mannsstamm noch nicht ausgegangen gewesen: Freylich scheine es, K. Sigmund habe Bayern auch zu einem Weiberlehen machen wollen, darinn aber wider die Reichs- und Lehensgeseze gehandelt; doch seye falsch, daß er das Haus Oesterreich mit zu der Erbschafft von Niderbayern berufen- und selbigem einen Vorzug vor der Elisabeth weiblichen Erben beygelegt habe. Die Beyspile, wodurch ein Herkommen gegen die Theilungen bewisen werden wolle, erhärteten das gerade Gegentheil, weil die Lehen nicht wegen der Theilung, sondern wegen Versaumung der in denselben hergebrachten gesammten Hand, confiscirt worden seyen. Selbst im Hause Oesterreich seyen ja die Theilungen üblich gewesen. Das Gericht zu Preßburg seye kein teutsches Mannen- sondern ein blosses Schiedsgericht gewesen, bey welchem nur über der Herzoge von Bayern Streit unter ihnen selbst, nicht aber zwischen ihnen und Oesterreich die Rede gewesen seye; wobey der Marschall von Pappenheim gelegenheitlich des Reichs Rechte habe wahren wollen: Der Kayser habe zwar darauf Discursweis gesagt, Er hätte so gar ganz Bayern einziehen können, es seyen aber weder die Herzoge darüber gehört, noch durch ein Urthel dessen

verlustigt erkläret, noch dem Reich ein Recht vorbehalten worden, auf welches sich ein Oesterreichisches Recht gründen könnte. Daß ein Pfalzgraf als Zeuge dabey gewesen, zeige vilmehr an, daß Niemand daran gedacht habe, als ob das Urthel etwas dem Hause Bayern oder Pfalz nachtheiliges enthalte. Die Vorbehaltsclausul der Rechte eines Dritten seye gar oft eine bloß in Urkunden gewöhnliche Formul. Hätte Oesterreich ein Recht an Niderbayern gehabt, so hätte es damals, und nicht erst nach 350. Jahren, damit zum Vorschein kommen sollen. Daß Herzog Albrecht in die Bayrische Belehnung bewilliget haben müsse, seye eine Erdichtung. Die Reichsstände würden nie zugeben, daß die Oesterreichische Freyheiten sich so weit erstrecken, daß das weibliche Geschlecht Reichsmannlehen erwerben könne; und Bayern seye schon im Jahr 1478. gegen alle ihme nachtheilige Freyheiten privilegirt worden. Daß K. Sigmund Niderbayern nur den Leibeserben seiner Tochter, nicht aber dem Hause Oesterreich, zugedacht habe, erhelle aus einer ganz ähnlichen seinem Tochtermann, Herzog Albrecht, im Jahr 1423. wegen Mähren ausgestellten Urkund. Pfalz habe sich schon in dem Vertrag mit Bayern von 1348. die Erbfolge in Niderbayern vorbehalten, und also doch wohl ein älteres Recht daran, als das Oesterreichische angebliche und unerwiesene vom Jahr 1426. Das höchste, was Oesterreich hätte verlangen können, wäre gewesen, Niderbayern biß zu Ausgang der Sache zu sequestriren.

Ferner kamen zum Vorschein: „Unpartheyische Gedanken über verschidene Fragen, bey Gelegenheit der Succeßion in die von dem verstorbenen Churfürsten Maximilian Joseph zurückgelassene Länder und Güter;" welche zwar als eine Privatschrifft angegeben wurden, die aber ohne allen Zweifel auf Befehl des Wiener Hofes herauskamen. In solcher wurden die zwey Urkunden, auf welche sich die Oesterreichische Ansprüche steiffeten, Auszugsweise beygebracht, auch die übrige Rechtsgründe für Oesterreich gegen Chur-Pfalz an- und ausgeführt.

Nachdeme nemlich Herzog Johann in Bayern zu Straubingen im Jahr 1425. ohne männliche Erben verstorben seye, habe der damals regierende Kayser Sigmund

1. den 10. Mart. 1426. Herzog Albrechten von Oesterreich eine noch im Original zu Wien vorhandene Urkund ertheilt, des Innhalts: Der Herzog habe den Kayser gebeten, ihm sein Recht, das er an dem Niderland zu Bayern habe, oder haben solle, zu verleihen: Er leihe solchemnach ihm, samt seinen Erben sein Recht, das er zu dem vorgenannten Lande in Niderbayern habe, oder haben solle, so vil der Kayser ihme, von Rechtswegen daran leihen solle oder möge.

2. Donnerstags vor Palmtag, (den 21. Mart.) aber habe der Kayser mit dem Herzog ferner disen, auch noch im Original vorhandenen Vertrag gemacht und eine Verschreibung gegeben, des hauptsächlichen Innhalts: a) Der Kayser wolle sein Lebtag Herr diser Lande bleiben; Herzog Albrecht aber solle Pfleger derselben seyn. rc. b) Wann der Kayser mannliche Erben bekäme, sollen dieselbige dise Lande bekommen. c) Zeugete Er aber keine Söhne; so sollen besagte Lande auf des Kaysers Tochter, Elisabeth, gedachten Herzogs Gemahlin, und ihre beederseitige Kinder Erben und Erbeserben, die Söhnen wären, fallen. d) Zeugete Herzog Albrecht noch mit einer anderen Gemahlin Söhne, sollen dieselbige nicht mit an disen Bayrischen Landen erben. e) Wann aber Herzog Albrechts und seiner Gemahlin Elisabeth Erben und Erbeserben, die Söhne wären, alle abgingen; so sollen und mögen erst des Herzogs Albrechts Erben, die Er mit einer anderen Gemahlin gewünne, das obgenannte Land erben, haben und besitzen.

Uebrigens beziehet man sich in diser Schrifft darauf:

1. Die Theilung von 1255. zwischen Ludwig dem Strengen von Pfalz und Oberbayern, so dann Heinrich von Niderbayern, ware eine Todt- oder gänzliche Theilung.

2. Kayser Ludwig IV. hat, nach Abgang der ersten Niderbayerischen Linie 1340. deren Lande von Reichswegen eingezogen, und für sich behalten.

3. Dise Erwerbung gehet allein seine Linie an; denn der Pavische Vertrag zwischen Oberbayern und Pfalz von 1329. ist 11. Jahre älter, als dise Erwerbung.

4. Die Pfalzgrafen, so an Niderbayern mit-erben wollten, wurden abgewisen.

5. Mithin gehet sie Niderbayern auch noch jetzo nichts an.

6. Die in der Bayrischen Ludwigischen Linie beschehenen Theilungen von 1349. 53. und 92. seynd lauter Todttheilungen gewesen; wodurch die Lande gänzlich getrennet worden seynd, und kein Theil an des andern Landen einiges Erbrecht mehr gehabt hat.

7. Als dahero 1425. die Straubingische Linie erloschen, hat sich des lezten Herzogs Johanns Schwester-Sohn, Herzog Albrecht von Oesterreich, um seine Lande gemeldet:

8. Kayser Sigmund hat ihn auch 1426. 10. Mart. mit denen Straubingischen Landen belehnet.

9. Der Kayser hat zwar denen Herzogen von Bayern durch den Spruch von 1429. Niderbayern ex nova gratia gegeben:

10. Nach ausgestorbener Ober-Bayrischer Linie aber lebet also das Oesterreichische auf den Kayserlichen Lehenbrieff gegründete Recht wieder auf.

11. Kayser Sigmund hat den 21. Mart. 1426. noch einen besonderen Vertrag mit Herzog Albrecht gemacht, darinn er die Straubingische Lande als eröffnet und fällig erklärt und behandelt, auch

12. Herzog Albrechten zu Oesterreich Jura cessa gegeben hat.

13. Dise Jura cessa seynd in der Kayserlichen Theilungs-Urthel von 1429. dem Herzogen durch eine Clausul vorbehalten worden, und müssen

14. nun nach Abgang des Hauses Bayern zur Wirkung kommen.

Ich denke, dises bisherige seye zu Erläuterung des Hauptstreits wegen Nider-Bayern hinlänglich, und übergehe dahero, was in denen weiteren Wechselschrifften zwischen Oesterreich und Preussen davon vorkommt; ausgenommen folgendes:

Dem Preußischen Kriegsmanifest ware ein Nachtrag angehängt, des Innhalts:

Herzog Albrecht von Oesterreich habe am Andreastag 1429. eine Urkund ausgestellt: Er habe sich mit denen Herzogen von Bayern dahin verglichen, daß er fürohin keine Ansprach habe noch haben wolle an das Niderland in Bayern, um sein Recht, noch wegen der Belehnung, so er von Kayser Sigmund erhalten habe, verzeihe

zeihe sich auch dessen, für sich und seine Erben und Nachkommen an dem Lande zu Oesterreich: Dagegen habe er a) eine Summ Geldes, die der Kayser bestimmet habe, empfangen; b) sollen die eigene Leute, so die Herzoge von Bayern in Oesterreich gehabt, künftig sein- auch c) die Pfandschafft, so die Herzoge von Bayern auf Milberstatt, (oder Neuenstatt,) gehabt, aufgehoben seyn. Die Herzoge Friderich und Albrecht von Oesterreich hätten auch, für sich und ihre Erben und Nachkommen, darein bewilliget, und Herzog Albrecht habe das heilige Sacrament darauf empfangen.

Von disem Verzichtsbrieff seye eine nach dem Original im Jahr 1569. von dem Bayrischen Rath und Notario Lorrey gemachte Copie vorhanden; auch das Original in München mehrmalen abgeschriben worden, und diser Verzicht in Wien wohl bekannt.

Das Original diser Urkunde werde noch in dem Bayrischen Archiv zu finden seyn, wann es nicht in denen vorigen unglücklichen Zeiten verlohren gegangen seye; 2. indessen seye eine von einem Bayrischen Rath und Notario nach dem Original vidimirte Copie vom Jahr 1559. vorhanden, und 3. selbst in Wien eine Abschrifft davon vorhanden.

Oesterreich antwortete:

1. Die Copie der angeblichen Verzichtsurkunde habe die nach denen Reichsgesezen erforderliche Eigenschafften nicht.

2. Es seye nicht erwisen, daß und wo ein Original davon vorhanden gewesen seye.

3. Der Urkund selbst widersprechen die gleichzeitige Geschichtschreiber und Urkunden in Ansehung des Orts und der darinn gemeldeten Zusammenkunfft; wo hingegen

4. selbige von dem angeblichen Verzicht ganz stille schweigen; dahero

5. die ganze angebliche Urkund eine nichtswürdige erdichtete Scarteque seye; wie man dann

6. auch von keiner in Wien vorhanden seyn sollenden Copie etwas wisse.

Preussen replicirte:

1. Die Copien der Oesterreichischen Urkunden seye eben so beschaffen, wie des Verzichtsbrieffs seine.

2. Es wäre kein Wunder, wann kein Original vorhanden wäre, oder vorgezeiget werden könnte, da das Chur-Bayrische Archiv nicht nur, nach eigenem Chur-Bayrischen Geständniß, noch jezo in der alleraüsserſten Confusion, sondern auch verschidene mahl in Oesterreichischen Händen gewesen seye; bey welcher Gelegenheit man, erweislicher massen, das anständige zu sich genommen, ja gar aus denen Bänden herausgeschnitten habe: Genug, daß

a) der noch lebende Chur-Bayrische geheime Registrator Schmid bezeuge, er habe solche Urkund selbst mehrmalen abgeschriben, und

b) die von Preussen bekannt gemachte Copie habe des Reichshofraths von Senckenberg Sohn gefertiget, dessen Vater sie von dem Kayserlichen Hof oder Bayern erhalten haben müsse.

3. Es seye nicht erwisen, daß andere gleichzeitige Geschichtschreibere oder Urkunden dem Innhalt der Verzichtsurkunde widersprechen; vilmehr komme derselbe mit dem jezigen Zustand der Sachen überein.

4. Aus dem Stillschweigen der Geschichtsschreibere lasse sich gar nichts schliessen; sonst wären vile 1000. Urkunden verdächtig, und sie gedencken der Oesterreichischen Belehnung von 1426. eben so wenig.

5. Es seye nicht die geringste Wahrscheinlichkeit vorhanden, warum dise Urkund hätte erdichtet werden sollen; da an den Streit wegen der Erbfolge in Nider-Bayern in 350. Jahren nicht mehr gedacht worden seye.

6. Der Reichshofrath von Senckenberg habe, schon gemeldeter massen, in Wien selbst eine Copie davon nehmen lassen.

Oesterreich duplicirte:

1. Chur-Pfalz bezeuge, daß sich in dessen Archiven nichts von diser Urkund finde; so auch

2. Der erste Oesterreichische geheime Hausarchivarius von dem Oesterreichischen Archiv:

3. Des Bayrischen Registrators Schmidens Aussage seye sehr unzuverläßig; auch könne er selbst nicht sagen, ob er seine angebliche Abschrifften nach dem Original, oder nach einer Copie, verfertiget habe.

4. Die

4. Die Vermuthung, daß der Reichshofrath von Senckenberg seine Copie von dem Kayserlichen Hof oder Chur-Bayern erhalten habe, seye völlig ungegründet.

5. Dises werde durch die mit seinem Sohn, der die Copie an Chur-Pfalz communiciret habe, vorgenommene und in Druck gegebene Verhör noch mehr bestärcket.

Was weiter wegen diser Verzichtsurkunde geschriben und gestritten worden ist, übergehe ich.

§. 8.

b) Streit wegen der übrigen Oesterreichischen Ansprüche.

II. Anlangend die Böhmische Lehen in der obern Pfalz; so sehe man davon unten nach, bey der Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz; so auch

III. wegen Mindelheim.

IV. Der Ansprache an ganz Bayern wurde in keiner Oesterreichischen Hofschrifft gedacht; sondern a) nur in dem Schreiben des Oesterreichischen ersten Ministers, Fürstens von Kauniz, dessen in meiner Staatsgeschichte rc. S. 25. Meldung geschiehet; b) solle Oesterreich damit gedrohet haben, wenn man Pfälzischer Seits die Oesterreichische Ansprache auf Niderbayern nicht erkennen wolle. S. Staatsgeschichte S. 20. und 35.

V. Endlich die Bayrische Allodialverlassenschafft betreffend; so wird abermals unten gemeldet werden, aus was für einem Grund Oesterreich sich darzu für berechtiget habe halten wollen.

§. 9.

c) Streit wegen des Gleichgewichts in Teutschland.

Endlich sagte Preussen: In Absicht auf das Teutsche Reich käme Oesterreich

1. durch dise Convention in den Besiz des besten Theils von Bayern, dessen wichtiger Salzwercke und grösten Ströhme; ja es suche

2. durch eine weitere Convention sich Meister von ganz Bayern zu machen; wodurch es ganz Oberteutschland furchtbar- auch das Gleichgewicht, wodurch die bißherige Staatsverfassung von Teutschland erhalten worden seye, gänzlich zerrüttet würde.

Oesterreich antwortete:

1. Das Gleichgewicht schicke sich nicht auf den Fall, wann

ein Teutscher Reichsstand auf eine erlaubte Weise Erwerbungen mache;

2. wohl aber würde es darunter leiden, wann ein Stand sich über den andern einer Meisterschafft anmassen wolle;

3. Das Teutsche Reich habe von Oesterreich nichts zu beförchten.

Mehreres davon ist schon oben vorgekommen.

§. 10.

d) Streit wegen der Art des Oesterreichischen Betragens.

1. Preussen liesse den 7. Febr. 1778. zu Wien vorstellen: Es scheine mit der Reichsverfassung nicht überein zu kommen, daß man Bayern, ohne den Weg Rechtens zu ergreiffen, noch das Reich- noch die dabey intereßirte Parthien deßwegen zu vernehmen, trennen wolle, und den Anfang gemacht habe, selbiges durch ein beträchtliches Corps Trouppen in Besiz nehmen zu lassen.

2. Oesterreich antwortete den 16. Febr.: Es könne keiner Macht verarget werden, wann sie ihre gerechte Ansprüche geltend mache: In Teutschland könne es nur auf zweyerley Art geschehen, nemlich entweder durch Güte, oder eine feyerliche Entscheidung des Kaysers und Reichs. Jeder Stand könne sich mit seinem Mitstand über ihren Streitigkeiten ohne Nachtheil eines Dritten vergleichen: So hätten es Oesterreich und Chur-Pfalz gemacht; und in disem Fall finde weder der Weg Rechtens statt, noch habe das Reich, vil weniger ein Dritter, etwas dabey zu sagen. Die Oesterreichische Besiznehmung seye eine Folge des Vergleichs mit Chur-Pfalz; wo hingegen schon Andere etwas in Besiz genommen hätten, ohne zu sagen warum?

3. Preussen meldete den 9. Mart.: Es erhelle aus den angeführten Umständen, daß Chur-Pfalz den Vergleich nicht freywillig eingegangen habe: Er habe aber allenfalls selbigen nicht einmal nur für seine Person schliessen- und dadurch die Helffte des Bayrischen Fideicommisses, wie auch die Böhmische Lehen, vergeben, vilweniger aber seinen Agnaten dadurch einen Nachtheil zufügen können: Die K. Königin möchte also alles wieder in den Stand stellen, darinn es vor dem Tod des Churfürstens gewesen seye, und alsdann gütlichen Handlungen statt geben.

4. Den

4. Den 1. Apr. liesse die K. Königin erklären: Sie seye nicht Willens, ihre Rechte weiter untersuchen zu lassen, vil weniger Sich ihres erlangten rechtmäßigen Besizes zu begeben: Es sollte aber Allen, so etwas an die Bayrische Erbfolge zu suchen hätten, Recht wiederfahren.

5. Den 22. Apr. liesse der König weiter erklären: Er habe nicht unrecht, sondern recht, daran gethan, daß Er der Königin den offenbaren Ungrund ihrer Ansprüche habe vorstellen lassen: Es komme nicht auf allgemeine Versicherungen, sondern darauf an, sie in Erfüllung zu bringen, und den Weg darzu zu bahnen; weiter verlange Er auch nichts.

6. Oesterreich antwortete den 7. May: Chur-Pfalz seye mit der Convention zufriden; in Ansehung Chur-Sachsens wolle die K. Königin das thun, was unten mit mehrerem vorkommt; Mecklenburg verlange nichts von Oesterreich; Pfalz-Zweybrücken habe noch kein würckliches Recht an Bayern, so lang die Sulzbachische Chur-Linie noch florire: Biß dahin könne also der Churfürst alles thun, was den Reichsgesezen nicht zuwider seye: Sie wolle aber zu gleicher Zeit Ihre und des Herzogs Rechte von dem Kayser und Reich untersuchen und entscheiden lassen, Deren Ausspruch Folge leisten, und ihn durch auswärtige Machten, welche man wolle, garantiren lassen; mehr könne man von Ihr nicht fordern.

7. Preussen hielte entgegen: Entweder seye die Belehnung von 1426. gültig oder nicht: Ersten Falles hätte der König, als ein Nachkomm von der ältesten Tochter Herzog Albrechts V. von Oesterreich, das beste Recht darzu; lezteren Falles aber habe der Churfürst zu Pfalz sie nicht, zu seinem selbsteigenen und anderer Interessenten Nachtheil, als gültig erkennen können: Das Rechtsanerbieten des Hofes zu Wien wäre anzunehmen, wann die Sachen zuvor wieder in den vorigen Stand gestellet wären, und man sich verglichen hätte, wo der Streit untersucht und entschiden werden solle; welches nicht anderst, als bey der Reichsversammlung, geschehen könne, weil bey den Reichsgerichten keine unpartheyische Rechtspflege zu hoffen seye.

8. In dem Kriegsmanifest des Königs in Preussen wird nachmals wiederholt: Da die Lehenssuccesion von Bayern dem

Hause Pfalz- und die Allodialsuccession dem von Sachsen-zugehöre; so sollten von Rechtswegen diejenige, welche auf einige Theil diser Erbfolge Ansprüche zu haben vermeinen, dieselbe nicht anders geltend machen, als entweder durch rechtliche Wege, und alsdann biß zum rechtlichen Ausspruch den natürlichen Lehen- und Allodialerben den ruhigen Besiz lassen, oder durch einen freywilligen Vergleich mit allen Erben, welche ein gleiches Recht zu diser Fideicommissarischen Erbschafft haben: So dann wird von der Gültig- oder Ungültigkeit der Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz vom 3. Jan. 1778. gehandelt. S. meine Beyträg. zu dem Europ. Völckerr. in Kriegszeit. 1 Theil, S. 320. u. f. und sonderlich behauptet: Pfalz-Zweybrücken habe, Krafft des Hausvertrags von 1774. schon jezo den Mitbesiz und Mitherrschafft von Bayern: Und wann gleich die Wiederherausgabe von Niderbayern versichert werde, wann Bayern ihme anfalle; so könne doch solches Zweybrücken und andere Reichsstände um so weniger beruhigen, da Oesterreich, nach der Convention, damit umgehe, ganz Bayern an sich zu bringen, auch der anerbotene Weg Rechtens unthunlich seye, biß der Besiz wieder hergestellt und verglichen worden seye, wo die Sache abgemacht werden solle; indeme Kayserliche Maj. in diser Ihrer eigenen Sache nicht Selbst würden richten wollen noch können. Wann Oesterreich vollends ganz Bayern bekäme, wie würde es um die Sicherheit und F..heit des Reichs aussehen, zumalen wann Oesterreich nicht leiden wollte, daß die Brandenburgische Lande in Francken mit der Chur vereiniget werden!

9. Hinwiederum wird in der Oesterreichischen Hauptschrifft das Betragen dises Hofes ebenfalls vertheidiget, und daß Er alles gethan habe, Ruhe zu erhalten: Wem dann Niderbayern wieder zurückgestellet werden solle? Zweybrücken habe noch kein Recht daran, und der Churfürst habe selbst Oesterreich den Besiz eingeraumt: In der Hauptsache gebe es, neben den Reichsgerichten noch Mannengerichte und Compromisse, und warum sollten Kayserliche Maj. nicht so gut in der Sache sprechen können, als Kayser Sigmund im Jahr 1429. und andere Kayser in vilen anderen Fällen, zumalen in dem Allodialstreit zwischen Chur-Sachsen und Chur-Pfalz. Schon im Badischen Friden seye Bayern die Vertausch-

tauschung seiner Länder zugestanden worden; warum sollte es dann jezo so gefährliche Folgen haben? Die Reichsverfassung gehe nicht über einen Hauffen, wann Pfalz eine Million Einkünffte weniger- und Oesterreich so vil mehr habe. Ob die Reichsverfassung Noth leide? könne kein einzelner Reichsstand entscheiden, sondern das gesammte Reich: Es seye aber dises nicht geschehen, noch Preussen deßwegen vom Reich aufgefordert worden. Seiner Freunde Ansprüche gehen den König theils gar nichts an, theils habe man ihnen die vortheilhafftesten Anerbietungen gethan.

10. Preussen replicirte: Es seye nicht genug, daß Oesterreich Sich anerbiete, die Bayrische Erbschafftsangelegenheit solle auf Reichsverfassungsmäßige Art beygelegt und entschiden werden: Oesterreich hätte, dem Zweybrückischen Begehren zu Folge, die Erbschafft wieder in den vorigen Stand stellen, und, da der Kayser Sich so parthepisch erzeigt habe, daß Er in seiner eigenen Sache nicht Richter seyn könne, Sich mit dem Interessenten eines unpartheyischen Richters vergleichen sollen. Chur-Sachsen halte sich an die Erbschafft, und so lang ein grosser Theil davon von Oesterreich vorenthalten werde, seye es zu den Waffen gegen Dasselbige berechtiget. Es seye zu weit getriben, daß Kayserliche Maj. nachdeme Sie, schon vor Erörterung der Oesterreichischen Ansprüche, Sich an die Spize der Armee gestellt, nun auf den Richterstuhl sezen wollen, um in Ihrer eigenen Sache Recht zu sprechen; die ganze Welt könne sich das Urtheil zum Voraus vorstellen. Die Mannengerichte und Compromisse erforderen die Einwilligung der Interessenten, und ob Kayserliche Maj. in der Allodialsache zwischen Chur-Sachsen und Chur-Pfalz sprechen könne, werde sich zeigen, wann Kayserliche Maj. Sich zuvor der Bayrischen Erbschafft gänzlich begeben haben. Das Oesterreichische Betragen gegen das Bayrische Ministerium in Ansehung des von demselben geforderten Beweises, was zur Straubingischen Erbschafft gehöre oder nicht, lasse vorhersehen, wie man mit Zweybrücken im Weg Rechtens umgegangen seyn würde, und was für eine Gerechtigkeit man sich von einem Richter zu versprechen habe, der es gern in seiner eigenen Sache seyn möchte: Das schon gegen Chur-Pfalz geäusserte Betragen seye ein offenbarer Landfridbruch, und Oesterreich habe

zu allen dermaligen Verwirrungen Anlaß gegeben. Chur-Pfalz habe den Besiz von Niderbayern ergriffen gehabt; auf disen Fuß solle Oesterreich die Sache herstellen, nicht aber den Proceß mit der Execution anfangen: K. Sigmund habe dises nicht gethan. Oesterreich müsse der Kläger seyn, nicht Zweybrücken; wo? das überlasse man der Entscheidung des Reichs. Wie würde es in Teutschland in 20. Jahren aussehen, wann es Oesterreich gelingen sollte, seine Lande auf die jezo vorhabende Art zu arrondiren!

§. 11.

e) Streit wegen des Preußischen Betragens.

1. Der König in Preussen liesse den 7. Febr. 1778. zu Wien vorstellen: Er könne bey so critischen Umständen, und bey Erblickung so viler Anstalten, welche in ihren Folgen die Verfassung der vornehmsten Churfürstenthümer und des ganzen Gleichgewichts der Macht in dem Reich über einen Hauffen werffen könnten, nicht ganz gleichgültig bleiben: Er seye dabey intereßirt, als Churfürst, als ein Mitglied des Reichs, und als Garant des Westphälischen Fridens und aller Reichsgeseze, welche durch den Hubertsburger Friden ausdrücklich bestättiget seyen; und hoffe also, der Kayser- und Kayser-Königliche Hof werde Sich wegen der Bayrischen Erbfolge näher vertraulich mit ihme vernehmen.

2. Oesterreich antwortete den 16. Febr.: Kein Reichsstand könne sich dagegen sezen, wann sich seine Mitstände über Sachen verglichen, die ihn nichts angehen; der König werde Sich hoffentlich mit denen gegebenen Erläuterungen befridigen, und die K. Königin würde bey vorfallenden Gelegenheiten freundschafftlich mit Ihme communiciren.

3. Preussen replicirte den 9. Mart.: Nicht nur die bey der Erbfolge von Bayern Intereßirte, sondern auch alle Stände des Reichs, und alle Machten, welche an dessen Erhaltung Theil nehmen, hätten das Recht und ein Interesse dabey, sich einem Vorhaben zu widersetzen, wodurch zwey der grösten Churfürstenthümer zertrennet würden, und zwar ohne das geringste darzu habende Recht, und auf eine Weise welche das Gleichgewicht der Macht in Teutschland, und in der Folge dessen Sicherheit, so nahe angehe.

4. Den

4. Den 1. Apr. erklärte die K. Königin: Alle Reichsstände könnten versichert seyn, daß sie nichts unternehmen werde, was dem Westphälischen Frieden, oder den Reichsgesetzen entgegen seye: Der König habe aber, weder als Churfürst, noch als ein Mitglid des Reichs ein Recht, Sich zum Richter oder Vormünder seiner Mitstände aufzuwerffen oder gegen deren gesetzmäßige Erwerbungen zu setzen: Geschähe es aber doch, würde Sie Sich nicht nur gegen einen solchen Landfridbruch mit allen ihren Kräfften sezen; sondern auch dem ersten Stand, der sich in gleichem Fall befinden würde, hinwiederum den Krieg anzukündigen: Doch wünsche Sie, daß die gemeine Ruhe erhalten werde.

5. Preussen versezte den 22. Apr.: Er verlange weder einen Richter noch Vormund seiner Mitstände abzugeben; seye aber, zumalen da Es darzu von denen beleidigten Interessenten aufgefordert werde, befugt und schuldig, sich dem ungerechten und gewaltsamen Unternehmen zu widersezen, welches mit dem Vorwand eines erzwungenen Vergleichs bedeckt werden wolle, der doch die klareste und heiligste Rechte des anderen Theils mißkenne und aufopfere. Das ganze Reich, ja ganz Europa, seye dadurch in Bewegung gebracht; der König verhoffe aber, die K. Königin werde trachten, denen natürlichen Folgen davon vorzukommen.

6. In der Kayserin-Königin Erklärung vom 7. Maj. wurde dem König eigentlich nichts weiter zur Last gelegt, sondern nur zu erweisen gesucht, daß Er nicht Ursach habe, für seine Freunde ein mehreres zu suchen, als worzu Sich die K. Königin erkläret habe.

7. Und in deren Beantwortung bezoge Sich der König ebenfalls bloß wieder auf seine vorhin angeführte Rechtsgründe, welche Ihme erlaubten, und Ihn verbänden, Sich der Sache anzunehmen.

8. Als der König hierauf Oesterreich den Krieg erklärte, rechtfertigte Er in dem Kriegsmanifest sein Betragen in diser Sache nochmals, auf die in meiner Staatsgeschichte rc. S. 93. und in meinen Beiträg. zu dem Europ. Völkerr. in Kriegszeit. 1. Theil, S. 297. angeführte Weise; mit dem Anhang: Daß Er sich dabey keiner Vorgreiffung oder Richteramts anmasse, sondern die Sache eines Jeden Beurtheilung überlasse, dabey aber glaube, solche einleuch-

leuchtende Gründe für sich zu haben, daß ein jeder Unbefangener und billig Denckender denselben hoffentlich beypflichten werde.

9. In der Oesterreichischen Hauptschrifft wurde darauf versezt: Der König gebe sich bloß zum Schein als einen Beschüzer der Unterdruckten, einen Verfechter der Verfassung und der Freyheit des Teutschen Reichs, einen großmüthigen Freund seiner Alliirten und einen patriotischen Chur- und Reichsfürsten an: Im Grunde aber seye es Ihme bloß darum zu thun, seine eigene Vergrösserung durchzusezen, und also das ganze bißherige Gleichgewicht in dem Reich über den Hauffen zu werffen; wie Er dann noch eher Bewegungen gegen die Convention vom 3. Jan. gemacht habe, als Er von einigen Höfen um seinen Beystand angegangen worden seye, und schon in der Vorstellung vom 9. Mart. habe Er Sich als einen Urtheilssprecher aufgeführet. Was habe man erst zu gewarten, wann dem König erlaubt seye, sich in alle fremde Geschäffte nach Belieben einzumengen, alles nach seinen Absichten einzuleiten, und zulezt mit Gewalt der Waffen durchzusezen, unter dem Vorwand, daß Er so, und nicht anderst, überzeugt seye! Der Versicherung, daß der König Sich keines Vorgreiffens und Richteramts anmassen wolle, widersprechen seine Handlungen. Endlich wird dise Schrifft damit beschlossen: Es seye unbegreifflich, daß der König Sich als einen Garant des Westphälischen Fridens darstellen könne, da dise Garantie allein Franckreich und Schweden zukomme; Zweybrücken habe sich erst nach der Hand an Preussen gewandt und Chur-Sachsen seye von Preussen aufgestifftet worden: Oesterreich seye bereit, allen Theilhabern Recht widerfahren zu lassen. Preussen gestehe Selbst, der Gebrauch der Waffen seye nicht der ordentliche Weg in Teutschland, und doch habe Es mit nichts erwisen, warum er in gegenwärtigen Fall erlaubt seyn sollte; mithin seye Preussen der angreiffende Theil.

10. Preußischer Seits machte man in der Beantwortung diser Schrifft den Schluß damit: Der König verlange für sich nicht das geringste; Er habe bloß für fremde Fürsten, und um Unrecht zu wehren, gesprochen, gestritten, und seine eigene Person, Armee und Staaten, auf die Spize gesezt, ohne einige Vortheile für sich auszubedingen, zu suchen, oder auch nur hoffen zu können;

vil-

vilmehr habe Er die von Oesterreich anerbotene Vortheile ausgeschlagen, und Sich lieber der Gefahr eines Krieges ausgesezet, als Dessen Ungerechtigkeiten beförderen, und Sich dadurch eine ruhige Erbfolge in Francken versichern wollen.

Nach dem Osn. Friden Art. 17. §. 5. 6. seyen alle Reichsstände Mitgarants des Westphälischen Fridens, und Franckreich nebst Schweden gereiche dises zu keinem Nachtheil; der König habe auch aus dem Hubertsburger Friden Art. 19. ein besonderes Recht, den Westphälischen Friden und die Reichsgeseze zu garantiren: Der Westphälische Fride erlaube denen Garants den Gebrauch der Waffen, und Preussen habe fünf Monathe lang gütliche Wege gebraucht, ehe es darzu gegriffen. Der König verlange nicht, etwas zu entscheiden, oder Seine Meinung Jemand für richterliche Aussprüche oder für ein allgemein verbindliches Gesez aufzudringen: Wohl aber verlange Er mit Recht, daß Oesterreich seine vermeintliche Ansprüche an die Bayrische Erbschafft nicht Selbst entscheide und mit Gewalt durchseze, auch Sich nicht bloß aus Rache der Churbrandenburgischen Erbfolge in Francken widerseze. Es würde wider alle Klugheit gewesen seyn, drey Jahr mit Abmahnungen zuzubringen, biß Oesterreich Sich indessen in Bayern fester gesezt, und mehrere Kräfften gesammlet hätte. Chur-Sachsen habe die Verwendung von Preussen schon im Januario 1778. gesucht, ehe die erste Preußische Vorstellung in Wien geschehen seye, und in der Mitte des Februarii haben sich auch Mecklenburg und Zweybrücken an den König gewandt: Hätten sie es auch nicht gethan, wäre der König doch befugt gewesen, Sich denen Oesterreichischen Gewaltthaten zu widersezen; habe doch Oesterreich Selbst so gar Sich erklärt, daß Es Preussen den Krieg ankündigen würde, wann der König sich seines Rechts zu der Fränckischen Erbfolge bedienen wollte; wo habe es aber hierzu ein Recht her? Habe Oesterreich als einzelner Stand das Recht, Sich Niderbayern mit Gewalt widerrechtlich anzumassen; so habe auch Preussen, als einzelner Reichsstand, das Recht, Sich mit Gewalt dagegen zu sezen; zumalen da, wann der Lehenbrieff von 1426. ein Recht darzu gebe, Preussen das nächste Recht darzu, Krafft seiner Abstammung von Herzog Albrecht, hätte. Des Königs Versicherungen und Hand-

lungen widersprechen einander nicht, weil Er an jene nicht gebunden seye, so lang der Wiener Hof willkührlich und eigenmächtig verfahre: Und ein Stand, der sich wider unleidentliche Usurpationen seze, der selbst mehr Recht zu Niderbayern habe, als Oesterreich, der nach wieder hergestelltem Besizstand einer Reichsverfassungsmäßigen unpartheyischen Entscheidung nicht zuwider seye, der stöhre die Ruhe nicht, mische sich nicht in fremde Geschäffte, vernichte nicht die Vergleiche seiner Mitstände, und suche nicht, die ordentliche Gerichte mit Gewalt zu verdringen. Gewalt seye freylich nicht der ordentliche Weg in Teutschland: Oesterreich habe aber damit den Anfang gemacht, und Chur-Pfalz dadurch die Convention abgezwungen, auch Zweybrücken ebenfalls darzu nöthigen wollen, dadurch aber den König veranlaßt, seinem Bundesgenossen beyzustehen, und die Reichsverfassung zu vertheidigen, und zwar ohne einige Hoffnung noch Absicht von Vergeltung; da Er nichts für Sich verlange.

§. 12.

Pfalz-Zweybrückisches Betragen, in Ansehung der Oesterreichischen Ansprüche.

Aber nicht nur der König in Preussen widersezte sich denen Oesterreichischen Ansprüchen, sondern auch der Herr Herzog von Pfalz-Zweybrücken thate in zweyen öffentlichen Schrifften ein gleiches.

In selbigen wurde 1. von dem Recht des Hauses Pfalz, in ganz Bayern zu folgen, gehandelt, 2. so dann aber auf die Oesterreichische Gründe einer Ansprach an Niderbayern geantwortet.

I. Das erste lauft kürzlich darauf hinaus:

1. a) Bayern und Pfalz haben eine gemeinsame Abstammung; b) ihre Stammväter seynd mit Bayern und mit Pfalz belehnet worden; c) und sie haben Anstalten gemacht, daß ihre beederseitige Nachkommen in Lehen und Erbe einander folgen sollten.

2. Durch den Familienvertrag von Pavia ist im Jahr 1329. ein wahres Fideicommiß auf die rechtsbeständigste Art zwischen den beiden Haupttäiien des Pfalz-Bayrischen Hauses dahin eingeführet worden: a) Es soll nichts ausser dem Haus veräussert werden; b) so

b) so lang in beiden Hauptästen Mannsstamm vorhanden ist, sollen die Töchter an Land und Leuten nicht erben; c) alle Erwerbungen an Land und Leuten sind ein Zuwachs zum Fideicommiß; es seye dann, daß der Erwerber selbst wiederum anderwärts darüber dispo- nire. Die Compaciscenten waren auch d) befugt, disen Vertrag einzugehen, weil bereits Kayser Rudoph I. Herzog Ludwig dem Strengen die Erlaubnis ertheilet hatte, seine Lande theilen zu dörf- fen. e) Der Kayser und die samtliche Churfürsten haben in disen Vertrag bewilliget.

Man wendet zwar ein: a) Es seye kein Original von disem Vertrag vorhanden; b) er seye nicht in die Erfüllung gekommen, und c) höchstens könne er nur auf die damalige Lande der Paciscen- ten verstanden werden: Allein das erste ist falsch; ad 2. er ist nie aufgehoben worden, und die jezuweilen entstandene Streitigkeiten entkräfften ihn nicht; ad 3. die folgende Hausverträge erweisen das Gegentheil:

Dann auf disen Vertrag von Pavia beziehen sich theils mit ausdrücklichen Worten, theils kommen wenigstens dem Innhalt nach damit überein, die Hausgeseze von 1349. 53. 92. 1429. 87. 90. 1524. 59. 1724. 61. 66. 71. 77. und 78.

3. a) Die unter denen Pfalzgrafen und Herzogen von Bay- ern unter sich gemachte Theilungen waren keine Todttheilungen, krafft deren alle Gemeinschafft und Recht zur Erbfolge unter den Theilenden aufgehoben worden wären. b) Dises bestättigen die Theilungen in beeden Linien von 1255. an; krafft der Urkunden und der Geschichte; wie sie dann auch c) gleichen Titul und Wappen bey- behalten, d) die Reichshandlungen in Gemeinschafft verrichtet, auch e) einander nach der Nähe des Grades succediret haben.

4. Die Pfalz- und Bayrische Stammverträge gehen nicht nur auf die bereits besizende, sondern auch auf die künftig gewin- nende, Lande.

5. Alle in Bayern gelegene Graf- und Herrschafften fielen nach Abgang der Häuser ihrer Besizere dem Herzog heim: Und ob gleich, nachdem das Longobardische Lehenrecht in Teutschland empor gekommen ist, einige derselben sich theils in höheren Stand vom Kayser haben versezen lassen, theils ihre Lande Demselben und

dem Reich zu Lehen aufgetragen; so haben doch die Herzoge auch auf solche die Anwartschafft vom Kayser erhalten; nur müssen sie solche beym Heimfall nun als Reichslehen erkennen.

6. Die Pfalz- und Bayrische Hausverträge, daß auch die künfftig erwerbende Lande dem Fideicommiß einverleibt werden sollen, seynd denen Reichsgesezen und der Kayserlichen Wahlcapitulation nicht zuwider.

7. Die Churfürsten haben, nach dem Reichsgrundgesez der güldenen Bull Tit. 10. §. 2. und 3. das Recht, Lande (auch Reichslehenbare,) erwerben, ihr Fideicommiß dadurch verstärcken, und solche auf einen Fideicommiß-Erben, der auch ein Churfürst ist, überlifern zu können.

8. In dem Bayrischen Geschlechte ware die Samtbelehnung nie üblich; dahero auch deren Ermanglung Pfalz bey der Lehensfolge nicht entgegen stehet.

9. a) Ursprünglich haben die Pfalz- und Bayrische Lande zusammen die Churlande ausgemacht; b) die Herzoge von Bayern wurden durch die güldene Bull nicht von der Chur ausgeschlossen, sondern sie mußten nur, als Prinzen von der nachgebohrenen Linie zurückstehen; c) nun aber seynd die gesammte Lande beeder Linien wieder in ihre ursprüngliche Eigenschafft der Churlande zusammengeflossen; d) und alle Churlande seynd untheilbar: e) dises bestärcken auch die von denen Bayrischen Landständen erhaltene Freyheiten, und f) das in Bayern eingeführte Recht der Erstgeburt.

II. Auf die Oesterreichische Einwürffe gegen dise Gründe antwortete Pfalz-Zweybrücken in der Hauptsache:

1. Unter allen Nachkommen Herzog Ottens des Erlauchteten des Stammvaters von Pfalz und Bayern, ist gar niemals eine Todttheilung gewesen.

2. Kayser Ludwig hat nicht als Kayser, sondern als nächster Agnat, in Niderbayern succedirt.

3. Der Pavische Vertrag und alle nachgefolgte Pfalz-Bayerische Hausverträge gehen so wohl auf die besizende als gewinnende Lande, mithin auch auf Niderbayern.

4. Die Pfalzgrafen wurden von der Niderbayrischen Erbfolge ausgeschlossen, weil sie einen Grad entfernter waren, als die Herzoge in Bayern; doch bekamen sie eine Abfindung an Geld.

5. Pfalz hat nun a) den Pavischen Vertrag für sich, und b) noch einen besonderen Vertrag von 1348. wodurch ihnen, nach Abgang der Herzogen in Bayern, der Anfall von Niderbayern vorbehalten worden ist.

6. Die Theilungsbrieffe von 1349. 53. und 92. haben überall, auf den Fall des unbeerbten Abgangs des einen Theils, den Rückfall an die andere vorbehalten; und ist sonderlich dißfalls der Vertrag Herzog Albrechts, des Stiffters der Straubingischen Linie, vom Jahr 1363. wegen des Rückfalls seiner Lande an seinen Bruder, Herzog Stephan, und dessen drey Söhne, zu merken.

7. Dahero stunde, nach Abgang diser Straubingischen Linie, die Erbfolge denen nächsten Anverwandten des Mannsstamms, und nicht denen von der weiblichen Seite her, zu.

III. In Ansehung der Oesterreichischen Gründe zu Behauptung der Erbfolge in Nider-Bayern meldete Pfalz-Zweybrücken im Hauptwerck nur so vil:

1. Der Kayser hat an dem nemlichen Tage da er Herzog Albrechten von Oesterreich mit Niderbayern belehnt, auch drey Herzoge von Bayern, und siben Monathe hernach auch den 4ten, damit belehnt; alle fünf aber nur zu ihren Rechten, mithin Bedingungsweise biß zu erfolgendem Ausspruch des Richters; und währenden Streits kame keiner zum Besiz.

2. Als hernach die Sache bey einem feyerlichen Gerichtstag entschiden werden sollte, wurde Herzog Albrecht von Oesterreich nicht darzu vorgeladen, noch seiner sonst bey einiger Gelegenheit mehr gedacht.

3. Niderbayern ist denen Herzogen von Bayern nicht ex nova gratia gegeben worden.

4. Der Lehenbrieff hätte dem Herzog von Oesterreich nur ein Recht geben können, wann ein richterlicher Ausspruch für ihn gegen die Herzoge von Bayern erfolgt wäre; welches aber nicht geschehen ist.

5. Der Vertrag zwischen Kayser Sigmund und Herzog Albrecht war nur provisorisch, wann die Straubingische Reichslehn für heimgefallen erkläret würden; welcher Spruch jedoch niemalen erfolget ist.

6. Es stehet auch kein Wort davon im Vertrag, daß der Kayser ihme seine Gerechtsame abgetretten habe; vilmehr hat Er solche Sich und Seinem Luxenburgischen Hause Selbst vorbehalten:

7. In gewissen Fällen aber nicht das Haus Oesterreich, sondern die Herzoge von Oesterreich substituirt.

8. Da aber Niderbayern denen Herzogen von Bayern nie gerichtlich ab- noch Herzog Albrechten von Oesterreich zugesprochen worden seye; so kan auch die in dem Kayserlichen Spruch wegen der Theilung von Nider-Bayern kein Oesterreichisches (nie vorhanden gewesenes,) Recht vorbehalten haben.

9. Vilmehr hat der Kayser in eben disem Spruch sein Recht, so Er in Ansehung des Niderbayrischen Heimfalls wegen zu haben geglaubet, an die Herzoge von Bayern gewendet.

10. Wann auch das Original des Verzichts Herzogs Albrechts von Oesterreich im Jahr 1429. abhanden gekommen wäre; ist es doch ein leichtes, die in der Copie enthaltene Umstände, mithin auch die Würcklichkeit solchen Verzichts, zu erweisen.

11. Hiebey seye es auch 350. Jahre gebliben.

§. 13.

Oesterreichisches Betragen in Ansehung Pfalz-Zweybrücken.

Auf dise Pfalz-Zweybrückische Schrifften hat man Oesterreichischer Seits nichts geantwortet; vermuthlich, 1. weil man geglaubt hat, daß, da die Preußisch- und Zweybrückische Einwürffe auf eines hinauslauffen, die leztere durch Beantwortung der ersteren zugleich auch schon mit beantwortet seyen; sodann 2. weil Oesterreich Pfalz-Zweybrücken mit seinen Ansprüchen an den Weg Rechtens verwisen hatte, und sich also mit demselben nicht aussergerichtlich einlassen wollte.

§. 14.

Anmerckungen über den Friden in Ansehung der Bayrischen Erbfolge.

Es kame also endlich wegen diser Niderbayrischen Erbfolge

im

im Jahr 1778. zum Krieg, und im Jahr 1779. wiederum zum Friden; wobey ich hier vorläuffig nur dise Umstände berühren will.

1. Was vor und währenden Krieges für mancherley Vorschläge und Gegenvorschläge geschehen seynd, es wegen diser Niderbayrischen Erbfolgestreitigkeit zu einem Vergleich zu bringen, habe ich in der Staatsgeschichte dises Kriegs umständlich erzählt.

2. In dem Friden selbst ist weder der Oesterreichischen Gründe, noch der Preußischen und Pfalz-Zweybrückischen Gegengründe, im geringsten gedacht; mithin hat man beederseits alles, was dißfalls von ein- oder anderem Theil behauptet oder widersprochen worden ware, auf seinem Werth oder Unwerth beruhen lassen, und bey dem Friden keine Notiz davon genommen.

3. Wie ferne Oesterreich und Preussen hiebey in der Hauptsache selbst ihren Endzweck erreichet haben, oder nicht, belehret der Fridensschluß selbst: Weitere Betrachtungen darüber aber allhier anzustellen, ist nicht räthlich.

§. 15.
Zu der Bayrischen Erbfolge weiters hinzugekommene Streitigkeiten.

Ob gleich aber freylich die Bayrische Erbfolge die erste und Haupt-Gelegenheit zu denen zwischen Oesterreich und Preussen entstandenen Irrungen und dem darauf erfolgten Krieg und Friden gegeben hat; so seynd doch, nachdeme diser Handel einmal angegangen ist, noch andere Streitigkeiten mit hinzugekommen; die nachmals in dem Fridensschluß theils ebenfalls beygelegt worden, theils, (wann es nicht durch geheime Articul geschehen ist,) unentschiden gebliben seynd.

Dahin gehören die Streitigkeiten 1. wegen der Erbfolge in der Chur-Bayrischen Allodialverlassenschafft; 2. wegen der Erbfolge in denen Brandenburgischen Landen in Francken; 3. wegen derselbigen allenfallsigen Vertauschung; 4. wegen der Jülchischen rc. Erbfolge rc.

Von welchem allem unten ein mehreres vorkommt.

§. 16.

§. 16.

Betragen Kayserlicher Majestät bey disen Streitigkeiten.

Ihro Kayserliche Majest. Joseph II. stellen in Staatssachen eine doppelte, sehr verschidene, Person vor, nemlich 1. als Römischer Kayser, und 2. als Mitregent und Thronfolger derer Oesterreichischen Erblande.

Als Römischer Kayser haben Sie zwar 1. die als eröffnet angesehene Chur-Bayrische bißherige Reichslehen durch einen Commissarium in Besiz nehmen lassen, auch 2. sich anerboten, denen wegen der Bayrischen Lehens- und Erbfolge in Streit gerathenen Parthien, als obrister Richter im Reich, auf Anmelden die Rechtspflege angedeyhen zu lassen:

Uebrigens aber haben Sie Sich in diser Eigenschafft eines Römischen Kaysers bey dem ganzen Krieg und Friden lediglich still gehalten, und keine Notiz von beyden genommen.

Es ware zwar an deme, daß ein Kayserliches Commißionsdecret in diser Sache an das Reich ergehen sollte: Weil aber Kayserliche Maj. voraus versichert seyn wollten, daß der Schluß dahin ausfallen werde: Es sollen Preussen und Chur-Sachsen von ihrem Vorhaben von Reichswegen abgemahnet werden, und dises nicht zu erhalten ware; so unterbliebe auch alles.

Hingegen haben Ihro Kayserl. Majest. als Oesterreichischer Mitregent und Thronfolger, Sich in eigener Person zu den Armeen begeben, dem Feldzug mit beygewohnt, auch, so weit es Ihnen gefällig gewesen ist, das Commando persönlich geführet, und alle Kriegsoperationen dirigirt; seynd auch in diser Eigenschafft dem Friden beygetretten.

Was aber dennoch Preußischer Seits an dem Betragen Ihro Kayserlichen Majest. ausgesezet worden seye, werden wir unten vernehmen.

§. 17.

Betragen des Teutschen Reichs.

Daß Kayserliche Maj. als Oberhaupt des teutschen Reichs, nichts in diser Sache an das Reich haben gelangen lassen, ist schon oben angemercket worden.

Hinge-

Hingegen haben sämtliche bey disen Streitigkeiten intereßirte Theile bey der Reichsversammlung 1. mehrmalige mündliche Vorstellungen thun lassen, und selbige hernach schrifftlich mitgetheilt, 2. haben sie auch andere Staatsschrifften in diser Sache entweder nur austheilen- oder 3. selbige gar zur öffentlichen Dictatur bringen lassen: 4. Machte dise Sache bey allen Reichsständen von beeden Religionen das allergröste Auffsehen, und man besorgte, sie möchte den Weg zu einem gänzlichen Umsturz der bisherigen Reichsverfassung bahnen; zumalen da in öffentlichen Schrifften von einem in gewisser Rücksicht unvermeidlichen Krieg in Teutschland Erwehnung gethan wurde:

Indessen kame es doch 1. weder zu einiger Berathschlagung darüber bey der Reichsversammlung, 2. noch trate einiger Stand, der nicht unmittelbar bey der Sache intereßirt ware, dem einen oder andern streitend- und kriegenden Theil bey; 3. noch entstunden sonsten, (wie zu anderen Zeiten mehrmalen geschehen ist,) aus Gelegenheit diser Händel Bündnisse, u. d.

Welches der König in Preussen dem Uebergewicht des Oesterreichischen Ansehens bey der Reichsversammlung zuschriebe.

Dise Unthätigkeit nöthigte den König in Preussen, (wie Er sagte,) Sich, nebst Chur-Sachsen, der Sache allein anzunehmen, um nicht die ganze Reichsverfassung über den Hauffen gehen zu lassen:

Wo hingegen Oesterreich behauptete: Dise vorgespiegelte Gefahr seye nicht zu beförchten gewesen; der König habe also auch nicht um des gemeinen Bestens willen, sondern aus Privatabsichten, sich in dise Ihn nichts angehende Sache gemenget.

§. 18.
Betragen anderer Europäischen Staaten.

Die meiste andere Europäische Nationen fassen, (so bedenklich gleich diser Streit und Krieg auch ihnen vorkame,) dennoch ebenfalls still darzu.

Dänemarck und Schweden gaben zwar einige Erklärungen von sich; welche aber unentscheidend waren: Großbritannien hatte mit seinen Nordamericanischen Colonien so vil zu thun, daß es sich um keine fremde Händel bekümmeren konnte: Und die übrige Europäische Machten sahen der Sache ebenfalls nur zu.

Allein Franckreich und Rußland nahmen sich endlich der Sache an; davon hernach ein mehreres folget.

§. 19.
Betragen der Bayrischen Landstände rc.

Die Bayrische Landstände und Unterthanen endlich sahen der Zertrennung der Bayrischen Lande mit Schrecken entgegen; und jene thaten ihrem neuen Regenten die dringendste Vorstellungen, behaupteten auch in eigenen öffentlichen Schrifften, daß dise Lande unzertrennlich wären:

Gleichwie man aber ihnen anderer Seits entgegen hielte, daß ihre dißfalls angeführte Freyheiten und Landesverfassung 1. denen Gerechtsamen eines Dritten nicht nachtheilig seyn- noch 2. länger dauren könnten, als so lang ihr Regentenstamm währe, mithin die gesammte Lande unter Einem Haupt und Verfassung beysammen blieben; massen dann 3. auch in vorigen Zeiten mehrmalige Trenn- und Theilungen diser Lande üblich gewesen seyen; also machten auch ihre Vorstellungen in der ganzen Sache, sonderlich als es zum Friden kame, keinen grossen Eindruck.

§. 20.
Merckwürdigkeiten dises Krieges.

Ohnerachtet diser Krieg so kurz gedauert hat, als kein voriger in langen Zeiten; so verdienen doch folgende Umstände dabey als merckwürdig angeführet zu werden:

1. Noch niemalen seynd so zahlreiche und mit einer so entsezlichen Artillerie versehene Armeen in Teutschland gegen einander gestanden; welche noch zu deme von zweyen gecrönten Häuptern in eigener höchster Person angeführet worden seynd.

2. In disem ganzen Krieg ist weder eine Belagerung unternommen worden, noch eine Schlacht vorgefallen; sondern beede Theile haben nur einander theils durch den kleinen Krieg zu schaden gesucht, theils durch die noch niemalen so hoch getribene Kriegswissenschafft getrachtet, einander die Stange zu halten.

3. Dasjenige Haus, um dessen Interesse es hauptsächlich zu thun ware, nemlich Chur-Pfalz, und dasjenige Land, worüber eigentlich gestritten wurde, nemlich Bayern, haben mit disem ganzen

Krieg

Krieg nichts zu thun gehabt, noch etwas darunter gelitten; ausser daß Chur-Pfalz während desselbigen des Genusses des von Oesterreich besetzten Theils von Bayern hat entbehren und Niderbayern rc. Oesterreich gehorchen müssen; welches alles jedoch mit dem Krieg als Krieg keinen Zusammenhang hat.

4. Ist etwas ganz sonderbares, daß der Herr Churfürst zu Pfalz ganz Nider-Bayern an Oesterreich überlassen hatte, auch des Königs in Preussen anerbotenen Beystand in diser Sache nicht annehmen wollen, vilweniger aber in den darüber entstandenen Krieg sich im geringsten eingelassen; und dennoch durch den Friden, durch alleinige Bewürkung des Königs in Preussen, gegen Abtretung eines weit geringeren Bezircks von Oberbayern, ganz Niderbayern wieder bekommen hat.

§. 21.

Gütliche- und Fridenshandlungen zwischen denen streitend- und kriegenden Theilen.

Vor und währendem Krieg seynd zwischen denen hohen streitenden Theilen mehrmalen unmittelbar, bald öffentlich, bald in höchster Geheim, bald mündlich, bald schrifftlich, gütliche Handlungen zu Beylegung diser Streitigkeiten gepflogen worden; die aber am Ende allemal fruchtlos abgeloffen seynd.

Umständliche Nachrichten davon finden sich in meiner Staatsgeschichte dises Krieges.

§. 22.

Handlungen der vermittlenden Mächten mit denen kriegenden Theilen.

Weil nun die kriegende Theile Sich nicht unter Sich Selbst vergleichen konnten; so schlugen Sich endlich Franckreich und Rußland in das Mittel, und die kriegende Theile liessen es Sich gefallen.

Sehr merckwürdig ist hiebey, daß, da sonsten neutrale Machten, die mit dem Krieg nichts zu thun haben, zu Mittelspersonen erwählet werden, um desto unpartheyischer in der Sache verfahren zu können, es dagegen in dem Eingang des Teschenischen Fridens ausdrücklich heißt: Die kriegende Theile hätten Ihre beederseitige Allirte oder Bundesgenossen um Dero Vermittelung angeruffen;

 nemlich

nemlich Oesterreich den König in Franckreich und Preussen die Kayserin in Rußland.

Es machet dises auch denen allerseitigen Höfen um so vil mehrere Ehre, daß jeder kriegender Theil zu seiner Gegenparthie Alliirten so vil Zutrauen bezeuget hat, und die vermittlende Höfe in Ansehung Ihres Alliirtens Gegentheil so vile Mäßigung und Unpartheylichkeit bezeuget haben, daß auf dise Weise der Fride, der zwischen denen Hauptparthien selbst nicht erzilet werden konnte, in kurzer Zeit glücklich zu Stande gekommen ist.

Was sonsten und überhaupt in Ansehung dergleichen Vermittelungen dem neuesten Europäischen Völckerrecht gemäß ist, und wie es dißfalls in denen seit 1740. geführten Kriegen, wo Vermittelungen statt gefunden haben, gehalten worden seye? davon werden in Balde meine bereits ausgearbeitete Versuch ꝛc. und Beyträge ꝛc. zu gedachtem Völckerrecht das mehrere belehren.

§. 23.
Vorerinnerung.

Ueber der Geschichte dises Zeitlaufs von der Französisch- und Rußischen Vermittelung an hänget dermalen, da gegenwärtiges geschriben wird, meistens noch eine undurchsichtliche Decke; dahero ich auch nicht in dem Stande bin, dem Leser davon etwas so vollständiges mitzutheilen, als aus denen vorhergehenden Zeiten: Indessen ist es doch besser, so lang, bis das Publicum ein mehreres davon erfähret, etwas zu wissen, als gar nichts.

§. 24.
Ansuchen anderer Häuser bey Rußland.

Vermuthlich zilet es auf Chur-Sachsen und Pfalz-Zweybrücken, wann in der Rußischen Note vom 8. (19.) Dec. gemeldet wird: Die Kayserin von Rußland seye von denen durch die Einnahme eines Theils von Bayern beleidigten Häusern um ihren Beystand und gute Dienste ersuchet worden.

§. 25.
Erste Rußische Schritte.

Nachdeme nun also verschidene bey der Bayrischen Erbfolge intereßirte Parthien sich über das Oesterreichische Betragen in diser Sache

Sache bey der Kayserin in Rußland beschweret hatten, liesse Sie dise Anbringen nach und nach dem Kayser-Königl. Hof vorlegen, und sie bloß dessen Billigkeit so empfehlen, daß Sie allein die Sprache der Interceßion geführet, und sich nicht die geringste Untersuchung, weder über die Gültigkeit solcher Reclamirungen, noch über den Grund der Rechte, die der K. Königliche Hof geltend gemacht hat, anmassete:

Dise Bemühungen giengen aber fruchtlos ab.

Ruß. Represent.

§. 26.

Rußische Vorstellungen zu Wien.

Die Kayserin in Rußland versäumte darauf keine Gelegenheit, den Hof zu Wien zu bewegen, daß er sich auf eine billige und genugthuende Art mit denen samtlichen intereßirten Parthien in Güte sezen möge.

R. Note vom 8. (19.) Dec. 1778.

§. 27.

Französische Erklärung.

Franckreich gabe ebenfalls zu erkennen, daß es bereit seye, einen Friden zu vermittlen.

§. 28.

Preußische Erklärung.

Der König in Preussen erklärte Sich: Daß Ihme die Französische Fridensstifftung nicht entgegen seye; doch wünschte er, daß auch die Rußische gute Dienste damit vereiniget würden.

R. Note vom 8. (19.) Dec. 1778.

§. 29.

Fernere Rußische Vorstellungen.

Nachdeme sich aber die gütliche, durch den Freyh. von Thugut gepflogene, Unterhandlungen zwischen Oesterreich und Preussen völlig zerschlagen; liesse der Rußische Hof im Dec. 1778. zu Wien ferner vorstellen:

Da es nun auf den Ausschlag der Waffen gesetzet werde, könne die Kayserin in Rußland die Sache nicht mehr als eine blosse Mißhelligkeit betrachten, von welcher Sie Hoffnung gehabt habe, selbige

auf eine freundschafftliche Art geendiget zu sehen. Teutschland seye, sowohl wegen seiner Lage, als auch wegen seiner Macht, der Mittelpunct aller Staatsgeschäffte und aller Angelegenheiten von Europa: Es müsse also alle übrige Staaten im höchsten Grad intereßiren, ob seine Regierungsform unverlezt erhalten werde, oder Veränderungen leide, ob es den Friden geniesse, oder durch Kriege zerrissen werde. Besonders müsse hieran denen Staaten gelegen seyn, die, wie das Rußische Reich, ausser dem Interesse und den Verbindungen, die ein Staat natürlicher Weise mit dem andern habe, und ausser den Freundschafftsverbindungen mit dem grösten Theile der Reichsfürsten, auch noch die genaue Allianz mit derjenigen Macht in Betrachtung ziehen müssen, welche um dem thätlichen Verfahren des Kayserl. Königlichen Hofes Widerstand zu thun, zu den Waffen gegriffen habe.

Es stehe also nicht bey der Kayserin, in den anfänglichen und bißherigen Schranken der äussersten Schonung und Gleichgültigkeit in Ansehung der Untersuchung der Ansprüche auf die Bayerische Erbfolge zu verbleiben; sondern Sie sehe Sich nun zum Gegentheil verpflichtet.

Ohne sich auf das Teutsche Staatsrecht einzulassen, nehme die Kayserin bloß die natürliche Billigkeit, und diejenige Grundsäze, auf welchen jede Gesellschafft beruhe, zur Regel; und selbiger zu Folge finde Sie, daß alles bey der wichtigen Frage, die das ganze Reich in Bewegung seze, darauf hinaus lauffe, daß man von Seiten des Wiener Hofes alte Ansprüche, die mehrere Jahrhunderte aus der Acht gelassen und in dem Westphälischen Friden vergessen worden, gegenwärtig, (eben disem Friden, der den Grund und die Schuzwehr der Teutschen Reichsverfassung ausmache, zuwider,) geltend machen wolle; ferner, daß die Art, wie man dise Ansprüche ausgeführet, disen feyerlichen und heiligen Friden noch mehr entgegen seye; endlich, daß durch den Krieg, der jene erste Schritte des Wiener-Hofes unterstüzen solle, die ganze Reichsverfassung in augenscheinliche Gefahr gesezet werde, und daß aus dessen Umsturz eine gewaltsame Erschütterung für alle an Teutschland gränzende Staaten, eine Verrückung der Ordnung und des Gleichgewichts für ganz Europa, und daher eine mögliche Gefahr für

das Rußische Reich, (wäre solches auch erst in den entferntesten Zeiten,) entstehen würde; welche ein weiser und guter Regent voraussehen müste, und in welchem Stück der Rußische Hof keine andere Grundsäze und Maximen annehmen könne, als die der K. Königliche Hof in gleichen Fällen Selbst befolgen würde.

Die Rußische Kayserin ersuche also die K. Königin und den Kayser, (allen Grundsäzen von Billigkeit und Gesinnungen von Menschlichkeit, die Ihnen so natürlich seyen, gemäß,) den gegenwärtigen Unruhen des Teutschen Reichs ein Ende zu machen, und Sich mit dem Könige in Preussen, und denen übrigen intereßirten Theilen, wegen der Bayrischen Erbfolge, (den Gesezen des Reichs und dessen Verfassung gemäß,) auf eine gesezmäßige und freundschafftliche Art zu vergleichen: Widrigen Falles aber koste es Sie, die Kayserin in Rußland, unendlich vil, zu erklären, daß Sie den in Teutschland ausgebrochenen Krieg, so wohl wegen seines Gegenstandes, als wegen der damit verknüpften Umstände, und wegen seiner Folgen, nicht mit Gleichgültigkeit würde ansehen können, sondern daß Sie in gehörige und ernsthaffte Betrachtung würde ziehen müssen, was Sie dem Interesse Ihres Reichs, dem Interesse der Prinzen, die Ihre Freunde seyen, und Ihre Unterstüzung nachgesuchet haben, vor allem aber Ihren Verpflichtungen gegen Ihre Alliirte, schuldig seye.

Die Kayserin in Rußland liesse auch dem König in Preussen hievon Nachricht geben.

R. Note vom 8. (19.) Dec. 1778.

Von diser Erklärung gabe nicht weniger der Rußische Minister bey dem Reichsconvent, von Asseburg, den 17. Dec. einer bey dem Chur-Brandenburgischen Comitialgesandten besonders zusammen geladenen Gesellschafft von verschidenen Gesandten Nachricht.

Comit. Berichte.

§. 30.

Oesterreichisches Ansuchen bey Rußland.

Ehe aber dise Rußische Erklärung noch in Wien ankame, liesse Oesterreich durch seinen Gesandten in Rußland, den Grafen von Kauniz, die Kayserin in Rußland ersuchen, um, nebst Franckreich, ihre

ihre Vermittelung, oder gute Dienste, zu einer gütlichen Beylegung dises Streits zu verwenden.

R. Note vom 8. (19.) Dec. 1778.

§. 31.

Rußische Entschliessung darauf.

Rußland nahme dises sehr wohl auf, erklärte Sich willig darzu, und schickte zu dem Ende den Fürsten Repnin an den König in Preussen nach Breßlau; ertheilte auch so wohl dem Kayser-Königlich- als Französischen Hofe Nachricht davon.

R. Note vom 8. (19.) Dec. 1778.

§. 32.

Rußische Vorstellung an Preussen.

Den 8. (19.) Dec. 1778. stellte der Rußische Gesandte, Fürst Repnin, dem König in Preussen vor: Die Kayserin in Rußland habe vom Anfang diser Händel an einen lebhafften Antheil daran genommen, 1. als eine Macht, deren daran gelegen seye, daß die gesezmäßige Verfassung dises Theils von Europen aufrecht erhalten werde, 2. um denen durch die Einnehmung eines guten Theils von Bayern beleidigten Häusern Recht zu verschaffen, 3. als eine intimeste Freundin des Königs in Preussen, welcher wegen Erhaltung der Rechte des Teutschen Reichs einen beschwerlichen Krieg führen müsse. Nachdeme so fort erzählet worden, was sich wegen der Rußischen Fridensvermittelung bißhero zugetragen habe, wurde ferner gemeldet: Die Kayserin verhoffe, der König in Preussen werde seine fridliebende Gesinnungen nicht geändert haben, wann nur das Ende des Krieges die Sicherheit der Teutschen Reichsverfassung und die denen beleidigten Häusern schuldige Genugthuung enthalte: Der Fürst von Repnin werde also alle Vorschläge, so der König thun würde, annehmen, und Rußland so dann zu der Zeit, an dem Ort, und auf die Weise, wie es denen beeden Haupttheilen so wohl, als dem Hof zu Versailles, gefallen würde, seine würckliche Vermittelung und gute Dienste in der Sache verwenden helffen.

§. 33.

Oesterreichische Erklärung gegen Rußland.

Die K. Königin erklärte Sich hierauf ferner gegen Rußland:

Sie

Sie seye sehr vergnügt, daß die Kayserin in Rußland die angetragene Vermittelung so freundschafftlich und willfährig habe übernehmen wollen.

Die K. Königin habe nicht unterlassen können, die Rechte Ihres Hauses auf einen Theil der Bayrischen Verlassenschafft geltend zu machen: Sie habe aber zu dem Ende nur den Weg eingeschlagen, Sich dißfalls gütlich mit dem Churfürsten zu Pfalz einzuverstehen; welches (ob gleich sehr regelmäßige,) Auskunfftsmittel Ihro dennoch den Krieg zugezogen habe. Seit dem Sie also angegriffen worden seye, habe Sie alles gethan, was Sie nur immer erdencken können, und mit Ihrer Würde vereinbarlich gewesen seye, um den Friden wieder herzustellen; wie Sie dann zu dem Ende Sich erboten habe, dem Hause Pfalz den ganzen Ihro angefallenen Antheil der Bayrischen Verlassenschafft wieder zurück zu geben, und so gar allen Ihren dißfallsigen Rechten zu entsagen, wann die alte in dem Hause Brandenburg in Absicht auf Dessen Fränkische Marggrafthümer eingeführte Succeßionsordnung erhalten würde; welches Verlangen Sie gegründet geglaubt, und als das schicklichste Mittel angesehen habe, den Stand der jezigen Besizungen in Teutschland nicht zu verändern: Der König in Preussen habe es aber nicht angenommen. ꝛc.

Die K. Königin überlasse nun der Kayserin in Rußland die Wahl der Mittel, welche Sie, nebst Franckreich, für die billigste und thunlichste zur schleunigen Wiederherstellung des Fridens halten werde; wünsche jedoch, daß man dem Gedancken eines Congresses, oder jeder andern Art von Negociation, welche Verzögerungen verursachen dörffte, diejenige vorzöge, so den Friden am schleunigsten wiederbringen könnte; überlasse Sich ausser deme der Rußischen Kayserin in Absicht eines jezt und sogleich, wann Sie es für zuträglich halte, zu beliebenden Waffenstillstandes.

§. 34.

Rußische Vorschläge.

Die Kayserin von Rußland nahme in einer Gegenerklärung disen Wienerischen möglichst = ausgedehnten Vermittelungsantrag mit überaus grossen Lobeserhebungen der Kays. Königin auf, und

schickte so gleich Couriere nach Berlin und Paris, um zur Sache selbst zu schreiten.

Zu solchem Ende schluge Sie dem König in Franckreich vor: Es möchte jeder von Ihnen eine vertraute Person, ohne einen öffentlichen Character, nach Augspurg oder Nürnberg, oder eine andere neutrale, oder mitten in Teutschland gelegene, Franckreich gefällige, Statt senden, welche allda, ohne einige Formalität oder Ceremoniel, bloß nach der im gemeinen Leben gewöhnlichen Art, vom Friden handlen sollten. Die Kriegführende Theile sollten auch Jeder eine vertraute Person dahin senden, welche aber weder unter sich zu handlen, noch etwas zu erörteren hätten, als welches allein denen Mediatoren vorbehalten bliebe, welche nicht ermanglen würden, sie über alle Fälle, wo es nöthig seyn würde, zu Rath zu ziehen; doch nicht beede Theile zugleich, ausser wann es biß zur Unterzeichnung des Fridens komme.

Uebrigens theilte die Kayserin Ihre Gedancken wegen eines Waffenstillstandes Franckreich und Preussen mit.

Endlich benachrichtigte Sie von allem disem auch den Hof zu Wien.

§. 35.

Französischer Fridensplan.

Der Französische Gesandte legte so fort dem Könige in Preussen einen mit Rußland verabredeten Fridensplan vor; davon aber dermalen nur dises Stück dem Publico bekannt worden ist; und für dessen Zuverläßigkeit ich nicht Bürge seyn kann:

1. Der Wiener Hof soll den zwischen der Donau, der Inn und der Salza gelegenen District von Bayern, so einen Theil von dem Oberamte Burghausen ausmacht, behalten, nemlich die Aemter Wildshut, Braunau nebst der Statt dises Namens, Maurkirchen, Freyburg, Mattighkoven, Ried und Scharding. 2. Die neue Convention mit dem Churfürsten von der Pfalz soll an dem nemlichen Tage, als der Fridenstractat, geschlossen und unterschriben werden. 3. Es soll dem Könige frey stehen, die beyden Marggrafthümer mit der Primogenitur seines Hauses zu vereinigen. 4. Soll der König eine Convention mit dem Churfürsten

von

von der Pfalz wegen der Succeßion auf Jülich und Berg schliessen können.

§. 36.

Preußischer Gegenplan.

Darauf lase man:

Gegenplan des Königs, so dem Marquis de Pons von dem Herrn Grafen von Finkenstein mündlich eröfnet worden.

1. Die Convention zwischen den Churfürsten von Sachsen und der Pfalz soll mit gleichem Schritte ihren Fortgang haben, wie jene zwischen dem Wiener Hofe und dem Churfürsten von der Pfalz. 2. Der Wiener Hof soll, anstatt eines Theils von Bayern, einen Theil der obern Pfalz nehmen, nemlich alle die zwischen den Flüssen Naab und Schwarzach gelegenen Districte. 3. In dem Falle, wenn der Wiener Hof durchaus auf dem obgedachten Theil von Bayern bestehen würde, so sollte derselbe dem Churfürsten von der Pfalz eine Million Thaler bezahlen, um dessen Vergleich mit dem Churfürsten von Sachsen zu erleichtern, auch zugleich einen Antheil der Schulden von Bayern übernehmen. 4. Soll derselbe die Lehen von Sachsen und der Lausniz von dem Lehensverbindniß sowohl als von dem Wiederkaufs- und Rückfallrechte lossprechen. 5. Soll derselbe die Einwilligung zur Vereinigung der Marggrafthümer geben, und zwar also, daß ausdrücklich stipulirt werde, daß der Wiener Hof niemals sich auf irgend eine Weise demjenigen widerseze; was der König oder dessen Nachfolger darüber zu disponiren für gut finden werden. 6. Der König wird sich zu einer besondern Convention wegen der Succeßion auf Jülich und Berg mit dem Herzog von Zweybrücken unter Franckreichs Garantie bereit finden lassen.

§. 37.

Oesterreichischer Gegenplan.

Darauf folgte:

Gegenplan des Wiener Hofes, gegen die beiden vorhergehenden, so den 11. Jänner dem Herrn von Breteuil als Ultimatum zugestellet worden.

1. Der Wiener Hof willigt darein, daß die Convention zwischen den Churfürsten von Sachsen und der Pfalz mit gleichem Schritte ihren Fortgang habe, wie jene zwischen dem Wiener Hofe und dem Churfürsten von der Pfalz. 2. Besagter Hof verwirft den angebotenen Antheil der Obern Pfalz, um den in dem Plane des Französischen Hofes bestimmten Antheil in Bayern zu behalten. 3. Er verweigert, irgend eine Summe an Geld zu bezahlen. 4. Er verweigert gleichfalls den wegen der Lehen von Sachsen und der Lausnitz nebst dem damit verbundenen Wiederkauf- und Rückfallrecht geschehenen Antrag. 5. Er willigt in die Einverleibung der beyden Marggrafthümer mit der von dem Könige geforderten Ausdehnung. 6. Er ist der Convention nicht entgegen, welche in Betreff der Succeßion auf Jülich und Berg unter Franckreichs Garantie geschlossen werden soll, aber unter der Bedingung, daß der Churfürst von der Pfalz als Hauptcontrahent dabey erscheine. 7. Sollten die oben vorgeschlagenen Fridensarticke nicht angenommen werden, so hat der Wiener Hof den Entschluß gefaßt, eine neue Requisition an den Reichstag gelangen zu lassen, um die Mitstände dazu zu bewegen, daß sie die Untersuchung und Entscheidung seiner Rechte und Ansprüche auf besagte Bayerische Succeßion übernehmen, mit der Bedingung, daß die andern Prätendenten an besagte Succeßion und der König von Preussen, wegen seines Rechts der Vereinigung der beyden Marggrafthümer, sich dem nemlichen Gerichtshofe unterwerfen. Der Wiener Hof verspricht in disem Falle zum voraus, sich auf das pünctlichste nach der Entscheidung seiner Mitstände zu richten, und zur Vollziehung des von ihnen gefällten Urtheils die Garantie des Reiches in Corpore, so wie auch die Garants des Westphälischen Fridens und die vermittelnde Mächte, zu reclamiren.

Wobey aber nicht zu bergen ist, daß eben die öffentliche Blätter, welche dises zu erst bekannt gemacht, solches auch wieder, als nicht ganz gegründet, nachhero widerruffen haben; Indessen stimmet doch der würcklich geschlossene Fride damit meistens überein.

§. 38.

Preußische Annahm des lezteren.

Der König in Preussen entschlosse sich auch, den Oesterreichischen Gegenplan zu genehmigen.

§. 39.

§. 39.

Congreß zu Teschen.

Darauf kame es zu einem formlichen Congreß zu Teschen, einer Statt in dem Oesterreichischen Theil von Oberschlesien.

Oesterreich sandte seinen vor dem Krieg zu Berlin gestandenen Gesandten dahin;

Preussen seinen vor dem Krieg zu Wien gestandenen Gesandten;

Franckreich seinen zu Wien habenden Gesandten;

Rußland einen sonsten schon in wichtigen Staatsgeschäfften an auswärtigen Höfen gebrauchten Minister;

Und so auch Chur-Pfalz, Chur-Sachsen und Pfalz-Zweybrücken, jeder Einen Minister.

§. 40.

Handelsweise allda.

Von der Handelsweise, deren man sich auf disem Congreß bedienet hat, lässet sich dermalen (biß auf künfftig erhaltende nähere Nachrichten,) nur so vil sagen: 1. Daß man sehr klüglich alles Ceremoniel, (das öffters bey dergleichen Gelegenheiten sonst so vilen Aufenthalt verursachet hat,) ganz beyseit gesezet hat; und 2. daß man sich auch in denen Conferentien selbst an keine gewisse Regel gebunden, sondern einzeln und gesammter Hand, mund- und schrifftlich, wo und wie man es am besten gefunden hat, sich so unterredet und schrifftliche Aufsäze mit einander gewechselt, wie es die Umstände erfordert haben; 3. endlich, daß alles in gröster Geheim und Stille verhandelt worden, und daher dem Publico vor dem gänzlichen Abschluß, gegen die sonstige Gewohnheit in denen meisten Fällen, nichts zuverläßiges davon bekannt worden ist.

Wie es sonsten seit dem Jahr 1740. bey vilen anderen Fridens-congressen gehalten worden seye, dißfalls beziehe ich mich auf oben gedachten **Versuch** rc. und **Beyträge** zu dem neuesten Europäischen Völckerrecht, um, wann selbige im Druck vollends heraus seynd, darinn eine Vergleichung mit dem gegenwärtigen Fall anstellen zu können.

Anmerckungen zu dem Ersten Articul.

§. 1.

Wiederherstellung der Freundschafft ꝛc. zwischen den Souverainen.

Diser Articul enthält nicht, (wie einige in disen Sachen nicht erfahrene Personen gegen mich geäussert haben,) etwas besonderes; sondern alle und jede Fridensschlüsse pflegen also anzufangen:

Der einige Unterschid bestehet darinn, daß in einigen mehrere oder wenigere Worte, und dise oder jene Ausdrücke, davon gebraucht werden. Z. E. der Hubertsburger Fride zwischen Oesterreich und Preussen im Jahr 1763. Art. 1. redet davon vil ausführlicher: Das thut aber zur Sache selber nichts; dise ist immer einerley, und wann der Articul auch noch so kurz oder weitläufftiger gefaßt ist; so enthält er im Grund nicht weniger noch mehr: Nur kommt es darauf an, daß die Worte, das Herz, und die That, mit einander übereinstimmen; welches der liebe GOtt geben wolle!

1. Solle also Fride und Freundschafft zwischen denen bißhero im Krieg verfangen gewesenen Höfen Selbst für beständig wieder hergestellet seyn.

§. 2.

Und deren Unterthanen ꝛc.

2. Eben dises solle auch statt finden zwischen der Fridschliessenden Höfe a) Unterthanen, wes Standes oder Wesens die seynd, und b) ihren Vasallen, die etwa nicht zugleich in Unterthanen-Pflichten stehen.

§. 3.

Dessen Folgen.

Worinn übrigens die Folgen einer also zwischen wieder ausgesöhnten Mächten und denen Ihrigen wieder hergestellten Freundschafft in Rücksicht auf gewisse besondere Umstände bestehen, das habe ich in meinem mehrgedachten Versuch und Beyträgen zu dem neuesten Europäischen Völckerrecht mit mehrerem erkläret, und mit vilen Beyspilen aus denen seit 1740. sich ereigneten Begebenheiten erläutert und bestättiget.

Anmerckungen zu dem zweyten Articul.

§. 1.

Vergessenheit des Vergangenen.

Auch dises ist einer derer in allen Fridensschlüssen gewohnlichen Articuln; welcher aber wiederum, so vil die Ausdrücke betrift, bald so, bald anderst abgefasset seyn kan.

Er bestehet aus verschidenen Absäzen.

1. Versprechen die hohe fridschliessende Theile, das, was von Ihnen selbst vor oder währendem Krieg begangen worden seye, in völlige Vergessenheit zu stellen.

In Kriegszeiten pfleget man nemlich insgemein weder der feindlichen Personen selbst, noch ihrer Lande und Unterthanen, zu schonen; wie aus oftberührtem Versuch rc. und Beyträgen rc. sehr umständlich zu ersehen ist.

Und auch in disem lezten Krieg haben beede Theile einander, sonderlich in denen lezteren Schrifften, bittere personelle Vorwürfe gemacht; nicht zu gedencken, was von der Art, den Krieg zu führen, und die feindliche Unterthanen, Geisel, Lande rc. zu behandeln, vorgekommen ist.

Alles dises nun solle in eine immerwährende Vergessenheit gesezet seyn.

Im Hubertsburger Friden lauten die Ausdrücke Art. 2. mercklich anderst.

Ob und wie fern aber, des also verglichenen ohnbeschadet und ohnerachtet, bey künftig etwa auf das neue entstehenden Streitigkeiten, erlaubt seye oder nicht, die alte, also beygelegte und in Vergessenheit gestellte, Sachen doch wiederum hervor zu suchen, ins Angedencken zu bringen, und widrige Schlüsse daraus zu ziehen? ist in dem im Jahr 1756. entstandenen Krieg zwischen Oesterreich und Preussen scharff gestritten worden. Man sehe davon in dem *cit.* Versuch und den Beyträgen.

§. 2.

Dessen Nicht-Entgeltung der Unterthanen.

2. Was hierauf in Ansehung der Unterthanen weiter folget, pfleget eine Amnestie genannt zu werden.

a) Was

a) Was also auch von des einen oder anderen fridschliessenden Theiles Unterthanen vor oder währendem Krieg begangen worden ist, so denen ihrem angebohrenen Landesherrn schuldigen Pflichten, Treue und Gehorsam, zuwider wäre, solle ihnen geschencket seyn; es bestehe worinn es wolle, und die Unterthanen seyen wer sie wollen.

Ob auch gleich hier nicht, neben den Unterthanen, zugleich auch der blossen Vasallen (wie im 1sten Art.) gedacht worden ist; so ist doch nicht daran zu zweiflen, daß, wo dergleichen vorhanden wären, die hier bedungene Amnestie sich auch auf dieselbige erstrecke.

Uebrigens gehet diser erste Absaz forderist auf diejenige Unterthanen ꝛc. welche zwar gegen ihre natürliche Pflichten, doch aber nicht gegen ein ausdrückliches Verbot ihres Landes- oder Lehensherrns, gehandelt haben.

b) Weil aber üblich ist, daß bey einem ausbrechenden Krieg die Souverainen Avocatorien oder Abberuffungsbefehle ergehen lassen, daß ihre Unterthanen und Vasallen so in feindlichen Diensten stehen, oder in Feindes Landen sich aufhalten, bey sonst zu befahrender Leibs- und Lebensstraf, auch Einzieh- und Confiscirung ihrer Güter und Vermögens, dieselbige verlassen- und noch vil weniger sich gegen ihren Landes- oder Lehensherrn gebrauchen lassen sollen; so auch, daß mit dem Feind, oder denen Seinigen, kein Briefwechsel, oder Handlung, besonders mit Sachen, so zum Krieg dienen, gepflogen werden solle, u. s. w. so ist auch noch eine besondere Clausul hinzugefügt, daß, wann ein Unterthan oder Vasall auch gegen dergleichen Avocatorien gehandelt hätte, er doch dessen nicht zu entgelten haben solle.

c) Wie aber, wann solcherley Unterthanen oder Vasallen bereits vor geschlossenem Friden wegen eines solchen Vergehens zur Strafe gezogen worden wären? Der Fride besagt: Ihre Güter, Habschafften und Einkünffte, die ihnen deswegen sequestrirt, oder gar eingezogen oder sonst abgenommen worden seyen, sollen ihnen wieder gegeben werden.

Nun ist forderist kein Zweifel, daß, wann ihnen gewisse Rechte, z. E. die Jagdgerechtigkeit, benommen worden wären, solche ebenfalls mit darunter zu verstehen seyen?

Ob

Ob aber Strafen an Geld auch dahin zu rechnen seyen? stehe ich an; so auch verbrauchte Naturalien, nicht mehr vorhandene, oder herbey zu schaffende Mobilien, u. d.

Wären dergleichen eingezogene Stücke auch in die dritte Hand gerathen, und z. E. von dem Fisco an Andere verkauft worden; so müssen sie doch wieder herbey, und der Fiscus mag sich mit denen Käuffern rc. deßwegen abfinden.

In was für einem Zustand ist alles zurück zu geben? So vil möglich, in dem Stand, darinn es sich befand, als es weggenommen worden. Ist etwas verbessert worden; so ist der Eigenthümer schuldig, eine Vergütung deßwegen zu thun: Ist aber etwas durch einen Zufall, oder Strafweis, schlechter worden; so muß er es haben.

d) Noch weniger darff also ein solcher Unterthan erst in Zukunft wegen eines dergleichen Verbrechens belangt-oder bestraft werden.

Wäre es auch gleich nicht vorher kund gewesen, sondern entdeckte sich erst jezo nach geschlossenem Friden, daß etwas dergleichen vorgegangen seye; so ist doch auch diser Fall mit unter der Amnestie begriffen.

Und gegen alles dises solle unter keinerley Vorwand gehandelt werden; als ob nemlich zwar die Amnestie die Regel seye und bleibe, daß aber selbige in disem oder jenem Fall eine Ausnahm davon leide, und dadurch nicht gegen den Friden gehandelt werde, u. d.

In dem vorlezten Krieg zwischen Oesterreich und Preussen gabe man einander Schuld, daß man sich in vorigen Zeiten eben nicht genau an dergleichen Amnestieversprüche gehalten habe: Man ware es aber anderer Seits nicht geständig. s. den **Versuch** rc. und die **Beyträge** rc.

Anmerkungen zu dem dritten Articul.

§. 1.

Einstellung der Feindseligkeiten.

Von Waffenstillständen in Absicht auf einen vorseyenden Friden überhaupt, und was dißfalls dermalen Europäischen Völkerrechtens seye, beziehe ich mich wiederum auf eben dise Schrifften.

Sonst ist bey disen ersten Absaz nur zu erinneren, daß, wann nach geschlossen- und bekannt gemachten Waffenstillstand doch noch einige Feindseligkeiten, (wie in vorigen Zeiten mehrmalen geschehen ist,) begangen worden seyn sollten; 1. der dadurch verursachte Schaden, so vil erweislich und möglich ist, nach billiger Schäzung, ersezet werden muß; 2. daß, wann es mit Vorsaz, oder doch nicht ohne eine grobe Nachläßigkeit oder Schuld, geschehen ist, die so solchen verursacht haben, bewandten Umständen nach, zur Strafe zu ziehen seyen.

Endlich so gehören hieher auch alle Repressalien, und andere gewaltsame Mittel, sich, angeblicher massen, selbsten Recht zu verschaffen; als welche gleich nicht mehr Pfalz greiffen, so bald man in gütlichen Handlungen mit einander stehet.

§. 2.

Zurückgabe des Eingenommenen.

Die weitere Verordnung dises Articuls wegen Zurückgabe des von einer oder der anderen kriegführenden Parthie ihren Gegentheil abgenommenen, sezet voraus, daß jeder diser beeden fridschliessenden Theile, so vil Sie selber unter einander betrifft, nach dem Friden nicht mehr noch weniger haben, behalten und besizen solle, als er vor dem entstandenen Krieg gehabt hat.

Nach mehreren in vorigen Zeiten errichteten Fridensschlüssen fande man nöthig, noch eigene Nachconventionen zu errichten, wie es wegen der Zurückgabe der ein- oder anderer Seits eroberten, durch den Friden aber ihren vorigen Herren wiederum zufallenden, Lande und Orte sollte gehalten werden; wobey es zuweilen nicht ohne vile Schwürigkeiten, Streitigkeiten und Verdrießlichkeiten abgienge; wie mein Versuch rc. und die Beyträge rc. des Völckerrechts umständlich belehren:

Disesmal aber wurde nichts dergleichen für nöthig befunden, da es nichts beträchtliches ware, was Oesterreich in der Preußischen Grafschafft Glaz, und Preussen in dem Oesterreichischen Schlesien, inne hatten;

Wie

Wie es bey dem Rückzug der Trouppen in Ansehung 1. deren Verpflegung und 2. des Vorspanns gehalten werden solle, ist ebenfalls hier nichts versehen; (wie doch noch in dem Hubertsburger Friden beliebt wurde;) vermuthlich weil die beederseitige Trouppen gar nicht weit von ihres eigenen Souverains Gränzen und Landen entfernet waren.

Die hier verglichene Zurückgaben erfolgten auch 1. würcklich, 2. inner der bestimmten Zeit, und 3. auf die beliebte Weise; ohne daß man vernommen hätte, daß es dißfalls zu einigen Mißhelligkeiten gekommen wäre.

Sonsten ist auch dises einer von denenjenigen Articuln, welche zwar an und für sich in allen Fridensschlüssen vorkommen: Deren Innhalt aber doch dabey gar sehr verschiden ist; je nachdeme die Kriegsoperationen ein- oder anderer Seits glücklich oder unglücklich geführet worden waren, und der eine oder andere Theil durch den Friden bessere oder schlechtere Bedingungen erhalten hatte. S. an den angef. Orten.

Anmerckungen zu dem vierten Articul.

§. 1.

Kriegsgefangene.

Nach dem 1sten Absaz dises Articuls sollen die Kriegsgefangene von beeden Theilen, in der gesezten Frist, losgegeben werden; und zwar 1. alle, ohne Unterschid; und 2. ohne einen Vorbehalt, in Ansehung der Freyheit, oder gewisser Anforderungen; 3. ohne einige Ranzion; 4. ohne eine Vergütung dessen, was sie a) entweder in natura zu ihrer Verpflegung erhalten haben; (welches eigentlich den gemeinen Mann betreffen wird;) oder b) was ihnen (sonderlich denen Officieren,) zu ihrem Lebensunterhalt vorgeschossen worden ist.

Doch müssen alle und jede Kriegsgefangene (sie seyen Officiers oder Gemeine,) die Schulden bezahlen, welche sie währender Gefangenschafft gemacht haben: Und zwar wird kein Unterschid unter disen Schulden gemacht; sie mögen mithin 1. schuldig seyn, wem sie wollen, dem Landesherrn, denen Seinigen, oder Dritten;

2. die Schulden mögen gemacht worden seyn, aus was für einem Grund sie wollen; mithin auch, wann sie zum Lebensunterhalt, oder sonst aus höchster Noth, gemacht worden wären.

Wann die Schulden nicht baar, oder durch anständige Wechsel, Anweisungen, Bürgen, 2c. resp. bezahlt oder versichert werden, ist es üblich, daß einer oder mehrere Officiers, als Geisel, auf ihre eigene Kosten, so lang zurückbleiben müssen, biß alles befridiget ist.

Sonsten pflegen öffters die Kriegsgefangene von beeden Theilen auch nach dem Friden, formlich gegen einander ausgewechselt, und zu solchem Ende wegen der Zeit, des Orts, des Marsches, der Bedeckung, 2c. Abreden genommen, oder gar eigene Conventionen deßwegen errichtet zu werden; wie noch im Jahr 1763. nach dem Hubertsburger Friden geschehen ist: Disesmal aber hat man nicht gut oder nöthig gefunden, sich auf disen Fuß zu vergleichen; sondern es bloß bey der Losgebung der Kriegsgefangenen belassen.

Wer endlich unter die Classe der Kriegsgefangenen gehöre? ist nicht nur aus denen Cartels bekannt, und nach der Kriegsmanier ausgemacht; sondern es bringt es auch die gesunde Vernunft mit sich, daß darunter alle Personen begriffen seyen, die zu feindlichen Trouppen gehören, oder in deren Gemeinschafft angetroffen werden, sie mögen übrigens würckliche Kriegsdienste thun oder nicht.

§. 2.

Andere vorenthaltene Unterthanen, 2c.

Es redet diser Articul aber auch ferner von Unterthanen, welche aus Anlaß des Krieges beybehalten worden seyen.

Dahin gehören nun ohne Zweifel 1. alle und jede Arten von Geiseln, das ist, solche Personen, welche zur Sicherheit a) der angesezt- aber gar nicht, oder doch nicht völlig, bezahlten Kriegssteuren, Brandschazungen, u. d. b) wie auch derer angesezt- aber gar nicht, oder doch nicht völlig, beschehenen Liferungen von allen Gattungen, in Arrest genommen und gehalten worden seynd.

2. Kan man hieher zählen die Unterthanen, welche Vorspann, und andere Kriegsdienste, haben leisten müssen, und zu sol-

chem

chem Ende ausser Landes behalten, auch noch nicht wieder nacher Haus erlassen worden seynd.

Da übrigens der Fride das von denen Kriegsgefangenen gesagte auch auf dise Gattungen von Personen erstrecket; so gilt das in dem nächstvorhergehenden §o. von jenen gemeldete auch auf dise; in so ferne es auf sie angewendet werden kan.

§. 3.

Krancke und Verwundete.

Endlich sezet der Fride auch die Krancke und Verwundete mit denen beeden vorigen Arten von Personen in einerley Claß; dahero ich mich abermals auf das bereits gesagte beziehe, und nur noch dises beyfüge.

1. Derer Officiers noch unbezahlte Arzeneyen, Curkosten, u. d. scheinen wohl zu denen ihnen selbst zu bezahlen obligenden Schulden zu gehören.

2. Was hingegen krancke und verwundete Unterofficiers und Gemeine in Lazarethen, Spitälern, oder sonst genossen haben, fället dem Souverain, in dessen Gewalt sie sich befunden haben, so lang zur Last, biß die Kriegsgefangene losgegeben werden.

3. Wann endlich Krancke und Verwundete, wegen der Umstände, darinn sie sich befinden, noch länger in der Freyheit an dem Ort ihrer bißherigen Gefangenschafft verbleiben müssen; so gehen ihre Verpflegung, Arzeneyen, Curkosten, u. s. w. auf Rechnung ihrer Dienstherrns.

* * *

Was schließlichen auch in denen in disem Articul berührten Materien überhaupt zu unseren Zeiten Europäischen Völckerrechtens seye, werden (hoffentlich in Balde,) mein Versuch ꝛc. und Beyträge ꝛc. belehren, und mit Beyspilen belegen.

Anmerckungen zu dem fünften Articul.

* * *

Brandschazungen ꝛc.

Diser Articul ist deutlich:

1. Alle feindliche beschehene Ansinnungen hören in Zukunfft auf; und zwar

2. nicht von der Zeit an, wann der Fride jedes Orts bekannt gemacht wird, sondern von dem Tage der Unterzeichnung an:

3. Alle Rückstände seynd erlassen:

4. Alle Verschreibungen, u. d. darüber seynd erloschen:

5. Vil weniger dörffen also neue Anforderungen gemacht werden.

6. Sollte aber dennoch a) von alten Rückständen, Verschreibungen, u. d. etwas gefordert, gelifert oder weggenommen, oder b) von neuem etwas gefordert, gelifert oder weggenommen werden, solle man es zurückgeben; und zwar a) ohnentgeltlich und b) getreulich.

In denen dise Materien betreffenden Stücken gehen die Fridensschlüsse, nach Beschaffenheit der Umstände, unter welchen sie errichtet worden seynd, gar sehr von einander ab; wie z. E. der Hubertsburger Fride zwischen Preussen und Chur-Sachsen in dessen separirten Articuln davon ein sehr merckwürdigen Beyspil gibt; wovon aber, wie auch wie es seit 1740. in anderen dergleichen Fällen gehalten worden seye, mein offt angeführter Versuch rc. und Beyträge rc. Nachricht ertheilen werden.

Anmerckungen zu dem sechsten Articul.

* * *

Zurückgebung der Enrollirten.

Bey disem Articul mercke ich nur folgendes an:

1. Es ist nicht in der zu Kriegsdiensten genöthigten Unterthanen Willkühr gestellt, ob sie nun nach dem Friden in ihres bißherigen Kriegsherrns Diensten verbleiben wollen oder nicht; sondern es stehet in ihres angebohrenen Souverains Belieben, ob er sie zurückfordern will oder nicht.

2. Es ist bloß die Qu. an? abgemacht, das ist, die Zurückgabe solle geschehen: Die Qu. quomodo? aber, oder, wann, wie, und unter was für Bedingungen rc. es geschehen solle, hat man unent-

unentschiden gelassen, und ausdrücklich auf künfftige weitere Handlungen ausgesezt:

Wann es nun hierinn wiederum, wie vormals, gehen sollte, dürffte am Ende wohl gar nichts aus der ganzen Sache werden, sondern selbige zulezt auf sich beruhen, oder neue Streitigkeiten und Beschwerden veranlassen.

3. In denen Fridensschlüssen vor 1742. findet man meines Wissens nichts dergleichen; weilen solcherley Enrollirungen feindlicher Unterthanen erst in denen neuesten Zeiten aufgekommen seynd; davon abermalen mein Versuch rc. und Beyträge rc. sehr vil merkwürdiges an die Hand geben werden.

Anmerckungen zu dem sibenden Articul.

§. 1.
Vergleich zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz.

Das, was bey disem Vergleich zu bemercken wäre, verspahre ich biß dahin, wo unten derselbe nach seinem ganzen Innhalt vorkommen wird.

§. 2.
Dessen Folgen in Ansehung Oesterreichs und Preussens.

Da diser Vergleich hier als ein Stück des zwischen Oesterreich und Preussen geschlossenen Fridens erkläret wird; so folget daraus, daß, wann künftig über diser Sache neue Handlungen oder Streitigkeiten zwischen Oesterreich einer- und Chur-Pfalz oder Pfalz-Zweybrücken anderer Seits entstehen sollten, und Preussen dabey mit etwas zu sagen haben wollte, Oesterreich oder Chur-Pfalz oder Pfalz-Zweybrücken nicht sagen kan, es gehe Preussen nichts an, sondern Preussen hat, wenigstens von nun an, aus disem Fridensvertrag ein Recht, an dergleichen Antheil zu nehmen.

§. 3.
Dessen Garantie.

Und so haben auch Franckreich und Rußland durch die hier bedingte Garantie ein Recht erlangt, darüber zu halten, daß disem Vergleich weder von dem einen noch anderen Theil zuwider gelebet werde.

Was

Was es aber überhaupt mit dergleichen Garantien der Verträge, der Fridensschlüsse, und der Lande für eine Beschaffenheit habe, und was daraus für Pflichten und Rechte fliessen; davon sehe man umständlich meinen Versuch des neuest. Europ. Völckerrechts, 5. Theil, S. 455. u. f. auch künfftig im 8ten Theil, in der Materie: von Tractaten, und im 10den Theil, in der Materie: Von Fridensschlüssen; ingleichem in meinen Beyträgen zu besagtem Völckerrecht resp. in Fridens- und Kriegszeiten, unter eben disen Materien.

Anmerckungen zu dem achten Articul.

§. 1.

Aeltere Pfälzische und Bayrische Hausverträge.

Seit deme die Nachkommen des im Jahr 1294. verstorbenen Ludwigs des Strengens, Pfalzgrafens bey Rhein und Herzogens in Oberbayern, sich in die Linien von Pfalz und Bayern getrennet haben, seynd zwischen disen beeden Hauptlinien vilerley Verträge geschlossen worden; unter welchen der im Jahr 1329. zu Pavia errichtete besonders als ein Grundgesez diser beeden Häuser betrachtet wird; über welchem auch (wie wir bereits oben gehöret haben,) aus Gelegenheit diser Bayrischen Erbfolge, viles gestritten worden ist.

Und so seynd auch nachhero in denen Jahren 1349. 1353. 1392. 1429. 1487. 1490. 1524. 1559. und 1724. zwischen Pfalz und Bayern vilerley Hausverträge theils würcklich und völlig geschlossen worden, theils biß auf die noch ermanglende Unterschrift zu Stande gebracht worden.

Aller derselbigen aber wird hier nicht gedacht; vermuthlich darum, 1. weil einige davon gänzlich erloschen seynd, und heutiges Tages keinen unmittelbaren Nuzen mehr haben; sodann 2. weil einige, als der von 1724. nicht zwischen denen beeden ganzen Häusern, sondern mit Ausschliessung der Zweybrück- und Birckenfeldischen Linien, zu Stande gekommen seynd; und endlich 3. weil das, was in denen übrigen noch jezo von einem Nuzen seyn könnte, in denen neuesten Hausverträgen auch enthalten und nach Beschaffenheit der neueren Umstände eingerichtet worden ist.

Eben so ist auch der wichtigen Verordnungen des Westphälischen, oder Osnabrück- und Münsterischen Fridens vom Jahr 1648, in Ansehung Chur-Bayerns und Chur-Pfalz nicht gedacht; ohne Zweifel darum, weil 1. einige derselben mit dem Absterben des Chur-Bayrischen Hauses ebenfalls erloschen, 2. die übrige aber, z. E. wegen des Rückfalls der Churwürde, der obern Pfalz, der Grafschafft Cham, rc. bereits in ihre völlige Erfüllung gegangen seynd; 3. weil endlich das, worüber noch izo gestritten worden ist, z. E. wegen der bekannten 13. Millionen, durch gegenwärtigen Friden seine abhelfliche Maß erlanget hat: Also künftighin von disen Stellen des Westphälischen Fridens keine Frage mehr ist.

§. 2.

Neuere Bayer- und Pfälzische Hausverträge.

Hingegen werden hier die neueste Hausverträge zwischen Bayern und Pfalz von 1766. 1771. und 1774. bestättiget; welche zwar auch mit Ausschliessung Zweybrückens geschlossen worden waren, denen aber Zweybrücken nunmehro beygetretten ist.

Ob die Pfalz-Birckenfeldische Linie selbigen auch beygetretten seye? oder ob man vorausgesezt, es werde keinen Anstand haben, daß sie ihnen auch beytretten werde? oder ob man deren Beytritt für unnöthig erachtet habe? weiß ich nicht zu sagen: Genug, daß sie auch Birckenfeld zu statten kommen sollen.

Besagte Verträge seynd bißhero äusserst geheim vor dem Publico gehalten, endlich aber im Jahr 1778. resp. von Preussen und Pfalz-Zweybrücken öffentlich bekannt gemacht worden:

Da nun selbige ein Hauptstück dises Fridens ausmachen; so ist billig, daß sie hier mit-eingerücket werden: Damit aber meine Lesere desto mehr Nuzen davon haben, will ich selbige 1. mit einem summarischen Innhalt jeden Articuls, und 2. mit einigen kurzen höchstnöthigen Anmerckungen, begleiten.

I.

Erbvertrag zwischen Sr. lezt verstorbenen Kurfürstl. Durchlaucht in Baiern und Sr. Kurfürstl. Durchlaucht zu Pfalz von 1766.

Von GOttes Gnaden Wir Maximilian Joseph, in Ober- und Nieder-Bayern, auch der Obern Pfalz, Herzog, Pfalzgraf bey Rhein,

des Heil. Römischen Reichs Erz-Truchseß und Churfürst, Landgraf zu Leuchtenberg ꝛc. ꝛc. und

Von Gottes Gnaden Wir Carl Theodor, Pfalzgraf bey Rhein, des Heil. Römischen Reichs Ertzschatzmeister und Churfürst, in Beyern, zu Jülich, Cleve und Berg Herzog, Fürst zu Mörs, Marquis zu Bergen Opzoom, Graf zu Veldenz, Sponheim, der Mark und Ravensberg, Herr zu Ravenstein ꝛc.

Urkunden und bekennen hiemit gegen einander, für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, samentlich Herzogen in Bayern und Pfalzgrafen bey Rhein, die da, vermög der gemeinschaftlichen Abkunft von einem Stamm-Vatter, unter gleichem Schild, Nahmen und Stammen mit beständiger Bluts-Verwandtschafft, in Ein Hauß zusammen gehören.

Was massen Wir wehrend Unserer Regierung, sowol aus eigener Erfahrung, als im Gegenhalt der vorgehenden Handlungen Unserer Vorfahrer, wahrgenommen, daß um Unsere beede erbverbrüderte Häußer zu gebührendem Aufnehmen zu befördern, und bey ihrem altvätterlichen Herkommen, Würde und Ansehen zu erhalten, auch zu Beywürkung der allgemeinen Ruhe und Wohlfarth Unserer Unterthanen und in dem Heil. Römischen Reich, als Unserm werthesten Vatterland, Uns und Unsern Nachkommen an der Beybehaltung und genauen Beobachtung der in Unserm Hauß zum öftern wiederhohlt- und erneuerten Hauß-Union und Erbeinungs-Verträgen fast alles gelegen, und gleichsam die Seele Unserer beederseitigen Haus-Verfassung ausmachen, hingegen aber auch beobachtet haben, daß in den vorigen Zeiten bey entstandenen Krieg und Spaltungen in viel Weeg davon abgegangen worden, die da gleich anfänglich in derjenigen Erbeinungs-Erneuerung nicht nur einen Unterbruch und Einhalt veranlaßt, welche durch die in den Jahren 1552 bis 1563 zwischen Pfaltzgrafen Friederich II. Ott Heinrich und Friedrich dem III. dann Herzog Albrechten dem V. in Bayern, mit Zuziehung samtlicher Agnaten, zum Besten des gesamten Hauses, und der vereinigten Landen und Leuten, gepflogene Unterhandlungen schon würklichen zum Beschluß, und allseitiger Einverständniß gebracht worden, sondern auch nach der Hand in den weitern Handlungen noch immer etwas zurück gelassen habe, so sich mit der ange-

bohrnen

bohrnen Bluts-Verwandschaft, und dem gemeinschaftlichen Interesse beeder erbverbrüderter Häußer nach den Gesäzen und Vorschrifften Unserer Voreltern nicht wol vereinbaren läßt, minder bey Uns und Unsern Nachkommen in der Aufrichtigkeit Unserer Gemüths-Beschaffenheit und freundschaftlichen Gesinnung neben der vorzüglichern Achtung und Zuneigung gegen Unser gemeinsames Hauß fernerhin Platz finden solle.

Nachdem aber unterdessen auch dergleichen Steine des Anstosses (1) auf die Seiten geraumet sind und Wir dardurch auf das neue in Stand gesezt worden, nach dem Sinn, Willen und Meynung Unserer Voreltern und Stammvättern und nach ihrem Beyspiel in die vorige durchgehends unbedingte Haus- und Erbeinung, mit gleicher Verbindlichkeit allerseits einzutretten dieselbe zu wiederhohlen, zu erneuern und zu erläutern; als haben Wir Uns in solcher Absicht und sonderbaren Betrachtung, daß bey unerwarteten Erfolg und Abgang ein oder des andern Hauptstammes sowol die Wohlfarth Unsers gesammten Hausses, zu Vermeydung alles Mißverstandes und fremden Eintrags, als auch das Heyl Unserer Landen und Leuten, zu Beybehaltung künftiger Ruhe, Frieden und Sicherheit, davon abhängt, vorläufig, biß zu fernerweitern Berichtigung des gantzen Vorhabens (2) unter anhoffenden Beytritt der übrigen im Leben sich befindenden Agnaten (3), über nachfolgende Puncta mit reifem Vorbedacht und vieler Ueberlegung entschlossen, vereint und verglichen.

I.

Innhalt und Bestättigung des Pavischen Vertrags von 1329. Wechselseitige Erbfolge.

Gleichwie neben Gemeinschafft der Abstammung von Ottone Wittelbacense und Ottone illustri, der zwischen Kayser Ludwig

(1) Unter welchen 1. die von Chur-Pfalz geschehene Bekenntniß zur reformirten Religion, welche biß 1685. gedauert hat, bey dem eiferig Catholischen Hause Bayern der vornehmste ware, so dann 2. das Absterben der Bayrischen Grafen von Wartemberg; welche nach Absterben der Bayrischen Churlinie in Bayern Succeßionsfähig seyn wollten.

(2) Dise ist in denen folgenden Verträgen würcklich hinzugekommen.

(3) Damit hat es die bereits angezeigte Bewandtniß.

wig IV. und seinem, dann seines Bruders Pfalzgrafen Rudolph Söhnen, als den Stamm-Vättern Unserer beeder Häußer zu Pavia im Jahr 1329. am St. Oßwaldstag getroffene und mit Beybrüfen von den Churfürsten in dem Römischen Reich bestättigt- und angenohmener Theilung, und Erbeinungs-Vertrag, bey allen übrigen nachgefolgten Haus-Unions- und Erbverbrüderungs-Erneuerungen zum Grund genommen worden, und das eigentliche Pragmatische Haußgesäze Unserer Voreltern ist, welches schon von der Zeit an, da Bayern und Pfalz zusammen kommen, nach den gemeinen Lehenrechten also hergebracht und durch beständige Observanz für und für beobachtet worden ist, dergestalten, daß die unter den Manns-Stammen vertheilt und Altvätterliche Stammgüter und Lande mit denjenigen, so nach der Hand am Lehen oder Eigen, weiters erobert worden, unter der beständigen Erbeinungs-Verbindlichkeit vereinigt verblieben und mit Ausschluß der weiblichen Descendenz an den überlebenden Mannsstammen von einer Linie auf die andere zurük gefallen seynd, wie es sich bald darauf Ao. 1340. mit der Erbschafft des Landes in Niederbayern zugetragen hat; Als wird gedacht Pragmatisches Hausgesäze auch Unseres Ohrts dahier bey gegenwärtig vorhabender Erbeinungs-Erneuerung zum Grund genommen, und in Folge dessen Innhalts, alle bey damals unvertheilten Gemeinsamen Hauß bestandene, besonders die in gedachtem Theilungs-Vertrag mit Nahmen benannte Lande, Herrschaften, Pfleeg- und Landgerichte, Stätt, Märkt, Schlösser und Güter mit ihrem ganzen Umfang und Zugehörungen, in Bayern und am Rhein, in der obern Pfalz, in Schwaben, oder wie die sonst entlegen, auch das Land in Nieder-Bayern, so weit Wir im Innhaben und solches zu gewähren im Stand sind, (1) wiederum auf das neue versichert und mit dem beständigen Pacto mutuae Successionis wiederhohlter belegt.

Ab-

---

(1) Dise Clausul gehet nicht blos auf Nider-Bayern, sondern auf alles vorher gesagte, und enthält so vil: „Mit Vorbehalt Kayserlicher Maj. des heil. Röm. Reichs, und eines jeden Drittens bisseren Rechten.“

II.

Ab- und hinzugekommene Lande.

Nachdeme aber mittlerweil verschiedene in dem Paviischen Vertrag benahmßte beträchtliche Orte von Bayern und Pfalz durch Krieg oder in andere Wege hinweg gekommen, andere hingegen von den nachgefolgten Pfalzgrafen und Herzogen in Bayern erobert worden, und sich auf solche Art gleichsam selbsten zugetragen hat, daß die Leztere den Ersaz der Erstern ausmachen, welches noch mehr aus dem Grunde folget, daß der Paviische Vertrag sich auf alle Erben und Nachkommen, mithin auch nach diesem Gesäze und Beyspiel der Stamms-Vätterlichen Verordnungen hinwiederum auf ihre Acquisita in gleicher weiß und Verbindlichkeit erstreckt; so seynd Wir entschlossen und miteinander weiter dahin einverstanden, diese Unsere Erbverbrüderungs-Erneuerung auf samentliche Acquisita, so nach dem Paviischen Vertrag bis auf die Art. 3. festgesezte Jahre, sowol zu dem Herzogthum Bayern, als zu der Pfalzgrafschafft bey Rhein erobert worden, zu erstrecken, und damit jedem dieser Fürstenthümer als der Haupt-Masse des gesamten Haußes ohne Unterschied und Ausnahm einzuverleiben, folglichen auf alles unbewegliche zu erweitern, was bis dahin ab inteſtato verlassen und dadurch a primo acquirente gleichsam selbst gedachten Haupt-Landen einverleibt worden ist.

Einstweilige Berichtigung des ersten Theils eines neuen Haus-Vertrags.

Wann nun aber im übrigen, um allen künftigen Widerspruch und Anständen beßmöglichst vorzubiegen, vorläufig noch erforderlich ist, samentliche auf beeden Seiten vorhandene besondere Haus-Verträge, Lineal-Pacta, Verzichten, Testamenta und dergleichen Dispositiones, einander gemeinschaftlich zu machen und ohne allen Hinterhalt vorzulegen und um deren Verstand und rechtliche Wirkung sowol, als auch die übrige entgegen stehende Umstände, mit und neben einander in reife Ueberlegung zu ziehen, auch die Mittel und Weege im Fall zur gänzlichen Berichtigung Unseres Vorhabens noch einige nothwendig seyn sollten, zu unterreden, als welches noch eine längere Zeit erfordert; so haben Wir Uns, um in

diesem wichtigen Werk nichts ohne genugsame Vorbereitung zu übereilen, wegen der gänzlichen Berichtigung (1) dahin verstanden, daß dasselbe in zwey Theil abgesondert und dahier, neben obigen Erläuterungen, in Ansehung der Acquisiten derjenige als der erste Theil berichtiget werden solle, welchem keine sonderliche Verordnung und Anstände im Weege stehen.

III.

Erstreckung des Fideicommisses auf alle nach dem Pavischen Vertrag erworbene Lande und unbewegliche Güter.

Da nun der Paviische Vertrag obverstandener maßen schon für sich selbsten alle Erben, so hieran Theil nehmen, zur gleichmäßigen Erbeinungs - Beypflichtung und Einschaltung ihrer Acquisiten den Weeg bahnet, und in beeden Häußern nach ihrer ersten Abtheilung unter denen sich noch weiters vermehrten Linien, zwar besondere Hauß - Verträge oder Pacta Linealia, als nemlichen auf Seiten Pfalz Ao. 1357. und 1395., und auf Seiten Bayern Ao. 1349., 1353. und 1392. geschlossen worden, welche aber nicht nur gegen den ersten Haupt - und Stammvertrag zu Pavia nichts enthalten, noch sonsten von der Erbeinung eine Ausnahm machen, sondern jenes altvätterliche Haußgesäze vielmehr selbsten zum Grund haben und mit einerley Absicht gänzlichen erreichen, da vermög derselben einstimmigen Verordnung und beständig beybehaltener Observanz von den Männlichen Geschlechts - Linien, eine nach der andern, die unbewegliche Güter, Land und Leute der vorabsterbenden, mit Ausschluß der nächstgesiepten Töchter und übrigen Allodial - Erben an sich gebracht, wie dann hiernach samentliche Agnaten durch den Ao. 1490. wiederholten Unions - Tractat nicht undeutlich zu erkennen gegeben, daß sie als samentliche erbverbrüderte Bluts Verwandten an jenen vorbenannten sonderbaren Verträgen, auch überhaupt modo reciproco gemeinschaftlichen Antheil nehmen und durch den zu Cölln Ao. 1505. wegen dem Testament und Erbschaft des Herzog Georgens in Nieder - Bayern erfolgt Königlichen Spruch die altvätterliche Stammgüter mit den neuern Acquisitis also untermischt

(1) Dise ist durch den Vertrag von 1774. erfolgt.

mischt und miteinander vereinigt worden, daß dieser Unterscheid von selbsten hinweck gefallen, und dadurch abgethan worden ist, imgleichen, da mehrmalen samentliche Agnaten bald darauf zu Nürnberg, den 15ten Merz 1524. in die bekannte Hauß-Union und Erbeinung zusammen getretten, und neben dem Pavischen Vertrag absonderlich denjenigen Theil- und Erbeinungs-Brief, welchen die Herzoge in Bayern Ao. 1392. am Frihtag vor St. Catharein unter sich geschlossen und in dieser Art der deutlichste ist, gemeinschaftlich zum Grund und allseitiger Verbindlichkeit angenommen, auch sich alle diese zusammen getragene Erbeinungs-Pacta der Erneuerung Willen, durch mehrfache Vidimus versichern lassen; also nehmen Wir hierinnfalls gar keinen Anstandt, diese Unsere gemeinschaftliche Erbeinungs-Verbindlichkeit nicht nur bis auf gedachte Zeiten und samentliche bis dahin (1) mit Unsern übrigen Stammvätterlichen Gütern vereinigte Acquisita zu erstrecken, sondern, nachdeme sowol die Pfalzgrafen in den Jahren 1545., 1551. und 1557. mit ihren besondern Pactis successoriis auf die vorige Art fürgefahren, als auch Herzog Albrecht V. in Bayern während denen obverstandener massen mit ihnen Ao. 1552. und 1563. gepflogener Unterhandlungen auf eine durchgehends gemeinschaftliche Erbeinungs-Erneuerung, ohne alle Widerrede und Ausnahm verstanden gewesen, und von diesen Jahren an noch weiters, und zwar ab Seiten Bayern bis Ao. 1578. da nemlichen Herzog Albrecht V. kurz vor seinem Ende die von Kayser Ferdinand I. bestättigte Primogenitur und Fidei Commiss-Constitution zurück gelassen und auf Seiten Pfalz bis auf das Jahr 1568. allwo Pfalzgraf Wolfgang als der gemeinsame Stamm-Vatter aller heunt zu Tag lebenden Pfalzgraffen bey Rhein unter seinen Kindern mit lezter Willens-Verordnung, disponirt hat, zu erweitern, so daß die bis dahin (2) in beeden Häußern erworbene Lande, Herrschaften und Besitzungen mit denen Bonis avitis ohne Ausnahm consolidiret, und unter der nemlichen Erbeinungs-Verbindlichkeit in steter Beobachtung des Weegs und Lineal-

(1) nemlich auf das Jahr 1524.

(2) Dises will wohl so vil besagen, biß auf 1578. bey Bayern und 1568. bey Pfalz. s. Vertrag von 1771. Art. 2.

neal-Ordnung der Primogenitur unwiderrufen begriffen seyn sollen, als wann sie wirklichen in dem Pavischen Vertrag mit Nahmen benahmset wären: Hieraus folgt

IV.

Resp. Ausschliessung und Rechte der weiblichen Nachkommenschafft.

Daß die Weibliche Descendenz hierauf in solang keinen Zuspruch haben könne, als ein Männlicher Sprossen durch Gottes Gnad von beiden Häussern im Leben ist, und daß deren Allodial-Erben Regress-Sprüche sich nur auf die von ein oder anderer Seite hinterlassende Mobilar-Verlassenschafft erstrecke, und dieses bey jedmaliger Erlöschung des Mannsstammes jener Linie, aus welcher selbe entsprossen seynd. (1)

V.

Besondere Reichslehen.

Wir haben Uns imgleichen wegen denen sonderbaren Reichslehen, so Wir neben Unsern übrigen Landen besizen und vom Römischen Reich sonderbar zu Lehen empfangen, (2) insoweit unterredet und verglichen, daß auch dieselbe in diesem Pacto mutuae Successionis eingeschlossen und ohne Unterschied darunter verstanden seyn sollen, obschon etwa primus Acquirens die anfängliche Investitur-Briefe nicht nahmentlich auf beede Häusser, und samentliche erbverbrüderte Agnaten, sondern nur überhaupt für seine Erben und Nachkommen erhalten und angesucht haben mögte; wie Wirs Uns dann dessen sowol nach dem eigentlichen Verstand gedachter Lehen-Briefen, als auch in Krafft der goldenen Bull, Kayserl. Wahl-*Capitulation* und übrigen Reichs-*Constitutionen*, inhalts welcher die denenselben gemäs gemachte Uniones und unter

Chur-

(1) 1. Mit mehrerem handelt davon der Vertrag von 1771.
2. Diser Vergleich könnte die Allodialerben nicht weiter binden, als so ferne er ihren aus den älteren Verträgen, gemeinen Rechten, oder sonsten, habenden Befügnissen unnachtheilig wäre.

(2) Die Bayrische seynd in dem Kayserlichen Pätent vom 16. Jan. 1778. benahmst; gegen welche Specification aber Pfälzischer Seits verschidene Ausstellungen gemacht worden seynd.

Churfürsten, Fürsten und Ständen aufgerichtete Erbverbrüderungen gehandhabet und geschützet werden sollen, verfolglich dann auch durch die Paviische Erbtheilung, als einer selbsten von einem regierenden Kayser errichteten und jener Zeit von samtlichen Churfürsten begnehmigten wahren Erbverbrüderung und nach der Gewohnheit der bey andern altfürstlichen Häussern hergebracht üblichen Observanz allerdings, doch dem Lehen-Herrn im übrigen ohne allen Schaden und Abbruch, berechtiget zu seyn erachten (1).

Sollten aber gleichwohl einige Lehenstücke würklichen darunter begriffen seyn, welche ausdrücklich nur einer Linie allein, mit Ausschluß der andern durch die Belehnung zugedacht worden, oder die Leztere mit glaubwürdigen Anzeigen dahin ausgedruckt werden können, oder wo natura & qualitas feudi diesem Unserm Vorhaben selbsten im Weeg stehet, da machen Wir Uns anheischig und versprechen einander auf das kräftigste, alle Gelegenheit zu Hülf zu nehmen, und zu allen Zeiten nach möglicher Thunlichkeit dahin zu verwenden, damit auch solche feuda linealia vel impropria, durch besondere Verträg und Jevestitur-Briefe auf das gesamte Hauß gebracht und die reciprocirliche Lehensfolge gegeneinander, wie in den übrigen feudis avitis versichert werde (2).

Dahingegen im übrigen die Belehnung mit gesamter Hand bey Unsern beeden Häussern keineswegs Herkommens ist (3); So sollen dergleichen Investiturae simultaneae, wie in der Kayserlichen Wahl-Capitulation verordnet ist, auch künftig nicht angesuchet, sondern es dießfalls bey dem alten Herkommen gelassen werden (4).

VI.

(1) Diser Vergleich konnte Kayserlicher Maj. und dem heil. Röm. Reich nichts vorschreiben, noch vergeben.

(2) Es scheinet nicht, daß dergleichen etwas vor Absterben des Hauses Bayern würklich geschehen seye.

(3) Ausser was im Westphälischen Friden wegen gewisser Stücke verordnet ware.

(4) Mehrere Gelehrte glaubten, diser Mangel der Samtbelehnung würde Chur-Pfalz an der Bayrischen Erbfolge hinderlich seyn: Sie hatten aber unrecht; wie es auch der Erfolg belehret hat.

VI.

Gemeinschafftlicher Beystand und Freundschafftliches Vernehmen.

Betreffend die gemeinschaftliche Hülf und Beystand in Fällen und Umständen, in welchen dieselbe einander zu leisten, auch die Art und Weise, wie solches geschehen solle, schon vorhin bedungen worden ist: Desgleichen die Beobachtung jenes freundschaftlichen Vernehmens belangend, welches fast in allen wichtigen Hauß- Reichs- und Kriegs-Angelegenheiten oder bey dergleichen vorfallenden Handlungen mit auswärtigen Mächten vnd andern Reichs-Mitständen zu Erreichung des gemeinschaftlichen Hauß-Interesse, erforderlich ist, und künftighin destomehr beobachtet werden solle, als solches die wesentliche Verbindlichkeit der Unsern beeden Häussern angebohrnen Blutverwandschafft und Erbeinung selbsten mit sich bringt: Dießfahls wollen Wir die in Annis 1724. (1) 1728. 1734. 1746. (2) und lezthin den am 5ten Oct. 1761. (3) getroffenen, und den 27ten vorigen Monaths und Jahrs ratificirten Unions-Tractat, soweit einer durch den andern erläutert wird, gegenwärtig bestättigt und wiederhollet haben; dahero solle ein Theil des andern Nutzen zu befördern und Schaden zu wenden sorgfältigst trachten, vorzüglich aber bey seinen Landen, Leuten, Herkommen, Freyheiten, Dignitaeten, rechtlichen Ansprüchen und guten Gewohnheiten, handhaben helffen und schützen, auch selbsten in allweg dabey bleiben, und an solch freundvetterlichen Willen und Bestreben sich weder durch widerwärtigen Eintrag abwendig machen lassen, minder dergleichen schädlichen Einstrauungen und fremden Absichten oder auswärtigen Andringungen ein Gehör geben, sondern im Fall ein erhebliches und billiges Bedenken obhanden zu seyn scheinet, solches einander sogleich selbsten, ohne allen Hinterhalt in Erwartung freundschaftlicher Gegenerklärung zu erkennen geben und auf solche Weisse in unverruckter Aufrichtigkeit und beständigen Wohlwollen verbleiben.

VII.

---

(1) Diser Vertrag findet sich an mehreren Orten im Druck, auch in den Urkunden zu der Pfalz-Zweybrückischen Vorlegung ꝛc. nr. 31. S. 114. u. f.

(2) Dise drey Verträge seynd dem Publico meines Wissens noch unbekannt.

(3) Derselbe befindet sich unter besagten Urkunden nr. 32. S. 120. u. f.

VII.
Verbindlichkeit dises Vertrags.

Wie nun bereits oben erwehnt worden, so solle gegenwärtig vorläuffiger Tractat zwar nur den ersten Theil des vorhabenden Haupt-Erbeinungs-Vertrags ausmachen: doch hat es dabey den Verstand und Meynung, daß bey allen vorberührten Puncten jezt als dann und dann als jezt eine unwiderrufliche Verbindlichkeit seyn und gleichviel gelten solle, als wenn dieselbe dem Haupt-Vertrag schon würklichen einverleibt, und alles andere zu Stand gebracht worden wäre; wie dann hiemit einander feyerlich versichert wird, mit Untersuchung deren nach obgeseztem Ziell in beeden Häussern errichteten particular-Dispositionen ohne Zeitverlust weiters fürzuschreiten und mit Gottes Beystand auch den übrigen Theil, folglich das ganze Werk ehestens zu Stand zu bringen, (1) daß allen bey Trennung beyderseitigen Landen zu befürchtenden schwehren Unruhen möglichst vorgebogen und beyderseitigen Unterthanen bevorstehenden Unheil, Schaden und Verderben, soviel von Menschlicher Vorsicht abhanget, auf ewige Zeiten gesteuert werde:

Als zu wessen allem Festhalt- und Beglaubigung Wir beyde Eingangs benannte Churfürsten diesen Erbeinungs-Brief in zweyfacher Fertigung nicht nur mit eigenhändiger Nahmens Unterschrifft, wissent- und wohlbedächtlich unter Chur- und Fürstlichen Hohen Worten und Ehren, an Eydesstatt bekräfftiget, sondern auch beyderseitige Unsere Hohe Insiegel daran zu hängen verfüget haben. So geschehen Nymphenburg den 5ten Septembris, und Schwezingen den 22ten Septembris des Jahrs 1766.

Max. Jos. Churfürst. **Carl Theodor, Churfürst.**

Aloysius F. von Kreitmayr. Vt. B. D. Zedtwiz.

Jos. Euch. von Obermayr. Johann Georg Anton von Stengel.

(1) Dises ist durch den folgenden Vertrag von 1771. geschehen.

II.

Zweiter Vertrag zwischen Churbaiern und Churpfalz, 1771.

Von GOttes Gnaden Wir Maximilian Joseph, in Ober- und Nieder-Bayern, auch der Obern-Pfalz Herzog, Pfalzgraf bey Rhein, auch des Heil. Römischen Reichs Erz-Truchseß und Churfürst, Landgraf zu Leuchtenberg, ꝛc. ꝛc. und

Von GOttes Gnaden Wir Carl Theodor, Pfalzgraf bey Rhein, des Heil. Röm. Reichs Erz-Schazmeister und Churfürst, in Bayern, zu Jülich, Cleve und Berg Herzog, Fürst zu Mörs, Marquis zu Bergen Opzoom, Graf zu Veldenz, Sponheim, der Mark und Ravensperg, Herr zu Ravenstein, ꝛc. ꝛc.

Urkunden und bekennen, daß Wir in dem Vorhaben die zwischen Unsern beeden Stammhäußern blutsverwandtschaftlich obwaltende Erbeinigungs-Rechte, nach Vorschrift und dem Beyspiel Unserer gemeinsamen Voreltern zu erneuern und die vorab schon auf samentliche Stammengenossenschaft bezielte Gemeinschaft, in nachbeschribener Weise näher aufzuklären und mit seinen Erläuterungen zu bestimmen, folglichen nach Anweisung des schon voraus im Jahr 1766. zwischen Uns beeden als dermaligen Hauptgliedern des gesamten Blutsverwandten Haußes geschlossenen Tractats von demselben auf den zweyten noch übrigen Theil zu kommen, samentliche dahin einschlagende auf beeden Seiten vorhandene sowol gemeinschaftliche als einseitige Haußverträge, oder sonderbare Lineal-Pacta, Verzichten, Testamenta, und dergleichen Dispositiones, soviel Uns bekannt und in Unsern geheimen Briefs-Gewölbern anzutreffen gewesen, in glaubwirdigen Abschriften, gegeneinander ausgewechselt, und nach reifer darüber gepflogener Berathschlagung, Uns nachfolgender Gesäze, Bündnisse und Ordnungen, weiters verglichen, vereinigt und auf beständig unwiderrufliches Ende verstanden haben:

I.

Bestättigung des Vertrags von 1766.

Bestättigen Wir obgedachten im Jahr 1766. zu Schwezingen den 22ten und Nympfenburg den 5. Septembris geschlossenen Erbeinigungs-Recess und Vertrag, wie die Bedingnus Art. 7. sol-

ches

ches mit sich bringt, nach seinem völligen Inhalt in allen und jeden Puncten, wie derselbe geordnet ist, in der nemblichen Maas und Verbündlichkeit, als wenn er gegenwärtigen Haupt-Receß selbsten würcklich einverleibt worden wäre.

II.

Erbfolge in denen neuerworbenen Gütern, biß resp. 1578. und 1568.

Haben Wir vermög desselben wegen der Erbfolg auf ein, oder des andern Unsers gemeinsamen Hauses, Bayerisch- oder Pfälzischer Linie gänzlichen Abgang (vor welchen der gütige Gott beede verwahren wolle) eine gemeinsame Erbeinung, und wechselweise Erbverbrüderung, nicht nur auf Unsern Hauptlanden, und altvätterlichen Stammgütern, nach dem Zustand, wie sie nach der ersten Abtheilung und nach Inhalt des Paviischen Vertrags, beschaffen gewesen, und an Uns kommen seynd, zum Grund genohmen, sondern auch in Rücksicht der verschiedenen, durch Auf- und Abnehmen gedachter Länder unterloffener Veränderungen, aus denen allda mit mehrern angeführten Ursachen, auf samentliche Acquisita, bis auf die Art. 3. festgesezte Zeit erstrecket, benanntlichen auf Seiten Bayern bis An. 1578. da Herzog Albrecht V. die vom Kayser Ferdinand bestättigte Primogenitur, und Fidei Commiss Disposition, zurück gelassen, und auf Seiten Pfalz bis An. 1586. da Pfalzgraf Wolffgang der Stammvatter aller noch lebender Pfalzgraffen bey Rhein unter seinen Kindern mit lezter Willensmeynung disponirt hat.

Wie auch in denen nachhero erworbenen; besonders denen lehenbaren.

So viel nun die von solcher Zeit an, weiter erworbene, und zwar insonderheit die Lehenbare Acquisita betrifft; Gleichwie Wir bereits in dem ersten vorläufigen Tractat Art. 5. wegen derselben Reunirung, und Incorporirung, mit Unsern altvätterlichen Hauptlanden oder Bayerischen und Pfälzischen Stammgütern nach Inhalt der goldenen Bull, Kayserl. Wahl-Capitulation, und übrigen Reichs-Constitutionen, die nöthige Vorsehung getroffen, und dergleichen Lehens-Acquisita, gemeiniglich schon Unsern Kayserlichen Hauptlehens-Briefen einverleibt, oder unter dem allgemeinen Ausdruck der Land-

graf- und Herrschaften verstanden sind; Also wollen Wir vorgedachte Reunir- und Incorporirung, auch die übrige lehnbare Acquisita, so Unsere Vorfahrere nach obiger, in dem ersten Tractat bestimmter Zeit weiter erlangt haben, und auf Uns kommen sind, oder Wir und Unsere Nachkömmlinge von Sr. Kayserlichen Majestät und dem Heil. Röm. Reich selbsten erhalten oder noch künftig überkommen werden, auf gleiche Weiß erstrecken und Krafft dieser Unserer Erbeinungs-Bestättigung Unseren altvätterlichen Hauptlanden, soweit natura & qualitas feudi faeminei nicht selbsten im Weg stehet, incorporirt, und mit denselben, denen Lehenherrlichen Gerechtsamen unabbrüchig, reunirt haben. (1)

Und zumahlen bey solcher Reunirung weder sonderheitliche Lehens-Investituren noch sonderbare Lehensbriefe, mehr nothwendig sind; also solle man sich zu dessen gänzlicher Vollstreckung bey Sr. Kayserl. Majestät mit guter Gelegenheit gemeinschaftlich dahin bestreben, damit gegen Aufhebung sothaner sonderbaren Lehen-Briefen, die Belehnung künftighin zugleich mit unter den Hauptlanden coram Throno geschehe (2).

III.

Neuerworbene Allodialgüter; von Pfalz.

Belangend die Einschaltung der übrigen neuern Acquisiten, so unter die Lehenbare Gattungen nicht gehören, wegen denenselben haben Wir auf Seiten Pfalz, weder in den Testamentis der samentlichen Pfalzgraffen bey Rhein, noch in andern dergleichen Handlungen und Urkunden eine Hinderniße, sondern vielmehr im Gegentheil, auch in denen Orleanischen Succeßions-Streit beobachtet, daß die Sache durch den Päbstlichen am 17 Febr. 1702. publicirten Super-Arbitral-Spruch, sowol, als durch die mehrfältige in den Jahren 1673. 1728. und 1734. in jener Absicht wiederhohlte Haus-Unions-Erneuerungen, zu Unsern Vorhaben, gleichsam schon geschlichtet ist, welche

(1) Diser Vergleich kan Kayserlicher Majest. und dem Reich nicht nachtheilig seyn.

(2) 1. Ob dises Ansuchen geschehen und bewilliget worden seye, weiß ich nicht.
2. Worinn die Capitulationsmäßige Miteinwilligung des Reichs erfordert wird, ist die alleinige Kayserliche Bewilligung nicht hinlänglich.

welche folglich diesem erneuerten Erbeinigungs-Pacto einverleibt seyn, und mit den altvätterlichen Landen beständig reunirt verbleiben sollen.

Und Bayern.

Wie dann auch das auf Seiten Bayern, Unser Antrag gleichstimmig dahin gehet, sammentliche Acquisita mit den altvätterlichen Stammgütern zu vereinigen, und gegenwärtigen Erbverbrüderung einzuschalten:

Bayrisches Codicill von 1650.

In Folge dessen aber, wo vom Churfürst Maximilian I. ein dem Pfälzischen Hauß bis daher unbekannt verbliebene Codicill d. d. 5. July 1650 zum Vorschein kommen ist, Inhalt dessen nach gänzlichem Abgang der Mannlich Wilhelminischen Linie, die nächstgesiepte Allodial-Erben, vor dem Erbverbrüderten Landes-Nachfolger, in den Herrschaften Mindelheim, Wiesensteig, Mattigkofen, Winzer, und in den Degenbergischen Güttern succediren sollen: Dieser Codicill hingegen von Seiten Pfalz, absonderlich, was darinnen in Ansehung der Obern Pfalz wegen denen Böheimischen Kriegs-Schulden pr. 13. Millionen eingemischet worden, aus mehrfältigen auf vorhergehende Erbverbrüderungen und dem Verstand des Westphälischen Friedens selbsten gegründete Ursachen, mit feyerlichsten Verwahrungen protestiret wird; So seynd Wir Maximilian Joseph Churfürst in Bayern des Vorhabens, und machen Uns auch gegenwärtig, soweit es immer in Unsern Kräfften stehet, anheischig, diesen An- und Gegenstand mit verstandenen Allodial-Erben, im Fall Uns die göttliche Vorsehung der Menschlichen Ordnung nach mit den Jahren von der Hofnung ehelich gewärtiger Männlicher Leibes-erben entfernen würde, unter Churpfälzischer Beystimmung und Mitwürkung auf hienach Art. 9. bestimmte Arth, noch selbsten um so mehr zu schlichten (1), als in dem dreyßig jährigen Krieg, Land und Leut an Gut und Blut, bis auf die lezten Kräften erschöpfet worden, die dortmalige Lasten noch zum Theil mit Paßiv-Schulden auf sich tragen,

(1) Dises ist nicht geschehen, und hat dahero seinen Einfluß auf den im Jahr 1778. entstandenen Krieg gehabt.

tragen, und das übrige ebenfahls aus ihren Mitteln abgeführet haben, was nichts weniger, als die Vermehrung einer künftigen Allodial-Massa, sondern vielmehr den Aufnahm und die Erhaltung des gesamten Staats zum Grund gehabt hat, und Unsere Aufmerksamkeit destomehr verdienet, damit durch zwifaltige Ab- und Gegenberechnungen, die künftige Lands-Nachfolgere mit verstandenen Allodial-Erben keinen weitern Unruhen ausgesezt, sondern durch solche Unsere vorhabend zeitliche Vermittelung, wie durch nächstfolgend angeordnete Verzichten auf dem weitern mit selben sich ergebenden Fall, in Ruhe und Frieden verbleiben: Sollte sich dahero

IV.

Beyderseitige Erbfolge.

durch göttliche Verhängnüsse, über kurz oder lang würklichen zutragen, daß Wir Maximilian Joseph Churfürst, oder Unsere mit Göttlichem Beystand anhoffend Männliche Leibs-Erben, als vom Kayser Weyl. Ludwigen IV. abstammende, und in dieser Linie zum Hauße Bayern gehörige Fürsten, oder Wir, Carl Theodor Churfürst, und Unsere freundlich geliebte Herrn Vettern, die dermalige Pfalzgraffen und Herzogen zu Zweybrüken (1), und Unsere, auch ihre anhoffende Eheleiblich Männliche Erben und Nachkommen, als Weyl. von Pfalzgraffen Rudolph des Kayser Ludwigs Herrn Brudern abkommende, und in dieser Linie zum Hauß der Pfalzgrafen bey Rhein gehörige Fürsten, ohne Hinterlassung Männlicher Successions-fähiger Leibs-Erben, Ehelich und nicht ex dispari matrimonio entsprossen (2), gar ab- und aussterben würde, alsdann solle der andere Männliche Stamm (wie bereits Herzog Albrecht V. vor Uns in jenen mit Pfalzgrafen Friedrich II. Ott Heinrich und Friedrich III. diesfalls gepflogenen zehenjährigen Tractaten auch schon verstanden waren) alle des verabsterbenden mit dem Pacto & nexu mutuae Successionis behafftete Lande, Leuth, Lehen und Eigen, Pfandt und Anwartschafften, mit allen Rechten, Gerechtigkeiten und Zugehörungen, wie sie immer Namen haben, erben und an sich ziehen,

(1) Ist die Birckenfeldische Linie darunter mitbegriffen oder nicht?
(2) Diser Vorwurff wurde dem jezigen Hause Birkenfeld gemacht; man sehe unten.

hen, in denselben als rechter wahrer Bluts-Verwandter und Lebens-Erbe ein, und des andern Stammes, der Herzogen in Bayern und Pfalzgraffen bey Rhein succediren, dieselbe regieren und besitzen, doch also

V.

Erstgeburtsrecht.

Daß auf den ereignenden Fall die Successions-Ordnung, die Chur-Linie, und in derselben den Landsfürsten, welcher in dem überlebenden Hauß die Churlande besitzen, und das Haupt der ganzen Familie seyn wird (1), mit Ausschluß aller übriger Agnaten allein treffen, und nach ihme wiederum auf den erstgebohrnen Prinzen kommen, sofort beständig bey der Churlinie, nach dem Recht der Erstgeburt und nach derselben Abgang wiederum bey der nachfolgend ältern Linie, welche der Zutritt zur Chur treffen wird, auf gleiche Weise verbleiben solle;

Verbot der Theilungen.

Also daß in denen angefallenen Landen, unter mehreren überlebenden Linien, keine Theilung zu gestatten, oder vorzunehmen ist, (2) sondern wie dieselbe anfänglich unter Herzog Ludwigen, Unsern gemeinsamen Stamm-Vattern beysammen gewesen, also wiederum zusammen- und nach göttlicher Fügung ein oder das andere Hauß dardurch destomehr empor kommen, und immerwehrend, wo nicht in ferner aufnehmenden Flor gebracht, doch wenigst in solch vereinbarten Stand erhalten werden solle;

Residenz.

Welchenfalls, da das Hauß Bayern oder Pfalz vor absterben würde, der Lands Nachfolger insonderheit verbunden wird, die gewöhn-

(1) Was diser Ausdruck bedeute, für Folgen nach sich ziehe, und was darüber gestritten werde, davon sehe man mein teutsch. Famil. Staatsrecht, 2. Theil, S. 598. u. f.

(2) Ist dadurch auch die Abfindung eines Nachgebohrenen mit Land und Leuten, mit Vorbehalt der Landeshoheit für den Erstgebohrenen, verboten, oder nicht?

wöhnliche Residentz zu München, in den herobern Bayerischen Landen in Unsern gemeinsammen ältesten Stammhauß (1) zu beziehen, und allda persönlich Hof zu halten, (2) auch diese Lande selbsten (3) zu regieren,

Religion.

vorzüglich aber nach Inhalt der eifrigen Fidei commissarischen Ermahnungen des Herzog Albrechts des V. (4) sich zu fügen, mithin keine andere als die Catholische Religion, selbsten bekennen (5) und in Bayern einzuführen (6), in Ansehung der untern Pfalz am Rhein aber,

Administration der Pfälzischen Lande.

sofort die weitere Verfügung wegen der Administration, oder Verwaltung, zum Vortheil der nachgebohrnen Prinzen, die weder Bistum noch eigene Lande, durch welche das gewöhnliche Apanage cessiert, besizen, die vorsorgliche Veranstaltung zu treffen, daß dieselbe einem unter Ihnen, ebenfahls Catholischer Religion, in der Absicht zugetheilt werde, damit er desto füglicher zu einer convenablen Mariage gelangen, und dem besorglichen Abgang künftig Männlicher Succession destomehr steuren möge; (7)

Apana-

---

(1) Dann Otto von Wittelsbach bekame Bayern schon im Jahr 1180. dessen Sohn Ludwig aber die Pfalz am Rhein erst im Jahr 1215.

(2) So geschiehet es würcklich; ein zeitlicher Aufenthalt in dem andern Theil ist aber dadurch nicht verboten, noch auf gewisse Zeit eingeschräncket.

(3) Mithin nicht bloß durch einen Statthalter.

(4) Dise können den Reichsgesezen keinen Abbruch thun.

(5) Die Reichsgrundgeseze erlauben das Gegentheil; und wann der Herr Pfalzgraf Johann Carl Ludwig von Birckenfeld, der meines Wissens noch Ev. Lutherisch ist, bey diser Religion beharren sollte, kan ihm dise Stelle an der Erbfolge in Pfalz und Bayern nicht im Wege stehen; so auch nicht seiner etwaigen Nachkommenschafft von gleicher Religion.

(6) Wann man die Einführung einer anderen Religion gegen den Zustand resp. von 1624. und 1618. (wie billig,) für unerlaubt hält; so kan dise Verordnung wohl bestehen: Widrigen Falles aber hiesse es: Was dem einen Theil recht ist, ist auch dem andern recht: aut, aut!

(7) Hierinn ist, seit deme Bayern an Pfalz gefallen ist, noch nichts verfüget worden.

Apanagen der Nachgebohrenen.

mit dem weitern Anhang, daß auch das Apanage oder der Unterhalt deren Nachgebohrnen, mit bereits vorhin von dem Hauß abgetheilten eigenen Landen nicht versehenen, Prinzen, nach Proportion dieses Zuwachses ebenfahls, sonderbahr auf dem Fall, wo in jener Absicht die Verehlichung eines solchen Prinzens nach Fürstlicher Geburth und Stant einverständlich entschlossen wurde, vermehrt, und in ein jährlich gewisse Abgabe eingetheilt, jedoch dasjenige Quantum nicht überschritten werden solle, welches vorhin in dem abgestorbenen Hauß ungefähr Herkommens war, und auf vorbestimmt sonderbaren Fall jährlich die Summ höchstens von Einmal Hundert Tausend Gulden nicht übersteiget.

Religionssachen.

Ingleichen wird ausdrücklich bedungen und vorbehalten, daß keinem Regenten in das Herzogthum Bayern einige protestantische Ministros, Räthe und Beamten einzuführen, noch in der Pfalzgrafschafft bey Rhein, und derselben einverleibten Herzogthum, Graf- und Herrschaften, die vorgesezte Landes-Behörden, als Regierungen, Oberappellation und Hofgericht, auch Ober-Landbeamten, mit andern, als Catholischen wohlqualificirten Subjecten, zu besetzen erlaubt seyn (1); Wohingegen dem Reformirten Kirchenrath, Lutherischen Consistorio, und Ehe- auch hiezu bestellten Ober-Appellations Gerichte, und Geistliche Güter-Verwaltung, in ihren hergebrachten Verfass- und Ordnungen, der Religions-Declaration gemäß; weniger der Gewissens Freyheit der gesamten Landes-Einwohnerschafft, deren in dem Römischen Reich angenommenen drey Religionen, wie und wo es in gedachter Pfalzgrafschaft bey Rhein, deren incorporirten Zubehörungen, auch dem Herzogthum Sulzbach, hergebracht ist (2), kein widriger Eintrag geschehen, sondern ein

(1) In so ferne dises dem Zustand von resp. 1618. und 1624. zuwider ist, kan es in Rechten nicht bestehen.

(2) In dergleichen kommt es nicht auf das Herbringen, sondern darauf an, was und wie fern etwas nach denen Reichsgrundgesezen erlaubt oder verboten ist.

Unterthan, wie der andere, bey seinem Häußlichen Wesen und Nahrungsstand ruhig gelassen und gehandhabet werden solle.

VI.

Der Töchter Versorgung.

Wie es nun aber bey solch bedingter Erbeinung, mit den künftigen Verzichten in Ansehung der ausgesteuerten und unverziehenen Töchtern, auch mit Unsern Fräulichen Eheleiblichen Nachkommenschafften zu halten seye, darüber seindt Wir folgendergestalten übereinsgekommen.

Zuförderst lassen Wir es bey demjenigen bewenden, was wegen Ihrer Versorgung, Heurathguth und Aussteurung, oder so lang sie unverheurathet bleiben, wegen ihren Fürstlichen Unterhalt, in jedem Hauß Herkommens und bisher beobachtet worden ist; welches jedoch bey zuwachsenden Landen mit einer proportionirten Vermehrung, wie bey dem Apanage, zu verstehen ist, und im übrigen jedem Landes-Nachfolger selbsten oblieget, die unverheurathete Prinzessinnen wie seine eigene Töchter zu berathen.

VII.

Verzicht.

Hingegen sollen die Verzichten der künftig (1) auszusteuren kommenden Prinzessinnen zum Besten des Manns-Stammes Unseres gesammten Hausses ausdrücklich und deutlich eingerichtet, und zwar, soviel Land und Leute sowol des Herzogthums Bayern, als der Pfalzgrafschaft bey Rhein, samt allen damit vereinbahrten jezt und künftigen Acquisiten, und Zugehörungen betrifft, in denenselben ausdrücklich die vorzügliche Successions-Abwechselung für das gesamte Hauß insgemein vorbehalten, in Ansehung der Paarschaften und Mobilien aber nur zum Besten der Fürstlichen Brüdern und Männlichen Agnatschafft in jeder sonderbaren Ab- oder Aftergetheilten Neben-Linie eingeschrenkt, und dergleichen Verzicht in ein wie dem andern Hauß pro lege pragmatica, unveränderlich beybehalten, sofort, wann schon kein feyerlicher Actus hierüber ergehen würde oder

(1) Dises gehet also nicht auf die Verzichte vor 1771.

oder könnte, gleichwohl die Töchter und Prinzessinnen insgesamt in Unsern Häussern schon ipso facto für würklichen also verziehen geachtet werden.

VIII.

Allodialverlassenschafft.

Wir verstehen also unter dem Allodio, so auf gänzlichen Abgang des Männlichen Stammes von ein oder dem andern Hauß denen Allodial-Erben, vor dem in denen ledigen Landen succedirenden Agnaten, vermög der in den Verzichten vorbehaltenen Regress-Sprüchen, und Anwartschaft zufallen solle, nichts anders, wie Wir bereits in dem vorigen Tractat Art. 4. zu erkennen gegeben haben, als (1) die würklich vorhandene Mobilar-Verlassenschaft, ausser dem Geschütz, Munition, und was sonsten zur Landeswehr gehörig ist, soviel nemlichen über Abzug der denen Landen und succedirenden Agnaten nicht zuzumuthen seyenden Fürstlichen Privat-Schulden, die entweder zu Anschaffung derley Mobiliarschafft contrahirt worden, oder sonsten des Landes Nutzen und Notwendigkeit nicht betreffe, an baarem Geld, Kleinodien, Silbergeschmeid, und andern Fahrnissen übrig verbleiben wird, jedoch mit der Bescheidenheit, daß jedem Theil die weitere Bestimmung durch selbstbeliebige Particular-Dispositionen vorbehalten seyn solle, was zur Nothdurft oder Zierde deren Residenzien oder Fürstlichen Lust-Schlössern unverrückt verbleiben müsse, oder sonsten ad usum publicum, zu Fortpflanzung der Künsten und Wissenschaften gehörig und nothwendig ist.

IX.

Abfindung der Allodialerben.

Damit aber gedachte Allodial-Erben sich auf Seiten Bayern so wenig, als auf Seiten Pfalz mit Fug beklagen mögen, daß Ihnen durch vorverstandene Verzichten auf samentliche Immobilia etwas entzogen würde, was ihnen Unsere Voreltern zugedacht oder denenselben sonsten von Rechts wegen gebühren könnte; So haben

---

(1) Dise Specification enthält noch bey weitem nicht alles das, worüber in dergleichen Fällen gestritten zu werden pflegt. Man sehe Persönliches Staatsrecht, in der Materie von der Staats- und Privat-Erbschafft.

Wir in einer Seits zwischen obigen Ab- und Gegenberechnungen, eine beyläuftige Ausgleichung zu treffen, und anderseits, als Oberste Vorstehere des Uns vorzüglich am Herzen liegenden gemeinen Wesens, auf gänzlichen Abgang des Manns-Stammens in ein oder dem andern Hauß folgendes Temperament und Vermittlung zielsetzlich getroffen (1), nemlichen daß auf solchen Fall über die gewöhnliche Aussteurung und ihnen mit vorberührten Vorbehalt zugedachte Mobiliar-Verlassenschaft, und zwar auf Seiten Pfalz, wann der Töchter oder Schwestern eine, zwey, drey oder viere sind, jeder 125/m. Reichsthlr. wo aber derselben mehr sind, für alle insgesamt 500/m. Reichsthaler, und auf Seiten Bayern, wann der Töchter oder Schwestern nur zwey sind, jeder 250/m. Rthlr., wann derselben aber mehr sind, für samentliche 650/m. Rthlr. noch sonderbahr als eine Abfertigung von allen unbeweglichen Gütern bezahlet werden, und sobald der Landes-Nachfolger genugsame Versicherung wegen den bestimmten Zahlungsfristen geleistet haben wird, von all weiterer Ansprache, auf Eigen oder Lehen abstehen, und gänzlich hindan gerichtet seyn sollen. Wir versehen Uns, daß dieser Verordnung desto unverbrüchiger nachgelebt werde, weilen dieselbe das einzige Entscheidungs-Mittel ist, welcher sowol in dem Hauß Bayern schon Ao. 1340. bey Erledigung des Landes in Niederbayern, als auch in dem Hauß Pfalz bey Gelegenheit des Orleanischen Succeßions-Streits, durch den Päbstlichen den 2ten Febr. 1702. publicirten super Arbitral-Spruch nach allen vergebens darwider versuchten Landes verderblichen Unruhen am Ende doch vorhanden genommen und in mehr andern Fürstlichen Häussern also beobachtet worden ist; zumalen keinem Staat zugemuthet werden mag, wegen dem Verlust dessen angebohrnen Landsfürsten, so allein in den Händen des göttlichen Verhängnisses stehet, bey den Nachfolgern von gleichem Geblüt und Stammen sich von dem in mehr hundert Jahren, gemeiniglich durch dessen Mittel und Kräfte erworbenen Wachsthum entsezet, oder derentwegen in Krieg und Unruhe verwikelt zu sehen.

X.

(1) Dises gilt für die Zukunft.

X.

Ferner davon.

Wir sollen und wollen Uns dahero auf obbestimmten Fall, wann Uns in Unsern Lebzeiten, oder Unsere Herren Vettern Lbden Lbden, die Göttliche Vorsehung auf einer, oder der andern Seiten von der Hoffnung ehelich gewärtiger Männlicher Leibeserben, Menschlicher Ordnung nach entfernen würde, nichts mehr angelegen seyn lassen, als nach der allda geäusserten Absicht, um samentliche unbewegliche Güter mit und bey Unsern altvätterlichen Stammgütern ungetrennt zu erhalten, die ganze Sache mit denenjenigen Prinzessinnen, welche in dem Platz der nächstgesiepten Allodial-Erben eintretten, auf vorgemelte oder was immer für thunliche Weege ohne Verschreib- und Zertrümmerung unbeweglicher Güter selbsten, noch mittels, Bestimmung und allenfallsigen Vermehrung des Pausch Quanti zu schlichten und durch einen sonderbaren Tractat in allseitige Einverständniß zu bringen (1), und hiezu ein Theil dem andern auf alle Art und Weiß verhülflich zu seyn: Würden aber, wider Verhoffen, dieselbe sich solcher schiedlichen Vermittelung waigern, und nicht dazu bewegen, sondern alles auf den ledigen, und leydigen Fall selbsten ankommen lassen, oder Unsere Fräuliche Allodial-Nachkommenschaft der obbestimmten Verordnung und vorgeschriebenen Verzicht, gerichtlich oder aussergerichtlich sonderbar mit thätiger Hand, oder dergleichen Anschlägen, selbst oder durch fremde Beyhülf, widerstreben, und Unsere zur Ruhe und Frieden abzielende Landes-vätterliche Absicht zu zernichten trachten, auf solch unerwarteten Fall solle weder ein noch dem andern Theil an denen in gegenwärtigem Tractat, Ihnen zu guten bestimmten Vortheilen, und von seiner Erbschafft, so sie bey nicht vorhandener Disposition ab intestato sonsten an sich bringen könnten, lediglich nichts zu Theil werden, sondern solche denen Erbverbrüderten Landes-Nachfolgern gänzlich und eben alß ob in deren

Favor

---

(1) Dises ist nicht geschehen, noch seynd auch, so vil ich finde, deralichen Tractaten nur angefangen worden; vilmehr hat der lezte Churfürst von Bayern nachhero für seine Allodialerbin eine solche Neigung bezeuget welche mit disem Vertrag nicht ganz harmonirt.

Favor würklichen also disponirt worden wäre, und dannoch im übrigen auf der Conservation sammtlich unbeweglicher Güter verharret, verfolglich zu dessen Bewürkung von einem Theil aus Uns, dem andern kräftige Hand geleistet und zeitlicher Vorschub gebotten werden. (1)

XI.

Selbsterworbenes.

Behalten Wir Uns und unsern Nachfolgern die Befugniß ausdrucklichen bevor, über Unsere eigene nova Acquisita sowol Mobilia als Immobilia frey und auf eine so verbündliche Art disponiren zu können, daß, unter was immer für einem Vorwand, hiervon nichts abgeändert, sondern Unserer Disposition von Wort zu Wort nachgekommnn, und der Innhalt dieses Tractats selbsten niemals zum Anlaß genommen werden solle, Unsere hierinfalls gemachte Verordnung zu alteriren, oder anders auszulegen, als es der klare Buchstab auszeiget (2). Im Fall Wir oder Unsere Nachfolgere aber, in Unsern Lebszeiten mit solch Unsern eigenen Immobilibus, novis acquisitis, Namentlich und sonderheitlichen nicht disponiren würden, alsdann sollen dieselben unter Unser übrigen Allodialschaft auch nicht begriffen, sondern ipso facto für wirkliche mit denen bonis avitis consolidierten Stücke geachtet und angesehen werden, und dieser Erbeinungs-Verbindlichkeit einverleibet bleiben.

XII.

Beederseitige Eventual-Erbhuldigung.

Um auch diese Erbeinung in beständig wesentlicher Würkung, und Gedächtniß zu erhalten, und bey jeder Regierungs-Abwechselung gleichsam zu erneuern, auch zu Einpfropfung zuneiglicher Landmannschafft zwischen Unsern Erbvereinigten Unterthanen, sowol gegen ihre würkliche regierende, und anwarthende Landesfürsten, als unter sich selbsten, haben Wir Uns wegen gemeinschaftlicher Even-

(1) Bayern starb vor Berichtigung der Sache ab, und als es darüber wegen dessen Allodialerbschafft zum Streit kame, wurde derselbe durch den Degen und Friden ausgemacht.

(2) Churfürst Maximilian Joseph machte würklich ein solches Testament.

Eventual-Huldigung dahin unterredet, daß künftig (1) bey jeder Erb- und Landes-Huldigung Unsere Stände und Unterthanen, neben dem neuangehenden Landes-Fürsten gleich dem andern erbverbrüderten Hauß, jedoch samtlichen übrigen Agnatis ejusdem Lineae an ihren Vorrechten, und succeſſiven Erbfolgs-Rang unschädlich und unhinderlich, eventualiter mit denen Worten angeloben sollen: Daß Sie zuvorderist dem angehenden Landesfürsten und nach Abgang des Männlichen Stammes seines ganzen Hauses, imgleichen eventualiter dem nächstfolgend anwarthenden Landsfürsten der ältern Linie, nach dem Erstgeburth-Recht, und dem überlebend Erbverbrüdert gesamten Hauß treuunterthänig und gewärtig sein wollen und sollen, als getreu Lands-Ständen und Unterthanen zustehet, welches bey dem nächsten Erfolg einer Lands-Huldigung mit denen Landes-Ständen gegen Versicherung der ihnen gebührenden Privilegien und Freyheiten zu unterhandeln und zum Erstenmal zum Vollzug zu bringen ist.

Wie Wir dann überhaupt, wann sich der Fall bey Uns oder Unsern Erben nähern würde, nichts ermangeln lassen wollen noch sollen dem anwarthenden Nachfolger, in obbestimmter Maaß und Ordnung den Vorschritt zu Land und Leuten, vor allen andern fremden Ein- und Zudringungen zu erleuchtern und die leztere nach Möglichkeit zu hintertreiben (2).

XIII.

Berichtigung der Allodialverlassenschafft und Schulden.

Gleichwie es folglichen, nach ereignetem Falle, in Ansehung der Allodial-Erben auf die Beschreibung und Anzeig der Mobiliar-Verlassenschafft und dann auf die Berechnung und Auseinandersetzung der Landesfürstlichen particular Schulden ankommt, welche

(1) Diser Fall hat sich nicht ereignet, und künftig ist es nicht mehr nöthig, nachdeme nun Pfalz und Bayern unter einem einigen Haupt stehen.

(2) Preussen und Pfalz-Zweybrücken behaupten, daß der Churfürst zu Pfalz durch seine einseitige Convention mit Oesterreich wider dise Stelle gehandelt habe.

che aus der Massa allodiali vorzüglich und getreulich abzuführen sind; bringt es die gewöhnliche in Unsern Häussern beständig also beobachtete Ordnung mit sich, daß, sowol in diesen, als übrigen Dingen, wegen einsweiliger Verwaltung und würklicher Vertheilung der Allodial-Masse dem regierenden Landes-Nachfolger die erste Hand, als eine Folge der Landesfürstlichen Oberherrlichkeit, nicht geweigert werde (1).

Welch alles derselbe mit Zuziehung der Allodial-Erben nach Recht und Billigkeit auszurichten, und möglichen zu beschleunigen und wo sich wieder Vermuthen Streit und Anstände, die sich gütlich nicht beylegen lassen, ereignen sollten, solch Fried- und Gerechtigkeit-liebende Biedermänner von Landesleuten zu Schiedsrichter niederzusetzen hat, wieder welche weder ein noch der andere Theil eine rechtliche Ausstellung einzuwenden haben mag (2).

XIV.

Veräusser- und Verpfändung.

Damit aber die unter die Erbeinung begriffene Lande und Leute unveräusserlich in jedem Hauß beysammen verbleiben und erhalten werden; Gleichwie in dem Paviischen und andern Hauß-Verträgen schon darauff gedacht worden ist, auch die Fidei Commiss und Erbeinungs-Eigenschafft von selbsten mit sich bringt, daß ausser den Nothfällen oder Verschaffung bessern Nützens, weder Veräusserungen noch Verpfändungen Plaz haben; So solle es auch künftig also beobachtet werden, und wenn ein Theil aus verstanden Ursachen veranlaßt oder gezwungen würde, dem andern Theil nicht nur das Vorkauf-Recht, sondern auch der Einstandt gebühren:

Landes und nachbarliche Verträge.

Doch erstreckt sich die Meynung dieses Articuls auf die Landesfürstliche gemeine Handlungen mit ihren Land, Leuten und Unterthan keineswegs, noch auf die Verträge und Recess, welche mit Nach-

(1) Dises wurde im Jahr 1778. also beobachtet.

(2) Dises ist nicht genug; sondern die Jurisdiction der höchsten Reichsgerichte ist ebenfalls, in gehöriger Ordnung, so wohl in Ansehung der Allodialerbschafft, als der Schulden gegründet.

Nachbaren wegen strittigen Gränzen und Regalien oder dergleichen Gerechtsamen abgeschlossen worden und zum öftern vorfallen, Es wäre dann, daß sie von einer sonderbaren Beträchtlichkeit wären, oder bey den unterhandlenden Räthen solche Gefährten unterläuffsten, welche die erste Absicht blos vereitlen solten. In diesem leztern Fall bleibt jedem Hauß seiner Zeit die rechtliche Remedur von selbsten offen, wo unterdessen dergleichen nachbarliche Tractat und endliche Receß allein nach Gutbefinden zu freundvetterlichen Bezeugungen und nachrichtlichem Vernehmen einander communiciert werden mögen.

XV.

Wittum.

Wegen dem Wittibsitz, welche in Ansehung der überlebenden Frauen Fürstinnen vorzüglich in Bedacht zu nehmen ist, solle nit nur dasjenige, was in Lebszeiten durch die Pacta dotalia, nach eines jeden Hausses Herkommen bedungen worden, getreulich gehalten werden, und dem ablebenden Ehegemahl freystehen, denselben aus der Allodial-Massa nach Gefallen zu verbessern, sondern auch, nach Befund der Umstände, aus den Einkünften der Erbvereinigten Landen in soweit zu vermehren, als sich hieran kein namhaftes Uebermaaß abnemmen läßt; zumahlen dergleichen Genuß ohnehin nur Leibs- und Lebenslänglich zu verreichen ist, und dem Land wiederum zurückfällt.

Dahero sollen auch die Anweisungen, und Versicherungen auf unbewegliche Güter, anderer Gestalten nicht, als mit Vorbehalt der Landes-Hoheit und höchsten Regalien, geschehen, und dem Land also vorgesehen werden, damit es niemalen von demselben zu einer Veräusserung kommen könne.

XVI.

Verwittwete Prinzeßinnen.

Im Fall eine ausgesteuret Fürstliche Prinzeßin in ihren nach der Hand erfolgten Wittib-Stand aus erheblichen Ursachen in ihr Vatterland um ihre übrige Lebenstäge allda zu zu bringen, zurükkehren wollte: Da verstehet man sich beederseits zu jedem Landes-Nachfolger, daß ihnen solches nicht abgeschlagen, noch erschweret, sondern mit Fürstlicher Wohnung und dergleichen geneigten Willen,

wie den übrigen Frauen Wittiben in solcher Maas begegnet werden solle, und wolle, als wenn es um eigene Töchter zu thun wäre.

XVII.

Verbindlichkeit dises Vertrags.

Da Wir nun auf solche Weiß nach Abgang ein oder des andern Haußes, Unsern Landen und Leuten, und der Auftrechthaltung Unseres gemeinsamen Geschlechts, in den nothwendigsten Dingen vorgesehen zu seyn glauben; Also sollen und wollen Wir nicht nur selbsten, bey dieser Erbeinungs-Erneuerung lebenslänglich verbleiben, sondern derselben, als einem unwiderruflichen pragmatischen Haußgesätze unverbrüchlich nachleben, Unsere samentliche Erben und Nachkommen, auf das Höchste ermahnet haben, dergestalten, daß dieselbe hiervon abzugehen weder Fug noch Macht haben, sondern hinwiederum verbunden seyn sollen, dasselbe in beständiger Würkung und Verbindlichkeit zu erhalten, und dardurch die gemeinsame Haußrechte, nach dem Beyspiel Unserer Voreltern desto mehr zu festigen (1).

Dessen Aender- und Erläuterung.

Im Fall sich aber hierinfahls einiger Zweifel oder Mißverstandt zutragen, oder in gewissen Nebendingen eine Aenderung und weitere Erläuterung nöthig seyn würde; So soll ein Theil allein ohne Vorwissen und Einwilligungen des andern nichts vorzunehmen befugt, sondern dergleichen einseitige Handlung nichtig, und kraftlos seyn (2), mithin die Sache gemeinschaftlich, oder wo man sich nicht kürzlich in Güte miteinander verstehen könnte, durch gleiche Zusätze und Schiedrichtere von solchen Landsleuten ausgetragen werden, welche einen wie den andern Theil unbedenklich seynd.

Beschluß.

Ueber welch gegenwärtigen, für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, samentlichen Herzogen in Bajern und Pfalzgrafen bey Rhein, die da vermög der gemeinschaftlichen Abkunft von einem Stamm-

---

(1) Worinn die Herrn Compaciscenten, obverstandener massen, zu weit gegangen seynd, haben Sie Ihre Erben und Nachkommen nicht verbinden können.

(2) Dise Clausul wurde scharf gegen die Churpfälzische erste Convention mit Oesterreich stringirt; und zwar mit gutem Erfolg.

Stammvatter, unter gleichen Schild, Nahmen und Stammen, mit beständiger Bluts-Verwandschafft in ein Hauß zusammen gehören, abgeschlossenen Haupt-Tractat, dann mehrmahlen zwey gleichlautende Originalia verfasset, und mit eigenhändiger Namens Unterschrift, wissend- und wohlbedächtlich unter Chur- und Fürstlichen Worten und Ehren an Eydes Statt bekräftiget, auch beyderseitige Unsere hohe Insiegel daran gelegt worden. So geschehen München den 26ten Febr. 1771.

Max. Jos. Churfürst.	**Carl Theodor, Churfürst.**
Aloisius Fr. von Kreitmayr.	Vt. B. D. Zedtwitz.
Jos. Euch. von Obermayr.	Johann Georg Anton von Stengel.

III.

Vertrag zwischen Kurbaiern und Kurpfalz *puncto constituti mutui possessorii*, 1774. (1)

Von Gottes Gnaden Wir Maximilian Joseph, in Ober- und Nieder-Bayern, auch der Obern Pfalz, Herzog, Pfalzgraf bey Rhein, des Heil. Röm. Reichs Erztruchseß und Churfürst, Landgraf zu Leuchtenberg ꝛc. Und

Von Gottes Gnaden Wir Carl Theodor, Pfalzgraf bey Rhein, des Heil. Römischen Reichs Erzschatzmeister und Churfürst, in Bayern, zu Jülich, Cleve und Berg Herzog, Fürst zu Mörs, Marquis zu Bergen Opzoom, Graf zu Veldenz, Sponheim, der Mark, Ravensberg, Herr zu Ravenstein ꝛc. ꝛc.

Bekennen für Uns und Unsere Erben, was gestalten Wir zu desto mehrerer Festhaltung Unserer im Jahr Siebenzehenhundert Sechs und Sechszig, und Siebenzehenhundert ein und Siebenzig erneuerten Hauß-Union und Erbverbrüderung, wie auch des würk-

 lichen

(1) Da diser Vertrag lediglich seine Rücksicht auf den sich im Jahr 1777. ereigneten Fall hat, auch bereits in seine völlige Erfüllung gegangen ist; so sehe ich nicht ab, was dessen Beståttigung in Ansehung der künfftigen Zeiten für einen Nutzen haben könne; man wollte dann selbigen so weit erstrecken, daß auch in Zukunfft die Agnaten dadurch ein constitutum possessorium erhalten håtten.

lichen Vollzugs derselben und damit casu eveniente ein dritter mit anmaßlicher Possessions-Ergreiffung das Prævenire zu spielen desto minder im Stande seyn mögte, Uns weiter miteinander dahin unterredet und einverstanden haben, daß

1mo das Constitutum possessorium auf alle und jede in dem Pacto mutuae Successionis begriffene beederseitige Lande und Besitzthümer zuvorderist Uns selbsten, und hiernächst auch allen darinn eingeschlossenen Hauß-Agnaten reciproce & eventualiter jedoch dergestalten hiermit eingeraumet seyn solle, daß solches zwar *contra quemcunque tertium* die volle Würkung einer *Compossession* nach sich ziehen, inter Compaciscentes aber so lang der im Hauß-Pacto begriffene beederseitige Manns-Stamme dauert, zu gar keinen Gebrauch gegen einander dienen, folglich kein Theil dem andern bey seinem oder seiner Männlichen Descendenz Lebzeiten, in den Regierungs- oder andern Geschäfften, unter dem Vorwand des Constituti, einen Eingriff, Hinterniß und Einhalt erzeigen, oder sich im mindesten darinn mischen; sondern nichts destoweniger ein Jeder Theil ganz frey und ungesperrte Hand hierinn haben und behalten solle; Und weil auch

2do Der in Gottes Handen stehende Succeßionsfall auf Unsere des Churfürsten von Bayern Seite dermal nur noch auf ein Paar Augen beruhet, mithin dieser von Gott zu verhütende Fall ein mehrere und zeitlichere Vorsorge erfordert, so ist ferner zwischen Uns abgeredt und beschlossen worden, daß all jene Expeditiones, welche seiner Zeit zu Erlangung der natürlich- und Solitarischen Possession dienlich oder nöthig sein mögten, gleich jetzo präparirt und hergestellt, sofort dahier in München dem Geheimen Raths Kanzler, Freyherrn von Kreitmayr, oder, da er den Fall nicht erlebt, nach seinem Tod also gleich einem andern Vertrauten und beederseits anständigen Substituto zur geheim und fleißigen Verwahr mit dem Anhang übergeben werden, daß derselbe, so bald nur der Fall sich ergiebt, in instanti nicht nur die bis dahin in Bianco verbleibende Data samentlich schon in Bereitschafft liegend, und mit der Churfürstl. eigenhändigen Unterschrifft bezeichneter Expeditionen zu ersetzen, sondern auch solche durch einen hiesigen Geheimen Secretarium unterzeichnen und unter dem grössern geheimen Insiegel an die gehörige Ort ausfertigen

gen und eilfertigst dahin überliefern zu lassen habe (1); Damit die vorhin schon erlangte Possessio mere civilis durch den darauf erfolgend natürlichen Besitz nur destomehr krafft und auf diese weise auch sein thätig vollkommenes Weesen erreichen möge.

Urkundt dessen ist gegenwärtiges Instrument in duplo hierüber errichtet, und einem jeden compaciscirenden Theil ein Exemplar unter Unserer beyderseitigen Hand-Unterschrifft und Siegels-Vordruckung zugestellet worden. München, den 19ten Juny ao. 1774.

Max. Jos. Churfürst.	Carl Theodor Churfürst.
A. W. B. v. Kreitmayr.	Ut. B. D. Zedtwiz.
Jos. Euch. Fr. v. Obermayr.	Johann Georg Anton v. Stengel.

§. 3.

Absicht diser Bestättigung.

Die Absicht diser Bestättigung derer allererst angeführten Hausverträge ist ohne Zweifel, damit nicht nach Abgang der jezigen Pfälzischen Churlinie, der Zweybrückischen Linie, oder des ganzen Hauses Pfalz, resp. wegen der Erbfolge, oder des Allodii, wiederum eben solche Streitigkeiten erreget werden, und eben solche Unruhen im Reich daraus entstehen möchten, als jezo geschehen ist.

§. 4.

Garantirung diser Verträge.

Vorstehende Verträge werden garantirt: 1. Von denen contrahirenden Machten; das ist, von a) Oesterreich, b) Preussen und c) Chur-Sachsen;

2. Von denen vermittelnden Machten; das ist: von Franckreich und Rußland.

§. 5.

Deren Einschränckung.

Doch wird dise Garantie auf eine zweyfache Weise eingeschränckt, und die Garantie solle nicht statt haben,

1. in

(1) Dises ist geschehen: Was es aber für Folgen gehabt habe, davon sehe man meine Staatsgeschichte des Krieges ꝛc. 1778. S. 20.

1. in Ansehung derer Stellen, welche dem Westphälischen Friden nicht gemäß sind: Welche nun als solche angesehen werden können, erhellet aus denen zu disen Verträgen gemachten Anmerckungen.

2. Eben so fället auch die Garantie weg in Absicht auf die disem Friden und denen demselbigen angehängten Conventionen zuwider lauffenden Stellen; worunter vornehmlich der Vertrag zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen wegen der Chur-Bayrischen Allodialverlassenschafft gehöret.

§. 6.

Wem dise Garantie ꝛc. zu statten kommen solle?

Dise Garantie solle zu geniessen haben:

1. Das ganze Haus Pfalz; dessen Linien sattsam bekannt seynd.

2. Namentlich der Birckenfeldischen Linie. Dises zilet ohne Zweifel darauf. Pfalzgraf Johann Carl von Birckenfeld zu Gelnhausen ehlichte im Jahr 1696. Mariam Esther von Wizleben, verwittwete von Bromsee, und wurde von ihr der Stammvater des jezigen Hauses Pfalz-Birckenfeld. Chur-Pfalz sahe dises als eine nicht standesmäßige Heurath an, und wollte die daraus erzeugte Kinder nicht als Stammensvettern erkennen: Der Reichshofrath aber erklärte sie im Jahr 1715. für gebohrene Pfalzgrafen, und Chur-Pfalz behandelte sie endlich auch auf disen Fuß. s. mein Teutsch. Famil. Staatsrecht, 2. Theil, S. 51.

Wann nun vollends auch Kayserliche Majest. und des Reichs Bestättigung dises Fridens hinzukommen; wird dises Beyspil, (troz aller von manchen Gelehrten dagegen gemachter Einwürffe,) künfftig in der Materie: Von denen standesmäßigen oder unstandesmäßigen Heurathen derer Teutschen Reichsstände, um so mehrers von nicht geringem Gewichte seyn.

§. 7.

Garantirung ꝛc. des Vertrags zwischen Chur-Pfalz und Pfalz-Zweybrücken.

Mit der Garantie über die zwischen Chur-Pfalz und Pfalz-Zweybrücken getroffene Convention hat es eben die Bewandtniß, wie mit der über die Verträge von 1766. ꝛc. beliebten und vorhin gedachten Garantie:

Von diser Convention selber aber wird hernach zu reden seyn.

§. 8.

§. 8.

Erbfolge in Zweybrücken.

Uebrigens ist zwar also ausgemacht, daß die Herrn Pfalzgrafen von Birckenfeld in Zweybrücken, in der Pfalz und in Bayern, succeßionsfähig seynd: Ob sie aber, wann das jezige Haus Zweybrücken zur Chur ꝛc. gelangen wird, so gleich Zweybrücken bekommen sollen? ist dadurch noch nicht ausgemacht.

Nach deme, was das jezige Haus Zweybrücken bey Gelegenheit des lezteren Zweybrückischen Succeßionsstreits behauptet hat, scheinet solches richtig zu seyn: Wann man aber dagegen hält, wie man sich Zweybrückischer Seits, aus Gelegenheit der jezigen Bayrischen Erbfolgesache in seiner Vorlegung der fideicommissarischen Rechte ꝛc. S. 60. *not.* 5. geäussert hat, sollte man fast glauben, es habe dasselbe, bey nunmehro veränderten Umständen, (wie es mehrmalen zu geschehen pflegt,) auch andere Grundsäze angenommen.

§. 9.

Betragen des Hauses Pfalz-Birckenfeld.

Schließlichen haben die Herrn Pfalzgrafen von Birckenfeld während dises ganzen Streites und Krieges sich niemalen selber öffentlich irgendwo gemeldet, noch seynd sie dem Friden, oder einer derer demselbigen angehängten Conventionen, öffentlich beygetretten: Wer Sich nun Ihrer dennoch bey denen Fridenstractaten angenommen habe, ist noch zur Zeit unbekannt.

Ob und was aber dißfalls noch künfftig geschehen werde oder nicht? wird die Zeit lehren, und darnach werden sich auch die Folgen richten, wann sich Fälle ereignen sollten, wo auf die Miteinwilligung oder Nichtmiteinwilligung der Birckenfeldischen Linie etwas ankäme.

Anmerckungen zu dem neunten Articul.

* * *

Garantirung des Vertrags zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen.

Was wegen Garantirung des Vertrags zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen zu sagen wäre, laufft abermalen lediglich auf das hinaus, was schon bey dem 7den Art. angemercket worden ist:

Der Vertrag selbsten aber wird weiter unten beleuchtet werden.

Anmerckungen zu dem zehenden Articul.

§. 1.

Veranlassung des Streits wegen der Brandenburg-Anspachischen ꝛc. Erbfolge.

Es ist bereits in der Staatsgeschichte des Krieges von 1778. S. 10. gemeldet worden, daß des Königs in Preussen Maj. Sich im Jahr 1752. mit Ihren Herrn Brüdern und Vettern dahin vereiniget haben sollen, daß, nach Abgang derer Herrn Marckgrafen von Brandenburg-Bayreuth und Anspach, derselbigen hinterlassende Lande jederzeit bey dem regierenden Preußisch-Chur-Brandenbürgischen Hause verbleiben sollten.

Ingleichem habe ich allda S. 11. 13. u. f. erzählt, was in denen Jahren 1763. 1772. und 73. resp. bey den Hubertsburger Fridenshandlungen, und zufälliger Weise wegen besagter Erbfolge zwischen Oesterreich und Preussen vorgekommen ist: Es kame aber zu keinen hauptsächlichen Handlungen, und es bliebe still von der Sache, biß die Bayrische Erbfolgestreitigkeiten entstunden.

Als aber bey diser Gelegenheit der König in Preussen nicht geschehen lassen wollte, daß Oesterreich Niderbayern an sich ziehe, und es endlich im April 1778. dahin kame, daß man anfienge, Vorschläge zu thun, wie aus disem Streit zu kommen seye, truge Oesterreich darauf an: Der König solle sich nicht widersezen, daß Oesterreich Niderbayern behalte; hingegen wolle Oesterreich sich der Vereinigung der Fränckischen Marckgrafthümer mit den Brandenburgischen Churlanden nicht widersezen. Staatsgeschichte ꝛc. S. 54. 58.

Der König in Preussen hingegen wollte nichts davon hören, noch Oesterreich ein Recht zugestehen, sich in dise Erbfolge zu mengen. Staatsgesch. S. 59. u. f.

Darüber nun kame es zwischen beeden Höfen zu einem weitläufftigen und langwührigen Schrifftwechsel in diser Sache; deren Innhalt ich kurz zusammenfassen, das oben schon von diser Sache gelegenheitlich vorgekommene aber hier nicht wiederhohlen will.

§. 2.

§. 2.

Oesterreich- und Preußische Wechselschrifften deßwegen.

1. In die von Oesterreich den 7. Maji 1778. an Preussen ausgestellte Erklärung liesse man mit-einfliessen: Im Hause Brandenburg seye im Jahr 1473. eine Erbfolgsordnung errichtet- und darinn deutlich versehen worden, daß, wann nur Ein Marckgraf vorhanden wäre, derselbe die gesammte von allen dreyen Linien besessene Lande vereinigen könne: So bald aber ihrer zwey vorhanden seyen, solle der eine die Chur- der andere aber die Fränckische Lande besizen. Dise Albertinische Constitution seye eine wahre pragmatische Sanction und beständiges Familiengesez, worauf sich alle nachfolgende Hausverträge gründeten, und welche bey allen Erbfolgsfällen zu einer unveränderlichen Regel gedienet habe: Sie seye aber auch von Kayser Friderich und dem ganzen Reich bestättiget worden, und die Bestättigungsurkund erkläre zum Voraus alles für nichtig, was dagegen vorgenommen würde, mithin auch, wann nach Abgang des jezigen Bayreuthischen 2c. Hauses dessen hinterlassende Lande mit den Churlanden vereiniget werden wollten.

2. Preussen antwortete darauf erst bey Gelegenheit der Kriegserklärung: Dise Sache gehöre gar nicht hieher; der König seye nicht schuldig, deßwegen Jemand Red und Antwort zu geben, weil es eine blosse innere Hausangelegenheit betreffe, welche von Oesterreich hier nur auf die Bahn gebracht werde, um den König zu bewegen, in die Trennung von Bayern zu bewilligen.

3. In der Oesterreichischen Hauptschrifft wird gemeldet: Es habe gesucht, die Vereinigung der Anspachischen 2c. Lande mit der Chur abzuwenden, weil das Gleichgewicht im ganzen Reich, besonders aber das Verhältniß in dem Fränckischen und anderen Crayssen, unvermeidlich dem Umsturz dadurch ausgesezt würden: Der König habe dises zwar verschidentlich erkannt; beharre aber doch darauf, und wolle es mit Gewalt durchsezen. Um es weniger schädlich zu machen, habe man in Antrag gebracht, Oesterreich ruhig bey Niderbayern zu lassen, wogegen man die Vereinigung besagter Lande geschehen- auch allenfalls die Fränckische Lande austauschen lassen wolle: Aber der König habe auch dises verworffen.

S 2 Wegen

Wegen der Albertinischen Ordnung von 1473. wird das oben angezogene wiederhohlt, mit dem Beysaz: In dem Hausvertrag von 1599. werde selbst gemeldet: Sie seye ein Pactum, Statutum Familiæ, ja, weil sie vom Kayser auf dem Reichstag, in aller Stände Versammlung, mit derselben Vorwissen, Bewilligung und Vollwort, confirmiret worden, seye sie von den Nachkommen zu ewigen Zeiten, pro pragmatica Sanctione & Lege publica zu halten; welches unverbrüchlich zu halten, ein jeder neuangehender Churfürst sich an Eydes statt schrifftlich reversiren müsse; folglich seyen der Kayser und das Reich so befugt als schuldig, keine einseitige Abänderung geschehen zu lassen; zumalen, da (nach einer Bayreuthischen eigenen Vorstellung von 1724.) die allgemeine Wohlfahrt des Fränckischen Crayses, wo nicht des ganzen Reichs, mit darunter versire.

Preussen gebe zwar vor: Mit Bewilligung aller Agnaten könne wohl eine Abänderung vorgehen: Aber der Kayser und das Reich müßten es auch genehmigen: Wahrscheinlich seyen die Agnaten von dem König zu der Begebung ihres Rechts genöthiget worden, auch unter väterlicher Gewalt und in des Königs Verpflegung gestanden. So gar habe die K. Königin die Convention mit Chur-Pfalz wieder aufheben wollen, wann der König von disem Vorhaben abstehe: Er habe es aber nicht gewollt.

4. In der lezten Preußischen Hauptschrifft heißt es: Bey der fast dreyfachen Uebermacht Oesterreichs gegen Brandenburg seye es ein Gespött, daß man vorgebe, das Gleichgewicht im Reich und denen Craysen litte darunter, wann die Brandenburgische Lande in Francken mit der Chur vereiniget würden; umgekehrt seye dise Vereinigung nöthig, um der Uebermacht und unbegränzten Vergrösserungssucht Oesterreichs einiger massen das Gleichgewicht zu halten. Der Westphälische und Nidersächsische Crays befinden sich wohl bey dem Preußischen Directorio. Es seye eine besondere Art der Vorsorge für die Ruhe rc. im Reich, daß, wann Preussen etwas mit Recht erbe, Oesterreich eine gleiche Erbschafft machen müsse, sie möge gerecht seyn oder nicht. Der Fränckische Crays werde sich besser dabey befinden, wann er Chur-Brandenburg zum Mitstand bekomme, als wann Oesterreich Bayern und das Salz-

mono-

monopolium in Oberteutschland an Sich brächte. Bloß aus Rache widerseze Sich Oesterreich besagter Vereinigung, weil Preussen Demselben die Rechte der Häuser Pfalz und Sachsen nicht habe aufopfern wollen. Was von einem Preußischen Hausvertrag von 1752. gemeldet werde, beruhe nur auf Muthmassungen: Kein Prinz vom Haus klage; Kayser und Reich aber könnten nicht ex officio Sich der Sache annehmen: Da Oesterreich so offt seine Einwilligung darzu anerboten habe; so müsse dise Vereinigung nicht widerrechtlich seyn, und Oesterreich nun bloß widersprechen, um seine Vergrösserungsabsichten in Bayern dadurch zu verbergen und zu befördern.

Es stehe nirgends, daß die Brandenburgische Lande in Francken so lang von den Churlanden abgesondert bleiben sollten, als mehrere Marckgrafen am Leben seyen, und bestimmen nichts auf den Fall, wann die damals entstandene Linien ausgehen sollten, verbieten auch nicht, daß deren weniger seyn könnten; wie denn würcklich verschidentlich nur zwey Fürsten regiert haben, wenn gleich deren mehrere gelebt hätten; die ganze Absicht seye gewesen, die Theilungen einzuschräncken, nicht aber, sie zu vermehren. Alle angeführte Clausuln beweisen nur so vil, daß es bey den Verträgen bleiben müsse, so lang sie nicht von dem gesammten Haus aufgehoben werden. K. Friderich habe im Jahr 1453. und selbst in der Bestättigung des Vertrags von 1473. zum voraus und auf ewig auch alle künfftige Brandenburgische Hausverträge bestättiget; wie dann auch würcklich Aenderungen darinn vorgenommen worden seyen. Oesterreich, als ein ganz fremdes Haus, habe weder Recht noch Beruf, Sich der Sache anzunehmen, sondern müsse, nebst dem Kayser und Reich, warten, biß der Fall vorhanden seye, und Brandenburgische Prinzen sich beschweren. Die Kayserliche Bestättigung gebe bloß den Glidern des Hauses das Recht, zu klagen, wann gegen den Vertrag gehandelt werde: Das Reich habe nichts dabey gethan. Der Geraische Vertrag seye gar nicht bestättiget; vilmehr dem Kayser dessen Vorlegung abgeschlagen worden, und der Kayser seye nach seiner Capitulation schuldig, neue Haus- besonders Primogenitur-Verträge zu bestättigen. Oesterreich habe wohl gewußt, daß der König Sich der Wiedervereinigung der Fränckischen Lande mit

der Chur nicht begeben würde, und dahero Sich bloß zum Schein wohl anbieten können, daß Es auf solchen Fall Niderbayern zurückgeben wolle.

Da im Hauptwerck das beederseits weiter in mehreren eigenen Schrifften über dise Materie ausgeführte lediglich mit dem allererst gemeldeten übereinkommt; so laß ich es, meinem dermaligen Zweck gemäß, lediglich dabey bewenden.

§. 3.

Anderer Höfe rc Beytragen dabey.

Andere Europäische und Teutsche Höfe mengten sich gar nicht in disen Streit:

Selbst der Herr Marckgraf zu Brandenburg-Anspach und Bayreuth, auf Dessen Person dermalen dise ganze Linie allein beruhet, machte keine öffentliche Bewegungen in der Sache; sondern liesse (dem äusserlichen Ansehen nach,) alles gehen, wie es gienge.

§. 4.

Fridenshandlungen und Fride.

Was vor und in dem Krieg bey denen gütlichen- und Fridenshandlungen von diser Sache vorgekommen ist, erhellet theils aus meiner Staatsgeschichte dises Krieges, theils aus deme, was ich oben aus besagten Fridenshandlungen gemeldet habe.

Bey gegenwärtigen Fridensarticul selbsten aber finde ich folgendes zu bemercken.

§. 5.

Fall, worinn die Verordnung des Fridens Plaz greiffet.

Der Fall, worauf alles ausgesezet wurde, ist der, wann die Brandenburgische Linie in Francken erlöschen sollte:

Biß dahin hat also der König in Preussen an dise Lande das blosse Anwartschafftsrecht, so vil mir wissend ist, ohne ein solches constitutum Possessorium, wie (obgedachter massen,) Bayern und Pfalz, auch Baden-Baden und Baden-Durlach, eines dergleichen unter sich beliebt haben, oder etwas anderes von diser Art.

Man hat zwar vorgegeben, daß der König in Preussen gesucht habe, den Herrn Marckgrafen zu bewegen, dem König noch

bey

bey seinen Lebzeiten ein mehreres darinn auf eine oder die andere benahmste Art zu vergönnen: Die dißfalls in das Publicum gekommene Nachrichten aber seynd nicht zuverläßig genug; und nunmehro scheinet es noch weniger, als vormals, nöthig zu seyn, dergleichen Vorsicht zu gebrauchen.

§. 6.

Freyheit des Preußischen Hauses auf solchen Fall.

Das, was auf den Fall des Abgangs des Fürstlichen Hauses Brandenburg-Anspach und Bayreuth, zum Vortheil des Königlich-Preußischen Hauses bedungen worden ist, bestehet in zweyen Stücken; nemlich: Oesterreich wolle niemals entgegen seyn

1. Daß die Anspachische und Bayreuthische Lande mit der Primogenitur des Churfürstenthums Brandenburg wieder vereiniget werden mögen; so dann

2. daß der König darüber nach seinem Belieben disponiren möge.

§. 7.

Besonders in Ansehung der Disposition über dise Lande.

Besagte leztere Worte seynd sehr wichtig, und enthalten nach ihrem weitesten Umfang, verschidene Fälle in sich.

1. Nemlich wird dise Disposition allein des Königs Maj. zugestanden; ohne daß dabey im geringsten eines Beytritts oder Mitbewilligung Ihrer Herrn Brüdere und Vettere gedacht würde.

2. Kan dise Disposition ihre Rücksicht haben auf die innerliche Hausverfassung; daß nemlich dem König freystehe, auf eine selbstbeliebige Weise, zu verordnen, daß, wie ferne, auf was Weise, und unter welchen Ausdehnungen und Einschränckungen, der jedesmals regierende König in Preussen und Churfürst zu Brandenburg dise Fränckische Lande mit und neben seinen übrigen unabhängigen und Reichslanden besizen, regieren und nuzen möge.

Die Worte: „Darüber disponiren,“ leiden aber auch noch ferner disen Verstand: Daß der König, wann es Ihme beliebe, besagte Lande gegen andere Reichslande vertauschen möge.

Daß darauf mit-gezilet werde, wird dadurch wahrscheinlich, weil bey denen Handlungen zwischen Oesterreich und Preussen, vor und

und während dem Bayrischen Erbfolgstreit, an Seiten des Königs mehrmalen eine solche Absicht zu erkennen gegeben, auf allen Fall auch von Oesterreich bereits darein bewilliget worden ist.

Insbesondere hat der König in Preussen Lust bezeugt, dise Fränckische Lande gegen die Chur-Sächsische Lausiz zu vertauschen; worzu aber so wohl Chur-Sachsen, als Oesterreich, (welchem, nach Abgang der Sächsischen Churlinie, die Lausiz, unter gewissen Bedingungen, wiederum anfallen solle,) keine Neigung bezeuget haben, der König auch darauf erkläret hat, daß Er auf disem Vorschlag nicht zu beharren begehre.

Ob übrigens der Sinn des Fridens seye, eine ganz und gar ohnumschränckte Freyheit der Disposition über dise Lande zu gestatten, wann selbige auch der Teutschen Reichsverfassung in einigem entgegen wäre? lasse ich dahin gestellet seyn. Wahrscheinlich vermuthet man nicht, daß Preussen Selbst solches so weit erstrecken wolle oder werde.

§. 8.

Wen diser Vergleich binde?

Diser Vertrag verbindet also nur der Kayserin-Königin Maj. wie auch Ihre Erben und Nachfolgere; besonders aber des Röm. Kaysers Maj. krafft Dero, in der Eigenschafft eines Mitregentens und Thronfolgers derer Oesterreichischen Staaten, ausgestellten Beytritts zu disem Fridensschluß.

Hingegen verbindet er dermalen noch weder Ihro Kayserliche Maj. in der Eigenschafft eines Röm. Kaysers, noch das gesammte Teutsche Reich in Corpore:

Wann aber auch Dise nach Art. 13. in den ganzen Friden bewilligen; so können auch Dieselbe niemalen einen Widerspruch dawider erregen.

§. 9.

Garantirung desselben.

Es findet sich zwar bey disem und dem folgenden 11ten Articul keine solche Clausul in Ansehung der Garantie derselben, wie bey dem 7den, 8ten und 9ten Articul: Es wäre aber dieselbe auch nicht nöthig, weil Art. 14. und 16. die Garantie des ganzen Fridens

beliebt

beliebt worden ist; also es hier keiner solchen special-Garantie bedurffte, wie bey jenen besonderen Vergleichen, die eigentlich nur einen Anhang des Fridens ausmachen.

Anmerckungen zu dem eilften Articul.

§. 1.

Böhmische Lehen in den Fränckischen Marckgrafthümern.

Der Fridensschluß gedencket anfänglich solcher Güter, welche in der Brandenburgischen Fränckischen Fürstenthümer Grund und Boden ligen, aber Lehen von der Cron Böhmen seyen: Es ist aber

1. aus disen Worten nicht zu ersehen: Ob die Herrn Marckgrafen selbst dise Güter zu Lehen empfangen, oder Andere, von Adel, oder sonst? und ich kan dißfalls keinen näheren Aufschluß geben, noch auch dise Lehen benahmsen.

2. Der Ausdruck: Daß besagte Lehen auf diser Fürstenthümer Grund und Boden ligen, scheinet so vil anzeigen zu wollen, daß die Lehen zwar in denen Fürstenthümern gelegen seyen, die Landeshoheit darüber aber der Cron Böhmen entweder würcklich zustehe, oder doch von derselben angesprochen werde; wie also Böhmen auch die Landeshoheit über die in der obern Pfalz gelegene Böhmische Lehen haben will, Bayern aber selbige nicht eingestanden hat.

§. 2.

Brandenburgische Lehen in Oesterreich.

Hingegen haben auch die Herrn Marckgrafen zu Brandenburg in Francken Lehen in dem Erzherzogthum Oesterreich, und einen eigenen Lehenhof, mit einem Lehenprobsten, allda; welche Lehen jedoch insgesammt unstreitig unter Oesterreichischer Landeshoheit stehen.

Mehreres davon findet man in Burc. Gotth. STRUVENS Diss. de Dominio directo in alieno Territorio, cumprimis Margraviorum Brandenburgensium, tanquam Burggraviorum Noribergensium, in Austria. Jena, 1724. 4. und beym *Jenichen in Thesaur. Jur. feud. Tom. 2. n. 13. p. 214. Tom. 3. n. 26. p. 774.* auch, nebst

nebst einer Gribnerischen Schrifft mit Heinr. Gottl. Franckens Vorrede, Leipzig, 1743. 4.

Ingleichem hat *LüNIG* im *Corp. Jur. feud. Tom. 1. p. 1206.* Nachricht davon ertheilt.

Ueber dem Ursprung diser Lehen wird sehr gestritten: Man sehe meine teutsch. Lehensverfaß. S. 856. u. f. H. *BüSCHINGS* Erdbeschr. 3 Theils, 1. Band (1771.) S. 308. 2. Band, S. 1856. allwo gemeldet wird, daß dise Lehengüter nach und nach sehr vermindert worden seyen.

§. 3.

Beederseitige Entsagung darauf.

In Ansehung diser Lehen nun wird verglichen:

1. Oesterreich und Preussen entsagen beederseits und wechselweis allen Rechten und Hoheiten darauf, wie die benennet werden mögen: Dises gehet also a) auf die ein oder anderer Seits in Absicht auf dise Lehen im Besiz habende oder doch in Anspruch nehmende Landeshoheit, b) auf die nidere Gerichtbarkeit, resp. Cent, und was dergleichen mehr seyn mag:

Dadurch aber wird in Ansehung diser Lehen, welche nicht von Oesterreich und Brandenburg selbst, sondern von Landsassen, besessen werden, denen Lezteren an ihren Eigenthumsrechten nichts benommen.

2. Wird aller Abhängigkeit diser Lehen entsagt; welches so vil sagen will: Böhmen solle nichts mehr über dise Lehen im Brandenburgischen, und Brandenburg nichts mehr über dise Lehen im Oesterreichischen, zu sagen oder zu suchen haben.

3. Alles dises solle statt haben a) so wohl in Ansehung diser Lehen, als auch b) derer Theile von Lehen; welches vermuthlich dahin zu verstehen ist, es mag ein solches Lehen noch ganz beysammen seyn, und von einem einigen Lehenmann besessen werden, oder das Lehen mag getheilt seyn, und es mögen mehrere Vasallen aus einem Geschlecht, oder etlichen Geschlechten, einzelne Theile davon innehaben, oder nicht.

4. Die Worte: Das Lehenband solle (nur) gewisser massen aufgehoben werden, seynd sehr dunckel: Ihr Sinn scheinet aber

diser

diser zu seyn: Das Lehenband wird ganz aufgehaben in Ansehung derer Lehen, welche ein- oder anderes diser beeden Häuser selber besizet:

In Rücksicht auf die Lehen hingegen, welche von Landsassen besessen werden, bleibt zwar die Lehensverbindlichkeit; doch so, daß z. E. diejenige Oesterreichische Landsassen, so vorhin Brandenburgische Lehenleute waren, nun Oesterreichische Vasallen werden.

5. Die Entsagung diser Gerechtsame geschiehet beederseits ohne den geringsten Vorbehalt, nemlich, der Ausnahm ein- oder anderen Lehenguts, oder ein- oder anderen besonderen Rechts, oder ein- oder anderer Lehens- oder civil-Prästation, an Laudemien, Lehendienste, Steuren, oder eines Surrogats davor, u. s. w.

6. Dise ganze Vergleichung aber solle alsdann erst in ihre Erfüllung gehen, wann die Brandenburgische Lande in Francken mit den Chur-Brandenburgischen Landen werden vereiniget seyn; das ist, nach Abgang des Brandenburg-Anspachischen Mannsstammens.

Anmerckungen zu dem zwölften Articul.

§. 1.

Westphälische Friden.

Forderist wird in disem Articul des Westphälischen Fridens von 1648. gedacht; und zwar in der mehreren Zahl; mithin so wohl des Osnabrückischen, als des Münsterischen; des Osnabrückischen vermuthlich besonders in Absicht auf die Religionssachen, des Münsterischen aber vermuthlich besonders in Rücksicht auf Franckreich, und Dessen Garantie des Westphälischen Fridens.

2. Was Gelegenheit darzu gegeben habe, und was die Absicht seye, warum des Westphälischen Fridens hier gedacht werde? muß sich erst künftig zeigen, wann das Publicum von dem Geheimniß der Teschnischen Fridenshandlungen mehreres in Erfahrung bringen wird: Inzwischen erinnere man sich dessen, was schon oben von der Preußischer Seits behauptet- und Oesterreichischer Seits widersprochenen - Garantie eben dises Fridens vorgekommen ist.

Diser Umstand ist auch um so vil bedencklicher und merckwürdiger, weil in allen vorhergehenden Fridensschlüssen zwischen Oesterreich und Preussen, zu Breßlau und Berlin 1742. zu Dreßden 1745. und zu Hubertsburg 1763. des Westphälischen Fridens nicht gedacht ist; ausser was in dem lezteren Art. 19. vorkommt.

Sollte ferner wohl Rußland, welches disen Teschnischen Friden garantiret hat, dadurch in der Folge ebenfalls ein Garantierecht in Rücksicht auf den Westphälischen Friden von Oesterreich, Preussen und Franckreich zugestanden worden seyn, und bey erfolgender Garantierung dises Fridens an Seiten Kayserlicher Maj. und des Teutschen Reichs auch von Disen eingeraumet werden?

§. 2.

Fridensschlüsse zwischen Oesterreich und Preussen.

Die hier benahmste ältere Fridensschlüsse zwischen Oesterreich und Preussen werden

1. erneuert und bestättiget. Warum das? Durch einen jeden neuen Krieg zerfallen die vorherige Fridensschlüsse von selbsten, und wann hernach wieder Fride geschlossen würde, ohne dieselbige ausdrücklich zu erneuern und zu bestättigen; so höreten zwar die Feindseligkeiten auf, und die Freundschafft würde wieder hergestellt: Aber das besondere, so die ältere Fridensschlüsse enthielten, wäre nicht mehr verbindlich.

Was um das Jahr 1749. u. f. zwischen Rußland und Schweden in Ansehung des älteren Niestättischen = durch den neueren Aboischen = nicht deutlich genug in allen Stücken erneuert = und bestättigten Fridens vorgegangen ist, und in meinem Europäischen Völckerrecht mit mehrerem erzählet wird, kan dißfalls zur Warnung dienen, behutsam und vorsichtig darinn zu verfahren.

2. In anderen Fridensschlüssen pfleget sonst insgemein die Clausul und Einschränckung beygefüget zu werden: In so ferne durch den neuen Friden die ältere nicht in ein= oder anderem abgeändert worden seyen: Weil aber diser Teschenische Fride nichts enthält, so denen älteren, hier benahmsten, Fridensschlüssen zwischen Oesterreich und Preussen abbrüchig wäre; so ware unnöthig, etwas dergleichen hier beyzufügen.

Anmer=

Anmerckungen zu dem dreyzehenden Articul.

§. 1.

Bayerische Reichslehen in Bayern und Schwaben.

1. Forderist wird hier solcher Lehen gedacht, welche die abgestorbene Churfürsten in Bayern von dem Kayser und Reich getragen haben: Sie werden aber nicht nahmhafft gemacht:

Und eben dises ist auch von denen in Schwaben gelegenen Reichslehen zu sagen, welche Chur-Bayern besessen hatte.

Ueberhaupt aber ist in disem Articul die Rede a) nicht von Stammlehen des Gesammthauses Bayern und Pfalz, sondern (nach den Worten des gleich anzuführenden Kayserlichen Patents,) b) von denen, welche die Herzoglich-Bayrische Linie männlichen Stammens allein besessen, und besonders von Kaysern erlangt hatte.

2. Ist aus dem Kayserlichen Patent vom 16. Jan. 1778. bekannt, daß man Kayserlicher Seits darunter verstanden habe: 1. Die Landgrafschafft Leuchtenberg, 2. die Grafschafft Wolfstein, 3. die Grafschaft Haag, 4. die Grafschafft Halß, 5. die Grafschafft Schwabeck, 6. die Herrschafft Hohenwaldeck, 7. die Herrschafft Hohenschwangau, 8. die Reichslehenbare Güter und Gerechtsame in der Herrschafft Wisensteig, 9. das Landgericht Hirschberg, 10. die Freudenbergische Reichslehen in der obern Pfalz, 11. die Degenbergische Reichslehen im Gericht Degenberg, 12. Die Scharfensteinische Reichslehen, 13. die Reichslehenbare Blutbanne zu Roteneck, 14. Dyßenhaus, 15. Matsies, 16. in der Statt und Pflege Schwäbischwörth, 17. samt etlichen Gütlein daselbst, auch 18. zu Jllerdissen und 19. Wertingen:

Es ist aber dabey zu merken: a) Daß der Mindelheimischen Reichslehen nicht gedacht werde; weil Oesterreich, (wie unten zu sehen,) krafft einer Kayserlichen Anwartschafft darauf, Sich darzu berechtiget zu seyn glaubte, und selbige in Besiz genommen hatte.

b) Der in der obern Pfalz gelegenen, und durch Absterben des Bayrischen Hauses Freudenbergischen-ebenfalls erledigten-Reichslehen ist zwar hier auch nicht ausdrücklich gedacht: Es ist aber wohl kein Zweifel, daß man selbige unter denen in Bayern gelegenen mit habe begreiffen wollen.

c) Beschwerte man sich Pfälzischer Seits, daß in dem Kayserlichen Patent zu weit gegangen- und manches, so noch streitig seye, oder offenbar nicht darunter gehöre, mit darunter gezogen worden seye. Z. E. der Kayserl. Reichs-Hofrath selbst hat das meiste von der Grafen von Wolfstein hinterlassenen Herrschafften Sulzburg und Pyrbaum durch einen gerichtlichen Spruch als allodial erklärt, und, da Chur-Bayern, (welches die Anwartschafft auf die Wolfsteinische Reichslehen erhalten hatte,) selbiges dennoch an sich gezogen, scharf gegen Chur-Bayern deswegen verfahren; s. meine Teutsche Lehens-verfaß. S. 409 u. f. und dennoch wurden nicht bloß die Wolfsteinische Reichslehen, sondern die Grafschafft Wolfstein, mit in das Patent gesezt.

§. 2.

Schrifftwechsel deßwegen zwischen Oesterreich und Preussen.

Auch Oesterreich und Preussen geriethen 1. theils wegen diser Lehen selbst, 2. theils in Ansehung der Art, wie Ihro Kayserl. Maj. darinn a) würcklich verfahren haben, oder, b) Preußischer Meinung nach, Sich betragen sollten, in einen Schrifftwechsel mit einander.

1. Preussen liesse nemlich den 7. Febr. zu Wien vorstellen: Man hoffe, der Kayser werde die als eröffnet angesehene Reichslehen nicht durch seine Haustrouppen besezt halten wollen, noch wegen derselbigen etwas anderst verfügen, als, nach Anleitung des 11. Articuls seiner Wahlcapitulation, mit Beywürckung der Chur- und Fürsten des Reichs, und daß jedem gesezmäßiges Recht angedeyhe.

2. Oesterreich antwortete den 16. Febr.: Der Kayser habe den Besiz durch die Oesterreichische Völcker in der Eigenschafft Kayserlicher und Craysvölker ergriffen, werde Sich nach seiner Capitulation achten, und jedem Recht angedeyhen lassen.

3. Den 22. Apr. replicirte Preussen: Der Kayser seye nicht Meister, sondern das erste Mitglid, des Reichs; begünstige aber, zu Dessen Nachtheil und zum Vortheil Seines Hauses die Trennung von Bayern, erkläre aus eigener Macht einen wesentlichen Theil davon für eröffnete Reichslehen, disponire darüber wider seine Capitulation, und mache in so langer Zeit keine Anstalt, die wichtige Bayrische Erbfolge bey der Reichsversammlung, oder auf andere gesezmäßige Weise, zu berichtigen.

4. Den

4. Den 7. Maj. duplicirte Oesterreich: Es seye etwas neues, daß der Kayser nur das erste Mitglid des Reichs seye: Die Churfürsten könnten, vermög der güldenen Bull, Reichsgüter erwerben, und die Reichsstände sich wegen ihrer Streitigkeiten vergleichen; der Kayser habe Sich also dem Vergleich zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz nicht widersetzen können: aber auch nichts gethan, ihn zu genehmigen. Er habe nur die von Bayern neuerworbene Reichslehen in Besitz genommen, darinn seiner Capitulation gemäß gehandelt, und es seye kundbar, daß dise neue Lehen durch Absterben von Chur-Bayern eröffnet worden seyen; sonst hätte Chur-Pfalz sich nicht darum melden- und seine Mitstände ersuchen können, ihn darinn zu unterstüzen; der König hätte Sich sonst auch nicht für Mecklenburg in Ansehung Leuchtenbergs verwenden können. Der Kayser habe endlich nicht darüber disponirt, und Sich in Seinem Patent hinlänglich erklärt.

5. In dem Preußischen Kriegsmanifest wird ferner gemeldet: Ihro Majest. der Kayser hätten, als Mitregent des Oesterreichischen Staats, die Trennung von Bayern angefangen und mit den Waffen behauptet; als Kayser aber 1. in fünf Monathen nichts an das Reich gelangen lassen, da doch die Sache so höchst wichtig seye; 2. hätten Sie verschidene Güter als eröffnete Reichslehen erklärt, von denen noch gar nicht ausgemacht seye, daß sie es würcklich seyen, und ob sie nicht zu dem Bayrischen Mannlehen, oder zu der Allodialerbschafft gehören; biß zu dessen Entscheidung Chur-Pfalz, als Universalerb in dem Besiz hätte sollen gelassen werden. Die Trennung von Bayern und der Böhmischen Lehen seye wider den Westphälischen Friden und die Wahlcapitulation; welche leztere auch den Kayser verbinde, wann Er an Jemand eine Forderung habe, sie durch den Weg Rechtens, niemals aber durch gewaltsame Mittel, auszuführen.

6. In der Oesterreichischen Hauptschrifft wird geantwortet: Kayserliche Majest. hätten noch nichts an das Reich zu bringen gehabt: Als Chur-Braunschweig Sachsen-Lauenburg durch einen obrist-richterlichen Spruch, sodann Bremen und Verden durch einen Vergleich, erhalten, habe der Kayser dem Reich eine blose Anzeige davon gethan, nicht aber Dessen Gutachten verlangt: Ob Oester-

sterreich oder Pfalz einen Theil von Bayern besizen, seye von keiner mehreren Folge für das Reich, als wenn die Fränckische Fürstenthümer mit der Chur vereiniget würden; warum sollte dann das Reich von disem nichts wissen, wohl aber von jenem? Es solle angewiß seyn, ob die benahmste Stücke eröffnete Reichslehen seyen, und doch unterstüze Preussen Mecklenburg mit seiner Ansprach an Leuchtenberg. Offenbar seyen dise Lehen lang nach der Theilung zwischen Pfalz und Bayern erst durch Bayern, für sich und seine männliche Lehenserben, erworben worden, und der Kayser seye nach seiner Capitulation schuldig gewesen, sie nach deren Eröffnung einzuziehen; welches mit dem Vorbehalt geschehen seye, daß es Niemand an seinen gegründeten und erweislichen Rechten nachtheilig seyn solle. Der Westphälische Frid habe mit den Böhmischen Lehen in der obern Pfalz nichts zu thun; Oesterreich seye durch Vergleich zu dem Besiz von Niderbayern gekommen, und wolle wegen der Zweybrückischen Ansprüche vor den ordentlichen Gerichten zu gebührlichem Recht stehen; mithin haben Kayserl. Majest. Sich nichts Capitulationswidriges zu Schulden kommen lassen.

7. Preussen replicirte: Nachdeme Zweybrücken der Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz widersprochen, hätten Kayserliche Majestät die Sache sollen an das Reich gelangen lassen. Bey der S. Lauenburg- auch Brem- und Verdischen Angelegenheit seye der Streit resp. richterlich entschiden und verglichen gewesen; da habe es freylich nichts weiter, als einer Anzeige, bedurfft: Nun aber seye es ein ganz anderer Fall, und schon ein Jahr verflossen, ohne mit dem Reich communiciret zu haben.

§. 3.

Pfalz-Zweybrückischer Widerspruch.

Aber auch Pfalz-Zweybrücken regte sich in Ansehung diser Reichslehen, und liesse vorstellen: Denen gemeinen Lehenrechten nach seye es zwar richtig, daß die nicht von einem gemeinen Stammvater herrührende Lehen, wann die Stammsvettern nicht in die Gemeinschafft aufgenommen worden seyen, nicht auf dise fallen: Alleine

1. Begreiffe das Pfalz-Bayrische Fideicommiß auch alle erwerbende Lande; dergleichen Hausverträge seyen gültig, und der Kayser habe zugesagt, die Belehnung darauf zu ertheilen.

2. Mithin seye auch die Sammtbelehnung nicht nöthig; zumalen da sie in den Häussern Bayern und Pfalz nicht nöthig seye.

3. In Ansehung der in dem Herzogthum Bayern gelegenen Graf- und Herrschafften spreche ohnehin der alte, niemals aufgehobene, modus succedendi für die Herzoge, mithin auch für die Rudolphinische Linie.

4. Des Privilegium der Churfürsten, Reichslande auch ohne besonderen Consens des Kaysers erwerben zu können, hebe allen Zweifel.

5. Die Familienverträge von 1766. 71. und 74. stimmeten auch mit ein;

6. Chur-Pfalz habe den Besiz davon mit ergriffen:

Doch wolle man sie allerdings als Reichslehen erkennen.

Kayserlicher Seits hat man sich in keinen Schrifftwechsel darüber eingelassen: Des Teutschen Staatslehenrechts-Verständige werden aber von selbsten einsehen, was auf dise Gründe geantwortet werden könnte.

§. 4.

Innhalt des Fridens.

Was bey denen gütlichen Unterhandlungen zwischen Oesterreich und Preussen hievon vorgekommen ist, belehret meine Staatsgeschichte dises Krieges S. 63. u. f.

Endlich wurde der Fride hierinn auf oben gedachte Art geschlossen.

Weil es nemlich eine weitläufftige Untersuchung und vile Handlungen verursacht hätte, wann man der Sache bey allen einzelnen als Reichslehen angegebenen Stücken auf den Grund hätte sehen wollen; so hat man ohne Zweifel für dienlich erachtet, alles schlechterdings auf den alten Fuß von neuem zu sezen: Wodurch vor dermalen aller Widerspruch gehoben wird, und das, was bißher unstreitig ware, auch noch ferner unstreitig, so wie das streitige ebenfalls streitig, verbleibet.

§. 5.

Diser Reichslehen neue Vergebung.

Alle dise Lehen nun sollen nunmehro dem Hause Pfalz verliehen, und zu solchem Ende des Kaysers und Reichs Bewilligung nachgesuchet werden; wobey ich folgendes anmercke.

1. In denen obigen neuen Hausverträgen zwischen Bayern und Pfalz hatte man zwar zu behaupten vermeinet, als oben auch dergleichen Lehen dem Hause Pfalz nicht wohl entzogen werden könnten: Welches aber (mit Recht,) mit gegenwärtiger Verordnung nicht übereinkommt.

2. Wollte das denen Churfürsten in der güldenen Bull zugelegte Recht, Reichsgüter und Lehen erwerben zu können, bey diser Gelegenheit starck zum Vorschein und in Bewegung gebracht werden: Aber auch dises scheinet hier entweder mit Fleiß gar übergangen- und beyseit gesezt- oder doch in die durch die neuere Reichsgrundgeseze verordnete Schrancken verwisen worden, mithin nur, positis ponendis, erkannt worden zu seyn; weil der Kayserliche Hof vermuthlich dachte, die Churfürsten könnten doch nicht besser seyn, oder mehr verlangen, als der Kayser Selbst, der es Sich auch habe müsse gefallen lassen, daß seine ehemalige Vorrechte in neueren Zeiten mercklich eingeschräncket worden seyen.

§. 6.

Wer deßwegen ersuchet werden solle?

Es heißt: Der Kayser und das Reich sollen wegen diser Belehnung ersuchet werden.

1. Es ist zwar an deme, daß Bayern die Anwartschaft so gar auf ein Thronlehen, nemlich die mit Siz und Stimm im Reichsfürstenrath begabte Landgrafschafft Leuchtenberg, allein von dem Kayser, ohne Mitbewilligung des Reichs, erlangt hat; s. meine teutsche Lehensverfaß. S. 39. u. f. so auch, und noch vil mehr die übrige geringere Reichslehen: Da aber die neuere Reichsgeseze hierinn zum Theil eine Abänderung gemacht haben; so muß man sich auch darnach richten.

2. Indessen wird doch auch hier der selbst in der Wahlcapitulation gemachte Unterschid statt finden müssen: Dann da, nach dersel-

derselben, des Reichs Bewilligung nur alsdann erfordert wird, wann es Fürstenthümer, oder Graf- und Herrschafften, welche ein merckliches betragen, betrifft; so behalten Kayserliche Maj. bey denen geringeren Reichslehen freye Hand, werden also auch wohl nichts deßwegen an das Reich gelangen lassen.

3. Wird zwar des Reichs gedacht: Weil aber, nach der Wahlcapitulation, bey Fürstenthümern, Graf- und Herrschafften, nur der beeden höheren Reichscollegien Bewilligung darzu erfordert wird, dieselbige auch (des ehemaligen Widerspruchs des Reichsstättischen Collegii ohnerachtet,) ihren Besitz darinn behauptet haben; so wird es wohl auch bey diser Gelegenheit dabey verbleiben.

Zwar ist es an deme, daß, als im Jahr 1771. dem Hause Oesterreich eine Anwartschafft auf die Herzoglich-Modenesische Reichslehen ertheilet wurde, die Sache durch alle drey Reichscollegia gegangen ist; s. mein Teutsch. auswärt. Staatsrecht, S. 409. u. f. Es mag nun aber entweder dises, weil es kein Teutsches- sondern ein Italiänisches-Reichslehen betroffen hat, Ursach davon seyn, oder sonsten, was es will; so ware es wenigstens allemal etwas ausserordentliches.

§. 7.

Wem zu gut das Ansuchen geschehen solle?

Das Ansuchen um die Belehnung solle geschehen

1. für Se. Churfürstliche Durchl. zu Pfalz, und
2. für das ganze Pfälzische Haus.

Der Birckenfeldischen Linie wird zwar hier nicht namentlich gedacht: Da aber dieselbe bereits Art. 8. als ein Ast des Pfälzischen Hauses erkannt worden ist; so kan es auch hier keinen Anstand damit haben.

§. 8.

Von wem das Ansuchen beschehen solle?

Um dise Belehnung sollen Kayserliche Maj. und das Reich erbeten werden:

1. Von der Kayserin-Königin Maj.
2. Von des Königs in Preussen Maj.

3. Von des Herrn Churfürstens zu Pfalz Durchl. und
4. Von des Herrn Herzogs zu Zweybrücken Durchl.

Der Birckenfeldischen Linie wird also widerum nicht gedacht; vermuthlich, weil selbige bißhero mit allen disen Streitigkeiten nichts öffentlich zu thun gehabt hat: Es kan aber derselben genug seyn, wann die Belehnung dem ganzen Hause Pfalz bewilliget wird.

Chur-Sachsens, welches doch sonst ein Hauptinteressent bey disem Friden ist, wird ebenfalls keine Erwehnung gethan, weil es nicht in Ansehung der Bayrischen Reichslehen, sondern nur in Rücksicht auf die Bayrische Allodialverlassenschafft, an disen Streitigkeiten, und dem darauf erfolgten Friden, Antheil genommen hat.

Und die beede vermittlende Machten, Franckreich und Rußland, haben nicht Ursach, Mitfürbitter hiebey abzugeben.

§. 9.

Art des Ersuchens.

Von bemeldten Höfen heißt es nun: Sie wollen Sich bey Kayserlicher Maj. und dem Reich deßwegen verwenden; das heißt so vil, als ihre gute Dienste dabey leisten: Mehr konnten und durfften Sie nicht versprechen; dann es gienge ja nicht an, Kayserlicher Maj. und dem Reich dißfalls etwas vorschreiben zu wollen: Und Dise behalten also dißfalls freye Hand in Ansehung einer Entschliessung auf dises Ansuchen und dessen Bewilligung:

Indessen ist gar kein Zweifel zu tragen, daß Ihro Kayserliche Maj. bey denen Teschenischen Fridenshandlungen bereits Sich in der Stille vorläuffig verbindlich gemacht haben werden, so vil Ihnen dabey zukommt, Ihre Bewilligung hierinn nicht zu erschweren; ja, denen öffentlichen Nachrichten zu Folge, sollen zu Teschen bereits die Formalien verabredet worden seyn, in welchen die Sache an die Reichsversammlung zu Regensburg gebracht werden solle:

Und an der Miteinwilligung derer Reichsstände von beeden Religionen ist um so weniger zu zweiflen, als es

1. zu Erreich- und Bevestigung des von ganz Teutschland so sehnlich verlangten Fridens nöthig befunden worden,
2. so vile mächtige Reichsstände bereits Ja darzu gesagt, auch

3. Nie-

3. Niemand vorhanden ist, der sich mit Grund dagegen sezen könnte, nachdeme a) Mecklenburg wegen seiner Ansprache an Leuchtenberg befridiget worden ist, und b) die Gräflich-Rechterische Ansprache an die Wolfsteinische Reichslehen von ganz keiner Bedeutung, und ihre Kayserliche Anwartschafft längst durch den Badischen Friden erloschen, zu derselbigen ohnehin auch die Miteinwilligung der Reichscollegien nicht hinzugekommen ist.

Ob übrigens das Ansuchen 1. entweder bey Kayserlicher Maj. allein geschiehet, und Selbige hernach ein Gutachten deßwegen vom Reich verlangen, oder ob 2. das Ansuchen unmittelbar, so wohl bey Kayserlicher Maj. als auch bey dem Reich, geschiehet, scheinet im Grunde einerley zu seyn:

Und eben so auch, ob es von denen besagten Höfen gesammter Hand, oder von jedem ins besondere, verrichtet wird.

§. 10.

Einstweilige Verwaltung diser Reichslehen.

Weil die Staatsgeschäffte bey der Teutschen Reichsversammlung zu Regensburg ziemliche Zeit zu ihrer Reiffe erforderen, manchmalen auch noch langsamer gehen, als man es wünschet, und sich gar unvermuthete Schwürigkeiten finden könnten; so ist

1. hier dafür gesorget worden, daß Chur-Pfalz einstweilen zu dem Besiz diser Reichslehen gelangen möge.

2. weil Kayserliche Maj. als des Reichs Oberhaupt und Lehenherr, ohne Mitwürckung des Reichs, besagte Lehen allein in Besiz genommen- und noch darinn haben; so solle auch allein bey Ihnen, und nicht zugleich bey dem Reich, das Ansuchen geschehen, Chur Pfalz disen Besiz einstweilen zu überlassen.

3. Das Ansuchen solle allein von der Kayserin-Königin, und nicht zugleich mit von a) Preussen, b) Chur-Pfalz und c) Pfalz-Zweybrücken, geschehen.

4. In Ansehung der Verwendung ist das vorhin besagte auch hieher zu wiederhohlen.

5. Uebrigens wird nicht gemeldet: In wessen Namen die Verwaltung geschehen solle, ob in Kayserlicher Maj. oder des Herrn Churfürstens eigenem Namen: Jenen Falles gebührten die Nu-

zungen, so lang die Verwaltung währete, Kayserlicher Majestät, lezteren Falles aber dem Herrn Churfürsten: Doch darüber werden dise beyde hohe Höfe Sich entweder allbereits verstanden haben, oder doch noch leicht gütlich einverstehen, und Niemand sonst wird etwas dagegen zu sagen haben, oder verlangen.

Anmerckungen zu dem vierzehenden Articul.

§. 1.

Von des Kaysers und Reichs Beytritt zu disem Friden.

Hier kommen Kayserliche Majestät und das Teutsche Reich abermalen zum Vorschein; aber in einer ganz anderen Absicht, als in dem vorhergehenden 13den Articul: Dahero auch leicht geschehen kan, daß dise beederley Angelegenheiten auch durch zweyerley Kayserliche Commißionsdecreten an das Reich gebracht werden dörfften; indeme bey dem 13den Articul nur die beyde höhere- bey disem 14den aber alle drey- Reichscollegia intereßirt seynd.

Es sollen aber Kayserliche Maj. und das Reich um zweyerley ersuchet werden.

§. 2.

Auch davon.

1. Möchten Sie dem Vertrag, oder Friden, und den Acten und Conventionen, die einen Theil davon ausmachen, beytretten.

Ein Beytritt ist unterschiden, a) von einer blossen Einschliessung in den Friden: Dann es kan a) eine Macht, so darein eingeschlossen ist, demselben doch hernach nicht weiter, noch ins besondere, beytretten; b) hingegen kan ein Souverain einem Friden beytretten, von dessen Einschliessung in denselbigen doch nichts darinn gedacht ist.

b) Eben so ist auch der Beytritt und die Garantie von einander unterschiden: Sie können zwar beysammen stehen, aber sie seynd nicht nothwendig mit einander verbunden.

c) Der Beytritt zu einem Friden kan von einem geschehen, der ein unmittelbares Interesse dabey hat; (wie wir unten Beyspile davon bekommen werden:) Ein Souverain oder Staat kan aber auch

auch einem Friden beytretten, von welchem er keinen unmittelbaren Nuzen oder Schaden zu gewarten hat; wie also die Kayserin in Rußland dem Breßlauer und Berliner Friden zwischen Oesterreich und Preussen vom Jahr 1742. beytrate, der Sie doch eigentlich nichts angienge.

Ein solcher blosser Beytritt ist also eine öffentliche und feyerliche Erklärung, daß man gegen den Innhalt des Fridens nichts einzuwenden habe oder begehre; welches dann, nach Beschaffenheit der Umstände, von mehrerem oder wenigerem Nuzen, und von wichtigeren oder geringeren Folgen, seyn kan.

Da nun diser Teschnische Fride, wie wir bißhero gehöret haben, auf mancherley Weise in die Kayserliche und Reichsständische Rechte, auch übrige ganze Reichsverfassung, einschlägt; so ist es keine blosse Formalität oder Spilewerck, wann Kayserliche Maj. und das Reich durch Ihren Beytritt darzu bezeugen, daß Sie mit desselbigen Innhalt zufriden seyen.

Was überhaupt in Ansehung des Beytritts zu einem Friden Europäischen Völckerrechtens seye, davon werden die lezte Theile meines **Versuchs von disem Völckerrecht** und meiner **Beyträge** darzu mehrere Nachricht ertheilen, und selbige mit vilen seit 1740. sich ereigneten Beyspilen belegen.

Hauptsächlich aber seynd des grossen Staatsmanns und Staatsrechts Gelehrtens, Herrn Geheimen Raths von STECK zu Berlin **Ausführungen politischer und rechtlicher Materien**, (Berlin, 1776. gr. 8.) n. 3. „Von der Entschliessung einer dritten Macht in einen Traktate, und von dem Beytritte eines dritten Staats zu einem geschlossenen Bündnisse oder Traktate,“ S. 43-56. davon nachzusehen.

§. 3.
Von Ihrer Einwilligung.

Es wird aber auch noch ferner an Kayserliche Maj. und das Reich verlangt, daß Sie zu allen in dem Friden enthaltenen Bedingnissen ihre Einwilligung geben.

Dises gehet nun, wie man aus dem bereits gesagten leicht selber schliessen kan, weiter als das vorhergehende, und sezet voraus,

daß es um Sachen zu thun seye, wobey Kayserliche Maj. und das Reich etwas zu sagen haben.

Worinn bestehet dann dises? Neben deme, was wegen der Reichslehen bereits Art. 13. namentlich und ins besondere verordnet ist, ohne Zweifel: 1. In der Zertrennung des Herzogthums Bayern, welche (wie hernach zu sehen ist,) allerdings auf mancherley Art in die Reichsverfassung einschlägt; so dann 2. in der Preussen zugestandenen freyen Disposition über dessen zukünfftige Fränckische Fürstenthümer.

§. 4.

Art des Ersuchens.

Die Ersuchung solle geschehen von allen Interessenten und Contrahenten dises Fridens; mithin 1. von der Kayserin-Königin, 2. von Preussen, 3. von Chur-Pfalz, 4. von Chur-Sachsen, und 5. von Pfalz-Zweybrücken.

Mecklenburg ist zwar, nach dem folgenden 15den Art. auch bey dem Friden interesßirt: Aber nur in einem einigen Punct, von welchem das Reich keine Notiz nimmt:

Brandenburg-Anspach rc. ist eigentlich gar nicht dabey interesßirt; weil alles, was dessen besizende Lande und habende activ- auch paßiv-Lehen betrifft, erst nach Abgang dises Fürstlichen Hauses in die Erfüllung gehen solle; wo mithin das Haus und dessen Rechte ganz und völlig erloschen seynd, biß dahin aber alles auf dem jezigen Fuß bleiben solle, also der jeztregierende Herr Marckgraf keinen Schaden dadurch leidet.

Endlich so seynd zwar auch die Bayrische Landstände bey denen in disem Friden gemachten Verfügungen starck interesßirt; alleine sie und ihres gleichen haben in disem Capitul keine Stimme, sondern müssen sich, wie die Domicellaren, mit dem begnügen, was von Andern geschlossen wird.

Was die Art betrifft, wie dise Einwilligung gesucht und ertheilet werden solle; so findet in Ansehung des ersten dasjenige statt, was oben davon bereits gemeldet worden ist: Anlangend aber das andere; so wird die Sache den gewohnlichen Gang gehen, das ist: Kayserliche Maj. werden es durch eines oder mehrere Commissionsdecrete an das Reich gelangen lassen; das Reich wird Gut-

achten

achten darüber erstatten, Kayserliche Maj. aber so dann die Ratification ertheilen: Damit ist es gethan.

§. 5.

Von Garantirung des Fridens.

Hingegen wird von dem Reich hier keine Garantie des Fridensschlusses verlangt. Ob es dißfalls Schwürigkeiten an Seiten des Kayserlichen Hofes, oder Oesterreichs, gesezet=oder ob es Preussen nicht verlangt habe? kan ich nicht sagen.

So vil ist allemal richtig, daß, wegen der inneren Staatsverfassung von Teutschland, desselbigen Garantien noch vil weniger zu bedeuten haben, als der meisten Europäischen Machten ihre: Der Beweis davon ist die von dem Reich übernommene Garantie Kayser Carls VI. pragmatischer Sanction.

Anmerckungen zu dem funfzehenden Articul.

§. 1.

Veranlassung dises Articuls.

Diser Articul wurde dadurch veranlaßt, daß Mecklenburg an die erledigte, von Chur=Bayern besessene, Landgrafschafft Leuchtenberg eine Ansprach machte, und darinn von Preussen unterstüzet wurde.

§. 2.

Mecklenburgisches Gesuch wegen Leuchtenberg.

Das Herzogliche Haus Mecklenburg stellte nemlich vor: Es habe im Jahr 1502. von Kayser Maximilian I. wegen seiner Verdienste um den Kayser und das Reich, auf Absterben der Landgrafen von Leuchtenberg, eine Anwartschaft auf derselbigen Landgrafschaft oder vilmehr die Helffte davon, erhalten; welche nun zum Vollzug gebracht werden müsse, weil sie zu einer Zeit ertheilet worden seye, da noch keine Kayserliche Wahlcapitulation oder anderes Reichsgesez das Vorwissen und die Mitbewilligung der Chur= und Fürstlichen Collegien zu dergleichen erfordert hätte:

Auch führte Mecklenburg noch acht andere Ursachen an, warum ihme von dem Röm. Reich eine Entschädigung gebührte; und es glaubte, solche wohl aus denen eröffneten Chur-Bayrischen Reichslehen erhalten zu können.

§. 3.

Einwendungen dagegen.

Oesterreich wollte sich Anfangs auf disen Punct gar nicht einlassen, weil er die Kayserin-Königin und ihr Haus gar nichts angehe; sondern wann Mecklenburg vermeine, daß es dißfalls etwas zu suchen habe, möge es sich deßwegen bey Kayserlicher Maj. und dem Reich melden.

Pfalz-Zweybrücken aber wandte ein: Mecklenburg gestehe selber, daß, als Leuchtenberg vor 130. Jahren an Bayern gekommen seye, es solches ruhig habe geschehen lassen: Man könne dahero nicht fordern, daß jezo erst untersucht werde, mit was Recht Bayern Leuchtenberg erhalten habe? Das Mecklenburgische Stillschweigen während einer mehr als vierfachen Verjährungszeit, der indessen von Bayern ruhig fortgesezte Besiz, die Kayserliche Belehnungen, und der Churfürsten Recht, Reichslehen erwerben zu können, seyen unverwerffliche Titul, welche auch Bayern und Pfalz berechtiget hätten, in denen Verträgen von 1766. und 71. Leuchtenberg als einen Zuwachs des Hausfideicommisses zu betrachten: Wann also die Mecklenburgische Anwartschafft etwas würcken solle, müsse zuvor der Abgang des Hauses Pfalz abgewartet werden.

§. 4.

Aequivalent dagegen.

Als es aber zu denen gütlichen und Fridenshandlungen kame, und Preussen Mecklenburg nicht leer ausgehen lassen wollte, kame zwar in Vorschlag, demselbigen etwas von denen kleineren Bayrischen Reichslehen zuzuwenden: s. Meine Staatsgeschichte dises Krieges, S. 76 Endlich aber beliebte man zu einem Aequivalent, Mecklenburg ein ohnumschränktes Privilegium de non appellando zu ertheilen; wobey folgendes zu bemercken ist.

§. 5.

Privilegium de non appellando.

Dise Freyheit bestehet darinn, daß von denen Sprüchen der höch-

höchsten Landesgerichten, oder anderer Instanzien in Rechtssachen, nicht an ein höchstes Reichsgericht appelliret werden darff; sondern es schlechterdings bey derselbigen Erkenntnissen verbleiben muß: Ausser (wie man insgemein glaubt, auch wohl die Privilegien solches deutlich enthalten,) wann in einer Sache auf eine unheilbare Weise nichtig verfahren worden wäre; als welchen Falles zwar nicht die Hauptsache, wohl aber der Nullitätspunct, an einem höchsten Reichsgericht ausgeklagt werden kan.

Dergleichen Freyheit haben 1. die mehreste geist- und weltliche Churfürsten, meistens auch in ihren neuerworbenen Landen; 2. Schweden-Vorpommern; 3. Hessen-Cassel und 4. Hessen-Darmstatt: rc. s. meine Teutsche Justizverfaß. 1. Theil, S. 177. u. f.

§. 6.

Ansuchung darum.

1. Die Ansuchung darum solle bey dem Kayser beschehen.

Kayserliche Majest. sollen zwar, nach Ihrer Wahlcapitulation Art. 18. §. 6. bey Ertheilung dergleichen zu Ausschliessung und Beschränckung des Heil. Reichs Jurisdiction gereichender Privilegien die Nothdurfft väterlich beobachten, das ist, sparsam damit umgehen: Indessen seynd Ihnen doch dadurch die Hände nicht gänzlich gebunden; dahero auch im vorig- und jezigen Jahrhundert verschidene von diser Art ertheilet worden seynd, ohne daß darüber eine Beschwerde geführet worden wäre.

Und weil also das Recht, dergleichen Freyheit zu ertheilen, allein bey Kayserl. Majest. beruhet, und dieselbige ordentlicher Weise nicht nöthig haben, deßwegen Sich mit dem Reich zu vernehmen; so ist auch des Reichs in diser Stelle nicht gedacht worden: Ob gleich nicht unbekannt ist, daß Schweden sein Recht gegen die Appellationen durch den Osnabrückischen Fridensschluß 1648. mit Bewilligung des Kaysers und Reichs erhalten hat.

2. Dem üblichen Gebrauch nach, solle forderist Mecklenburg Selbsten Kayserl. Majest. um Ertheilung eines solchen Privilegii bitten:

Dises Gesuch solle aber durch gute Dienste unterstüzet werden von denen beeden hohen Fridschliessenden Theilen, 1. Oesterreich

und 2. Preussen; die andere Fridens-Interessenten hingegen haben mit disem Geschäffte nichts zu thun.

3. Weil Ihro Kayserl. Majest. mit dem Krieg und Friden in der Eigenschafft eines Kaysers nichts zu thun gehabt haben; so konnte hier auch nichts mehreres ausgemacht werden: Daß aber darinn keine Fehlbitte geschehen werde, sind ohne Zweifel die schrifftliche Fridenshandlungen Bürge davor.

§. 7.

Folgen diser Freyheit.

Die Herzoge zu Mecklenburg haben bißanhero mit ihren Landständen, oder ihrer Ritter- und Landschafft, so vile Streitigkeiten an denen höchsten Reichsgerichten gehabt, daß nur die im Jahr 1746. gedruckte Decisiones Imperiales in causis Mecklenburgicis einen klein gedruckten dicken Folianten ausmachen, welcher 886. meistens am Reichshofrath ergangene gerichtliche Erkenntnisse von 1660. biß 1746. enthält:

Wann nun künfftig diser Recurs den Mecklenburgischen Landständen und Unterthanen in denen Fällen, wo sonsten die Appellation statt gehabt hat, abgeschnitten wird, muß solches nothwendig eine merckliche Veränderung in vilen wichtigen, in die innere Mecklenburgische Landesverfassung einschlagenden, Sachen nach sich ziehen, und das Jahr 1779. in dem Mecklenburgischen Staatsrecht eine wichtige Epoque abgeben: Villeicht auch der Kayserliche Hof Mecklenburg lieber die Herrschafft Wiesensteig oder etwas anderes dergleichen, gegönnet haben.

Anmerckungen zu dem sechszehenden Articul.

§. 1.

Garantie, was?

Eine übernommene Garantie 1. legt denen Garants a) die Pflicht auf, und b) ertheilet ihnen das Recht, die contrahirende Theile bey dem Innhalt des garantirten Tractats erhalten zu helffen; gibt also auch 2. denen Interessenten bey den garantirten Vertrag das Recht, wann sie sich gegen dessen Vorschrifft beleidiget zu seyn glauben, oder besorgen, daß dagegen gehandelt werden möchte, sich an die Garants zu wenden, und um deren Beystand zu bitten.

Was

Was überhaupt in Garantiesachen dem neuesten Europäischen Völckerrecht gemäß seye, wird mein Versuch ꝛc. und die Beyträge ꝛc. auf welche ich mich schon öffters bezogen habe, belehren und beweisen:

Auch enthält meine Abhandlung „von der Garantie des Westphälischen Fridens, nach dem Sinn und Buchstaben desselbigen;“ 1767. 4. sehr vil wichtiges davon, und erörtert alle bey einer solchen Gelegenheit vorkommende Fälle und Fragen.

§. 2.

Was zu garantiren?

Garantiret nun sollen jezo werden:

1. Der gegenwärtige Vertrag, oder Fride zwischen Oesterreich und Preussen;

2. Alle demselben angehängte besondere Conventionen und Bedingungen.

§. 3.

Art des Ersuchens.

Die Ersuchung darum geschahe

1. so gleich zu Teschen, bey dem würcklichen Schluß des Fridens,

2. von denen Gesandten derer Fridschliessenden, auch sonst an dem Friden Theil nehmenden Höfe; wahrscheinlich ohne eine besondere hierzu nöthig erachtete Vollmacht, sondern krafft ihrer zu disem Fridensgeschäfft überhaupt erhaltenen allgemeinen Vollmacht und Instruction.

Und so haben auch die Französisch- und Rußische Gesandte nach geschlossenem Friden nicht erst deßwegen bey ihren Höfen angefragt, und sich Befehl und Vollmacht darzu ausgebeten; sondern auf der Stelle die Garantie übernommen und schrifftlich ausgestellt; es seye nun vermöge besonderer hierzu in Handen gehabter Vollmachten, oder wahrscheinlich Krafft der allgemeinen, (entweder auch auf disen Fall zum Voraus eingerichteten, oder nur sonst zu dem ganzen Geschäfft ertheilten,) Vollmachten und resp. Instructionen.

§. 4.

Folgen diser Garantie.

Je mehr auswärtige Garantien; je mehr Gelegenheit, daß

fremde Machten sich mit Grund, oder doch einem Schein Rechtens, in die innerliche teutsche Staatsangelegenheiten mengen können:

Was solches in vorigen Zeiten für Folgen gehabt habe, ist denen, welche in der Teutschen Geschichte, besonders des jezigen Jahrhunderts, nicht ganz unwissend seynd, bekannt; und was die folgende Zeiten betrifft, wollen und müssen wir es erwarten, und inzwischen wünschen und hoffen, daß es zu Erhaltung, und nicht zum Umsturz, unserer sich in so critischen Umständen befindenden Teutschen Staatsverfassung gereichen werde.

Anmerckungen zu dem sibenzehenden Articul.

§. 1.
Ratification des Fridens.

Wann gleich die einen Friden schliessende Gesandte mit ausdrücklicher Vollmacht versehen seynd, daß ihre Principalen an das, was ihre Gesandte in ihrem Namen versprechen und schliessen werden, eben so verbunden seyn sollen, als ob es von denen Principalen selber in eigener Person geschehen wäre; so ist jedennoch allgemeinen Herkommens, daß alle Fridensschlüsse und andere Tractaten, welche (wie gewöhnlich,) von Bevollmächtigten Gesandten geschlossen, unterzeichnet und besigelt worden seynd, auch von denen Principalen selbsten durch eigene Urkunden ratificiret, das ist, genehm gehalten werden.

Zum Beweis dessen beziehe ich mich abermalen auf meinen Versuch des neuesten Europäischen Völckerrechts und auf meine Beyträge darzu, in denen hieher einschlagenden Materien.

§. 2.
Vollziehung dises Articuls.

Uebrigens hat diser Articul bereits seine Erfüllung erreichet: Und da die Ratificationen so gleich auf den Schluß ausgewechselt worden seynd, ist es ein Anzeigen, daß man den Friden und die übrige Conventionen völlig so, wie sie hernach unterschriben worden seynd, noch vor der Unterschrifft an die Höfe eingesandt habe, und selbige zugleich mit denen Ratificationen zurückgekommen seyn müssen; welches etwas sonst ungewöhnliches ist.

II.

Anmerckungen zu dem Separat-Articul.

§. 1.

In was für einer Eigenschafft Chur-Sachsen an dem Krieg Antheil gehabt?

Nach dem Europäischen Völckerrecht ist ein sehr grosser Unterschid: Ob ein Hof, der einen zwischen Dritten entstandenen Krieg führen hilfft, solches thue, 1. als selbst mitkriegender Theil, oder 2. als ein Bundesgenoß, oder 3. als ein hülffleistender Theil; wie davon mein **Versuch des neuesten Europäischen Völckerrechts** und die Beyträge darzu mit mehrerem erklären und mit Beyspilen belegen werden.

Als bloß hülffleistender Theil hatte Chur-Sachsen mit disem Krieg nichts zu thun; dann es bekame entweder von Preussen keine Subsidien; oder dise waren doch nicht die Ursach, warum Chur-Sachsen seine Trouppen zu denen Preußischen stossen liesse: Dahero wurden auch die Chur-Sächsische Lande von Oesterreich nicht, wie sonsten gegen bloß hülfleistende Theile zu geschehen pflegt, als neutral- sondern feindlich- behandelt.

Daß hingegen Chur-Sachsen in der gedoppelten Eigenschafft 1. eines Mitinteressentens, und 2. Alliirtens von Preussen, sich in den Krieg eingelassen habe, erhellet daraus: 1. Chur-Sachsen machte Ansprach an die ganze Chur-Bayrische Allodialverlassenschafft, und dise machte einen Theil der Bayrischen Erbfolge aus, über welcher der Krieg entstunde. 2. Obgleich die Chur-Sächsische Ansprache eigentlich nicht gegen Oesterreich, sondern gegen Chur-Pfalz, gienge; so klagte doch Chur-Sachsen: a) Oesterreich habe Sich weder gegen Preussen noch Sachsen wegen diser Allodialansprach herauslassen wollen, b) vilmehr Chur-Pfalz, auch in Ansehung des Erbes allen Beystand, auch bey dem Kayser und Reich, versprochen; c) Chur-Pfalz seye durch die Oesterreichische Wegnahm von Niderbayern ausser Stand gesetzet worden, Chur-Sachsen zu befridigen; dises habe also die Mittel, für seine Sicherheit zu sorgen, ergreiffen müssen; zumalen da es 3. die Neutralität würde haben behaupten können,

können, es 4. auch schuldig seye, die Reichsverfassung erhalten zu helfen, und 5. Oesterreich mit denen Feindseligkeiten den Anfang gemacht habe:

Und so bezeugete auch der König in Preussen, in seinem Kriegsmanifest, daß Er Sich Chur-Sachsens als Freundes und Alliirtens annehme.

§. 2.

Chur-Sächsische Concurrenz bey den Fridenstractaten.

Eben deswegen wurde auch a) Chur-Sachsen mit zu denen Fridenshandlungen zu Teschen gelassen und gezogen; welches keinem bloß hülffleistenden Theil zugestanden wird: b) Und eben darum wird Chur-Sachsen auch in disem separat-Articul ein Contrahent genannt.

Weil aber 1. der Krieg eigentlich zwischen Oesterreich und Preussen geführet worden ware, 2. Chur-Sachsen also dabey keine Haupt- sondern nur eine Nebenparthie vorstellete, welche 3. nicht besonders agirte, sondern bloß ihre Trouppen zu denen Preußischen stossen liesse; so wurde auch das Hauptfridensinstrument nicht a) mit in Chur-Sächsischem Namen abgefaßt: b) Doch aber der Streit zwischen Oesterreich und Chur-Sachsen durch disen besonderen Articul beygelegt.

§. 3.

Sinn dises Articuls.

1. In disem separat-Articul wird der Chur-Sächsischen Allodial-Ansprache mit keinem Wort gedacht; weil Oesterreich selbige es als eine fremde, Oesterreich nichts angehende, Sache ansahe.

2. Eben so wenig aber wird auch einer anderen Ursach gedacht, warum Oesterreich und Chur-Sachsen mit einander in Krieg verfallen seyen; sondern dieselbige gänzlich ignorirt, übergangen, und auf ihrem Werth und Unwerth beruhend gelassen: Genug, a) Sie waren Feinde, und wollen nun wieder Freunde seyn; b) Sie waren beyderseits mit in dem Krieg verfangen, und sollen also auch beederseits in dem Friden begriffen seyn.

3. Chur-Sachsen solle also alle Würckungen des Fridens zu geniessen haben, die Dasselbe angehen können: Warum dise Einschränckung, und was bedeutet sie? Antw. Die 6. erste Articul gehen

hen Chur-Sachsen mit an, der 7de und 8te eigentlich nicht, der 9te vor allen andern, der 10de endlich biß zu Ende des Fridens interessiren Chur-Sachsen nichts ins besondere.

§. 4.

Dessen Form.

Bey der Form dises separat-Articuls ist dises etwas besonderes, daß selbiger nicht, wie sonsten in dergleichen Fällen zu geschehen pfleget, im Namen beeder Hauptfridensschliessenden Theile, Oesterreichs und Preussen, abgefasset ist, sondern im Namen Oesterreichs und Chur-Sachsens, Preussens aber dabey gar nicht ausdrücklich gedacht ist; so daß es mehr eine dem Friden angehängte besondere Convention, (gleich denen zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz, Chur-Pfalz und Chur-Sachsen, auch Chur-Pfalz und Pfalz-Zweybrücken,) als ein besonderer oder separirter Fridensarticul, ist.

Da indessen alles dises mit Preußischer Bewilligung und Mitwürckung geschehen ist; so hat es auch in die Sache selbst nicht den geringsten Einfluß; sondern es bleibt dabey eben so gut, als wann es eine Acceßionsacte, oder besondere Convention, benahmset worden wäre.

§. 5.

Von der Ratification.

In disem Separat-Articul wird keiner Ratification desselbigen gedacht; wie doch nöthig schiene, weil der Hauptfridensschluß nur von Oesterreich und Preussen, nicht aber mit von Chur-Sachsen, ratificiret worden ist:

Es haben aber die öffentliche Nachrichten ergeben, daß diser separat-Articul würcklich von beeden Seiten, Oesterreich nemlich und Chur-Sachsen, durch eigene förmliche Urkunden, ratificiret worden seye.

§. 6.

Und Acceptation.

Endlich so könnte es scheinen, weil einer Seits diser Anhang ein Stück des Fridens zwischen Oesterreich und Preussens seyn solle, und doch anderer Seits Preussens darinn nicht gedacht ist, daß also

an Seiten Preussens eine Acceptationsurkunde hätte sollen ausgestellet, oder doch dises Vertrags in dem Friden selbst, gleich derer übrigen demselbigen angehängten Conventionen, gedacht werden:

Aber auch dises beedes ware unnöthig, nachdeme beliebt worden ist, die Sache als einen zu dem Fridensinstrument selbsten gehörigen, nur davon (so vil die Form der Ausfertigung betrifft,) separirten, Articul zu behandlen.

III.

Anmerckungen zu der Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz.

Ueber den Eingang.

§. 1.

Betragen zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz.

Oesterreich und Chur-Pfalz haben 1. schon vor dem Tode des lezten Churfürstens von Bayern über dessen Verlassenschafft miteinander gehandelt; und

2. nach erfolgtem Todesfall desselbigen haben Sie den 3. Jan. 1778. die unten mit mehrerem vorkommende Convention deßwegen geschlossen.

3. Als aber dennoch über eben diser Verlassenschafft und Convention zwischen Oesterreich und Preussen Streitigkeiten entstunden, Handlungen gepflogen wurden, und endlich ein Krieg ausbrach, wollte doch der Herr Churfürst zu Pfalz, ob er gleich vor allen Anderen dabey hauptsächlich intereßirt ware, mit allen disen Vorgängen nichts zu thun haben.

§. 2.

Veranlassung diser Convention.

Weil aber Preussen und Chur-Sachsen schlechterdings nicht zugeben wollten, daß Niderbayern an Oesterreich komme, auch, so vil bekannt ist, darinn von denen vermittelenden Machten, Franckreich und Rußland, unterstüzet wurden, Oesterreich Sich auch endlich

lich zu der Rückgabe von Niderbayern an Chur-Pfalz verstunde; so wurde dise neue Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz errichtet, und der Fride zwischen Oesterreich und Preussen darauf erbauet.

§. 3.

Preußische Concurrenz dabey.

Preussen ware dabey unmittelbar nicht intereßirt, sondern hatte nur um der Folgen willen sich der Sache angenommen, es wollte also auch bey diser neuen Convention keine Hauptparthie abgeben; sondern überliesse, ob gleich alles durch seine Hand gienge, denen bey der Sache hauptsächlich intereßirten Höfen, Oesterreich und Chur-Pfalz, den Vertrag auf ihren Namen einzurichten.

Gleichwie aber der König in Preussen die Waffen um diser Sache willen ergriffen hatte, also wollte Er auch keinen müßigen Zuschauer bey der Sache abgeben; sondern es wurde, schon oben gedachter massen, ein eigener Articul, (der sibende an der Zahl,) deßwegen dem Fridensinstrument zwischen Oesterreich und Preussen einverleibt.

§. 4.

Pfalz-Zweybrückischer Beytritt.

1. Die Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz vom 3. Jan. 1778. ware ohne Vorwissen und Mitbewilligung des Herrn Herzogs von Pfalz-Zweybrücken geschlossen worden, und er ware auch nachhero nicht darzu zu bewegen, derselben beyzutretten; sondern beschwerte sich vilmehr bey Kayserlicher Maj. bey der Kayserin-Königin Maj. bey des Königs in Preussen Maj. bey der Reichsversammlung zu Regensburg, und bey mehreren auswärtigen Mächten, daß seinen, als eventualen und präsumtiven Nachfolgers des Herrn Churfürstens zu Pfalz, wie auch seiner, des Herzogs, Nachkommenschafft und ganzen Hauses fideicommissarischen Succeßionsrechten dadurch ein unwiderbringliches und unverschmerzliches Nachtheil zugefüget würde.

Weilen auch der König in Preussen den Herzog darinn seines Beystandes versicheret, und Diser solches Anerbieten angenommen hatte; so ware solches mit einer der Hauptgründe, warum der Kö-

nig in Preussen Oesterreich, da es dise Convention dennoch durchsezen wollte, den Krieg ankündigte.

2. Als es nun so dann zu der schon besagten neuen Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz kame, wurde auch des Herrn Herzogs Miteinwilligung darzu verlangt:

Indessen wurde der Vertrag doch nicht eigentlich mit in seinem Namen geschlossen, weil Er noch kein thätiges Recht an Bayern hat, sondern erst nach Absterben des jezigen Herrn Churfürstens zu Pfalz ohne männliche Leibeserben darzu gelanget:

Da aber dises Recht doch an sich gegründet ist, und wahrscheinlich nach Schliessung zweyer Augen in die Erfüllung gehen wird; so wurde er doch zum Beytritt eingeladen.

3. Hingegen ist der Pfalz-Birckenfeldischen Linie bey diser Gelegenheit mit keinem Wort ausdrücklich gedacht; wesfalls ich mich auf das schon oben deßwegen angemerckte so lang beziehe, biß aus denen gepflogenen Fridenshandlungen dem Publico bekannt werden dörffte, ob und was bey denenselbigen hieher einschlagendes vorgekommen ist oder nicht.

Anmerckungen über den ersten Articul.

§. 1.

Zurückgebung des von Oesterreich in Besiz genommenen.

Das erste, so in disem Articul enthalten ist, bestehet darinn:

1. Chur-Pfalz tritt wieder in den Besiz alles dessen ein, was Oesterreich nach dem Tode des lezten Churfürstens von Bayern an Sich gezogen hat.

Es heißt: wieder: Dann Chur-Pfalz hatte sich nach dem Tode besagten Churfürstens zu erst in den Besiz aller seiner hinterlassenen Lande geschwungen; sich dessen aber durch die Convention mit Oesterreich begeben.

2. Diser wieder erlangte Besiz solle aber nicht nur dem Herrn Churfürsten zu Pfalz allein für seine Person zu statten kommen, sondern auch seinem ganzen Hause; mithin, nach dem 8ten Art. des Fridens auch der Birckenfeldischen Linie.

3. Oesterreich tritt aber dem Pfälzischen Hause disen Besiz nicht so schlechterdings ab; sondern gegen die unten folgende Bedingungen: Wann also wider dise gehandelt würde; so erhielte Oesterreich dadurch ein gewisses neues Recht zu dem hier abtrettenden Besiz.

4. Oesterreich tritt alles ab, was es zur Zeit des Fridens inne gehabt hat, a) in Bayern und b) der obern Pfalz; mithin Oesterreich mag es in Besiz genommen haben, aus welchem Grund es will; also in Bayern: a) die nach dem Theilbrieff von 1353. ausdrücklich zu Nider-Bayern gehörige Stücke; b) die von Oesterreich angesprochene und an sich gezogene, von Chur-Pfalz aber widersprochene und dahero strittig verbliebene, Stücke, welche nach dem Sinn besagter Theilung, gleichfalls ein Stück von Niderbayern ausmachen sollten.

Was aber die obere Pfalz betrifft; so ist

1. hier nicht die Rede von denen Böhmischen Lehen in der obern Pfalz; sondern

2. von a) dem Pflegamt Wetterfeld, mit den zween Märckten Roding und Nittenau, b) so dann den Pflegämtern Röz oder Schwarzenberg, und c) Waldmünchen, d) ferner von der Grafschafft Cham, und e) der Statt Sulzbach, welche alle auch mit unter des 1425. verstorbenen Herzogs Johanns in Niderbayern Erbschafft hatten gezogen werden wollen.

3. Chur-Pfalz und sein Haus begeben sich aller Ansprache an Oesterreich, in Ansehung dessen, was dises indessen aus solchen besessenen Landen gezogen, oder darinnen verfüget hat, u. s. w.

4. Hinwiederum fallen auch die von Oesterreich eingenommene Erbhuldigung, die Auffstellung des Oesterreichischen Wappens, die in der Landesverfassung in Steuer- Justiz- Militar- Policey- und allen anderen Sachen gemachte Abänderungen, so auch, wann etwas von Landesherrlichen Domainen, Lehen, u. s. w. veräussert oder beschweret worden wäre, von sich selbsten hinweg, und alles kommt wieder in den Stand, darinn es sich befunden hatte, ehe Oesterreich den Besiz diser Bezircke ergriffen hat.

§. 2.

Aufhebung der Convention vom 3. Jan. 1778.

Den 3. Jan. 1778. ware zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz eine Convention getroffen worden, des hauptsächlichen Innhalts:

1. Chur-Pfalz erkannte das von Oesterreich Krafft der Kayserlichen Belehnung von 1426. erlangte Recht auf Niderbayern;

2. So auch das Oesterreichische Recht auf Mindelheim.

3. Der Punct wegen des Rückfalls der Böhmischen Lehen in der Obern Pfalz wurde nicht gänzlich ausgemacht.

4. Oesterreich dagegen erkannte das Pfälzische Succeßionsrecht in dem übrigen Bayern, in Erb und Lehen.

5. Wurde vorbehalten, wegen Austauschung von ganz Bayern, oder einem Theil desselbigen, sich weiter mit einander zu vergleichen.

Dise Convention wird nun hier wieder aufgehoben; wodurch dann ins besondere auch die vorgebliche Vertauschung von ganz Bayern, oder eines Theiles davon, gänzlich hinwegfället.

1. An Seiten der Kayserin-Königin wird nur Ihrer Person gedacht: a) Weil Sie die Convention zwar auch für Ihre Erben und Nachkommen geschlossen hatte, aber allein unter Ihrem Selbsteigenen Namen, also auch die Convention allein wieder aufheben konnte; zumalen da b) des Herrn Mitregentens und Thronfolgers Kayserliche Maj. ob Sie gleich bey der Convention nicht ausdrücklich concurrirt haben, doch in der unten folgenden Urkund ausdrücklich mit in dise Aufhebung bewilligen.

2. Bey dem Herrn Churfürsten von Pfalz wird ebenfalls nur seiner Person gedacht; weil er zwar die Convention auch für sich, seine Erben, und alle Nachfolgere an der Chur geschlossen; Seine Agnaten aber solches nicht genehmiget; sondern demselben ausdrücklich widersprochen hatten, mithin auch zu nichts verbunden waren, dessen sie hier wieder hätten entlediget werden müssen.

§. 3.

Entsagung aller Oesterreichischen Ansprüche an Bayern rc.

Weiter entsagt Oesterreich

1. allen Ansprüchen auf irgend einen Theil der Verlassenschafft des verstorbenen Churfürstens in Bayern; mithin a) auf

Lehen

Lehen und Eigen, b) auf die Staats- und Privaterbschafft, c) auf das unbewegliche und bewegliche.

2. Diser Verzicht beschiehet auf immer; mithin in Ansehung a) des vergangenen, b) gegenwärtigen, und c) zukünfftigen; selbst wann das ganze Haus Pfalz ebenfalls völlig ausstürbe: so auch

3. in Ansehung der Ansprüche, a) auf die, so bereits gemacht worden seynd, oder b) in Zukunfft gemacht werden könnten oder wollten; die Fälle mögen sich auch ereignen, wie sie wollen.

4. Endlich unter welchem Vorwand es immer geschehen könnte. Oesterreich hatte Ansprach gemacht:

a) auf ganz Bayern; 1. weil Oesterreich vor vilen 100. Jahren mit ganz Bayern belehnt gewesen seye, 2. weil das Haus Bayern Oesterreich verschidene mahl unsägliche Schaden zugefügt habe;

b) auf den Antheil von Niderbayern, welchen der im Jahr 1425. verstorbene Herzog Johann von Niderbayern besessen habe; krafft einer Kayserlichen Belehnung von 1426.

c) auf die Herrschafft Mindelheim; wie hernach zu sehen;

d) auf die Allodialverlassenschafft, weil der Kayserin-Königin Maj. von Herzog Albrecht V. in Bayern abstamme, und also nun eine Regredient-Erbin seye.

Alles dises fället nun hinweg.

Anmerckungen zu dem zweyten Articul.

§. 1.

Von Mindelheim.

Diser zweyte Articul hat mehrere Absäze.

1. Begibt Sich Oesterreich seiner Ansprache an die wichtige Herrschafft Mindelheim in Schwaben; deren Beschaffenheit aus H. *BÜSCHINGS* Erdbeschreib. 3. Theil, 2. Band, S. 1632. u. f. (Auflag 1771.) ersehen werden kan.

Dise Herrschafft bestehet theils aus Reichslehen, theils aus Eigenthum: Wie sich beede gegen einander verhalten? wurde zwar gestritten; von denen vormaligen Innhabern aber davor gehalten:

halten: Nur der Blutbann, Zoll und Geleit, seyen lehenbar alles übrige aber Lehen.

§. 2.

Oesterreichische Ansprach daran.

Oesterreich spräche nach Abgang des Hauses Bayern beedes zugleich an:

1. Die Reichslehen, vermöge einer von Kayser Matthia im Jahr 1614. Oesterreich darauf ertheilten Anwartschafft; welche Urkund aber nie zum öffentlichen Vorschein gebracht worden ist; dahero auch von derselben eigentlichen Innhalt nichts bestimmtes angegeben werden kan.

2. Das Eigenthum aber verlangte Oesterreich, vermöge eines von dem alten Besizer der Herrschafft Mindelheim, von Freundsberg, gemachten Testamentes; darinn auf den Fall, wenn die Freundsbergische eingesezte Erben, die von Maxelrain, die Herrschafft verkauffen sollten, Oesterreich der Verkauff verschriben worden seye.

§. 3.

Oesterreich- und Preußischer Schrifftwechsel deßwegen.

In dem Preußischen Kriegsmanifest hiesse es davon: Man lasse das Oesterreichische Angeben dahin gestellet seyn: Da aber behauptet werde, Bayern habe Mindelheim als ein Allodium gekaufft und K. Matthias es ihme im Jahr 1618. zu einem Erblehen verliehen; so hätten die Bayrische Lehens- oder Allodial-Erben wenigstens so lang im Besiz gelassen werden sollen, biß Oesterreich sein Vorzugsrecht durch den Weg Rechtens, oder einen gütlichen Vergleich, abgemacht hätte.

Oesterreich antwortete: Wahr seye es, daß Bayern Mindelheim gekaufft habe, und damit belehnet worden seye, welches aber Oesterreichs Anwartschafft zu keinem Nachtheil gereichen könne; Chur-Pfalz habe dises Recht erkannt, und der von Oesterreich ergriffene Besiz seye eine Folge davon: Dessen Rechte seyen klar, der Bayrischen Lehens- oder Allodialerben Ansprache aber noch völlig unerwisen; wie könne Oesterreich zugemuthet werden, sie zum Besiz zu lassen?

Preussen

Preussen replicirte: Der Lehenbrieff von 1618. erkenne die Herrschafft Mindelheim als ein Eigenthum, und benahmse nur den Blutbann, nebst dem Zoll- und Forstrecht, als Reichslehen; welches also auch die (noch nicht zum Vorschein gebrachte) Oesterreichische Anwartschafft darauf einschräncken müsse: Und dennoch habe Oesterreich voreilig den Besiz der ganzen Herrschafft ergriffen: Chur-Pfalz aber habe durch seine darüber mit Oesterreich getroffene Convention weder denen Lehens- noch Allodialerben etwas vergeben können.

§. 4.

Zweybrückische Einwendungen.

Pfalz-Zweybrücken hat ebenfalls viles gegen dise Oesterreichische Ansprache eingewandt; hauptsächlich

1. in Ansehung der Reichslehen dises: Die Anwartschafft möge lauten wie sie wolle; so habe doch Oesterreich entweder kein Recht daran gehabt, oder sich dessen zu Gunsten Bayern verziehen; da es ohne Widerrede oder Vorbehalt habe geschehen lassen, daß Bayern, mit Oesterreichs Vorbewußt, im Jahr 1618. von dem Kayser mit disen Reichslehen belehnet, so fort selbiges dem Fideicommiß des Gesammthauses Bayern und Pfalz einverleibet worden seye: Wann also Oesterreich noch einen Vortheil aus seiner Anwartschafft ziehen wolle, müsse es warten, biß Pfalz abgestorben seye.

2. In Ansehung des Eigenthums aber habe Oesterreich sich dessen ebenfalls durch die That selber begeben; da es sich nicht gemeldet, als Bayern in den Jahren 1614. u. 1617. die Maxelrainische und Fuggerische Rechte käufflich an sich gebracht habe; wo doch der in dem Freundsbergischen Testament gesezte Fall vorhanden geweßt seye.

Disem füge ich noch dises bey: Aus dem oben angeführten Vertrag zwischen Bayern und Pfalz von 1771. erhellet, daß Mindelheim von Churfürst Maximilian I. denen Allodialerben vermacht worden seye, sothane Verordnung aber durch besagten Vertrag habe umgestossen werden wollen.

§. 5.

Abtrettung Mindelheims an Chur-Pfalz.

Durch den Friden nun wird Mindelheim von Oesterreich an

Chur-Pfalz abgetretten: Die Wendung aber, so der Sache gegeben wird, ist sonderbar:

Nach derselben scheinet man ein Oesterreichisches Recht an Mindelheim voraus zu sezen; ohne jedoch zu berühren, worauf es beruhe, noch wie weit sich solches erstrecke.

Noch weniger wird berührt, daß oder was für ein Recht Pfalz an Mindelheim habe; sondern der Grund der Abtrettung wird in eine Neigung der Kayserin-Königin Majest. gegen den Herrn Churfürsten zu Pfalz gesetzt.

Am Ende scheinen alle in disem Art. 3. beschehene Abtretungen und Verzichte darauf hinaus zu lauffen, daß man selbige zu einem Titul habe machen wollen, um dagegen Oesterreich ein Stück von Bayern, als ein Aequivalent dafür, zuwenden zu können.

§. 6.

Böhmische Rechte über die Schönburgische Herrschafften in Chur-Sachsen.

Der zweyte Absatz des 2ten Articuls betrifft die Abtretung gewisser Böhmischer Gerechtsamen an Pfalz; womit es kürzlich dise Beschaffenheit hat.

Die Herrn Grafen von Schönburg, (welche Mitglieder des Reichsgräflich-Wetterauischen Collegii seynd,) besizen unter anderem: 1. Die Herrschafft Glauchau, bestehende aus 4. Stätten, und 27. Dörffern; 2. die Herrschafft Waldenburg, welche 1. Statt und 14. Dörffer begreifft; so dann 3. die Herrschafft Lichtenstein, so 2. Stätte und 10. Dörfer enthält.

Dise drey Herrschafften nun seynd Reichslehen, welche Böhmen von dem Reich in diser Eigenschafft empfangen, alsdann aber die Grafen von Schönburg damit, als mit Reichsafterlehen, belehnet hat.

§. 7.

Streitigkeiten darüber.

Chur-Sachsen behauptet, ihme stehe die Landeshoheit über dise drey Herrschafften zu; Böhmen hingegen glaubt, sie gebühre denen Grafen von Schönburg.

Hierüber ist von vilen Jahren viles gestritten und geschriben, auch am Reichshofrath darüber Processe geführet, Vergliche getroffen, und doch wieder neue Streitigkeiten erreget worden; davon in SCHWEDERS *Theatro Prætensionum & Controversiarum illustrium*, (Editionis Glafeyanæ, welche aber für Chur-Sachsen partheyisch ist,) *Tom. 2. p. 481. sqq.* in LüNIGS *Bibliotheca Deductionum, Part. 3. p. 170.* (welche aber nicht vollständig ist,) und an vilen anderen Orten, umständliche Nachricht zu befinden ist.

Man sehe auch meinen Tr. von der Landeshoheit überhaupt, S. 159. u. f.

Noch im Jahr 1777. kame es so weit, daß Oesterreich ein Corps Trouppen in dise Schönburgische Herrschafften einrücken, die Chur-Sächsische Befehle abnehmen, das Kirchengebet abändern, dagegen aber Böhmische Lehenherrliche Befehle bekannt machen liesse, u. s. w. Und ob gleich nachmals die meiste Trouppen zurückgezogen wurden; so blieben doch etliche Oesterreichische Compagnien darinn ligen; worüber es auch bey der Reichs-Versammlung zu Regenspurg zu einem Schrifftwechsel kame. Man sehe davon die neuest. Staats-begebenh. 1778. S. 893. u. f.

In dem im Jahr 1778. ausgebrochenen Krieg bediente Chur-Sachsen sich der Gelegenheit, die Oesterreichische Mannschafft aus disen Herrschafften zu vertreiben, und alles wieder in den vorigen Stand nach seinem Wohlgefallen zu stellen.

§. 8.

Abtrettung diser Gerechtsamen an Chur-Pfalz.

Nicht weniger nahme Chur-Sachsen seinen Vortheil wahr, als es zu Fridenshandlungen zwischen Oesterreich und Preussen kame, und brachte es dahin, daß, unter anderen Vorschlägen zu Abthuung der Chur-Sächsischen Ansprach auf die Bayrische Allodial-verlassenschafft, darauf angetragen wurde, die Böhmische Rechte über dise Schönburgische Herrschafften an Chur-Sachsen zu überlassen. Man sehe meine Staatsgeschichte des Krieges von 1778. S. 63. u. f.

Einigen Nachrichten zu Folge hätte Chur-Sachsen lieber die ganze Ansprache an die Chur-Bayrische Allodialverlassenschafft, als dise

dise Rechte, zurückgelassen: Hinwiederum wollte Oesterreich nichts davon hören, weil es nicht glaubte, schuldig zu seyn, von dem Seinigen Chur-Sachsen wegen seiner Ansprache an Pfalz und Bayern zu befridigen, auch sonst Staatsgründe haben mochte, warum es nicht gern an dise Abtrettung käme; so daß diser Punct einer derjenigen gewesen seyn solle, welche den Friden am längsten aufgehalten haben: Endlich aber gabe Oesterreich doch auch hierinnen nach.

Böhmen tritt also ab, alle und jede diser Crone zustehende Rechte auf besagte Herrschafften und allem, was Schönburg daran zugehöret: Es findet sich aber doch noch manche Schwürigkeit dabey: Was zwar

1. die Ueberlassung des Belehnungsrechts über dise Herrschafften betrifft; so wird selbige ihre gänzliche Berichtigung vollends erhalten, wann Kayserliche Maj. und das Reich disen Teschenischen Friden genehmigen: Was aber

2. den Streit wegen der Landeshoheit betrifft; so hat meines Wissens Böhmen sich derselbigen nie angemasset, sondern nur die Grafen von Schönburg dabey geschüzet: Nun werden zwar dise Grafen, wann Böhmen solches nicht mehr thun darff, mächtig dabey einbüssen; indessen ist doch besagter Streit, wann auch gleich Chur-Sachsen alle Böhmische Rechte über dise Herrschafften erhält, dadurch nicht entschiden.

3. Ist abermalen die der Sache gegebene Wendung besonder. a) Böhmen will seine Rechte nicht an Chur-Sachsen abtretten; als mit welchem Oesterreich Sich nicht einlassen will: Hingegen tritt es b) dise Rechte an Chur-Pfalz ab, welches doch an dieselbige nicht die geringste Anspruch zu machen hatte, oder würcklich machte: Und warum das? Einen Grund führet der Fridensschluß selbsten an, um nemlich dadurch den Vergleich wegen der Allodialansprüche des Hauses Sachsen zu erleichteren; und der zweyte, so wohl der wichtigste seyn wird, mag der bereits erwehnte seyn, um Oesterreich einen Titul zur Erwerbung eines Districts in Bayern zu verschaffen: Dann Oesterreich verliehret in der That durch dise Abtrettung, Pfalz aber gewinnet eigentlich nichts dadurch, weil es das, was es mit der einen Hand bekommt, mit der andern wiederum

derum weggeben muß, und weil die Chur-Sächsische Ansprüche noch nicht untersucht und entschiden waren, daß man mit Zuverlässigkeit sagen konnte, sie seyen durch die Chur-Sachsen bewilligte Geldsumm nicht hinlänglich getilget.

§. 9.

Böhmische Lehen in der obern Pfalz.

Endlich kommen in disem Articul auch noch die Böhmische Lehen in der oberen Pfalz zum Vorschein.

Es seynd bey selbigen zweyerley Stücke zu betrachten: 1. Nemlich, wem das Eigenthum oder der Besiz diser Lehen zustehe? so dann 2. wer die Landeshoheit darüber habe?

Aus dem vilen, was dißfalls von beeden Seiten, auch Andern, geschriben worden ist, will ich nur das wichtigste anführen.

§. 10.

Schrifftwechsel deßwegen zwischen Oesterreich und Preussen.

1. Oesterreich liesse den 20. Jan. 1778. denen fremden Höfen bekannt machen: Die Lehen, womit der Mannsstamm der Wilhelmischen Linie der Herzoge von Bayern von der Cron Böhmen belehnet gewesen, seyen durch Absterben diser Linie besagter Cron heimgefallen.

2. Preussen thate dagegen den 7. Febr. die Vorstellung: Es seye nicht wohl zu begreiffen, wie dise Lehen als heimgefallen angesehen werden könnten, da sie doch wesentliche Stücke von der obern Pfalz ausmachten, deren Rückfall nach Abgang der Bayrischen Linie, der Pfälzischen Linie durch den Westphälischen Friden ausdrücklich und ohne Ausnahm versichert worden seye.

3. Oesterreich antwortete den 16. Febr.: Die Böhmische Lehen in der obern Pfalz habe Böhmen im Jahr 1353. für baares Geld erkaufft und im Jahr 1465. an Pfalz verliehen; durch den Westphälischen Friden seyen auch dise Lehen Böhmen nicht benommen worden. Als K. Ferdinand II. die obere Pfalz an Bayern im Jahr 1628. überlassen, seyen dise Lehen nicht mit darunter begriffen gewesen, sondern erst 1631. auf besonderes Ansuchen von Bayern demselben geliehen worden: Und so habe auch Chur-Pfalz

 1706.

1706. nach der Bayrischen Achtserklärung selbige nicht mit der obern Pfalz, sondern erst hernach und besonders erhalten.

4. Preussen versezte darauf den 9. Mart.: Dise nachmalige Lehen von Böhmen seyen alte Wittelsbachische Stammgüter, in dem Tractat zu Pavia von 1329. namentlich begriffen, und durch selbigen mit einem Fideicommiß belegt, auch vermög der güldenen Bull von der obern Pfalz ohnzertrennlich: Habe Böhmen nachhero die Lehensherrschafft darüber erworben; so müssen doch dise Lehen allen Herrn vom Hause Pfalz verliehen werden, so lang noch ein Mannsstamm davon übrig seye: Durch den 30jährigen Krieg und den Westphälischen Friden habe Pfalz nur den Besiz verlohren, welchen es, nach eben disem Friden, nun wieder erhalten habe; wie dann auch Pfalz seithero mit der obern Pfalz nebst Bayern belehnet worden seye.

5. Den 1. Apr. äusserte Sich die K. Königin: Sie würde Sich nicht weiter auf dise Sache einlassen.

Den 7. Maj. aber gabe Oesterreich doch zur Antwort: Es seye zwar wahr, daß der gröste Theil diser Lehen in der Theilung zwischen Pfalz und Bayern Pfalz zugefallen seyen; sie hätten aber kein wesentliches Stück der Churlande ausgemacht, noch seyen sie mit einem Fideicommiß belegt gewesen. Die samtliche Churfürsten hätten in den von Böhmen im Jahr 1355. geschehenen Verkauff und Incorporation in die Cron Böhmen bewilliget, und da die güldene Bull vom Jahr 1356. später seye, so habe das, was sich schon zuvor zugetragen habe, nicht mit darunter begriffen seyn können. Als hernach die Pfalzgrafen dise Stücke mit gewaffneter Hand angefallen hätten, seye es zwischen Böhmen und Pfalz zu einem Vergleich gekommen, durch welchen Pfalz dise Stücke zu Lehen erhalten habe. Der zwischen Böhmen und Pfalz im Jahr 1708. geschlossene neue Vergleich belehre, daß Böhmen nicht schuldig seye, alle Pfalzgrafen, so lang noch Einige vorhanden wären, damit zu belehnen; wie das Mannengericht disen Ausspruch gethan, und der Churfürst darauf dise Lehen als eine neue Gnade, nur für sich und seine männliche Nachkommen, erhalten habe. Der Westphälische Fride gehe die Cron Böhmen nichts an; sonst würde der §. 55. Art. nicht in

den

den Friden gekommen seyn, und, wann dise Lehen nach dem Art. 4. §. 9. mit hätten an Pfalz fallen sollen, würde man deßwegen mit Böhmen, als einer an dem Friden keinen Theil habenden auswärtigen Crone, die nöthige Abrede deßwegen genommen haben.

6. In dem Preußischen Kriegsmanifest wird der Oesterreichische Anspruch auf die Böhmische Lehen in der obern Pfalz nochmals untersucht. s. meine Beyträg. zu dem Europ. Völckerr. in Kriegezeit. 1. Theil, S. 318. u. f.

7. In der Oesterreichischen Hauptschrifft wurde gemeldet: Der Vertrag von Pavia seye nicht beobachtet worden, auch der Kauff von 1353. und die Incorporation von 1355. mit Rath und Wissen aller Churfürsten und Reichsstände, also auch von Pfalz und Bayern, erfolgt: Die obere Pfalz seye nie ein Theil des Pfälzischen Churfürstenthums gewesen. In dem Vertrag von 1465. werde nur des Pfalzgrafens Otto und seiner Lehenserben, aber keiner Agnaten von andern Linien, gedacht. In dem Incorporationsbrieff stehe nichts davon, daß dise Lehen Pertinenzstücke von Teutschland und der oberen Pfalz bleiben sollen. K. Ferdinand III. habe den Westphälischen Friden nicht als König in Böhmen mit schliessen helffen; dahero auch die Mitbelehnung des Hauses Pfalz mit der obern Pfalz nur die Reichs- nicht aber die Böhmische- Lehen betroffen habe.

8. Preussen antwortete: Wann auch der Pavische Vertrag nicht allemal beobachtet worden seyn sollte, so seye er doch dadurch nicht aufgehoben, sondern dagegen durch die neuere Hausverträge völlig wieder hergestellt worden. Kayser Carl IV. habe nicht dagegen handlen können, und es seye über dessen Kauff biß 1465. Streit gewesen, da dise Bezircke damals mit der obern Pfalz, nicht als neuerworbene- sondern als alte Stammlehen, wieder vereiniget worden seyen; dahero auch K. Ferdinand I. im Jahr dise Lehen nicht Pfalzgraf Ottens, (der den Vertrag von 1465. geschlossen,) Leibes- sondern seinen Lehenserben, verliehen habe; eine Mitlehenschafft aber seye nicht nöthig gewesen. Die Incorporationsurkund von 1355. und der Lehenbrieff von 1631. besagten deutlich, daß dise Lehen Pertinenzstücke von Teutschland und der oberen Pfalz, auch

alle

alte Stammlehen, gebliben seyen. K. Ferdinand III. habe vornemlich den langen teutschen Krieg als König in Böhmen geführt, und mit in solcher Eigenschafft den Westphälischen Friden schliessen helffen, als Kayser Pfalz den Rückfall der obern Pfalz versichert, und dise Böhmische Lehen nicht davon ausgenommen; die Mitbelehnung aber seye weder üblich noch nöthig gewesen.

§. 11.

Pfälzische Einwendungen.

Chur-Pfalz hat nicht öffentlich bekannt werden lassen, was vor Gründe es für sich- und gegen dise Ansprach habe: Wohl aber hat Pfalz-Zweybrücken im Hauptwerck sich also darauf herausgelassen:

1. Dise Böhmische Lehen seyen ganz unwiderleglich Pfälzische Stammlehen, und ein jeder in der obern Pfalz nach der Hausverfassung folgende Pfalzgraf seye, nach dem zwischen Böhmen und Pfalz im Jahr 1465. getroffenen Vertrag, und denen darauf gefolgten Lehenbrieffen, Lehenserb.

2. Die Confiscation des Lehens im 30jährigen Krieg hätte also nicht länger bestehen können, als so lang die im Jahr 1685. abgestorbene Pfalzsimmerische Churlinie gedauert habe.

3. Weil aber durch den Westphälischen Friden die obere Pfalz an Bayern überlassen worden seye; so habe freylich die neuere Pfälzische Churlinie zurückstehen müssen, biß das Haus Bayern abgestorben seye:

4. Nachdeme nun dises erloschen; seye auch der Fall vorhanden, daß, wie die ganze obere Pfalz, so auch diser Theil davon, wieder an Pfalz fallen müsse; zumalen da

5. der Lehenbrieff von 1631. kein Wort davon sage, daß Bayern dise Lehen aus einer neuen Gnade erhalten habe; auch

6. die Samtbelehnung bey Bayern und Pfalz nicht herkommlich gewesen seye.

§. 12.

Innhalt der Convention von 1778.

In der zwischen Oesterreich und Pfalz den 3. Jan. 1778. errichteten Convention gienge der 4te Articul dahin: Der Churfürst von Pfalz wolle zwar den Rechtsbeständigen Rückgang der K. Böhmischen

mischen Lehen in der obern Pfalz, bey dem dermaligen Ausgang des Churbayrischen Mannsstammens, unter keinerley Vorwand widersprechen: Hoffe aber, daß die Kayserin-Königin Sich geneigt finden lassen dörffte, a) dise Lehen weiter, ex nova gratia, an das Churhaus Pfalz, b) allenfalls auch das Dominium directum und c) die Superioritatem territorialem über solche Lehen, d) gegen annehmliche Bedingnisse, zu überlassen.

§. 13.

Innhalt des Fridens.

Der Teschnische Fridensschluß aber lautet hierinn ganz anderst; dann

1. ist darinn von keiner nova gratia die Rede; noch
2. von dem Dominio directo; noch
3. von der Landeshoheit; sondern
4. es solle bloß alles schlechterdings auf dem alten Fuß verbleiben, darauf es zur Zeit der Bayrischen Innhabung ware.
5. Was also damals unstreitig ware, bleibt auch jezo unstreitig: Und was damals (wegen der Landeshoheit,) streitig ware, ist es auch in Zukunfft; wo indessen jeder Theil bey seinem Besiz verbleibet.
6. Diser Vergleich solle auch dem ganzen Pfälzischen Hause zu statten kommen; mithin Zweybrücken und Birckenfeld ebenfalls.
7. Es wird auch nicht, wie im vorhergehenden, einer Abtrettung gedacht, sondern bloß einer Bewilligung in die Belehnung.
8. Uebrigens wird auch hier nichts von des einen oder anderen Theil habend- oder nicht habenden Recht erwähnt; vilmehr
9. auch hier der Grund diser Bewilligung in einer Affection der Kayserin-Königin gegen den Churfürsten zu Pfalz gesezt; wobey sich der Leser des vorhin hievon gesagten erinneren wolle.

Anmerckungen zu dem dritten Articul.

* * *

Das meiste anderwärts.

Diser Articul kommt in der Hauptsache ganz mit dem 13den Art. des Fridens zwischen Oesterreich und Preussen überein; dahero

hier nichts weiter dabey zu erinneren ist, als daß der Fride auch der Mitverwendung des Königs in Preussen gedencket, wovon hier nichts vorkommt, weil in gegenwärtiger Stelle nur von einer Convention zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz die Rede ist.

Anmerckungen zu dem vierten Articul.

§. 1.

Abtrettung eines Theils von Bayern an Oesterreich.

Nunmehro trifft die Reihe das Haus Pfalz, was es gegen Oesterreich thun solle: Es solle nemlich Pfalz an Oesterreich den im Friden benahmsten District von Bayern an Oesterreich überlassen; wobey ich folgendes bemercken will.

1. Die wichtige, lange und weitläufftige zwischen Oesterreich und Preussen gepflogene Handlungen wegen Abtrettung eines Theils von Bayern will ich, weil sie vil Plaz erforderten, hier nicht aus meiner Staatsgeschichte des Krieges, von 1778. 2c. S. 62. u. f. wiederhohlen, sondern den Leser dißfalls dorthin verweisen.

2. Der an Oesterreich abgetrettene District von Bayern, gehöret nicht zu Nider-Bayern, an welches Oesterreich Anspruch machte, sondern zu Ober-Bayern, und die wichtige Salzwercke, zu welchen Oesterreich Lust bezeuget hat, bleiben bey Bayern.

3. Um noch deutlicher zu zeigen, worinn diser abgetrettene Bezirck bestehe, kan ich folgendes melden.

Nach der im Druck vorhandenen Landtafel des Fürstenthums Ober- und Nider-Bayern vom Jahr 1557. zur Zeit Herzog Albrechts V. bestunde Bayern in 1. Ober- und 2. Nider-Bayern. Ober-Bayern hatte die Rentämter 1. München und Burckhausen.

Das Rentamt München bestunde aus 33. resp. Landgerichten, Pfleggerichten und Gerichten, oder Pflegämtern, und am Ende heißt es:

Summa Summarum des Rentamts München.

Stätt	16.	Herrschafften	3.
Märckt	20.	Stifft	2.
Clöster	39.	Gefreyte Häuser	3.
Schlösser	77.	Gefreyte Höf	1.
Hofmarchen	245.	Gericht	2.

Sitz

Siz	126.	Commendur	1.
Sedlhöf	73.	Moß-Gericht und Lehenherrschaften	1.
Höf	4.		
Burckställ	2.		

So dann heißt es:

Rentamt Burckhausen.

Die Statt Burckhausen.

Landgericht Wildtshut.

Etnau, Hofmarch, den Fürstlichen Castenamt Burckhausen.
Fränckhing, Siz und Hofmarch, den Freyen von Fränckhing.
Offenwang, ein Siz, denen Murhardischen.

Landgericht Braunau.

Forstgericht den Lands-Fürsten.
Neukirchen, Schloß, Hofmarch, den Gleinzischen.
Ibm, Siz und Hofmarch, den Sondersdorffischen.
Perwang, ein Siz, den Noppingerischen.
Muntnhaim, ein Siz, den Muntnhaimerischen.
Pfaffstatt, Siz, den Walcherischen.
Halting, zwey Siz, den Ländrichingerischen.
Ottenhausen, ein Siz, den Ländtrichingerischen.
Lentring, auf Cronburg, ein Siz in Simili.
Ach, ein Siz, den Kematerischen.
Nidersollern, ein Siz, denen Walchsingerischen.
Obersing, ein Siz, den Berckoferischen.
Am Perg, ein Siz, den Prandtstetterischen.
Statt Braunau.

Herrschafft Traunstain.

Das Halsgericht gehört nacher Braunau.
Fraustain, Schloß und Hofmarch, den Baumgartischen.
Stubnberg, Schloß und Hofmarch, item Piernbach, der Hofmarch, denen Heckhenkircherischen.
Malching, Siz, den Frohnhaimerischen.

Herrschafft Uttendorf.

Schloß und Marckt hat keine Landsassen, das Gericht gehört nach Braunau.

Gericht Maurkirchen.

Das Halsgericht ist nach Braunau gehörig.
Neuharting, Hofmarch, den Bischoff von Paßau.
Closter Ranshofen, Probstey, Hofmarch.
Wildtenau, Schloß, Hofmarch, den Ahamischen.
Item Neuhauß, Schloß und Greinberg, beede Hofmärche.
Kazenberg und Kirchdorff, Schloß und Hofmarch samt der Hofmarch Achaim, den Taufkirchischen.
Zummasen, Schloß, Hofmarch, Item S. Peter Hofmarch, den Schmiechischen.
Hagnau, Schloß, Hofmarch, den Rainerischen.
Millham, Schloß, Hofmarch, den Haunspergischen.
Wibmhaim, Hofmarch, in der Tafern, so weit die Dachtropfen gehen, den Sonderndorffischen.
Pogenhofen, Siz, Hofmarch, den Pienzenauischen.
Graben und Pirach, zwey Hofmarchen, den Paumgartnerischen.
Am Stern, Hofmarch, denen Messenpöckhischen.
Neulag und Pirach, zwey Hofmarchen, Maimling, ein Siz, Schachen, ein Siz, denen Elricheringerischen.
Leütten ein Siz, Hofmarch, den Tachspergischen.
Vorstern, Hofmarch, der Stadt Braunau.
Rosbach, ein Edelmanns-Sitz, in der Tafern Hofmarch, so weit die Dachtropfen gehen, denen Wildensteinischen.
Grünau, ein Siz, den Freyischen.
Benhard, ein Siz, den Reitterischen.
Sunzing, ein Siz, den Goldtnischen.
Herbsthaim, ein Siz, den Herbsthaimerischen.
Prunthall, den Wibmhuberischen.
Aspach, ein Schloß, den Taxbergischen.
Marckt Maurkirchen, und
Marckht Althaim.

Julbach.

Seibelstorf, Schloß, den Offenheimerischen.
Kizingen, ein Siz, den Traunerischen.
Deindorf, ein Siz, denen Maroltingerischen.

Herr-

Herrschafft Leonberg.

Hat keinen Landsassen.

Märckhtl }
Thann } Zwey Marckt.

Gericht Schärding.

Closter Reichersperg, Probstey und Hofmarch.
Closter Suben, Probstey und Hofmarch.
Pfäffing, Hofmarch und mehr auf etlichen Gütern.
Hauzing, ein Siz, obiges und diß dem Closter Reichersperg gehörig.
Grümplstain, Schloß und Hofmarch, wie auch Pirchenwang, Schloß und Hofmarch, den Bischoff zu Paßau.
Orth, Schloß und Hofmarch, den Bischoff zu Chiemsee.
Osternach, des Capituls zu Mattickofen.
Parz, ein Siz, des Capituls zu Paßau.
Räb und Münzkirchen, zwey Hofmarchen, Einberg, der Siz, den Tädtenpöckhischen.
Sighardting, ein Hofmarch, denen von Pinau und Pernigischen.
Seel, Siz und Hofmarch, denen Hochenkirchischen und Rittschänischen
Schwendt, Kalling, Schloß und Hofmarch, den Messenpeckhischen.
Altenschwendt, Siz und Hofmarch, den Stockerischen.
Häzing, Siz und Hofmarch, den Stockherischen.
Riedtau, Siz und Hofmarch, denen Rittschän und Franckhingerischen.
Odenmeising und Raindting, zwey Siz, den Hechfelderischen.
Murhaim, den Murhaimischen.
Heckhenbuch, ein Siz, den Rainerischen.
Lauffenbach, ein Siz, den Rainerischen.
Scherger, ein Siz, den Rabischen Erben.
Hackheled, den Hackhelederischen.
Maßbach, ein Siz, obigen.
Teuffenbach, ein Siz, den Perckhoferischen.
Ridlhub, den von Riettschach.
Statt Schärding.

Landgericht Ried.

Wernschwang, ein Hofmarch, den Bischoff zu Paßau.

Furth und Möring, zwey Hofmarch, den Gleinzischen.

Obern Eizing, ein Schloß, | Schloß, Siz und halbe Hofmarch den Haungartischen.
Niedern Eizing, Siz, | Den Gleinzischen hingegen der halbe Hofmarch.

Aurolzmünster, Marckt und Hofmarch, den Thannbergischen.
Künzing, Hofmarch den Georgerischen.
St. Mörthen, Schloß und Hofmarch, den Tränbachischen, jezt Tättenpöckhischen.

Eberschwang, und Mayrhof, Schloß und Hofmarch, den Marschalckhischen, jezt Tättenpöckhischen.

Oelreching, Siz und Hofmarch den Scharffedischen.
Furthn, Hofmarch, den von Schwärzenstainischen.
Pramach, den Thum Capitul zu Paßau.
Veitshofen, Hofmarch, den von Ziewätzischen.
Weegleüthen, ein Siz, den Weyerischen.

Folgende Sedlhöf werden nicht in die Landschafft erforderet.

Zu Schwalckhaim Siz und Sedlhof, zu Ornating ein Sedlhof, zu Aichat ein Sedlhof, zu Grubmühl, ein Sedlhof, item zu Weyer, zu Nider-Murhaim und zu Zimmerthall, alle dem Hochstifft Paßau.

Zu Spendlhaim, zu Alghaim und zu Wurmhockhing, alle des Closters Reichersperg.

Marckt Ried.

Landgericht Fridburg.

Stifft Mattickhofen.

Mattickhofen, Schloß, Herrschafft, Marckt und Hofmarch zu der Tafern, Landspurg, inner der Tafern Hofmarch den Grafen von Ortenburg.

Mittlspach, Tafern, Hofmarch, den Rainerischen.

Stal-

Stalkofen, Sitz, den Grembsenischen.
Erb, und Reichstött, den Rainerischen.
Schwigkertsried, ist urbar gen Fridburg, den Schwelkherts-Rittern.
Weissendorff ist urbar gen Fridburg den Freyerischen. } lauter Sitz.
Herbsthaim, ist urbar den Herbsthaimerischen.
Oberweissau, den Meißrienilischen.
Marckt Fridburg.

Werden aber nicht in die Landschafft beschriben.

Landgericht Oetting.

Closter Raitnhaslach, Abbtey, Hofmarch.
Stifft Altenötting, Probstey, Dechant, Capitul, Hofmarch.
Tißling, Schloß, Marckt, Hofmarch, den Törringischen, jezt Warttenbergischen.
Denging, Hofmarch, den Casten zu Burckhausen.
Waldtberg Sitz, und Arbing Hofmarch den Trenbachischen.
Haining, zwey Sitz und Hofmarch, den Törringischen.
Khleving, Sitz den Taufkirchischen.
Guettering, Hofmarch, den Taufkirchischen.
Nieder Perach, den Noppingischen.
Burckfrid, Schloß, den Trenbachischen.
Piesing, ein Sitz, den Offenheimerischen.
Frauenpichel, ein Sitz, den Törringischen.
Wünckhel, ein Sitz, den Löfflholzischen.
Haunreith, ein Sitz, den Haunreitischen.
Stadt Oetting.

Herrschafft und Gericht Waldt.

Waldt, denen von Pern gehörig, hat keine Landsassen, diser Stamm ist abgestorben.

Landgericht Mörmosen.

Furth, ein Sitz, denen Taufkirchischen.
Kluegheim, ein Sitz, den Kluegheimischen.
Seehauß, ein Sitz, den Grießetterischen.

Herrschafft Hochenaschau, und Wildenwarth.

Hochenaschau, Schloß und Herrschafft den Lands-Fürsten.
Wildenwarth, Schloß und Herrschafft hat keine Landsassen.

Landgericht Trosburg.

Closter Bamburg, Probst und Erz-Priester, Hofmarch samt den Marckt und Altenmarckt.
Seepruckh, Schloß und Hofmarch der Abbtißin in Chiemsee.
Stein, Schloß und Hofmarch, den Törringischen, jezt Löschischen.
Herzhaim, ein Siz, den Herzhaimerischen.
Althaim, ein Sedlhof, den Göstenbergischen.
Trosperg, ein Siz, den Doctor Gartnerischen.
Trosperg, ein Siz, den Athaimerischen.
Marckt Trospurg.

Landgericht Krayburg.

Jetenbach, Schloß und Hofmarch den Törringischen.
Guettenburg, Schloß und Hofmarch, Enßdorff und Tauffkirchen, denen Tauffkirchischen.
Winckhlhaimb, ein Siz, den Rainstorffischen.
Neuebau, zu S. Erasmus, den Trebeckhischen.
Marckt Krayburg.

Landgericht Cling.

Closter Seon, Abbtey Hofmarch.
Closter Herrn Chiemsee, Probstey, Erst-Priester Hofmarch.
Closter Frauen Chiemsee, Abbtißin Hofmarch.
Closter Alten Hochenau, Priorin, Hofmarch.
Vogtnreith, Hofmarch und Probstey S. Emmeran in Regenspurg gehörig.
Mitterngarsch, Hofmarch inner des Etters, gehört nacher Salzburg.
Amerang, Schloß und Hofmarch den von Per, jezt den Lambergischen.
Forcheneckh, Schloß und Hofmarch, den Pienzenauischen.
Griesstött oder Wartbach, Schloß und Hofmarch den Ezdorffischen.
Schonstött, ein Siz, den Baumgarttischen.

Oeding,

Oeching, ein Hofmarch, den Wingerischen.
Ober- und Nider-Prun, Hofmarchen, den Santhaimerischen.
Pentzing, ein Sitz, den Flitzischen.
Stephanskirchen, ein Sitz, den Oberndorffischen, jezt Seyblstorfischen.
Fraberthshaim, ein Sitz, den Muhrerischen.
Obing, ein Sitz, den Riedlerischen.
Perfall, ein Sitz, den Ebenhausischen.

Ende des Rentamts Burckhhausen und Ober-Bayern.

NB. In disem Herzogthum werden gezehlet:

Stádt	20.	Gericht, Moß- und Forstrecht	5.
Márckt	41.	Burgstáll	1.
Clóster	49.	Herrschafften	6.
Schlósser	106.	Stifft	4.
Sitz	202.	Gefreyte Háuser	3.
Hofmarchen	302.	Commendur	1.
Sedlhóf	90.		

Hierauf folgt die Landtafel des Fürstenthums Nider-Bayern; welches bestehet 1. in dem Rentamt und Statt Landshut, und 2. in dem Rentamt und Statt Straubing.

In dem Rentamt Landshut gehen die resp. Landgerichte, Herrschafften, Gerichte ꝛc. fort von 48. biß 67. und zulezt heißt es: „ Ende des Rentamts Landshut: Státte 7. Márckt 35. Grafschaft 1. Clóster 14. Stifft 2. Schlósser 74. Siz 146. Herrschafften 12. Gericht 1. Spital 1. Commenthur 1. Hofmarchen 325. Sedlhóf 38.

In dem Rentamt Straubing endlich gehen die Landgerichte, Gerichte und Herrschafften fort von 68. biß 81. Am Ende aber findet sich von disem Rentamt kein solcher Auszug wie bey Landshut; sondern es heißt überhaupt:

„ In disem Herzogthum (Nider-Bayern,) befinden sich: Státt 14. Márckt 52. Grafschaft 1. Clóster 30. Schlósser 123. Stifft 3. Siz 190. Hofmarch 535. Castenvogt und Gericht 2. Commenthur 1. Spital 1. Sedelhóf 41. "

Was aber nach Herrn Ober-Consistorialrath BüSCHINGS Bericht (1) zu disem abgetrettenen Bezirck gehöre, will ich, da sein Werck in Jedermanns Händen ist, nicht daraus abschreiben.

In seinem bekannten Wochenblatt 1779. n. 22. hat er disen District für ungefähr 38. Teutsche Quadratmeilen groß angegeben, worinn, in 7. Pfleggerichten, 2. Stätte, 6. Marcktflecken, und etwa 256. Schlösser, adeliche Sitze, Hofmarchen, Dörffer und andere Orte, befindlich seyen, welche ungefähr den 16den Theil von Bayern ausmachen; wo hingegen das in Anspruch genommene Niderbayern 234. Quadratmeilen betrage.

Eine andere öffentliche Nachricht lautet:

„Die Ortschafften, welche nach der zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz neu-errichteten, und in dem Fridensschluß festgesezten Convention von Bayern an erstere Macht abgetreten werden sollen, bestehen in folgenden: Vom Rentamt Burghausen, das Gericht Braunau, worunter gehören: Ach, Braunau, Ering, Frauenstein, Graben, Höring, Landerting, Unterlanderting, Malching, Münichham, Mündenham, Nider-Mundenham, Neukirchen, Ober-Munting, Ottenhausen, Ottersing, Stubenberg Wanghausen, Yben. Gericht Fridburg: Erb, Fridburg, Ober-Weisau, Schweigertsreit, Teichstett, Weisendorf. Gericht Mattighofen: beyde Ortschaften dises Namens, nemlich Stadt- und Pfleggericht und das Collegiatstift. Gericht Maurkirchen: Aham, Altham, Aspach, Forstern, Geretsdorf, Grienau, Hagenau, Henhart, Herbstham, Hueb, Jmolkam, Katzenberg, Hofmarck, Katzenberg Vestung, Kirchdorf, Leuthen, Mammling, Maurkirchen, Milham, Neuhauß, Neundling, Neurating, Pogenhoffen, Prumthal, Pürath, Ranshoffen, Roßbach, Schacha, Spitzenberg, Stern, Sunzing, Urspreng, Waasen, Wildenau, Wimhueb. Gericht Ried: Aurolsmünster, Eberschwang, Ellriching, Gunzing, Gurten, Mayrhof, Mayering, Mörschwang, Müring, Obereizing, Pramet, Ried, Riegerting, St. Martin, Untereizing, Voitshoffen, Vorchtenau, Weegleithen. Gericht Scharding: Bären-

(1) in seiner Erdbeschreib. 3. Theil, 2. Band, S. 1741. u. f. (Aufl. 1771.)

Bärenwang, Grampbstein, Grossen-Schörgarn, Hackenbuech, Hacklet, Haizing, Hauzing, Kalting, Laufenbach, Maßbach, Münzkirchen, Ort, Osternach, Prackenberg, Raab, Rablern, Rainbach, Rainting, Reichensperg, Scharding, Schwendt, Siegharting, Suben, Teufenbach, Unzenaich, Vielsäsing, Zell. Gericht Wildshut: Ettenau, Oberfränking, Offenwang, Unterfränking, Wildshut.

4. Dise Ueberlassung geschiehet, in Ansehung beeder Theile, für Sich, wie auch Ihre Erben und Nachfolgere.

5. Alles wird in dem Stand übergeben, worinn es dermalen befunden wird; also mit dem zur Zeit des geschlossenen Fridens vorhanden gewesenen Vorrath an Landesherrlichen Geldern, Ausständen, Victualien, Artillerie, Munition, u. s. w.

§. 2.

Grund diser Abtrettung.

Zum Grund diser Abtrettung wird nichts von dem geleget, worauf Oesterreich bey Anfang dises Streits und während desselbigen seine Ansprach resp. an Nider-Bayern und ganz Bayern gebauet hat; als welches hier ganz übergangen, und keine Notiz davon genommen; sondern es lediglich bey dem Art. 1. bedingten Verzicht aller Oesterreichischen Ansprüche belassen wird; dahero sich auch aus deme, was dißfalls vorgegangen ist, keine Folgen in Zukunfft auf andere Fälle werden ziehen lassen:

Sondern zum Grund diser Abtrettung wird genommen, daß es eine Erwiederung, oder das Reciprocum, der im 2ten Art. bezeugten besonderen Neigung der Kayserin-Königin Maj. gegen des Herrn Churfürstens zu Pfalz Durchl. und der in Ansehung derselbigen von Oesterreich an Chur-Pfalz geschehenen Abtrettungen seyn solle.

§. 3.

Proportion des von Bayern abgetrettenen Theils gegen dem übrigen Bayern.

In denen öffentlichen Blättern hat man, (bereits gemeldetermassen,) verschidentlich Betrachtungen darüber angestellt: Was

diser an Oesterreich abgetrettene Bezirck von Bayern gegen dem ganzen Herzogthum Bayern habe?

Es ist dabey nicht um eine blosse Curiosität zu thun; sondern die Sache kan ihre Folgen auf mancherley Weise haben.

§. 4.

Einfluß diser Abtrettung in die Teutsche Staatsverfassung.

Dann dise Abtrettung des Bayrischen Districts von Burghausen rc. hat einen Einfluß in die Teutsche Staatsverfassung.

1. In Ansehung des ganzen Teutschen Reichs, in Rücksicht a) auf die Reichs-Matricul, und die Bayrische Reichsanschläge an Geld und Mannschafft: Dise hafften nach Proportion auf dem Land, und können von denen Interessenten allein, ohne Bewilligung Kayserlicher Maj. und des Reichs, nicht davon abgenommen, oder nur Einem Theil zugeleget werden.

Wann also keine dergleichen Einwilligung gesucht- und erhalten wird; so muß Chur-Pfalz wegen Bayern ein proportionirtes ab- und dagegen Oesterreich zugeschriben werden: Wogegen auch Lezteres schwerlich durch seine Kayserliche Freyheitsbrieffe würde können geschüzet werden.

b) Mit der Reichs-Cammergerichts-Matricul hat es eben dise Bewandtniß.

2. Hat die Abtrettung, davon hier die Rede ist, einen Einfluß auf die Teutsche Craysverfassung; und zwar nicht bloß darum, weilen, wann der Burghausische District zu Ober-Oesterreich geschlagen wird, dadurch die Gränzen des Bayrischen Crayses geschmälert- und die Gränzen des Oesterreichischen Crayses erweiteret werden; sondern auch in Rücksicht auf das Bayrische Crayscontingent an Mannschafft und Geld in des Reichs allgemeinen Angelegenheiten, wann die Reichspråstationen in die Crayse eingetheilet werden, so dann in des Bayrischen Crayses besonderen Vorkommenheiten, wo Mannschafft oder Geld erfordert wird.

3. In die Landesverfassung von Bayern schläget dise Abtrettung offenbar am meisten ein; in Ansehung der Landtäge und deren Ausschüsse, des geschwächten Rentamts und Regierung Burghausen, (dessen Rest villeicht nun zu einem anderen Rentamt geschlagen

wird,)

wird,) der Landesmatricul, der Landmiliz, des Landsteuer- und Schuldenwesens, u. s. w.

Und da die abgetrettene Unterthanen nun keine Bayrische Inngesessene mehr seynd, sondern als Ausländer angesehen- und behandelt werden; so hat auch dises einen Einfluß in die Handlungs- Handwercks- Zoll- und sehr vile andere Sachen.

4. Die Landesverfassung von Oesterreich endlich wird, zumalen, wann diser Bezirck zu Ober-Oesterreich geschlagen wird, ebenfalls in denen allererst bey Bayern angezeigten Stücken zu manchen Veränderungen Anlaß geben.

Da übrigens der abgetrettene Theil so wenig gegen dem übrigen Ober- und Nider-Bayern ausmacht; so kan und wird Oesterreich auch keine eigene Titulatur davon annehmen.

Anmerckungen zu dem fünften Articul.

* * *

Flußsachen.

Bey disem Articul will ich mich nicht weitläufftig aufhalten, sondern nur dises anmercken.

1. Wiewol die Flüsse gemeinschafftlich seynd; so bleiben doch ohne Zweifel die Ufer, und was davon abhanget, allein denenjenigen Herrn, deren Gebiet sie berühren.

2. Villeicht kommt es noch zu einem näheren Vergleich,

a) wie es in Ansehung der Gerichtsbarkeit solle gehalten werden, wann auf ein- oder anderem Strohm etwas vorfällt, so dahin einschläget, und des einen oder anderen Theils, oder zugleich beederseitige Unterthanen, oder Fremde, betrifft;

b) ingleichem, wie es wegen der Mühlen, und anderer Wassergebäude, an den Ufern oder in den Ströhmen, zumalen solchen, welche der Schiffarth hinderlich seyn könnten, solle gehalten werden;

c) ferner wegen der fliegenden und anderen Brücken, Fähren, der von denen Schiffahrenden verursachten Schäden;

d) so auch der Fischerey der beederseitigen Unterthanen;

e) der Insuln und Anwüchse,

f) der zu Grunde gehenden Schiffen und Waaren Bergung, u. s. w.

Anmerckungen über den sechsten Artikul.

§. 1.

Oesterreichische Rechte in dem abgetrettenen Bezirck.

Ob und wie ferne Oesterreich, in Ansehung des erhaltenen Bezircks von Bayern, an die vormals von Chur-Bayern

a) mit denen Erz- und Hoffstifftern in dasigen Gegenden errichtete Concordaten,

b) wie auch mit denen benachbarten Reichsständen eingegangene Gränz- und andere Verträge, verbunden seye oder nicht? lässet sich nicht wohl überhaupt bestimmen, sondern wird nach Beschaffenheit deren Innhalts und jezigen Umstände zu beurtheilen seyn: So auch

c) in Rücksicht auf die zwischen Oesterreich und Bayern vormals beliebte Gränz- und sonstige Verträge, die nun nicht überall oder ganz mehr applicabel seyn mögten.

§. 2.

Verzicht weiterer Ansprüche.

Unter den Bayrischen Staaten, auf welche keine fernere Ansprache gemacht werden solle, seynd also begriffen, nicht nur Ober- und Niderbayern, sondern auch die obere Pfalz, (die Grafschafft Cham mit eingeschlossen,) ingleichem die Bayrische Lande in Schwaben.

§. 3.

Reichs- und Crays-Rechte.

Zu denen Rechten, worauf Oesterreich keine Ansprach machen solle, gehören dann auch die von dem Siz- und Stimmrecht abhangende Gerechtsamen in Ansehung der Reichs- und anderen Deputationen, der Präsentirung der Cammergerichts-Beysizere, der Visitation des Cammergerichts, des Craysdirectorii, Craysobristen-Amts, u. s. w.

§. 4.

§. 4.

Herzoge in Bayern.

Uebrigens ist also auch durch disen Friden entschieden, daß es nunmehro weder Churfürsten von Bayern, noch von Pfalz-Bayern, oder Pfalz und Bayern, sondern nur Churfürsten zu Pfalz, Herzoge in Bayern, gibt:

Ob und wie ferne aber die Besitzere der Bayrischen Lande doch noch der Freyheiten der Churlande in Ansehung Bayerns, z. E. der ohnumschränckten Freyheit gegen die Appellationen, ꝛc. fähig seyen? ist dadurch nicht entschiden; wenigstens nicht deutlich: Doch sehe man hernach die Anmerckungen bey dem Vertrag zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen.

§. 5.

Landeslasten.

Ob dise Stelle wegen der Landeslasten nicht deutlicher zu fassen gewesen wäre? lasse ich dahin gestellet seyn.

Daß die Schulden, welche auf denen in dem an Oesterreich abgetrettenen Bezirck gelegenen Orten hafften, und wofür dieselbige namentlich verschriben sind, mit dem Land an Oesterreich übergehen; ist wohl kein Zweifel:

Ob aber diser Bezirck auch an die Landesschulden von ganz Bayern in so ferne verbunden bleiben solle, als er vormals zu denen Bayrischen gemeinen Lasten nach Proportion concurriret hat? wird nicht bestimmet, und das Wörtlein: Darauf hat kein anderes Wort, auf welchen es einen eigentlichen Bezug haben könnte, weil vorher nur von: Herzogen, nicht aber von einem: Herzogthum die Rede ware.

Anmerckungen über den sibenden Articul.

* * *

Archive.

1. Die Urkunden ꝛc. welche ganz Bayern überhaupt betreffen, bleiben Chur-Pfalz: In so ferne aber Oesterreich derselben in Ansehung seines erhaltenen Bezircks nöthig hat, werden Denselben glaubwürdige Abschrifften oder Auszüge davon zugestellt.

2. Die

2. Die das ganze Rentamt Burghausen angehende Urkunden 2c. gehören dem, der den grösten Theil davon inne hat; der sodann dem andern Theil die benöthigte Abschrifften oder Auszüge mittheilt.

3. Die Urkunden 2c. über die einzelne Orte verbleiben deren Landesherrn, unter gleichem Vorbehalt;

4. und so endlich auch die, so den abgetrettenen Bezirck und dessen einzelne Orte berühren, Oesterreich.

Anmerckungen über dem achten und neunten Articul.

* * *

Dise beede Articul seynd in ihre Erfüllung gegangen, und ist also hier nichts weiter dabey zu erinneren.

Von der Pfalz-Zweybrückischen Beytrittsurkunde.

* * *

Oesterreichische Acceptation.

Warum der Vertrag zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz nur von Oesterreich allein, und nicht auch von Chur-Pfalz mit, acceptiret und unterschriben ist, kan ich nicht sagen; zumalen da hernach der Beytritt des Herrn Herzogs von Zweybrücken zu dem Vergleich zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen nicht nur von Chur-Sachsen, sondern auch von Chur-Pfalz, angenommen worden ist.

Dergleichen Acceptationen eines Beytritts pflegen, wann der Beytritt gleich bey dem Schluß des Fridens erfolget, der Beytrittsurkunde zugleich mit angehänget zu werden:

Ausser deme aber werden über den Beytritt und über dessen Annehmung verschidene Urkunden ausgefertiget; wie unten das Beyspil von Ihro Kayserlichen Majest. und des Königs in Preussen Majest. belehren.

IV.

Anmerckungen zu dem Vertrag zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen.

Ueber den Eingang.

§. 1.

Contrahirende Theile.

Die contrahirende Theile, deren hier gedacht wird, seynd 1. Chur-Pfalz, als Landesnachfolger in Bayern, und 2. Chur-Sachsen, als Allodial-Erbe.

Oesterreichs hingegen ist hier nicht weiter gedacht, 1. weil Desselbigen Ansprach an Nider-Bayern, (in Ansehung dessen Oesterreich sonst, nach Proportion, zu Abfertigung der Allodialerben das seinige mit hätte beytragen müssen,) nun hinwegfället. Und ob Es gleich 2. ein Stück von Bayern bekommt; so hatte es doch dagegen, wie wir oben vernommen haben, eben deßwegen einiges an Chur-Pfalz abgetretten, damit dises die Allodialerben um so eher befridigen könne: Chur-Sachsen hielte sich also allein an Chur-Pfalz, und Chur-Pfalz übernahme es ebenfalls allein, die Allodialerben abzufertigen.

Der Herr Herzog von Pfalz-Zweybrücken aber trate disem Vertrag nur bey, weil einer Seits die Allodialerben dermalen, da er noch nichts von der Chur-Bayrischen Verlassenschafft in Handen hat, an ihn keine Ansprach machen konnten; anderer Seits hingegen er der vermuthliche nächste Nachfolger des Herrn Churfürstens zu Pfalz in Bayern ist, und leicht, wann ihme Bayern anfiele, das hier verglichene noch nicht ganz in Erfüllung gegangen seyn könnte; es also räthlich ware, daß auch Er mit in den Vertrag bewillige.

§. 2.

Sinn der Clausul: „Ohne Untersuchung der Rechte.“

Die Clausul: „Ohne Untersuchung der Rechte,“ ist um so merckwürdiger, weil sich in dem Vertrag zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz nichts dergleichen befindet; ohnerachtet es scheinen könnte, daß der Fall in beeden Verträgen in der Hauptsache einerley seye.

Was ist aber der Sinn diser Clausul? Solle sie so vil besagen: Chur-Pfalz wolle nicht untersuchen, sondern es dahin gestellt seyn lassen, 1. ob die Frau Churfürstin zu Sachsen Allodialerbin? oder 2. doch alleinige Erbin seye? Nein! dann in beeder Eigenschafft wird sie in dem folgenden dritten Articul ausdrücklich erkannt.

Sondern dise Clausul zilet darauf: Wann nicht beede Theile sich wegen diser Allodialverlassenschafft überhaupt gütlich verglichen hätten, und es also zum Stand Rechtens gekommen wäre, hätte müssen untersucht und entschiden werden: 1. Ob die neueste Verträge zwischen Chur-Bayern und Chur-Pfalz von 1766. und 1771. denen angeblichen älteren Rechten der Allodialerben etwas haben benehmen können oder nicht? 2. Ob insbesondere das von Churfürst Maximilian I. in Bayern zum Vortheil derer Allodialerben errichtete Codicill durch dise Verträge habe aufgehoben werden können? 3. Was denen Allodialerben denen gemeinen Rechten nach an denen unbeweglich- und beweglichen Gütern, so fort an der Staats- und Privat Erbschafft, des letzten Churfürstens in Bayern gebühre oder nicht? 4. Was, nach obgedachten Hausverträgen und denen gemeinen Rechten, der Landesfolger hierinn für sich allein verfügen könne, oder mit denen Allodialerben gemeinschafftlich geschehen müsse, oder an ein höchstes Reichsgericht gehöre? u. s. w. Die Untersuchung alles dessen hätte vile Zeit erfordert, würde vilen Schwürigkeiten unterworfen gewesen seyn, und hätte mancherley widrige Folgen haben können: Allem disem nun auszuweichen, ist beliebt worden, den Rechtspuncten ganz beyseit zu stellen, und sich bloß überhaupt gütlich dißfalls mit einander zu sezen. Es ist also dise Clausul nicht bloß um Chur-Pfalz- sondern eben so wohl auch um der Allodialerben- willen eingerückt worden, weil beede Theile darinn haben nachgeben müssen: Dann Chur-Pfalz mußte weit mehr thun, als es nach dem Vertrag von 1771. schuldig zu seyn glaubte, und Chur-Sachsen erhielte nichts aus der Bayrischen Verlassenschafft an Land und Leuten, wie es sich Hoffnung gemacht hatte.

Anmerckungen über den ersten Articul.

§. 1.

Allodialerben, wer?

Nachdeme des lezten Churfürstens in Bayern zweyte Schwester,

ster, Maria Josepha, verwittwete Marckgräfin von Baden-Baden, (die sonst eine Mitallodialerbin gewesen wäre,) den 7. Maji 1776. mit Tod abgegangen ware; und zwar ohne Kinder; so bliebe allein des Herrn Churfürstens älteste Schwester, Maria Antonia, verwittwete Churfürstin zu Sachsen, noch übrig.

Dise nun hat zwar mit Ihrem Herrn Gemahl mehrere noch lebende Kinder erzeuget: Sie hat aber im Jahr 1776. alle ihre an dise Allodialerbschafft habende Rechte an Ihren ältesten Prinzen, den jeztregierenden Herrn Churfürsten zu Sachsen, abgetretten, diser hat sich auch allein bey allen darüber gepflogenen Handlungen gemeldet, und seine Geschwistrigte haben sich nicht dagegen gesezet; dahero man auch nicht nöthig gehabt, von der lezteren Rechten oder Befridigung eine Notiz zu nehmen.

§. 2.
Königliche Hoheit.

Die verwittwete Frau Churfürstin zu Sachsen bekommt den Titul: Königliche Hoheit, weil ihr Herr Gemahl der Prinz eines Königs in Pohlen ware, dessen Kinder alle, (ob Er gleich ein nur für seine Person erwählter König ware,) disen Titul führeten und bekamen.

Nun hätten zwar aus eben disem Grunde und mit eben dem Recht, besagte Frau Churfürstin, für ihre eigene Person, nebst ihren Geschwistrigten, als Kinder des Römischen Kaysers Carls VII. den Titul: Kayserliche Hoheit, annehmen können; (wie in Rußland geschiehet:) Sie haben es aber nicht gethan.

§. 3.
Gulden.

Es ist 1. nicht, wie Einige vermeinen, und villeicht währender Handlungen ein- oder andermal geschehen seyn mag, von Reichsthalern die Red, sondern von Gulden; und zwar

2. Reichsgeld, das ist, den Gulden zu 60. Kr. gerechnet; und

3. nicht nach dem Conventionsfuß, die feine Mark zu 20. fl. gerechnet; sondern nach dem Cours zu 24. fl. weil in Bayern (als dem Land der Allodialerbschafft,) nach Gulden zu 60. Kr. gerechnet wird, und die feine Marck Silbers 24. fl. gilt.

§. 4.
Münzsorten.

Grobe Münzsorten seynd eigentlich solche Silbersorten, welche der Scheidmünze entgegen gesezet seynd: Indessen wird wohl kein Zweifel seyn, daß die Zahlung allenfalls auch in Gold geschehen könne, und zwar in dem Werth, darinn dasselbige in Bayern in Ansehung des 24. Guldenfusses stehet; nemlich die Carolin zu 11. fl. u. s. w. ob gleich alle dise Gold- und Silbersorten in Chur-Sachsen um den sechsten Theil geringer im Cours gehen.

§. 5.
Aequivalent.

In andern Fällen pflegt man bey solcher Gelegenheit eine Menge von Clausuln beyzufügen und mancherley Verzichte zu leisten, z. E. daß man weder mit Gewalt zu dem Vergleich genöthiget, noch durch gebrauchte Hinterlist darzu verleitet worden seye, auch nicht über die Helffte zu wenig empfangen habe, daß kein Irrthum vorgeloffen, auch die Sache reiflich erwogen worden seye, u. d.

Da aber bey grossen Herrn überhaupt alles auf guten Treu und Glauben ankommt, bey dessen Beobachtung solcherley Clausuln überflüßig, widrigen Falles aber unhinlänglich seynd; so haben sie hier gar wohl übergangen werden können.

Wann man übrigens bedencket, daß 1. Chur-Pfalz nun ganz Niderbayern und die ganze obere Pfalz behält, 2. daß es Demselben, auch nach Abzug diser jährlichen 500000. fl. die 12. Jahre über aus seinen übrigen Bayrisch- und Pfälzischen Landen nicht an Standesmäßigem Unterhalt ermangelt, und daß 3. wann Oesterreich Niderbayern behalten hätte, der gröste Theil von dessen Einkünfften für beständig ausser Landes nach Wien gegangen wäre; so werden Chur-Pfalz und die Bayrische Lande bey disem Vergleich sich nicht übel befinden.

§. 6.
Hypothec.

Die Hypothec, so zur Sicherheit der Zahlung beliebt worden ist, hafftet nicht allein auf der Allodialverlassenschafft, sondern auf der ganzen Bayrischen Fideicommissarischen Masse; als zu welcher nun auch die Allodialerbschafft mit-geschlagen worden ist.

§. 7.

§. 7.

Greiffung zur Hypothec.

Nöthigen Falles solle Chur-Sachsen sich an das Unterpfand halten können, 1. durch den Weg Rechtens, vor Austrägen, oder an den höchsten Reichsgerichten; oder 2. wie es Ihme gut dünken wird. Sonst pfleget man zu sagen: „Gerichtlich oder aussergerichtlich"; der hier gebrauchte Ausdruck aber will mehr sagen, und begreiffet alles unter sich, auch den Fall mit Gewalt oder gewaffneter Hand, Abtrettung an eine andere Macht, u. s. w.

Welches alles dadurch um so mehrers verbindlich wird, und alle dagegen aus der Reichsverfassung oder denen gemeinen Rechten machende Einwendungen entkräfftet, wann vollends auch Kayserliche Maj. und des Teutschen Reichs Miteinwilligung hinzukommt.

Anmerckungen über dem zweyten Articul.

§. 1.

Das meiste anderwärts.

Was hiebey zu bemercken wäre, ist bey dem Vergleich zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz Art. 2. nachzusehen.

§. 2.

Nicht-Widersezung gegen disen Vergleich.

Es heißt: Niemand, wer es auch seyn mögte, solle disem Vergleich widerstehen.

1. Da es Reichslehen betrifft, welche künfftig einem anderen Haus verliehen werden sollen; so haben Kayserl. Majest. und das Reich allerdings hiebey etwas zu sagen: Und die Compaciscenten, Oesterreich und Chur-Pfalz, Chur-Pfalz und Chur-Sachsen, können Denenselben hierinnen nichts vorschreiben:

Gleichwie aber in Ansehung Kayserlicher Majest. die Sache bereits unter der Hand bey dem Congreß zu Teschen seine Richtigkeit erlangt haben wird; also ist auch im geringsten nicht daran zu zweifeln, daß, wenn es von Allerhöchstderoselben an das Reich gebracht wird, daselbst nicht die geringste Schwierigkeit deswegen werde gemacht werden.

2. Was aber die Grafen von Schönburg betrifft; so wird a) in Ansehung dessen, was in das Lehenwesen einschlägt, wahr-

scheinlich denenselben kein Widerspruchsrecht zugestanden werden wollen, und was b) die Landeshoheit betrifft; so wird zwar freylich Chur-Sachsen dieselbe nun noch mehr aus dem mit Böhmen im Jahr 1482. getroffenen Vertrag behaupten wollen: Es wird aber sodann die Zeit lehren, ob es bey dem im Jahr 1740. getroffenen Vergleich zwischen Chur-Sachsen und Schönburg bewenden, oder ob ein neuer errichtet werden, und wie derselbe ausfallen wird, oder was die Sache sonst für einen Gang nehmen dörffte. Wann man nicht kan, wie man will; so will man, wie man kan oder muß.

Anmerckungen über den dritten Articul.

§. 1.

Chur-Sächsische Ansprüche.

In disem 3ten Art. ist eigentlich der Siz von denen Ansprüchen des Herrn Churfürstens zu Sachsen an des lezt verstorbenen Herrn Churfürstens in Bayern hinterlassene Allodialerbschafft.

Wie nun dieselbige mit eine Ursache des entstandenen Krieges gewesen ist; also habe ich auch in der Staatsgeschichte dises Krieges von besagter Ansprache an mehreren Orten bereits viles beygebracht: Indessen kan ich nicht umhin, zur Belehrung derer, welche jene Staatsgeschichte nicht besizen, hier wenigstens so vil zu melden.

Chur-Sachsen machte einen Anspruch:

1. auf die altväterliche- und nach dem Pavischen Vertrag von Kayser Ludwig und dessen sammtlichen Nachkommen erworbene-Erblehen und Güter, auch Lande und Leute;
2. auf die Verbesserungen;
3. auf die Nuzungen des lezten Lebensjahres des verstorbenen Churfürstens in Bayern in den alten und neuen Mannlehen und Gütern;
4. auf die fahrende Habe, nebst allem, was darzu gehörig seye;
5. auf die ausstehende activ-Schulden, besonders jene 13. Millionen, wofür Churfürst Maximilian I. in Bayern die obere Pfalz von Oesterreich erkauffet habe.

Die Gründe, worauf alles dises beruhe, habe ich am angef. Ort, S. 107. u. f. angeführt; darunter der wichtigste ist, daß die verwittwete Frau Churfürstin zu Sachsen des lezten Herrn Churfürstens

stens in Bayern nächste Anverwandtin von weiblicher Seiten her seye.

In dem im Jahr 1776. zwischen dem Herrn Churfürsten zu Sachsen und seiner Frau Mutter errichteten Vertrag solle man sich in Ansehung der Allodialansprüche an Bayern höchstens auf vier Millionen Thaler, wahrscheinlich aber auf weniger, Hoffnung gemacht haben.

Der leztverstorbene Churfürst von Bayern aber ware darinn wanckelmüthig, und erklärte sich bald für seine Frau Schwester, bald für Chur-Pfalz.

§. 2.

Handlungen deßwegen zwischen Oesterreich und Chur-Sachsen.

Als, nach Absterben des Churfürstens in Bayern, Chur-Sachsen sich auch zu Wien in Ansehung seiner Ansprache an dessen Allodialverlassenschafft meldete, erhielte es zur Antwort:

1. Chur-Sachsen müsse sich deßwegen an Chur-Pfalz halten, und es allenfalls forderist im Weg Rechtens mit demselben ausmachen:

2. Die Kayserin-Königin stamme von Herzog Albrechten V. in Bayern ab, und habe also ebenfalls ein Regredient-Erbschaftsrecht an dise Verlassenschafft.

Wie es darauf weiter ergangen seye, werden wir gleich jezo vernehmen.

§. 3.

Schrifftwechsel deßwegen zwischen Oesterreich und Preussen.

Es unterstüzte nemlich der König in Preussen das Chur-Sächsische Ansuchen auch bey Oesterreich aus allen Kräfften.

1. Der König liesse nemlich 1778. den 9. Mart. zu Wien vorstellen: Nach einer Chur-Sachsen ertheilten Antwort mache die K. Königin Ansprach an die Bayrische Allodialverlassenschafft, weil Sie von Kayser Ferdinand II. und Dessen Gemahlin Maria Anna, einer Tochter Herzog Wilhelms V. in Bayern abstamme, mithin Regredienterbin seye: Dises lauffe aber wider das beständige Herkommen von Bayern und ganz Teutschland, als nach welchen die dem lezten Besizer am nächsten verwandte Prinzeßin Allodialerbin seye;

seye; sonst würden auch Franckreich, Würtemberg, ꝛc. Allodialerben seyn, und die K. Königin würde nicht vor Kayser Josephs I. Prinzeßin haben erben können.

2. Den 1. Apr. erklärte die K. Königin: Sie würde deßwegen Preussen keine Red noch Antwort geben.

Den 7. Maj. aber äusserte Sie Sich: Chur-Sachsen könne an Sie keine Ansprach machen, als nach Proportion des Oesterreich zugefallenen Theils von Bayern; und darzu wolle Sie Sich, nach Maasgab des von Sachsen führenden Beweises, verstehen, auch bey Chur-Pfalz Ihre gute Dienste anwenden, daß es zu einem Vergleich kommen möge; welches alles erschöpfe, was Chur-Sachsen an den Wiener-Hof verlangt habe.

Und in einer Beylage zu diser Erklärung wird gemeldet: Man könne nicht sagen, die Regredienterbschafften seyen wider das Herkommen des Hauses Bayern; dann der jezige Fall habe sich noch nie weder bey Bayern noch Pfalz ereignet: Und wann sie wider das allgemeine teutsche Herkommen wären, so würden alle Verzichte derer Prinzeßinnen nichtig seyn: Seyen sie aber gültig; so müsse nach Abgang des Mannsstamms eine Regredienterbschafft statt haben; welches auch vile Rechtsgelehrte, Universitätsbelehrungen und Sprüche der beeden höchsten Reichsgerichte bewähreten. In denen gesammten Oesterreichischen Erblanden seyen die Töchtern der Lehensfolge fähig, welches bey Bayern nicht seye; dahero der Fall von denen Prinzeßinnen Kayser Josephs I. nicht hieher gehöre.

3. Preussen beantwortete es dahin: Im Hause Bayern seye in den Jahren 1340. 1425. und 1503. der Mannsstamm verschidener Linien abgestorben; so auch bey Pfalz nach Abgang der Simmerischen Linie: Es seye aber nie von einer Regredienterbschafft die Rede gewesen; sondern die nächste Prinzeßin, z. E. die Herzogin von Orleans, seyen die alleinige Allodialerbin gewesen: Auf disen Grund scheinen sich auch die Oesterreichische Ansprüche an Bayern in den Jahren 1340. und 1425. gegründet zu haben; die Verzichte der Töchtern behalten deßwegen doch ihren Werth in Ansehung der dem lezten Erblasser nächst-verwandten. Denen angeführten Rechtsgelehrten könne man Andere entgegen sezen, und sie, nebst den Gerichten, würden Mühe genug haben, so viler in andere

Häuser

Häuser verheurathteten Prinzeßin Regredient-Erbschafftsansprüche zu entwicklen: Auch Brandenburg würde, nach denen Grundsäzen des Wiener-Hofes, eine gleiche Ansprach machen können, wie Es doch nicht verlange: Wann die Töchtern in Bayern nicht folgen können; so könne auch die K. Königin nicht darinn folgen: Und wann sie in denen Oesterreichischen Landen succediren können; so seyen die Josephinische Prinzeßinnen eben so gut Succeßionsfähig gewesen, als die Carolinische. Uebrigens habe Oesterreich den Churfürsten zu Pfalz durch Entziehung des besten Theils von Bayern ausser Stand gesezt, Chur-Sachsen wegen der Allodialerbschafft zu befridigen.

4. In dem Preußischen Kriegsmanifest wurde hernach die Chur-Sächsische Befügniß zu der Allodialerbschafft und der Unbestand einer Oesterreichischen Regredienzerbschafft nochmals wiederhohlt, und als eine Mitursach der ergriffenen Waffen angegeben. s. meine Beyträge zu dem Europ. Völckerr. in Kriegszeit. 1. Theil, S. 306. 315.

5. In der Oesterreichischen Hauptschrifft wurde (p. m. 110. u. f.) von der Kayserin-Königin Regredienterbschafftsrecht und der Sächsischen Ansprache an das Allodium abermals allerley beygebracht.

6. In der Preußischen Hauptschrifft wurde dagegen urgirt: Daß Pfalz-Zweybrücken nun selbst behaupte, so lang ein Pfälzischer Mannsstamm vorhanden seye, könne eine Prinzeßin nichts erben, und es komme vorläuffig auf Berichtigung des Inventarii an, mithin auf Feststellung der zur Allodialmaß gehörigen Activorum, und der ihr zur Last fallenden Passivorum.

§. 4.
Schrifftwechsel zwischen Chur-Sachsen und Chur-Pfalz.

Der Herr Churfürst von Pfalz, ob er gleich sonst in disem Bayrischen Succeßionshandel sich öffentlich neutral und bloß leidend verhalten hatte, hat doch disen Chur-Sächsischen Forderungen im Druck widersprochen:

Und der Herr Herzog von Pfalz-Zweybrücken, ob er gleich sonst mit Chur-Sachsen in seiner Art gemeinsame Sache gemacht hatte, thate ebenfalls ein gleiches.

Die Chur-Pfälzische Gründe sehe man in meiner Staatsgeschichte rc. S. 105. Der verwittweten Frau Churfürstin zu Sachsen Verzicht vom 12. Jun. 1747. gehet a) auf Ihre Person, auch alle ihre Erben und Nachkommen; b) auf alle Anforderungen und Zusprüche, welche ihro auf ihres Herrn Bruders, des Churfürstens zu Bayern, sämtliche Lande, auch allen deren jezig- und künfftige Pertinentien, beweg- und unbewegliche Güter, Jura und Actiones, zustehen oder künftighin zufallen mögen, nichts davon ausgenommen; c) zum Besten ihres Herrn Bruders und dessen männlicher Leibeserben in infinitum, d) desgleichen samtlicher Hausagnaten, Herzogen von Bayern, und deren männlichen Erben, welchen von Rechtswegen, und vermög der alten Hauspacten, die Erbfolge vor ihro zustehen möge.

Pfalz-Zweybrücken aber wandte hauptsächlich ein:

1. Der Forderung an Land und Leute stehe im Weg:

a) Daß überhaupt, so lang noch ein Mannsstamm von dem ersten Erwerber vorhanden seye, die Töchter selbige nicht erben könnten;

b) daß dises bey Bayern und Pfalz seit 1180. beständig beobachtet worden seye;

c) daß bey nahe seit 300. Jahren die Prinzeßinnen bey Pfalz und Bayern allemal Verzicht darauf leisten;

d) daß mit Abgang der Bayrischen Linie nicht das ganze Haus abgestorben seye;

e) daß die Erbfolge in beeder Linien besizende und gewinnende Lande durch die Hausverträge noch weiter bestättiget- auch

f) in selbigen die Veräusserung an Land- und Leuten ausser der Familie verboten seye.

g) Der Pavische Vertrag von 1329. seye von dem Kayser und den Churfürsten bestättiget; auch

h) in allen folgenden Hausverträgen zu Grund gelegt.

i) Dise Verträge seyen nach Teutschen Rechten und Herkommen verbindlich, und durch die Kayserliche Wahlcapitulation bestättigt.

k) Selbige machten keinen Unterschid unter Lehen und Eigen.

l) So wohl die besizende als gewinnende Lande seyen Stammgüter;

m) mit-

m) mithin alle dem Fideicommiß unterworffen.

n) Was im Jahr 1505. zu Gunsten einer Erbtochter verfüget worden, seye aus Staatsursachen geschehen, nachdeme man sie schon zuvor im Jahr 1504. im Weg Rechtens ganz abgewisen habe.

o) Die Erstgeburtsordnung von 1578. zile auch dahin ab;

p) desgleichen die Haus-Verträge von 1766. 71. und 74.

2. Die Nuzung des lezten Jahres falle weg, da der Churfürst den 30. Dec. gestorben seye: Nach teutschen Rechten fallen auch die Fideicommisse, mit allem Zuwachs, Verbesserungen, Vorrath und Ausständen, an den Landesfolger; ausser wann der Erblasser über das aus seinen eigenthümlichen Geldern angeschaffte disponiret habe. In dem Hause Pfalz und Bayern seyen nie einer Allodialerbin Meliorationen und Nuzungen zugesprochen; wohl aber etwa überhaupt etwas, um den Einwürffen wegen Schwächung des Fideicommisses vorzubiegen, gegeben worden, wie auch noch der Hausvertrag von 1771. thue; allenfalls wolle man eine gütliche Auskunfft deßwegen treffen.

3. Die ausstehende Schulden belangend; so werde sich, nach Abzug dessen, was der Landschafft gebühre, diser Punct leicht von selbsten ergeben, und es dißfalls nur auf Berechnung, Liquidation, und ein freundschafftliches Vernehmen ankommen.

4. Die Forderung wegen der 13. Millionen für die obere Pfalz seye ohngegründet. Dann

a) seye die obere Pfalz seit der Conradinischen Schenckung, ein Pfälzisches Stammgut, und im Jahr 1329. der Pfälzischen Linie zugetheilt worden; auch

b) zur Zeit der güldenen Bull ein Bestandtheil der Churfürstlichen Pfalz gewesen;

c) Neuburg würde im Jahr 1685. darinn gefolget haben, wann es nicht, vermöge des Westphälischen Fridens, den Abgang des Hauses Bayern hätte erwarten müssen;

d) Nach dessen Abgang aber habe sie Chur-Pfalz wieder heimfallen sollen.

e) Alles, was zu der Uebertragung an Bayern Anlaß gegeben habe, gehe das jezige Haus Pfalz nichts an;

f) Man habe dahero die Rechtmäßigkeit des damaligen Ver-

fahrens nicht zu untersuchen; sondern halte sich bloß an den Westphälischen Friden.

g) Bayern habe disen 13. Millionen gänzlich entsagt, und alle Urkunden darüber an Oesterreich zurückgegeben:

h) Bayern habe auch dafür 150. Jahre die Churwürde und die obere Pfalz besessen.

i) Es stehe nichts im Friden, daß bey dem Rückfall der Pfalz die Schuld der 13. Millionen wieder aufwachen solle.

k) Das Wort: *ibidem* heisse nicht: An die obere Pfalz, sondern: In der obern Plaz.

l) Es könne dahero auch kein Innebehaltungsrecht, sondern bloß der Weg Rechtens, Plaz greiffen.

m) Bayern habe für sein Geld den Werth erhalten; und wann Pfalz die Schuld übernehmen sollte, müßte es sein Eigenthum, so ihme ohnehin so lang ohne sein Verschulden entgangen seye, erst mit baarem Geld erkauffen: Wollten aber die Allodialerben sich an den ursprünglichen Schuldner (Oesterreich,) halten, könne solches Pfalz gleichgültig seyn.

§. 5.

Handlungen deßwegen.

Bey denen vor dem Krieg und während desselbigen gepflogenen gütlichen Handlungen kame viles von diser Sache vor, und die K. Königin Maj. erklärten Sich bald, daß Sie von Ihrer Regredienterbschaffts-Ansprache abstehen wollten: Was aber sonsten dißfalls vorgekommen ist, sehe man in meiner offtangeführten Staatsgeschichte &c. S. 63. u. f.

§. 6.

Vergleich.

Wie sich nun beede hohe Theile endlich verglichen haben, erhellet aus diser ganzen Convention; und ist hiebey nur noch anzumercken, daß zwar mehrere öffentliche vorläuffige Nachrichten von dem Innhalt des Fridens haben versichern wollen, Chur-Sachsen erhalte auch die hinterlassene vorhandene Mobilien in natura: Daß aber solches ganz falsch seye, erhellet aus gegenwärtigem 3. Articul.

Ueber

Ueber die dem Chur-Sächsischen Verzicht angehängte Clausuln liessen sich allerley Anmerckungen machen; welche man aber vilmehr für Ausschweifungen in das, was in dergleichen Fällen gemeinen Rechtens ist, halten könnte und würde: Und da sie nichts weiteres zu Erläuterung diser Convention und des Fridens beytrügen, so übergehe ich sie, zu Verschonung des Plazes, gerne.

§. 7.

Würtembergische Ansprach an die Allodialerbschafft.

2. Meldete sich der Herr Herzog zu Würtemberg noch währender Fridenshandlungen ebenfalls als Bayrischer Allodialerbe; weil er

a) von Kayser Ludwigs in Bayern Prinzeßin Elisabeth, so im Jahr 1362. Graf Ulrichen VII. zu Würtemberg- und

b) von Herzogs Heinrichs in Bayern Prinzeßin Elisabeth, so im Jahr 1445. Graf Ulrichen VIII. zu Würtemberg- geehlichet habe, abstamme;

Die daraus folgende Rechtsgründe werden in der Würtembergischen Hauptschrifft selbsten also ins kurze gezogen:

1. Weder die Teutsche noch Römische Rechte stehen der Erbfolge der weiblichen Nachkommen im Weg.

2. Es kommt dißfalls auf die erste Erwerber- in Rücksicht auf die vorligende Würtembergische Erbschafftsansprüche, auf die Allodialien Kayser Ludwigs IV. und Herzog Heinrichs von Landshut an.

3. Die Bayrische Hausverträge lassen sich mit den Ansprüchen der Regredienterben sehr wohl vereinbaren: a) Dann der Grund, warum der Mannsstamm nach denselben einen Vorzug genießt, höret auf, so bald der Mannsstamm selbst erlöscht. b) Wegen dises künftigen Zutritts der weiblichen Descendenten kan der Mannsstamm nichts von der empfangenden Erbschafft veräussern. c) Es ist ein Unterschid zwischen den Privatallodien und den alten Pfalzbayerischen Fideicommissen. d) Selbst in den Fideicommißgütern würden die Töchter der Ludwigischen Linie vor den Agnaten der Rudolphinischen Linie einen Vorzug erlangen können, wann die neue Erwerbungen zu dem Fideicommiß gehörten.

4. Der Kayserin-Königin Ansprach an das Bayrische Erbe schliesset die Würtembergische um so weniger aus, als a) unter den ausdrücklichen und stillschweigenden Verzichten und Vorbehalten kein wesentlicher Unterschid ist, und b) die zwo Bayrische Prinzessinnen, von welchen Würtemberg abstammt, ihr Erbrecht auf ihre Nachkommen versendet haben.

5. Mit Chur Sachsen ist Würtemberg

a) wegen der Existenz eines Erbes, der Begreiffung eines Inventarii, Absonderung der Lehen vom Eigenthum ꝛc. einverstanden:

b) Dessen Anmassung eines ausschliessenden Erbrechts aber wird darum widersprochen: 1) Jede Tochter und ihre Nachkommenschafft succedirt ihrem Erblasser, und 2) dises nach den gewöhnlichen Graden der Verwandtschafft.

c) Die Meinung, daß die nächste Erbin des Lezten vom Mannsstamm allein erbe, ist ungegründet.

6. Die anscheinende Schwierigkeit in Bestimmung diser Erbtheile, (welche doch aus den allen Erbsinteressenten gemeinsamen Documenten geschehen kan,) hebt das Erbrecht selbst nicht auf; sondern eröffnet vilmehr den Weg zu gütlicher Vergleichung: Worzu Würtemberg geneigt ist, und sich die Mitwürckung Kayserl. Majest. und seiner Reichsmitstände erbittet.

Auf dise beede Würtembergische Schrifften ist keine öffentliche Erklär- oder Widerlegung von keinem derer bey der Bayrischen Erbfolge intereßirten- oder Antheil daran genommenen-Höfe erfolget.

§. 8.

Ausschliessung aller anderer Allodialansprüche.

Nachdeme aber hier die Frau Churfürstin zu Sachsen die einzige Allodialerbin von Bayern genannt wird; so werden dadurch alle andere Allodialansprüche abgewisen, und zwar

1. nächstens von Chur-Pfalz und Chur-Sachsen, sodann Pfalz-Zweybrücken:

2. Weil aber dise Convention a) mit ein Articul des Fridens zwischen Oesterreich und Preussen ist, b) welcher von Franckreich und Rußland garantiret worden ist; so nehmen auch dise Mächten Theil an sothaner Ausschliessung: Und wann

3. auch Kayserliche Majest. und das Teutsche Reich mit in den Friden bewilligen; so stimmen Dieselbige mit hierinn ein.

Nun kan zwar durch alles dises einem Dritten, der daran keinen Antheil nimmt, oder wohl gar bey Genehmigung des Fridens durch die Reichsversammlung sich seine Gerechtsame vorbehält, nicht schaden, noch ihne von Verfolgung seines zu haben glaubenden Anspruchs im Weg Rechtens, der Güte und der Negotiationen, schlechterdings abhalten: Nur wird es darauf ankommen, was bey vorligenden Umständen räthlich seyn dörffte.

§. 9.

Einfluß dises Vergleichs auf die Lehre von Regredient-Erbschafften.

Uebrigens wird dises Beyspil wohl auch in Zukunfft einen starcken Einfluß auf die in dem Teutschen Staatsrecht so offt vorkommende- und würcklich jezo auch bey andern Häusern vor den höchsten R. Gerichten schwebende- streitige und danckele Materie von der Regredient-Erbschafft, oder Erbfolge der Töchtern nach erloschenem Mannsstamm, in den Häusern derer Teutschen weltlichen Reichsstände haben.

Dann obgleich diser Streit nicht weder überhaupt, noch in dem vorligenden Fall, insbesondere, weder von Kayserlicher Majest. und dem Reich bey der Reichsversammlung, noch von einem höchsten Reichsgericht, untersucht und entschiden worden, sondern alles durch den Weg der Waffen- und endlich darauf erfolgten gütlichen Vergleichgeloffen ist; welchen Falles man sich freylich, wo die Umstände nicht eben so vorwalten, nicht völlig auf ein solches Beyspil zu Gründung eines Herkommens steifen kan; so ist und bleibt eben doch von grossem Gewicht, daß so vile teutsche Höfe und auswärtige Machten die nächste weibliche Anverwandtin des leztens vom Mannsstamms als dessen alleinige Allodialerbin erkannt haben; welches auch allerdings, zu Abschneidung aller sonst bey Regredienterbschafften sich äusserenden unzähligen und ohnüberwindlichen Schwürigkeiten, das Beste ist.

§. 10.

Von dem Pfalz-Zweybrückischen Fideicommiß.

Ferner wird hier erkannt und festgesezet, daß fürohin

a) alle Pfälzische und Bayrische Lande, sie seyen, von welcher Eigenschafft sie sonsten wollen, so lange noch ein Mannsstamm von dem Hause Pfalz vorhanden ist, ein einiges Corpus zusammen ausmachen sollen;

b) in

b) in welchem zwar alle Herrn dises Hauses einander nach dem Recht der Erstgeburt folgen; welche Lande aber zugleich

c) mit einem Fideicommiß beleget seynd;

d) wovon folglich der jedesmalige Besizer nichts veräusseren-noch selbiges beschweren darff.

§. 11.

Von der alten Churlinie.

Unter der hier gedachten Churlinie ist ohne Zweifel die Pfälzische Linie verstanden; welche wenigstens seit der Zeit der güldenen Bull die Churwürde trug; biß selbige im vorigen Jahrhundert, im 30jährigen Krieg und durch den Westphälischen Friden, von Pfalz auf Bayern gekommen ist:

Auf den nach Absterben des Hauses Bayern von denen Bayrischen Gelehrten erregten Streit: Ob nicht dise Chur ursprünglich entweder ganz und gar eine bloß Bayrische- oder wenigstens eine zwischen Bayern und Pfalz gemeinschafftliche- Chur gewesen seye? mag wohl in disem Vertrag keine Rücksicht genommen worden seyn.

§. 12.

Von den Pfalz-Bayrischen Churlanden.

Wann hingegen weiter der nun wieder vereinigten Churlande gedacht wird; so ist zwar offenbar, daß damit darauf gezilet werde, die Pfälz- und Bayrische Lande machten nun zusammen die Churlande aus, auf welchen die Pfälzische Chur hafftе:

Ob aber 1. dadurch die Bayrische Lande auch derer denen Churlanden in der güldenen Bull beygelegten Freyheiten fähig erkläret worden seyen? lasse ich dahin gestellet seyn: Da aber durch das Recht der Erstgeburt ohnehin der Trennung diser Lande vorgebogen ist; so wird, wann die Freyheit gegen die Appellationen von dem Kayserlichen Hof künfftig Chur-Pfalz auch in Ansehung seiner Bayrischen Lande noch ferner gegönnet werden wird, der ganze Streit von sich selbsten aufhören.

2. Wann auch dise Lande nun nur einen einigen Staascörper ausmachen; so behält doch nach wie vor jedes derselbigen seine eigene und besondere hergebrachte Landesverfassung: Z. E. in Bayern bleiben die Landstände in ihrem Wesen und bey ihren Rechten; wo indessen in der Pfalz keine Landstände seynd.

3. Auch

3. Auch in Ansehung des Reichs gehet dißfalls keine Veränderung vor: Zwar ist die eine derer beeden bißhero disem Hause zugestandenen Churwürden, Krafft des Westphälischen Fridens, erloschen: Wann aber gleich nun Bayern und Pfalz zusammen die Pfälzische Churlande ausmachen; so bleiben doch dem Hause Pfalz nach wie vor die wegen eben diser Lande auch im Fürstlichen Collegio seit 1582. hergebrachte Stimmen, sowohl in Ansehung seiner Bayrisch- als Pfälzischen Lande; wie auch Chur-Braunschweig wegen einerley Landen so wohl im Chur- als Fürstl. Collegio Siz und Stimme hat.

4. Wann aber die Pfalz-Bayrische Churlande nunmehro in der alten Churlinie und in einer einigen fideicommissarischen Masse wieder vereiniget seynd; wo gehören dann die Zweybrückische Lande hin? Seynd sie auch ein Theil diser Churlande und dises Fideicommisses? Davon sagt der Vertrag nichts, und lässet es also unentschiden; obgleich, nachdeme die Frage bejahet oder verneinet wird, es in Ansehung der Erbfolge, des Erstgeburtsrechts, des Fideicommisses, der Eigenschafft eines Churlandes, des Allodii, u. s. w. von wichtigen Folgen ist. Villeicht wird auch solche Lücke durch den in diser Bayrischen Erbfolgeangelegenheit erwartenden Reichsschluß ausgefüllet: Gut wäre es wenigstens.

§. 13.

Von dem Pfalz-Bayrischen Allodio.

Das bey Pfalz nunmehro verbleibende Bayrische Allodium (dann von dem Pfälzischen scheinet hier keine Frage zu seyn, obgleich auch dises nicht überflüßig wäre,) solle endlich auf die Substitution übergehen; dises solle wohl so vil sagen, auf Pfalz-Zweybrücken und Birckenfeld, nach Maaßgab dessen, was die Verträge von 1766. und 1771. dißfalls mit sich bringen.

Nur möchte das Publicum villeicht gerne wissen: Ob Chur-Sachsen die in dem Testament des lezten Herrn Churfürstens in Bayern seiner Frau Schwester vermachte Stücke auch noch bekommen habe oder solle, ob derselben gleich hier nicht gedacht ist? Ich vermuthe, diser Punct seye zwischen beeden Höfen bereits berichtiget, und es seye also nicht nöthig gewesen, ihrer hier ebenfalls zu gedencken.

§. 14.

Von denen Chur-Bayrischen Erbschaffts-Lasten.

Schließlichen übernimmt der Herr Churfürst zu Pfalz

a) alle Bayrische Paßivschulden; sie mögten dem Haus und Land, oder dem Allodio, denen Rechten nach, zugetheilet werden können und müssen.

b) Alle andere benannt- und unbenannte Erbschafftslasten, z. E. Witthume, Legaten, Gnadengelder, Stifftungen zu Seelmessen, auch milden Sachen, u. s. w.

M. Jan. 1779. wurde denen Zeitungen einverleibt, was bey der zu München angestellten Inventur-Commißion wegen der versezten Chur-Bayrischen Faustpfänder Verintereßir- und Wiedereinlösung vorgegangen ist.

Anmerckung über den vierten Articul.

* * *

Alles anderwärts.

Was hiebey zu erinneren wäre, ergibt sich aus deme, was schon bey Gelegenheit des Fridens zwischen Oesterreich und Preussen, und des Vertrags zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz, angemercket worden ist.

Anmerckungen über den fünften Articul.

* * *

Garantie.

Die contrahirende Machten des Fridenstractats seynd Oesterreich und Preussen, und die vermittlende Frankreich und Rußland:

Kayserlicher Majest. und des Teutschen Reichs Garantie wird nicht verlangt.

Was aber sonst von diser Garantie zu sagen wäre, ergibt sich aus dem auch hievon schon oben gemeldeten.

* * *

Warum von dises Vertrags beeden original-Exemplarien nur eines von Chur-Pfalz und nur eines von Chur-Sachsen, nicht aber beyde von beyden zugleich, unterschriben worden seyen, ist mir unwissend; in deme sonsten dergleichen einseitige Unterschrifften nur Platz zu greiffen pfleget, wann die Contrahenten keinen gewissen Rang gegen einander haben: Welches sich aber zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen anderst befindet.

Anmer-

Anmerckungen über den abgesonderten Articul.

* * *

Titulatursachen.

Es ist schon oben erinneret worden, daß, (gegen die sonstige Gewohnheit,) dem Fridensschluß kein allgemeiner besonderer Articul wegen der von denen Interessenten gebrauchten und sich beygelegten Titulaturen angehänget worden seye:

Warum sich aber doch einer dergleichen hier bey dem Vertrag zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen befindet, ist ohne Zweifel die Ursache die Titulatur von Jülich, Cleve, Berg, Marck, Ravensberg und Ravenstein; welche dise beede Höfe einander streitig machen.

Von der Pfalz-Zweybrückischen Beytritts-Urkunde.

Was hievon zu sagen seyn möchte, kan das belehren, was oben von des Herrn Herzogs Beytrittsacte zu dem Vergleich zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz vorgekommen ist.

V.

Anmerckungen über die Convention zwischen Chur-Pfalz und Pfalz-Zweybrücken.

§. 1.

Zweybrückischer erster Beytritt zu den Verträgen von 1766. rc.

1. Die zwischen Chur-Bayern und Chur-Pfalz in denen Jahren 1766. 1771. und 1774. geschlossene Verträge waren nicht nur ohne Wissen und Willen derer Hrn. Herzoge von Pfalz-Zweybrücken geschlossen, sondern so gar auch vor Denenselben geheim gehalten worden.

2. Währender Handlungen zwischen Oesterreich u. Chur-Pfalz wegen der Oesterreichischen Ansprache an Niderbayern machte sich zwar der Herr Churfürst zu Pfalz den 5. Aug. 1777. gegen den Herrn Herzogen zu Pfalz-Zweybrücken anheischig, mit zusammengesezten Kräfften dasjenige, so die Rechte und Vortheile des Hauses betreffe, und unter Ihnen zu reguliren seye, nach Maaßgab der vorhandenen Hausverträge, durch ein Pactum successorium ohnverlängt zu bestimmen:

Dabey aber verbliebe es, und der Hauptvertrag kame nicht zu Stand.

3. Nachdeme sich der Todesfall des Herrn Churfürstens in Bayern ereignet hatte, schlosse der Herr Churfürst zu Pfalz a) nicht nur die Convention vom 3. Jan. 1778. mit Oesterreich, ohne Mitzuziehung des Herrn Herzogs, sondern b) behielte sich auch gar bevor, wegen eines Tausches von ganz Bayern, oder eines Theils desselbigen, mit Oesterreich sich noch weiter zu vergleichen:

Wo hingegen der Herr Herzog an beydem keinen Antheil nehmen wollte.

4. Als aber des verstorbenen Herrn Churfürstens in Bayern Testament publiciret wurde, liesse bey diser Gelegenheit der Herr Herzog in seinem Namen eine Beytritts-Urkunde zu denen in den Jahren 1766. 1771. und 1774. zwischen Chur-Bayern und Chur-Pfalz geschlossenen Verträgen übergeben; wobey ich aus gedachter Urkund folgendes anmercke.

a) Es erhellet nicht daraus, daß es auf Chur-Pfälzisches Verlangen geschehen seye; dahero es der Herr Herzog vermuthlich aus eigener Bewegung gethan hat.

b) Er hielte dise Verträge genehm in allen ihren Puncten und Clausuln, gar nichts ausgenommen; und zwar

c) für sich, seine Fürstliche Erben und Nachkommen, und alle Agnaten des Pfälzischen Hauses: Ohne daß man fände, daß dise leztere 1) entweder den Herrn Herzog darzu bevollmächtiget, oder 2) doch disen Beytritt genehmiget hätten.

5. Man liset auch nicht, daß der Herr Churfürst zu Pfalz disen Beytritt auf eine oder die andere Weise acceptiret hätte.

6. Vilmehr hielte es den ganzen Krieg hindurch Chur-Pfalz mit Oesterreich, und Pfalz-Zweybrücken mit Preussen; ob gleich weder der eine noch andere Theil Mannschafft darzu hergabe.

§. 2.

Neuer Vergleich zwischen Chur-Pfalz und Zweybrücken.

Weil aber aus disem Betragen so ein als anderer Seits solche Folgen hätten entstehen können, welche vermögend gewesen wären, die Einigkeit in dem Hause Pfalz, und die Ruhe im Reich, von neuem zu stöhren; so wurde beliebt, daß beede Theile sich hiedurch zu Festhaltung besagter Verträge verstunden: Wobey ich bemercke:

1. Der Verspruch ist allgemein, ohne etwas in denen Verträgen auszunehmen; so daß es fast scheinen will, die Art. 8. des Fridens

zwischen

zwischen Oesterreich und Preussen dißfalls beygefügte Bedingung seye mehr auf die Garants, als auf die Glider des Hauses Pfalz selbst, gemeint.

2. Es wird derer übrigen Agnaten, oder der Birckenfeldischen Linie zwar mit keinem Wort gedacht; doch kommt derselbigen besagter 8ter Art. zu statten.

3. Wurde über die in eben disem 8ten Art. bereits enthaltene Garantie mehrgedachter Verträge eine weitere besondere Garantie auch diser Convention zwischen Chur-Pfalz und Pfalz-Zweybrücken für überflüßig angesehen.

VI.

Anmerckungen über die Beytrittsurkund Ihro Röm. Kayserlichen Majestät.

* * *

Das, was hierüber gesagt werden könnte, kommt, nach dem oben bereits weiter ausgeführten, auf folgendes an:

1. Diser Beytritt bindet Ihro Kayserliche Majest. nur in der Eigenschafft eines Mitregentens und Thronfolgers derer Oesterreichischen Staaten; nicht aber in der eines Röm. Kaysers.

2. Obgleich der Kays. Kön. Maj. in Dero Erblanden in Staatssachen allein regiren, und Ihro Kayserl. Maj. Mitregentenschafft sich nicht so weit und auch darauf erstrecket, (massen sonsten auch der Krieg in Ihrem Namen mit- hätte geführet- und der Fride mit in Ihrem, als Mithauptcontrahentens, Namen hätte geschlossen werden müssen;) so wurde doch für räthlich erachtet, Sich Ihro Kayserlichen Maj. ausdrücklichen Beytritt zu bedingen, damit um so weniger daran zu zweiflen seye, daß der getroffene Fride auch der Kayserin-Königin Erben und Nachfolgere an der Regierung verbinde.

3. Weil Ihro Kayserl. Majest. in diser Eigenschafft an dem Krieg keinen Antheil genommen hatten; so erschiene von Ihnen auch kein Bevollmächtigter bey dem Fridenscongreß; mithin mußte dise Beytrittsurkunde von Haus aus gefertiget werden.

4. Es wurde nicht vor nöthig erachtet, daß der Kayserin-Königin Maj. disen Beytritt feyerlich acceptirten:

5. Wohl aber geschahe es an Seiten des Königs in Preussen; und zwar

6. aus der n. 3. angeführten Ursach, ebenfalls in einer eigenen Urkund von Haus aus.

VII.

Anmerckung über die Garantie-Urkunde der vermittlenden Mächten.

* * *

Mehrere Garantieacten.

Oben ware schon

1. dem Friden zwischen Oesterreich und Preussen eine Art eines Attestats und Zeugnisses angehänget worden, daß derselbe unter der Vermittelung und Garantie von Franckreich und Rußland geschlossen worden seye, und so laute, wie allda zu sehen ist.

2. Weil aber dem Friden selbst noch verschidene besondere Conventionen a) zwischen Oesterreich und Chur-Pfalz, b) zwischen Chur-Pfalz und Chur-Sachsen, und endlich c) zwischen Chur-Pfalz und Pfalz-Zweybrücken; ferner Beytritts- und resp. Acceptations Urkunden resp. von Pfalz-Zweybrücken, der Kayserin-Königin Maj. des Röm. Kaysers Maj. und des Königs in Preussen Maj. angehänget worden waren; so folgen nun noch

1) allgemeine Garantie-Urkunden von Franckreich und Rußland; und

2) Acceptationsurkunden derselben von denen Hauptinteressenten, Oesterreich und Preussen.

Den ganzen Beschluß endlich machen die Ratifications-Urkunden aller contrahirenden- der meisten beytrettenden- und beeder garantirender-Höfe; weilen Ihro Kayserlichen Maj. Beytrittsurkund, so von Ihnen Selbst unterzeichnet ware, keiner weiteren Ratification bedurffte:

Bey welchem allem aber nichts weiteres anzumercken ist, als daß die allerseitige Ratificationen, schon oben erinnerter massen, ohne Anstand erfolgt und ausgewechselt worden seynd.

Was aber in Ansehung der Ratificationen der Fridensschlüsse, derselben Auswechslung, der Publication der Fridensinstrumente, und was davon abhanget, überhaupt dem neuesten Europäischen Völckerrecht gemäß seye, davon ist in meinem Versuch desselben,

und in den Beyträgen darzu, umständlich gehandelt, und jeder Saz durch Beyspile, so sich erst seit dem Jahr 1740. hin und her in Europa ereignet haben, erwisen und erläutert.

* * *

Noch einige allgemeine Anmerckungen.

§. 1.

Von Jülich ꝛc.

Bey denen Fridenshandlungen solle noch gegen das Ende deßselbigen etwas mit wegen der Jülich- und Bergischen Erbfolge verglichen worden seyn: Im Fridensschluß aber findet sich kein Wort davon:

Ob nun deßwegen ein geheimer Articul abgefaßt, oder die Sache auf weitere Negotiationen ausgesezt, oder davon ganz abstrahiret worden seye? muß die künfftige Zeit belehren.

§. 2.

Rangsachen.

Die meiste Europäische unabhängige Staaten haben keinen gewissen Rang unter sich, sondern halten sich einander gleich, und weichen dahero einander nicht:

Weil aber doch in denen Fridensschlüssen, u. d. öffters mehrere Höfe ausdrücklich benahmset werden müssen; so ist herkommlich, daß allemal von dergleichen Urkunden so vile Originalien gefertiget werden, als zu disem Zweck vonnöthen ist, da jedesmal in einem Exemplar der eine- und im zweyten ꝛc. der andere Hof zu erst gesezet werden, s. Mein Versuch des Europ. Völckerr. 1. Theil, S. 48. u. f. und meine Beyträge zu dem Europ. Völckerr. 1. Theil, S. 40. u. f. 52. u. f.

Und so ist es auch bey Ausfertigung des Teschnischen Fridens zwischen Oesterreich und Preussen, so dann zwischen Franckreich und Rußland, bey allen Gelegenheiten gehalten worden.

Da ich mich aber in meinen Schrifften, und auch in gegenwärtiger, dises Mittels nicht bedienen kan; so habe ich, um (wo möglich,) nicht anstößig zu seyn, mir nicht anderst zu helffen gewußt, als daß ich Sie allemal in derjenigen Ordnung benenne, wie sie in der Teutschen Sprache nach dem Alphabeth auf einander folgen.

Ob

§. 3.
Donauwörth.

Ob die ehemalige Reichsstatt Donauwörth, (deren Wiedereinsezung in ihre vorige Reichsunmittelbarkeit in dem Westphälischen Friden auf fernere Handlungen ausgesezet worden ware,) nicht wenigstens jezo, nach Absterben des Bayrischen Hauses, von neuem eine Reichsstatt werden solle? davon findet sich auch nichts in disem Friden; vermuthlich darum, 1. weil solche Angelegenheit mit denen Streitigkeiten, die den lezten Krieg und jezigen Friden veranlaßt haben, in keiner Verbindung stehet, auch 2. in besagtem Friden als eine blosse Teutsche Reichstagssache behandelt worden ist.

§. 4.
Keine Einschliessung anderer Mächten.

In denen vorigen Fridensschlüssen zwischen Oesterreich und Preussen findet sich noch ein eigener Articul, wodurch von beeden Theilen noch mehrere andere Mächten mit in den Friden eingeschlossen werden; ja man hat wohl gar eigene Acten deßwegen errichtet: Bey dem Teschnischen Friden aber hat man nichts dergleichen beliebt.

§. 5.
Geheime Articul.

Allem wahrscheinlichem Vermuthen nach befinden sich auch bey dem Teschnischen Friden geheime Articul; und wer weißt, wie vile und wie wichtige! Aber eben darum, wann dergleichen verabredet- und dabey bedungen worden ist, daß sie, wenigstens noch zur Zeit, geheim bleiben sollen, kan man von mir nicht verlangen, daß ich derselbigen hier Erwehnung thue.

Oeffentliche Blätter haben zwar angeben wollen, daß etwas von einem gemäßigteren Betragen der beederley Religionsverwandten in Teutschland unter einander verabredet worden seye: Und wie sehr wäre zu wünschen, daß die höchste Teutsche Höfe in denen Hauptmaterien 1. von denen Religions- und 2. Justizbeschwerden einander näher, als bißhero, kämen; wann anderst das gesezmäßige Ansehen des Reichs-Oberhaupts und der höchsten Reichsgerichte, der innerliche Ruhestand, rc. kurz, die ganze Reichsverfassung, noch länger bestehen- oder auch noch besser bevestiget werden- sollen:

Noch zur Zeit aber kan ich in meinem von den hohen Cabineten entfernten Theil nichts zuverläßiges davon melden.

Und eben so wenig kan ich melden, daß etwas, und allenfalls wie vil, daran wahr seye, daß Chur-Pfalz in einem geheimen Articul noch eine gewisse Geldsumm zu Tilgung eines sicheren Anspruchs bewilliget habe.

§. 6.

Entschuldigung des Verfassers.

Es wäre ohne Zweifel dem Publico angenehm, und nicht nur zur Erläuterung dises nun beygelegten Streits, sondern auch in Ansehung des Teutschen Staatsrechts und mancher desselbigen Materien überhaupt, sehr dienlich, wann über alles obiges rechtliche und andere unpartheyische Betrachtungen angestellet würden: Die Zeiten und Umstände seynd aber so beschaffen, daß ein Moser es nicht wagen darff; so frey man auch anderwärts, über disen Teschnischen Friden schreiben zu dörffen, es gewagt, oder Erlaubniß darzu erhalten hat.

§. 7.

Vorbehalt des weiteren.

Sollte noch vor vollendetem Abdruck dises Wercks bey der Reichsversammlung zu Regensburg, sonderlich in Ansehung des 13den und 14den Articuls, noch etwas weiteres in diser Sache vorgehen, werde ich nicht ermanglen, selbiges noch unten in einem Anhang beyzufügen.

* * *

Einige Verbesserungen der fortgesezten Anmerckungen, S. 15.

welche zwar in die Hauptsache keinen Einfluß haben; jedoch, um mehrerer Richtigkeit willen, hier beygefüget werden, und nach welchen auch die genealogische Tabell S. 14. zu verbessern ist.

Bayern wurde zweymal in Ober- und Nider-Bayern getheilt:

1. Unter Herzog Ottens Söhnen, Ludwigen dem Strengen, der Ober-Bayern bekame, und Heinrichen, der Nider-Bayern erhielte: Als des lezten Linie im Jahr 1340. abstarb, bekame Kayser Ludwig von Bayern Ober- und Nider-Bayern wieder zusammen.

2. Unter seinen sechs Söhnen bekamen drey Ober-Bayern, nebst der Grafschafft Griesbach, und drey Niderbayern: Diser lezteren drey Mannsstamm nun ware es, der im Jahr 1425. abgienge:

3. Der Herzog Johann in Bayern, wegen dessen Erbfolge der Kayserliche Spruch im Jahr 1429. ergienge, ware nicht der im Jahr 1340. verstorbene Herzog Johann, sondern der im Jahr 1425. verstorbene Herzog Johann, Straubingischer Linie.

* * *

Einige Zusäze zu der Staatsgeschichte des Krieges im Jahr 1778. und 1779.

S. 6. habe ich vergessen, unter denen Bayrischen Verlassenschafftsstücken der Böhmischen Lehen in der obern Pfalz überhaupt Meldung zu thun: In dem Verfolg der Geschichte aber ist das, was deßwegen je und je vorgekommen ist, an gehörigen Orten zu lesen.

Zu S. 10.) „Im Jahr 1761. den 2. Jan. stellte der Churfürst in Bayern seiner Frau Schwester, der damaligen Churprinzeßin in Sachsen, eine Erklärung aus: Daß ihr Verzicht sich weiter nicht, als auf die von Herzog Wilhelm V. abstammende Herzoge von Bayern, sich erstrecken könne, möge und solle: Wann aber dieselbe abstürben, solle ihr und ihren Röm. Catholischen Erben der erbliche Regreß zu allem dem, wessen sie sich verziehen habe, vorbehalten und offen seyn; wie es dann auch niemalen anderst gemeint gewesen seye, als daß solcher Verzicht nach des Churhauses und Churlinie von uralten Zeiten hergebrachten Observanz und alt-üblichem Herkommen abgegeben werden solle.

Dise Erklärung ist aber also älter, als die Tractaten mit Chur-Pfalz von 1766. und 1771.

S. 12. §. 7. *lin. 6.* seynd, nach: „Meldung gethan," in der Druckerey die Worte ausgelassen worden: „Der König in Preussen aber habe geantwortet."

Zu S. 31.) „Den 31. Jan. 1778. thaten die Bayrische Landstände dem Churfürsten zu Pfalz eine Vorstellung, darinn sie in 3. Abschnitten zeigten, daß die Trennung des Herzogthums der Ständischen Einigung und Bündnissen, denen Landesfreyheiten und deren Erläuterung, auch so vilen auf einander gefolgten Kayserlichen und Landesherrlichen Privilegien, zuwider seye.

Memoir. des Pfalz-Zweybr. Minist. vom 21. Mart. 1778.

Zu S. 42.) Das den 11ten Mart. 1778. bey Publication des Testaments und der Succeßions-Disposition des lezten Churfürstens in Bayern geführte Protocoll wurde hernach in 4. gedruckt.

Zu

Zu S. 44.) „Den 21. Mart. 1778. übergabe der Pfalz-Zweybrückische Gesandte zu München, von Hofenfels, der Landschafft in Ober- und Nider-Bayern ein (hernachmals auch in 4. gedrucktes) Memoire, darinn er meldet: Daß sein Herr genöthiget worden seye, gegen die Oesterreichische Besiznehmung von Niderbayern und die ohne seine mindeste Wissenschafft oder Vermuthung getroffene Convention bey dem Reichsconvent zu protestiren, habe auch (von Preussen) allbereits eine kräfftige Beystimmung erhalten, dennoch aber nicht zuwege bringen können, daß die Vollziehung der Convention ausgesezt- oder die präcipitirte Huldigung biß zu gütlicher Beylegung der Sache aufgeschoben worden wäre. Nun könne zwar der ohne des Herzogs, als nächsten Erbfolgers, auch des Reichs und der Garants des Westphälischen Fridensschlusses Einwilligung, und der vereinigten Stände Vorbewußt geschlossene Vergleich keine rechtliche Würckung nach sich ziehen: Er habe aber doch der Landschafft, als hauptsächlich intereßirten Theil, davon legale Nachricht geben wollen, mit dem Anhang, daß er alles vorgegangene für unverbindlich und ungültig halte: Wie nun die Landschafft bereits das ihrige so standhafft, als gründlich und edelmüthig gethan habe; so bleibe nichts übrig, als die Anwesende von der Landschafft zu ersuchen, ohne den mindesten Zeitverlust, die dermalen hauptsächlich intereßirte Landesmitstände von des Herzogs Gesinnungen zu benachrichtigen, und den Churfürsten zu bitten, daß Er Sich weder mittel- noch unmittelbar in irgend einige Verbindung einlasse.

Zu S. 48.) Den 3. Apr. 1778. liesse Chur-Pfalz bey dem Reichsconvent erklären: Daß es durch seines Gesandtens Chur-Pfälzische Legitimation, an denen ihme, wegen der mit den Pfälzischen dermalen wieder vereinigten Bayerische Lande zustehenden Juribus Electoralibus etwas zu vergeben, nicht gemeinet wäre, sondern solche nun so mehr vorbehalten haben wollte, als dergleichen Reservation schon in denen nach und nach ertheilten Kayserlichen Lehenbrieffen allezeit geschehen, und die dißfallsige Gerechtsame neben andern auch dadurch genugsam sicher gestellt seye.

Zu S. 86.) Den 30. Oct. 1778. rescribirte der Herr Churfürst zu Pfalz an seinen Comitialgesandten: Es seye bekannt, was der Verzichtsurkunde, welche der Herzog Albrecht von Oesterreich auf Niderbayern ausgestellet haben solle, allenthalben für ein grosses

Ff 2 Auf-

Aufsehen gemacht habe. Nun betheure zwar der Geheime Registrator Schmidt, daß er bereits vor etlich und 40. Jahren, als damaliger geheimer Cancellist, sothane Verzicht, ohne sich mehr zuerinneren, ob es ein Original oder Abschrifft gewesen seye, bey dem Churbayrischen Geheimen Canzler, Freyherrn von Unertl, etlichemal copiret habe: Es habe sich aber, auf fleißiges Nachsuchen, weder in denen vorhandenen Repertoriis, noch in denen Registraturen und Archiven selbsten, nichts hievon gezeiget; welches der Gesandte so wohl denen Kayserlichen Ministern, als übrigen Comitialgesandtschafften, (jedoch denen Lezteren nur Discursweise,) zu eröffnen habe.

Zu S. 86.) Kayserlicher Antrag m. Nov. 1778.

Zu Anfang Novembers 1778. berichtete der Chur-Pfälzische Gesandte zu Wien an seinen Hof: Kayserliche Maj. gedächten, in der Bayrischen Erbfolgssache ein Commißionsdecret an das Reich zu erlassen; wollten aber zuforderst noch versichert seyn, daß die Stände bey der Proposition und Umfrage nicht nur auf ein Dehortatorium an den König in Preussen, sondern auch auf die Anruffung der Westphälischen Fridensgarants, wenigstens per Majora, stimmen würden:

Es erfolgte aber dennoch kein dergleichen Commißionsdecret.

Chur-Pfälzische Erklärung darauf.

Inzwischen hatte der Churfürst zu Pfalz den 17. Nov. seinem Gesandten zu Wien rescribirt: Er seye seines Orts so weit einverstanden, daß von gesammten Reichswegen nicht nur die Westphälische Fridensgarants aufgeruffen, sondern auch an die Kriegführende Theile eine Vorstellung in gemäßigten, und keinem Theil zur Beleidigung gereichenden, Terminis gemacht werden mögte:

Und so erklärte sich der Churfürst auch gegen den an seinem Hof befindlichen K. Königlichen Minister.

Zu S. 88.) §. 30.

Würtembergische Hauptschrifft.

m. Mart. 1779. erschiene im Druck:

Vorlegung der Regredient-Erbrechte des Herzogl. Hauses Wirtemberg an einige Theile der Baierischen Allodial-Verlassenschafft. Stuttgart, 1779. 4.

Ihren Innhalt habe ich schon oben beygebracht.

§. 31.

§. 31.

Ausliferung der Urkunden.

Den 4. Jan. 1779. befahl der Churfürst zu Pfalz, auf das Oesterreichische Verlangen um Extradirung der zu Desselben Antheil Bayerns gehörigen Acten: Wegen der gewisse Gerichte und Ortschafften betreffenden Acten eine Conscription zu verfassen, und selbige ad Intimum zu geben.

§. 32.

Preußische weitere Schrifften.

Im Monath Merz 1779. vernahme man von Regensburg:

„Auf die zwey in dem verflossenen Monat December zu Berlin im Druck erschienenen Schriften 1) Abfertigung der vom K. K. geschehenen Beantwortung des Nachtrages zur Königl. Preußischen unterm 3. Jul. 1778. an die Hohe Mitstände des Reichs gerichteten Erklärung über die Bayrische Succeßionsangelegenheit. 2) Abgenöthigte Anzeige einiger neuen und wichtigen Umstände, welche die Angelegenheit der Bayrischen Erbfolge, besonders den Ursprung der Convention vom 3. Jan. 1778. und die Verhandlung Sr. Königl. Maj. von Preussen mit des Herrn Herzogs zu Pfalz-Zweybrücken Durchl. erläutern, ist in Wien eine vorläufige Beantwortung durch den Druck bekannt gemacht worden."

§. 33.

Stifft-Augsburgische Schrifft.

M. Apr. 1779. endlich hiesse es aus Regensburg:

Am 31. des vorigen Monats hat der Bischöfflich-Augsburgische Gesandte Freyh. von Oexle, allerseits Gesandtschafften mittelst Promemoria eine so rubricirte Kurze aus denen öffentlichen Reichstagshandlungen gezogene Anzeige derer Hochfürstl. Augsburgischen, nach Ableben weyl. Sr. Churfürstl. Durchl. in Bayern, wieder auflebenden Ansprüchen auf die Herrschafft Schwabeck, Hohen Schwangau, den Lechrhein, und die Stadt Schongau ad ædes communicirt. Dise Ortschafften hat bekanntermassen das Hochstifft Augsburg zur Indemnisation des im Spanischen Succeßionskriege erlittenen und auf 4. Millionen und 600tausend Gulden berechneten Schadens erhalten, durch den Badenschen Friden aber wiederum verlohren. Da nun jezo

der Stamm, zu dessen Vortheil der Badensche Fride lautet, erloschen, so haben Se. Churfürstl. Durchl. zu Trier, als Bischof zu Augsburg, sich bereits an Ihro Kayserl. Maj. st. gewendet, damit Allerhöchstdieselbe geruhen möchten, Ihrem Hochstifft oberwähnte, demselben ehedessen zu seiner Entschädigung angewiesen und abgetreten gewesene Lande, insonderheit aber die als eröffnete Reichslehen eingezogene Herrschafft Schwabeck und Hohen-Schwangau, in Reichslehenbarer Eigenschafft vor allen etwaigen Competenten dermalen wieder zu überlassen. Se. Churfürstl. Durchl. hoffen auch, von Dero Höchst- und Hohen Herren Mitständen um so mehr nachdrucksamst unterstüzt zu werden, als das gesamte Reich selbsten die Entschädigung des Hochstiffts schon An. 1709. und 1710. für Reichsgesetzmäßig erkannt, auch sich anheischig gemacht habe, dasselbe bey denen Ihm damals zuerkannten Herrschafften auch in künftigen Zeiten zu schüzen und zu handhaben."

Weiterer Anhang mein Europäisches Völckerrecht betreffend.

Da ich mich in diser Schrifft mehrmalen auf meinen **Versuch des neuesten Europäischen Völckerrechts**, (seit dem Jahr 1740.) und auf meine **Beyträge zu dem neuesten Europäischen Völckerrecht in Fridens- und Kriegszeiten** beruffen habe, selbige aber noch nicht ganz heraus seynd; so erachte ich für eine schickliche Gelegenheit, folgendes hiedurch mit wenigem bekannt zu machen.

1. Beede Wercke seynd völlig ausgearbeitet, und es ist nicht meine Schuld, daß sie im Druck noch nicht ganz heraus seynd, oder wann es sich damit in Ansehung der noch rückständigen Theile länger verziehet, als es mir selber lieb ist.

2. Habe ich mit billigem Befremden manche Nachrichten davon gelesen, welche nichts weniger als der Wahrheit gemäß seynd. Ich will nur der wichtigsten ganz kurz gedencken.

a) Bey Erzählung der Quellen, deren ich mich bedienet habe, übergehet man die von mir gebrauchte Hauptquellen, die Staatsverträge und die Staatsschrifften, ganz, und stellet sich an, als ob ich nur alles aus dem Mercure historique, denen Zeitungen, u. d. zusammengestoppelt hätte, welches doch ganz falsch ist: Wo aber die erste nicht hin-

hinreichen, muß ich mich freylich der politischen Journale eben so wohl bedienen, als Herr PÜTTER, SCHMAUSS, und Andere, ohnbedencklich und ohne Vorwurff unzählichemahle gethan haben: Ja von manchen täglich, z. E. in Gesandtsschafftssachen, vorkommenden Vorfällen und Umständen, hat man fast oder gar keine andere Nachrichten, als die man in denen Hof- und anderen wahrscheinlichen Zeitungen liset.

b) Gibt man vor, ich seze alles auf blosse Beyspile, und man treffe dahero kein Völckerrecht bey mir an, sondern nur Materialien darzu: Aber auch dises ist grundfalsch: Dann 1. lege ich, bereits gemeldeter massen, forderist alle Arten von Tractaten zu Grund, und erst da, wo dise aufhören, halte ich mich an das Herkommen; welches freylich nicht anderst, als aus denen Beyspilen erlernet und erwiesen werden kan. 2. Man streiche in meinen beyden Wercken die Erläuterungen aus denen Verträgen und Beyspilen durch; so hat man ein würckliches und völliges System von Grundsäzen, welche wie eine Kette zusammen hängen, und worinn das gewisse als gewiß, das ungewisse oder streitige aber als ungewiß oder streitig angegeben wird: Und man nehme nur z.E. besagte Materie von Gesandtschafften; so wird man keine Säze aus Grotio, Pufendorff, Vattel, &c. vermissen, die noch jezo brauchbar seynd, hingegen viles finden, davon sich bey jenen keine Spuhr findet.

c) Hat mir, besonders in der auserlesen Biblioth. 14. Band, S. 61. u. f. auf eine mir ganz unbegreifliche Weise Schuld gegeben werden wollen, daß ich das natürliche Völckerrecht, wie es auf Universitäten gelehret wird, zu unnüzen und überflüßigen Grillenfängereyen herabwürdige, und es als einen elenden Schulkram mit voller Verachtung wegwerffe, wodurch ich grossen Schaden anrichte. Ich versichere aber auf meine Ehre und Gewissen, daß mir dergleichen toller Gedancke nie in den Sinn gekommen ist; sondern ich seze die Lehre oder Theorie des natürlichen Völckerrechts voraus, und will nur die von denen Schrifftstellern über dise Materie übrig gelassene Lücken ausfüllen; wie einer, der eine experimental-Physic schreibt, oder Erfahrungen in der Arzeneykunst, von der Electricität u. d. herausgibt, deßwegen die Theorie davon nicht verwirfft, sondern auch voraussezt: Wie dann bey der Herzoglichen Militaracademie allhier in Stuttgart niemand die Vorlesungen über mein Europäisches Völckerrecht anhöret,

höret, der nicht schon zuvor das natürliche Völckerrecht gefasset hätte.

d) Endlich wollen Einige, ich solle alles kürzer fassen, und da, wo etwas in Büchern zu finden seye, die man in jeder öffentlichen und ansehnlichen Privatbibliothec antreffe den Leser nur auf die Quellen verweisen: Aber dises ist wider meinen ganzen Plan, (den ich, wie jeder, nach meinem eigenen Gutdünken entwerfen kan,) und der gröste Theil meiner Leser würde es mir sehr verüblen. Die allerwenigste derselben haben einen Zutritt zu grossen offentlichen und privat-Bibliothequen, und z. E. der Mercure historique ist vielleicht auf 10. Meilen weges hier herum nicht anzutreffen, auch nur selbigen sich anzuschaffen, würde vilemale mehr kosten, als meine beyde ganze Wercke. Meine Leser sollen an denselben eine Bibliothecam portatilem des practischen Völckerrechts bekommen, daß z. E. ein Gesandter, ein Officier, ein Kauffmann, ꝛc. der die ihme nüzliche Theile mit sich führt, darinn alles beysammen hat, was er sonst in keinem einigen Buch in der ganzen Welt von disen Materien auf Einem Plaz antrifft, sondern villeicht aus 100. (ihme grossen Theils unbekannten,) Büchern zusammen klauben müßte: Welche Art der Ausarbeitung auch meinen beeden grossen Wercken von dem Teutschen Staatsrecht bey so vilen Staatsmännern und nicht auf Universitäten lebenden Gelehrten so grossen Eingang verschafft- und bey ihnen so grossen Beyfall gefunden hat.

Wann werden doch so vile, sonst wackere und grosse, auch mir nicht abgeneigte, Gelehrte anfangen, mich nach meinem Zweck unpartheyisch zu beurtheilen, und aufhören, mit meinem Schatten zu fechten!

Da übrigens alle Herrn Recensenten und Beurtheiler meiner Wercke von dem Völckerrecht nicht in Abrede stellen können: 1. Die Materie, davon sie handlen, seye a) wichtig und b) brauchbar, 2. und meine Schrifften seyen a) die einige in diser Wissenschafft, auch b) gleichfalls brauchbar; so kan ich über die andere dabey gemachte Ausstellungen um so getroster hinüber gehen, und selbige der billigen Beurtheilung unpartheyischer Männer, welche die Bücher selbst gelesen haben, lediglich überlassen, da Ihro Königl. Majest. in Preussen in einem allerhöchsten Handschreiben an mich vom 22. Maji 1777. Sich allergnädigst zu äusseren beliebt haben: „Der Innhalt dises Wercks, wovon Derselbe Mir den ersten Theil unter dem 10den zugefertiget hat, scheinet würcklich sehr brauchbar und nüzlich zu seyn;“ und Niemand in Zweifel ziehen kan noch wird, daß Ihro Königl. Majest. in disem Fach ein ungleich competenterer und unpartheyischerer Richter seyen, als alle, auch noch so geschickte, Herrn Verfassere der gelehrten Journale und Zeitungen.

BIBLIOTHECA REGIA MONACENSIS

Bayerische StaatsBibliothek
Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Moser, Johann Jacob,

Der Teschenische Fridensschluß vom Jahr 1779. mit Anmerkungen Als eine Fortsetzung der Staatsgeschichte des zwischen Oesterreich und Preussen in denen Jahren 1778. und 1779. geführten Krieges

Franckfurt am Mayn 1779

4 Eur. 190 g-2
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10352893-8
VD18 14680262